



MINISTÈRE DE LA JUSTICE ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Renseignements particuliers des oppositions

Document préparé par la Direction générale des ressources budgétaires et financières
Avril 2025



MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

**Renseignements particuliers
de l'opposition officielle**

Document préparé par la Direction générale des ressources budgétaires et financières
Avril 2025

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements		Page
P.1	Sommes dépensées en 2024-2025 (et prévisions pour 2025-2026) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	1
P.2	Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2024-2025, indiquer: a) la liste des employés ou des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération et leur CV; d) la liste des personnes ayant démissionné de leur poste; e) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	Cahier des organismes
P.3	Pour 2024-2025, fournir la répartition des revenus du ministère de la Justice, et ce, par grande catégorie. Détailler chacun des éléments dans chacune des grandes catégories, avec, le cas échéant, l'entente renouvelée avec des ministères et organismes du gouvernement fédéral ou du Québec, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.	2
P.4	Pour 2024-2025, bilan du plan d'optimisation de la perception des amendes en indiquant: a) le montant total des créances; b) le montant total des sommes recouvrées; c) les mesures mises en place pour optimiser le recouvrement; d) les résultats obtenus.	5
P.5	Pour 2024-2025 le solde impayé (annuellement) pour chacun des types de créances et le nombre de dossiers à recouvrer par le Bureau des infractions et des amendes (BIA). Présenter les soldes de 100 000 \$ et plus à part et identifier (en somme et nombre de dossiers) les créances jugées difficiles à recouvrer. Aussi, pour chacun des types de créances au Bureau des infractions et des amendes (BIA), l'âge moyen, médian et maximum des soldes impayés (dossiers).	6
P.6	Copie du plan directeur informatique triennal ; indiquer les réalisations en 2024-2025. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	7
P.8	Pour chacun des emplacements utilisés par le ministère, incluant les cabinets, indiquer: a) la date des rénovations; b) la liste des rénovations; c) le coût des rénovations; d) le nom de la firme ou de la compagnie qui a effectué les travaux.	8

Demande de renseignements		Page
P.9	Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2024-2025. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser: a) le mandat; b) les membres; c) le budget; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) le nombre de rencontres effectuées en 2024-2025; f) les résultats obtenus en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.	13
P.10	Nombre de rencontres fédérales-provinciales territoriales des ministres et des sous-ministres de la Justice en 2024-2025. Indiquer, pour chacune: a) les coûts; b) les dates et lieux; c) les personnes présentes; d) les sujets à l'ordre du jour; e) les procès-verbaux; f) les résultats obtenus et les prévisions pour 2024-2025 (inclure une copie de tout rapport et de toute entente renouvelée); g) les rencontres inscrites à l'agenda pour 2024-2025 et 2025-2026.	44
P.11	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2024-2025 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.	45
P.12	Tout rapport, document, étude, avis ou analyse, liste de consultations ou liste de demandes concernant une réforme du droit de la famille.	46
P.13	Tout mandat ou contrat confié dans le cadre de la réforme du droit de la famille.	47
P.15	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2024-2025: a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.	48
P.16	Concernant le Fonds Accès Justice: a) tous les coûts reliés à sa mise en œuvre pour l'année 2024-2025 et les prévisions 2025-2026; b) le coût annuel estimé relatif à l'administration de ce fonds pour l'année 2024-2025 et les prévisions 2025-2026; c) les sommes allouées (totales et ventilées par région); d) les montants récoltés destinés au fonds depuis sa création, ventilés par année; e) les projets ayant reçu une aide financière et la date de l'octroi de l'aide ; f) les derniers projets acceptés; g) la structure de ce fonds.	56

Demande de renseignements		Page
P.17	Concernant les programmes de séances de médiation et d'information (médiation familiale, médiation aux petites créances, médiation civile et commerciale, parentalité après la rupture), identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2024-2025 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	57
P.18	Concernant le programme Ligne-ressource sans frais pour les victimes d'agression sexuelle, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2024-2025 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	58
P.19	Concernant le programme québécois de traitement de la toxicomanie sous surveillance judiciaire, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2024-2025 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	59
P.20	Pour 2024-2025, indiquer les sommes investies pour la mise en œuvre de la politique québécoise en matière d'agression sexuelle et les sommes prévues pour l'année 2024-2025. État de situation, au 31 mars 2025, de sa mise en œuvre.	60
P.21	Nombre total de juges, au 31 mars 2025, pour chaque cour sous juridiction du Québec. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région, les différentes chambres, ainsi que le sexe des juges. Indiquer le nombre de juges en congé maladie, en indiquant la date de retour prévue, le nombre de postes vacants, en indiquant la date de la libération du poste.	62
P.22	Ventilation des budgets 2024-2025 alloués à la magistrature sous juridiction du Québec pour le perfectionnement des juges, les congrès et les colloques incluant les budgets supplémentaires qui auraient pu être accordés.	64
P.23	Depuis le 1er avril 2024, et pour chacun des cours sous juridiction du Québec, indiquer le nombre de nominations, par région, par chambre, par mois, à des postes de juge et de juge de paix, ainsi que le nom des personnes nommées.	65
P.24	Nombre, nature et résultats des plaintes déposées devant le Conseil de la magistrature en 2024-2025 et nombre de cas portés devant les tribunaux avec brève explication sur la nature de chaque affaire et son cheminement dans le processus judiciaire, et ce, pour chacune des années.	66
P.25	Pour 2024-2025, ventilation détaillée des augmentations ou des primes accordées aux juges de la Cour du Québec qui exercent des fonctions de gestion, de même que toute augmentation des comptes de dépenses et des déboursés de fonction de ces derniers. Détail sur le pourcentage des salaires que représentent ces augmentations ou primes.	67
P.26	Mandats accordés à des avocats pour représenter des juges, depuis le 1er avril 2024: a) taux horaire accordé pour ces mandats, montant total versé à ce jour; b) montant accordé à chaque avocat avec le nom de son cabinet, étude ou société; c) le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable; d) indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation avec notation qui a autorisé la prolongation.	68
P.27	Ventilation des budgets en 2024-2025 alloués à la magistrature des cours sous juridiction du Québec pour l'achat et l'installation de nouveaux équipements informatiques, électroniques et téléphoniques. Indiquer le nombre de nouveaux appareils pour chaque cour sous juridiction du Québec, selon chacune des régions.	69

Demande de renseignements		Page
P.28	Pour chacune des sections du Tribunal administratif, concernant 2024-2025, fournir: a) la liste des membres du Tribunal administratif ainsi que leur rémunération; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération.	Cahier TAQ
P.29	Pour 2024-2025, pour chacune des matières des différentes sections du Tribunal, indiquer: a) le délai moyen de chacune des étapes de traitement de la réception du dossier à la rédaction de la décision; b) le délai moyen de traitement total des dossiers fermés; c) la moyenne des dossiers traités par chacun des membres; d) les dossiers en attente d'être fixés; e) le nombre de dossiers ouverts; f) le nombre de dossiers fermés et de quelle façon (sur accord, par désistement, règlement sans décision, etc.).	Cahier TAQ
P.30	Pour 2024-2025, bilan des activités de conciliation au Tribunal administratif: a) nombre de régions visées; b) nombre de dossiers traités; c) nombre de dossiers qui ont donné lieu à un règlement.	Cahier TAQ
P.31	Pour chacune des sections du Tribunal administratif, indiquer: a) le nombre total de juges, en indiquant la date du début et de la fin du mandat; b) le nombre de postes vacants, incluant la date.	Cahier TAQ
P.32	Nombre, nature et résultat des plaintes déposées devant le Conseil de la justice administrative depuis sa création.	Cahier CJA
P.33	Pour 2024-2025, les dossiers fermés à la suite d'un désistement et les raisons ayant mené au désistement (justification de la part du requérant).	Cahier TAQ
P.34	En 2024-2025, le nombre de locaux d'audience disponibles ainsi que leur taux d'occupation.	Cahier TAQ
P.35	Pour chacune des sections du tribunal administratif, indiquer: a) le nombre total de juges en indiquant la date du début et de la fin; b) le nombre de postes vacants incluant la date; c) le nombre de juges coordonnateurs en fonction pour chacune des sections du Tribunal.	Cahier TAQ
P.36	Nombre de mandats accordés et refusés par l'Aide juridique en 2024-2025, de même que la répartition de ceux-ci entre les avocats et les notaires de la pratique privée et les avocats et notaires permanents de l'Aide juridique.	Cahier CSJ
P.37	Montant de la rémunération attribuée par tarif forfaitaire en matière criminelle et notariale et par étape, en matière civile, en faisant la distinction entre les avocats et les notaires de la pratique privée et les avocats et les notaires permanents de l'Aide juridique.	Cahier CSJ
P.38	Nombre de professionnels et d'employés travaillant sur une révision des tarifs d'aide juridique.	Cahier CSJ
P.39	État de situation du réseau de l'aide juridique au 31 mars 2025.	Cahier CSJ
P.40	Pour 2024-2025, fournir: a) nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.3 de la Loi sur l'aide juridique; b) nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.13 de la Loi sur l'aide juridique; c) nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 9 de l'article 4.7 de la Loi sur l'aide juridique;	Cahier CSJ

Demande de renseignements		Page
	d) nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 8 de l'article 4.7 de la Loi sur l'aide juridique; e) nombre de mandats refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la Loi sur l'aide juridique	
P.41	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs aux jeunes contrevenants en 2024-2025: a) nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b) nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c) nombre de mandats émis à la pratique privée; d) coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	Cahier CSJ
P.42	Concernant les mandats pour les dossiers d'immigration en 2024-2025: a) nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b) nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c) nombre de mandats émis à la pratique privée; d) coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	Cahier CSJ
P.43	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit carcéral en 2024 - 2025: a) nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b) nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c) nombre de mandats émis à la pratique privée; d) coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	Cahier CSJ
P.44	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit criminel et pénal en 2024-2025: a) description détaillée de chacune des étapes du procès; b) montants attribués et payés aux avocats de la pratique privée, pour chacune des corporations régionales; c) nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; d) nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; e) nombre de mandats émis à la pratique privée f) coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	Cahier CSJ
P.45	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit administratif en 2024-2025: a) nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b) nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c) nombre de mandats émis à la pratique privée; d) coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	Cahier CSJ
P.46	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit civil dont, notamment, les changements de nom, les successions, les services notariaux et la fixation de loyer par la Régie du logement 2024-2025: a) nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée ; b) nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus ; c) nombre de mandats émis à la pratique privée ; d) coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	Cahier CSJ

Demande de renseignements		Page
P.47	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit matrimonial et familial en 2024-2025: a) nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b) nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c) nombre de mandats émis à la pratique privée; d) coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	Cahier CSJ
P.48	Coût total des frais judiciaires payés par le réseau d'aide juridique pour les bénéficiaires desservis par des avocats salariés ou par des avocats de pratique privée, par catégorie de frais, en 2024-2025.	Cahier CSJ
P.49	Coût total des frais d'expertise du réseau d'aide juridique, en faisant la distinction entre les avocats salariés et les avocats de pratique privée, pour chacune des régions, en faisant la distinction selon le type d'expertise.	Cahier CSJ
P.50	Prévisions et scénarios de financement du réseau d'aide juridique pour l'année 2024-2025.	Cahier CSJ
P.51	Ventilation détaillée de l'effectif, au 31 mars 2025, pour la Commission et pour chacun des bureaux régionaux.	Cahier CSJ
P.52	Bilan des seuils d'admissibilité à l'aide juridique en vigueur en 2024-2025. Indiquer le nombre de demandes reçues et acceptées par région.	Cahier CSJ
P.53	En 2024-2025, le nombre de demandeurs du programme d'aide juridique, jugés inadmissibles en raison de revenus trop élevés, liés à une pension alimentaire. Pour les demandeurs précédents, la valeur totale des pensions alimentaires et la somme que l'État a épargnée en les disqualifiant.	Cahier CSJ
P.54	En 2024-2025, le nombre de rencontres du groupe de travail sur la structure tarifaire de l'aide juridique.	70
P.55	Liste des mandats accordés en 2024-2025 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser: a) le nom et l'adresse du professionnel; b) la description du mandat; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation; c) le coût horaire et le coût total du mandat réalisé jusqu'à maintenant; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable; d) les prévisions des coûts pour 2024-2025 et pour l'ensemble du mandat confié; e) le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant; f) une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.	71
P.56	Liste, coûts et détail des mandats donnés par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires ou juristes de la pratique privée ou à la retraite qui ont déjà été à l'emploi du ministère de la Justice. Préciser la date de la fin de leur emploi.	89
P.57	Pour chacun des centres de justice de proximité, identifier et ventiler (frais immobiliers, masse salariale, équipements, etc.) les sommes accordées par le ministère et par d'autres organismes publics ou privés en 2024-2025; fournir les prévisions pour 2025-2026.	90
P.58	Pour chacun des centres de justice de proximité, indiquer le nombre d'employés (permanents et occasionnels) et le nombre de bénévoles 2024-2025; fournir les prévisions pour 2025-2026.	91
P.59	Pour chacun des centres de justice de proximité, indiquer le nombre de dossiers traités et de services rendus dans chacun des cinq types de services offerts (information juridique, avis juridique, services de soutien et d'accompagnement, aide concernant des formulaires à remplir, modes alternatifs de règlement des conflits) en 2024-2025.	92

Demande de renseignements		Page
P.60	Pour 2024-2025, statistiques relatives au nombre de mandats civils, criminels et pénaux octroyés à des avocats et notaires de la pratique privée pour la Direction générale des affaires juridiques et pour la Direction des poursuites criminelles et pénales (DPCP): a) joindre la liste des bureaux avec les noms des professionnels qui ont obtenu de tels mandats; b) ventilation des honoraires versés en indiquant, s'il y a lieu, ceux qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable; c) comparaison avec les cinq années financières précédentes.	Cahier DPCP
P.61	Au 31 mars 2025, le nombre procureurs aux poursuites criminelles et pénales, relevant du DPCP pour chaque district judiciaire. Comparaison avec les cinq années précédentes.	Cahier DPCP
P.62	Pour les trois dernières années, le nombre de procureurs ayant démissionné. Indiquer les dépenses liées à leur départ.	Cahier DPCP
P.63	Nombre de procureurs de la couronne affectés à des dossiers spécialisés en 2024-2025, (exemple: gangs de rue, crimes sexuels, crime organisé, crimes économiques, etc.). Ventilation par catégorie et par district judiciaire.	Cahier DPCP
P.64	Concernant le tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, indiquer et fournir pour chacun des districts. a) la ventilation des effectifs en 2024-2025 et les prévisions d'embauches et de départs pour 2025-2026; b) le nombre de dossiers en matière de violence sexuelle et de violence conjugale traités en 2024-2025 et les délais; c) les coûts engendrés par l'implantation du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale; d) les prévisions pour 2025-2026.	Cahier DPCP
P.65	L'état d'avancement du projet pilote de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et les prévisions pour 2025-2026.	93
P.66	Pour chaque district judiciaire, le délai de traitement moyen des dossiers criminels.	96
P.67	Évolution par mois des effectifs dans le Nord (notamment juges, travailleurs parajudiciaires, interprètes et procureurs) et démarches afin de les augmenter.	97
P.68	L'ensemble des mesures et des actions réalisées en 2024-2025 afin de continuer le virage numérique du système de justice et l'accès aux documents et services et les prévisions pour 2025-2026.	98
P.69	Statistiques sur le nombre d'accusés libérés à la suite d'une requête en arrêt des procédures pour délai déraisonnable. Indiquer le nombre de requêtes présentées, le nombre de requêtes entendues, le nombre de procès abandonnés, le nombre de dossiers à risque ainsi que les districts concernés.	99
P.70	Pour chaque district judiciaire, le nombre de dossiers qui ont bénéficié de programmes de non-judiciarisation, ou de programme d'adaptabilité en indiquant les types d'infractions (vols, voies de fait, etc.).	Cahier DPCP
P.71	Tout document préparé visant l'amélioration de l'accompagnement ou du parcours judiciaire d'une victime de violence sexuelle et conjugale.	100
P.72	Nombre et répartition des agents de liaison en violences sexuelles dans chaque équipe des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC).	108
P.73	La liste des procès en matière criminelle qui ont avorté pour 2024-2025. Indiquer le nombre et la nature des accusations qui sont tombées.	Cahier DPCP
P.74	Nombre de poursuites intentées par le DPCP à la suite des vérifications de la Commission d'accès à l'information.	Cahier DPCP

Demande de renseignements		Page
P.75	Nombre de poursuites intentées par le DPCP à la suite des vérifications du Commissaire au Lobbyisme, par secteur visé par la Loi et effectué 2024-2025: a) à la suite d'une plainte; b) de la propre initiative du Commissaire. Indiquer pour chacun des secteurs visés par la loi: i. l'objet de la poursuite; ii. les sanctions données.	Cahier DPCP
P.76	Nombre d'amendes remises et valeur totale de celles-ci pour contraventions à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu.	109
P.77	Bilan des revenus générés par les amendes octroyées aux braconniers pris en délit, selon les régions et les parcs nationaux du Québec pour l'année 2024-2025.	110
P.78	Liste des infractions et des amendes accompagnées pour des gestions répertoriées de braconnage pour l'année 2024-2025.	111
P.79	Montant total des sanctions, pénalités et amendes pour non-respect des dispositions de la Charte de la langue française imposées par les tribunaux en 2024-2025, et ventilation de celles-ci par type d'infractions.	114
P.80	Bilan du Plan d'agrandissement et de rénovation des palais de justice en précisant: a) le nombre de projets terminés; b) le nombre de projets en voie d'achèvement; c) le nombre de projets retardés et les motifs du retard; d) le nombre de projets abandonnés et les motifs de l'abandon; e) le nombre de projets en attente; f) prévisions 2024-2025.	115
P.81	La liste des palais de justice en indiquant s'ils ont, ou non, une arche de sécurité.	116
P.82	Le plan de déploiement des arches de sécurité dans les palais de justice pour les 3 prochaines années en indiquant les coûts associés.	117
P.83	Concernant la fermeture du palais de Mont-Joli : a) La ventilation du nombre de dossiers ayant été transférés à un autre palais de justice. b) La ventilation des montants investis annuellement jusqu'au 31 janvier 2025 afin de garder ouverts le point de service et les contrats associés.	118
P.84	Concernant le Plan de modernisation de la justice: a) bilan de mise en œuvre par mesure, avec échéanciers et sommes versées pour chacune des mesures (ventilation détaillée de l'utilisation des budgets); b) liste des mesures suspendues; c) liste des mesures modifiées.	119
P.85	Nombre de dossiers ouverts à la Cour du Québec en 2024-2025 et délai de traitement moyen: a) Chambre civile; b) Chambre civile — Division des petites créances; c) Chambre criminelle; d) Chambre de la jeunesse.	123
P.86	Nombre de dossiers à la Division des petites créances en 2024-2025. Indiquer le nombre de dossiers portant sur une créance de moins de 5 000 \$, le nombre de dossiers portant sur une créance située entre 5001 \$ et 10 000 \$, et le nombre de dossiers portant sur une créance de 10 001 \$ ou plus. Ventiler par année et par palais de justice.	124

Demande de renseignements		Page
P.87	Sommes investies pour l'informatisation dans les palais de justice par année et par district judiciaire. Détailler l'utilisation de ces sommes dans chacun des palais de justice et fournir les prévisions pour 2025-2026.	126
P.88	Nombre de dossiers ayant bénéficié du Service de médiation à la Division des petites créances 2024-2025. Ventiler par palais de justice.	127
P.89	Nombre de dossiers ouverts à la Cour supérieure du Québec en matière civile et familiale en 2024-2025. Ventiler par palais de justice.	128
P.90	Coûts d'exploitation des services de greffes périphériques pour 2024-2025 par région.	130
P.91	Taux d'utilisation moyen des salles d'audience des Palais de justice pour 2024-2025. Ventilation par Palais de justice.	131
P.92	Concernant le registre public des personnes déclarées quérulentes élaboré avec la Cour du Québec, indiquer: a) le coût annuel estimé relatif à l'administration de ce registre; b) les économies estimées par la mise en place de ce registre; c) les ressources humaines allouées en ETC pour l'année 2024-2025; d) le nombre de personnes ou entreprises déclarées quérulentes.	133
P.93	Concernant le registre des ventes du ministère de la Justice, indiquer: a) les coûts relatifs à l'administration de ce registre des ventes; b) les recettes annuelles de ces ventes; c) les ressources humaines allouées pour l'année 2024-2025; d) liste des contrats alloués à des firmes externes pour la mise sur pied de ce registre (contrat, coûts, etc.).	134
P.95	Liste des poursuites intentées par le DPCP à la suite des vérifications ou des enquêtes effectuées par le ministère des Affaires municipales ou la Commission municipale auprès de municipalités, d'élus ou de fonctionnaires municipaux.	Cahier DPCP
P.96	Nombre de rencontres du comité fédéral-provincial des poursuivants en 2024-2025. Fournir tout document déposé et indiquer: a) les coûts; b) les dates et lieux; c) les personnes présentes; d) les sujets à l'ordre du jour.	Cahier DPCP
P.97	Bilan des programmes et des initiatives liés à la justice réparatrice. Indiquer les projets, les coûts ou les économies réalisées.	135
P.98	État de situation, au 31 mars 2025, du bilan budgétaire de l'administration de la justice pour la mise en œuvre des lois criminelles adoptées au cours des cinq dernières années par le gouvernement fédéral en vertu du Code criminel. Ventilation par : a) lois adoptées par le gouvernement fédéral ; b) impact sur les revenus en 2024-2025 ; c) impact sur les revenus au cours des cinq dernières années ; d) impact sur les dépenses en 2024-2025 ; e) impact sur les dépenses au cours des cinq dernières années.	140
P.99	Les sommes perçues en vertu de la contribution réclamée sur un constat d'infraction pour toute infraction relative à une loi du Québec depuis 2014 (article 8.1 du Code de procédure pénale du Québec) et versées au Fonds Accès Justice. Indiquer les sommes perçues pour chaque mois en 2024-2025.	141
P.100	Veuillez nous indiquer, pour les 5 dernières années, le nombre de constats d'infraction au code de la sécurité routière émis par un radar photo, ventilé par région.	142

Demande de renseignements		Page
P.101	Pour chacune des catégories de contribution (14 \$, 20 \$, 40 \$ ou 25 %), indiquer leur utilisation/répartition conformément au dernier paragraphe de l'article 8.1 du Code de procédure pénale. Par exemple, indiquer le montant total de la part des contributions de 20 \$ transféré au CAVAC, au FAJ, etc.	145
P.102	Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées par votre ministère ou organismes en 2024-2025 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	146
P.103	Crédits budgétaires alloués en 2024-2025 et prévus en 2025-2026 afin de mettre en œuvre les recommandations du Rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA).	152
P.104	Crédits budgétaires alloués en 2024-2025 et prévus en 2025-2026 afin de mettre en œuvre les recommandations du Rapport sur la situation de la cour itinérante au Nunavik.	153
P.105	État d'avancement en date du 31 mars 2025 de la mise en application des mesures du Rapport sur la situation de la cour itinérante au Nunavik.	154
P.106	Statistiques sur le nombre et les catégories de plaintes actuellement devant la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Nombre de plaintes reçues, traitées et acceptées en 2024-2025. Pour les plaintes en matière d'accommodements raisonnables, ventiler par motif (religion, handicap, sexe, etc.). Nombre de plaintes devant le Tribunal des droits de la personne. Nombre d'enquêtes initiées par la Commission.	Cahier CDPDJ
P.107	Concernant les plaintes déposées pour discrimination ou violence fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre en 2023-2024 et 2024-2025, veuillez nous fournir: a) La liste des enquêtes ouvertes; b) La liste des ministères et organismes visés par les enquêtes; c) Le délai moyen de traitement d'une plainte; d) La liste des recommandations produites; e) La liste des sanctions appliquées.	Cahier CDPDJ
P.108	Concernant les plaintes déposées pour racisme en 2023-2024 et 2024-2025, veuillez nous fournir: a) La liste des enquêtes ouvertes; b) La liste des ministères et organismes visés par les enquêtes; c) Le délai moyen de traitement d'une plainte; d) La liste des recommandations produites; e) La liste des sanctions appliquées.	Cahier CDPDJ
P.109	Liste des recommandations ou des avis de la Commission aux ministères et aux organismes en 2024-2025, et suivi apporté. Préciser quels avis et recommandations ont été demandés et lesquels ont été rendus par la Commission de sa propre initiative. Préciser les sommes dépensées par la Commission pour le volet « recommandations et avis » de ses activités et le pourcentage que ces sommes représentent sur l'ensemble de ses dépenses.	Cahier CDPDJ
P.110	Délai moyen de traitement des plaintes.	Cahier CDPDJ
P.111	Liste des entreprises privées, des commissions scolaires, des ministères et des organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi au 31 mars 2025, et bilan de l'application de la <i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i> à ce jour.	Cahier CDPDJ
P.112	Actions mises en œuvre en vue de sensibiliser les propriétaires de logements privés au problème de la discrimination raciale.	Cahier CDPDJ
P.113	Pour 2024-2025, indiquer l'ensemble des actions et mesures déployées par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, dans ses interventions avec les employeurs, afin de faire valoir les avantages de la mise en œuvre d'un programme d'accès à l'égalité en emploi.	Cahier CDPDJ

Demande de renseignements		Page
P.114	Pour 2024-2025, indiquer l'ensemble des actions et mesures déployées par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse afin de renforcer ses partenariats avec les organismes spécialisés dans l'intégration et le maintien des minorités visibles en emploi.	Cahier CDPDJ
P.115	Pour 2024-2025, indiquer le nombre d'organismes publics qui ont soumis un questionnaire d'auto-identification, qu'ils ont eux-mêmes modifié, pour approbation à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.	Cahier CDPDJ
P.116	Dans le cadre de l'évaluation qu'elle mène actuellement en lien avec la possibilité d'ajouter les sous-groupes aux minorités visibles dans son questionnaire d'auto-identification, que la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse indique tous les ministères et organismes consultés et la date et durée de chacune de ses rencontres.	Cahier CDPDJ
P.117	Pour 2023-2024 et 2024-2025, indiquer les actions et mesures mises en œuvre par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse pour attirer l'attention des employeurs et des organismes publics sur les micro-agressions.	Cahier CDPDJ
P.118	Nombre et nature des cas traités et des plaintes reçues à la Commission en 2024-2025. Nombre de cas et de circonstances en vertu desquels la Commission a agi par elle-même.	Cahier CDPDJ
P.119	Liste des plaintes qui ont déjà fait l'objet de recommandations par la Commission auprès des ministères en 2024-2025.	Cahier CDPDJ
P.120	Délai moyen de traitement des plaintes pour 2024-2025.	Cahier CDPDJ
P.121	Effectif pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026, postes occupés et nature du travail.	Cahier CDPDJ
P.122	Nombre de demandes de prestations présentées en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, incluant le résultat des demandes et le montant des prestations versées 2024-2025, par région. Pour chaque catégorie de prestations, préciser le montant affecté pour chaque sous-catégorie en faisant les distinctions entre les divers types de bénéficiaires, le cas échéant. Fournir le total des prestations et des frais d'administration de l'IVAC pour ces mêmes années.	155
P.123	Bilan, au 31 mars 2025, du fonctionnement des CAVAC, incluant les budgets et l'effectif ; fournir les prévisions pour 2025-2026. Fournir les montants d'aide financière accordés aux CAVAC et les prévisions pour 2024-2025.	157
P.124	Bilan des subventions octroyées grâce au FAVAC pour des projets spéciaux ou des services récurrents à des organismes autres que les CAVAC. Ventiler par région et en fonction du type d'objet (projets spéciaux ou services récurrents).	159
P.125	Nombre de poursuites, par région, intentées en 2024-2025 par le DPCP relativement à des infractions à la Charte de la langue française (L.R.Q. chap. C. 11), incluant le tableau des résultats et la ventilation par article.	Cahier DPCP
P.126	Montant des amendes recueillies en vertu des dispositions pénales de la loi R-20 au cours des trois dernières années et ventilation par infraction.	160
P.127	Le déficit actuariel du régime d'indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC) au 31 mars 2025.	161
P.128	Les sommes imposées par les juges québécois à titre de sur amendes compensatoires en vertu de l'article 737 du Code criminel, par district judiciaire et par mois. Indiquer le nombre de sur amendes compensatoires réclamées. Indiquer s'il s'agit d'une déclaration de culpabilité sur mise en accusation ou par procédure sommaire.	162

Demande de renseignements		Page
P.129	Bilan de la mise en œuvre de la Loi concernant la médiation familiale et pour 2024-2025: a) nombre de couples ayant participé aux séances d'information ; b) nombre de couples ayant obtenu une dispense ; c) nombre de couples ayant eu recours à la médiation familiale.	163
P.130	Pour 2024-2025, nombre d'interprètes qui ont reçu leur qualification, conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones.	164
P.131	En date du 31 mars 2025, nombre d'interprètes qui détiennent leur qualification conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones, ventilé par nation autochtone.	165
P.132	Pour 2024-2025, nombre de séances d'examens organisées pour qualifier des interprètes conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones	166
P.133	Depuis la création de la ligne téléphonique 1-800-rebâtir, indiquer : a) Le nombre d'employés dédiés à cette ligne; b) Le nombre d'employés à temps partiel; c) Le nombre d'employés à temps complet; d) La formation reçue par les employés; e) Les coûts d'opération reliés à cette ligne téléphonique; f) Le nombre d'appels reçus à ce jour; g) Ventilation selon les types d'appels (sexuelle, conjugale, familiale); h) Sur les 4 h de consultation gratuite, combien de temps en moyenne par personne; i) Les heures et les journées d'opération de la ligne téléphonique; j) Les actions posées suite aux appels; k) Les appels restants sans suivi	167
P.134	Concernant l'annonce du 24 avril 2023 annonçant un financement de 1,6 million de dollars pour des projets visant à rebâtir la confiance des personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale envers le système de justice, indiquer: a) La liste des projets financés en date du 31 mars 2025 et les montants investis dans chacun.	171
P.135	Concernant le projet de Gestion du dossier judiciaire, des registres et du dossier du juge, fournir pour 2024-2025 : a) Sommes dépensées en 2024-2025 (et prévisions pour 2025-2026); b) Détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation; c) Les entreprises d'infonuagique impliquées; d) Le nombre d'ETC affectés à ce programme; e) Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route; f) État d'avancement; g) Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.	172
P.136	Concernant le projet de Gestion de l'audience numérique, fournir pour 2024-2025 : a) Sommes dépensées en 2024-2025 (et prévisions pour 2025-2026); b) Détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation; c) Les entreprises d'infonuagique impliquées; d) Le nombre d'ETC affectés à ce programme; e) Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route; f) État d'avancement; g) Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.	173
P.137	Concernant le projet Soutien de l'instance, la gestion des salles et la mise au rôle, fournir pour 2024-2025 : a) Sommes dépensées en 2024-2025 (et prévisions pour 2025-2026); b) Détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation; c) Les entreprises d'infonuagique impliquées;	174

Demande de renseignements		Page
P.137	d) Le nombre d'ETC affectés à ce programme; e) Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route; f) État d'avancement; g).Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.	

N.B. À moins d'indications contraires, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 31 janvier 2025.

Étude des crédits 2025-2026

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle - questions non répondues par le ministère de la Justice

# demande initiale opposition officielle	Questions 2025-2026 non répondues	Motifs
DP1.7	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2024-2025.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 8 de l'opposition officielle
DP1.14	Nombre de professionnels ou d'employés travaillant sur la réforme du droit dela famille.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
DP1.94	Pour 2024-2025, liste des requêtes demandant la confirmation judiciaire de la fin du mandat d'un membre d'un conseil municipal, présentées par le procureur général. Indiquer les motifs des requêtes et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces requêtes n'occupent plus leur fonction d'élu.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
DP1.138	Concernant le Bureau des présidents des conseils de discipline des ordres professionnels, indiquer : a)les coûts reliés à ce bureau (locaux, immobilisations, salaires, téléphonie, Internet, etc.) pour 2024-2025 ; b)la liste des présidents y siégeant, incluant leur salaire ; et c)le nombre de réunions tenues.	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.139	Pour l'année 2024-2025, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et qui n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.140	Pour l'année 2024-2025, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés ou licenciés, par secteur d'activité.	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.141	Pour les années 2023-2024 et 2024-2025, le nombre d'employés à statut permanent et occasionnel qui ont quitté de leur plein gré, par secteur d'activité.	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.142	Pour les années 2023-2024 et 2024-2025, le nombre d'employés s'étant absentés pour une période de plus de 30 jours consécutifs et la raison de cette absence.	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.143	Nombre d'employés de l'OPQ qui sont payés entièrement ou en partie par des ordres professionnels ou tout autre organisme	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.144	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels, par secteur, devenus permanents pour 2024-2025	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.145	Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du Trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2024-2025.	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.146	Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence : a)le nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents ; b)la liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre ; c)les frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation ; d)les frais de branchement ou concernant des applications en vue de tenir des réunions virtuelles ; ~~e)la liste des participations à des colloques ou à des congrès, et la liste des participants, incluant les coûts afférents.~~	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.147	Pour l'année 2024-2025, indiquer : a)la liste des employés de l'OPQ et leur rémunération, en indiquant leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, le cas échéant ; b)la liste des personnes et des membres qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, le cas échéant ; c)la liste des personnes et des membres qui ont été nommés, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, le cas échéant.	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.148	Nombre, nature et résultat des plaintes acheminées à l'OPQ et nombre de cas portés devant les ordres professionnels concernés, incluant une brève explication de la nature de chaque affaire et son cheminement dans le processus en 2024-2025	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.149	Copie de la partie accessible au public de tous les mémoires soumis au Conseil des ministres à l'égard desquels l'OPQ a émis des commentaires, et la nature de ces commentaires.	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.150	Pour les années 2023-2024 et 2024-2025, le nombre de plaintes par des membres ou des employés de l'Office à la Commission de la fonction publique.	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.151	Pour les années 2023-2024 et 2024-2025, l'ensemble des mesures et les coûts associés à l'embauche d'une firme externe avec le mandat d'effectuer un diagnostic du climat organisationnel, dans une optique d'amélioration continue.	Répondue par l'Office des professions du Québec

Étude des crédits 2025-2026

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle - questions non répondues par le ministère de la Justice

# demande initiale opposition officielle	Questions 2025-2026 non répondues	Motifs
DP1.152	Concernant le Bureau du Commissaire à l'admission : a)Budget pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026; b)Effectifs ventilés selon le type d'employés (cadre, soutien, etc.) ; c)Nombre de plaintes traitées et délai moyen de traitement en 2024-2025 et la provenance de ces plaintes par ordre professionnel et l'état d'avancement de ces dossiers ; d)Nombre d'ordres professionnels conseillés en 2024-2025.	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.153	Nom des ordres professionnels ayant déposé des modifications réglementaires pour faciliter la reconnaissance des compétences étrangères et tout autre règlement.	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.154	Portrait statistique sur l'accèsion aux professions pour les candidats étrangers, par ordre professionnel. Indiquer le nombre de demandes d'admission présentées par des étudiants étrangers, le nombre de demandes acceptées ou refusées et le délai moyen de traitement.	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.155	Nombre de professionnels formés à l'étranger ayant abandonné le processus de reconnaissance des diplômes en cours de route en 2024-2025, par ordre professionnel	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.156	Portrait des demandes de modification législative ou réglementaire déposées à l'OPQ par les ordres professionnels. Indiquer l'ordre professionnel impliqué, une brève description de la demande, sa date de réception par l'OPQ et l'échéancier des différentes étapes pour l'adoption de la mesure législative ou réglementaire.	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.157	Nom des ordres professionnels ayant déposé des modifications à leur code de déontologie, en indiquant à quelle étape du processus sont rendus ces ordres.	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.158	Nom des ordres professionnels ayant déposé des modifications à leur réglementation pour l'exercice de leurs activités professionnelles au sein d'une société en nom collectif à responsabilité limitée ou au sein d'une société par actions, en indiquant à quelle étape du processus sont rendus ces ordres.	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.159	Nombre de règlements ou de modifications de règlement adoptés par les ordres, mais qui est en attente d'une décision ou d'un avis de l'Office des professions.	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.160	Les ordres professionnels qui font l'objet d'une enquête de l'OPQ en 2024-2025. Indiquer lesquels, les motifs des enquêtes ainsi que l'état d'avancement de l'enquête	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.161	Liste de groupes ayant demandé à être reconnus comme Ordres professionnels en 2024-2025. Indiquer lesquels, si les démarches sont complétées et le résultat le cas échéant.	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.162	Indiquer les démarches accomplies concernant la création d'un ordre des ostéopathes du Québec.	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.163	Nombre de rencontres tenues par l'Office concernant l'encadrement de l'ostéopathie et la liste des personnes présentes.	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.164	Indiquer l'état de situation sur l'encadrement des microbiologistes par l'ordre des chimistes et les étapes à venir.	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.165	Nombre de rencontres tenues par l'Office concernant l'encadrement des microbiologistes et la liste des personnes présentes.	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.166	Indiquer l'état d'avancement de la mise à jour de la loi encadrant les traducteurs et interprètes agréés.	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.167	Indiquer l'avancement de la reconnaissance de la spécialisation des pharmaciens en établissement.	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.168	Nombre d'arrêtés ministériels ayant touché les ordres professionnels, en spécifiant les arrêtés qui ont dû être corrigés après publication et après avoir consulté les ordres professionnels touchés.	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.169	Indiquer l'état de situation sur l'encadrement des kinésologues et les étapes à venir.	Répondue par l'Office des professions du Québec
DP1.170	Nombre de rencontres tenues par l'Office concernant l'encadrement des kinésologues et la liste des personnes présentes.	Répondue par l'Office des professions du Québec

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle Étude des crédits 2025-2026

Question 01	Sommes dépensées en 2024-2025 (et prévisions pour 2025-2026) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Ministère

	Montant (k\$)
Logiciels et matériel	24 408,1
Services professionnels	
Interne	35 090,4
Externe	57 199,7
Infrastructures Technologiques Québec/Ministère de la Cybersécurité et du Numérique	9 613,2
Total	126 311,4

(Incluant le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels et le Fonds Accès Justice)

Fonds des registres

	Montant (k\$)
Logiciels et matériel	1 748,3
Services professionnels	
Interne	9 680,7
Externe	17 240,9
Total	28 669,9

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle Étude des crédits 2025-2026

Question 03	Pour 2024-2025, fournir la répartition des revenus du ministère, et ce, par grande catégorie. Détailler chacun des éléments dans chacune des grandes catégories, avec, le cas échéant, l'entente renouvelée avec des ministères et organismes du gouvernement fédéral ou du Québec, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.

Ministère

Catégorie	Description	Montant (k\$)
04-01-E3	Recouvrements de tiers (Compte de revenus utilisé pour le recouvrement - honoraires judiciaires)	83,6
04-01-H1	Actes judiciaires (frais judiciaires et droits de greffe en matière civile)	34 388,4
04-01-H2	Actes juridiques (frais judiciaires en matière pénale et criminelle)	29 363,9
04-01-01	Formules et documents (photocopies de documents de nature juridique conservés dans les greffes des palais de justice)	369,1
04-01-41	Disposition de surplus (Compte de revenus utilisé pour comptabiliser les revenus provenant de la disposition de mobilier en surplus au Ministère. Ce mobilier est envoyé au centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) qui organise un encan et retourne l'argent aux différents ministères propriétaires des surplus.)	0,4
04-02-07	Gains sur fluctuation de change (Il s'agit uniquement de transactions en dollars US. Pour une transaction en dollars US, il y a toujours un écart entre le montant de la facture et le montant payé, car la devise fluctue dans le temps et l'écart entre le montant de la facture et le prix payé est comptabilisé dans ce compte. Il peut y avoir des gains et des pertes de change.)	0,2
04-03-06	Infractions au Code de la sécurité routière (Amendes imposées en vertu du Code de la Sécurité routière, dont la poursuite est intentée par le Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ces amendes sont perçues principalement par le Bureau des Infractions et Amendes du ministère de la Justice, ainsi que par certaines municipalités qui ont pris entente avec le Ministère pour traiter les constats délivrés par la Sûreté du Québec sur leur territoire.)	40 600,5
04-03-07	Infractions au Code criminel (Amendes imposées en vertu du Code criminel, dont la poursuite est intentée par le Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ces amendes sont perçues principalement par le Bureau des Infractions et Amendes.)	9 223,9
04-03-16	Contributions pénales (Depuis le 26 décembre 2024, la contribution pénale a été majorée et est établie en fonction du montant d'amende : 28 \$ pour amende inférieure à 100 \$; 52 \$ pour amende entre 100 \$ et 300 \$, 75\$ pour amende entre 300 \$ et 500 \$ et 25 % de l'amende pour amendes supérieures à 500 \$.	22 260,6
04-03-17	Infractions à diverses lois (Amendes imposées en vertu des lois autres que le Code de la sécurité routière et le Code criminel, dont la poursuite est le plus souvent intentée par le Directeur des poursuites criminelles et pénales. Exemple : loi concernant l'impôt sur le tabac, loi sur les normes du travail, etc.)	20 954,8
04-04-01	Recouvrement - dépenses d'années antérieures (Ce poste comptable inclut tous les recouvrements de dépenses reçues durant l'année courante pour une dépense encourue l'année précédente.)	5.6
04-04-04	Recouvrement – rémunération (C'est la même situation que le compte 04-04-01 mais on utilise un autre compte pour la supercatégorie « Rémunération » alors que le 04-04-01 représente la supercatégorie « Fonctionnement ».)	149,3

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle Étude des crédits 2025-2026

Question 03	Suite

Catégorie	Description	Montant (k\$)
04-04-32	Surplus – fonds spéciaux et organismes (En vertu de l'Accord relatif à l'administration de la loi sur les contraventions, le Québec assure le traitement des contraventions fédérales commises en territoire québécois. Les recettes perçues à la suite du paiement de ces contraventions sont déposées dans un compte en fidéicomis (fonds spécial), et l'excédent des recettes sur les coûts encourus pour traiter ces contraventions est partagé entre le Fédéral et le Québec et comptabilisé dans ce compte.)	53,4
06-04-H5	Informations concernant les sentences (Le Canada et le Québec ont conclu en 1995 une entente par laquelle le Québec transmet au Canada la documentation relative aux sentences requises dans le processus de gestion de la peine et des libérations conditionnelles. Le Canada rembourse un montant fixe pour les dépenses assumées pour le repiquage des cassettes.)	70,6
06-04-H6	Enregistrement des actions en divorce (Accord entre le Canada et le Québec qui prévoit que le Québec perçoit le droit fédéral établi à 10 \$ par demande de divorce déposé au Québec. Le Québec retourne au Fédéral 7 \$ pour chaque demande d'enregistrement en divorce et conserve 3 \$.)	22,8
06-04-J7	Mesures québécoises de justice familiale (Entente qui prévoit un financement du Fédéral dans le cadre du Fonds de soutien des familles. L'apport du Fédéral sert principalement à financer diverses recherches et études en matière familiale.)	8,9

Fonds Accès Justice

Catégorie	Description	Montant (k\$)
441210	Intérêts sur compte de banque	596,5
442066	Contribution pénale - Amende et confiscation	11 312,6
443010	Recouvrement – Dépenses d’années antérieures	1,0
443030	Recouvrement - Subvention d'années antérieures	9,1
471340	Mesures québécoises de justice familiale	2 459,1
474010	Financement des activités liées aux centres de justice communautaires	80,9
484025	Transferts provenant du ministère de la Justice	5 301,7

Fonds d’aide aux victimes d’actes criminels

Catégorie	Description	Montant (k\$)
422750	Programme C3ESSES	51,0
442050	Suramende compensatoire	2 527,9
442065	Contribution pénale	14 412,8
442070	Produit de la criminalité	1 250,0
443030	Recouvrement – Subventions d’années antérieures	0,6
474010	Transfert du gouvernement fédéral	2 250,7
471138	Contre la violence fondée sur le sexe-Transfert du gouvernement fédéral	113,3
484025	Transfert provenant du ministère de la Justice	24 679,4

Question 03	Suite

Fonds des registres

Catégorie	Description	Montant (k\$)
Revenus autonomes	Registre des droits personnels et réels mobiliers	40 638,0
Revenus autonomes	Service de certification (ICPG)	376,1
Revenus autonomes	Registre des commissaires à l’assermentation	492,3
Revenus autonomes	Registre des lettres patentes foncières	3,4
Revenus autonomes	Registre des ventes	543,4
Revenus autonomes	Émission des apostilles	1 266,7
443010	Recouvrement – Dépenses années antérieures	73,4
443011	Recouvrement – Rémunération	2,5

Question 04	Pour 2024-2025 bilan du plan d'optimisation de la perception des amendes, en indiquant :
	a) le montant total des créances;
	b) le montant total des sommes recouvrées;
	c) les mesures mises en place pour optimiser le recouvrement;
	d) les résultats obtenus.

a) et b) Le montant total des créances et le montant total des sommes recouvrées :

	Montant (M\$)
Créances	175,3
Sommes recouvrées	98,9

Ce tableau présente uniquement les créances du Ministère (Fonds consolidé du revenu) et exclut les dossiers provisionnés à la provision pour non-réalisation de revenus.

c) Les mesures mises en place pour optimiser le recouvrement :

La Direction générale du Bureau des infractions et amendes (DGBIA) a pour mandat d'exécuter les jugements rendus par les tribunaux tant en matière pénale que criminelle comportant une amende, un montant contributoire et des frais judiciaires conformément au chapitre XIII du Code de procédure pénale.

Les mesures en place pour exécuter les jugements sont :

- Traiter les demandes de la clientèle qui désire convenir d'un mode de paiement (entente de paiement ou, selon l'éligibilité, les travaux compensatoires) ;
 - La priorisation des activités qui présentent un fort potentiel de recouvrement, par exemple, le service à la clientèle pour convenir notamment d'ententes de paiement ainsi que le traitement des jugements récents.
- Entreprendre des mesures d'exécution forcée en ce qui concerne les sommes non acquittées dans le délai prescrit par le tribunal, notamment par ;
 - La transmission d'un avis de non-paiement d'amende à la Société de l'assurance automobile du Québec ;
 - L'émission des saisies ;
 - En tout dernier recours, la demande d'imposition d'une peine d'emprisonnement.

d) Les résultats obtenus :

	Montant (M\$)	Ratio (Recettes/revenus)
Revenus	106,8	92,6 %
Recettes	98,9	

Le ratio des recettes par rapport aux revenus est de 92,6 %. En moyenne, le ratio global du nombre de jugements réglés par rapport au nombre de jugements reçus est de 93 %.

Question 05	Pour 2024-2025 le solde impayé (annuellement) pour chacun des types de créances et le nombre de dossiers à recouvrer par le Bureau des infractions et amendes (BIA). Présenter les soldes de 100 000 \$ et plus à part et identifier (en somme et nombre de dossiers) les créances jugées difficiles à recouvrer. Aussi, pour chacun des types de créances au Bureau des infractions et amendes (BIA), l'âge moyen, médian et maximum des soldes impayés (dossiers).

Le taux de règlement des activités de perception à la Direction générale du Bureau des infractions et amendes (DGBIA) est généralement élevé :

- En moyenne, le ratio global du nombre de jugements réglés par rapport au nombre de jugements reçus est de 93 %.
- Annuellement, la DGBIA perçoit en moyenne plus de 200 M \$ en argent ou en règlements non pécuniaires (travaux compensatoires et emprisonnement).

Type de créances	Débiteurs de moins de 50 k\$ et débiteurs de plus de 50 k\$ non assujettis à la PPNRR		Débiteurs de plus de 50 k\$ assujettis à la PPNRR ¹	Total	Provisions ²	Débiteurs nets de la provision
	Dossiers actifs	Dossiers fermés administrativement				
Comptes débiteurs assujettis au fonds général du Fonds consolidé du revenu (\$)						
Frais judiciaires	55 531 950	1 039 784	4 567 357	61 139 091	22 587 722	38 551 370
Code de la sécurité routière	32 477 404	466 323	0	32 943 727	8 842 688	24 101 039
Code criminel	37 842 704	98 259	3 085 000	41 025 964	20 991 870	20 034 094
Diverses lois	117 526 876	2 938 401	243 134 630	363 599 907	290 068 045	73 531 862
Aide aux victimes d'actes criminels	395 322	20 826	164 322	580 469	382 645	197 825
Contribution pénale	26 249 219	521 191	23 885 097	50 655 507	31 817 223	18 838 284
Sous-total	270 023 476	5 084 784	274 836 406	549 944 666	374 690 192	175 254 473
Comptes débiteurs assujettis à d'autres bénéficiaires (\$)						
Frais judiciaires	14 349 656	145 024	16 795	14 511 474	0	14 511 474
Code de la sécurité routière	14 302 086	129 308	0	14 431 395	0	14 431 395
Code criminel	39 450 083	6 468	45 000	39 501 551	0	39 501 551
Diverses lois	92 329 327	1 998 885	14 249 365	108 577 578	0	108 577 578
Sous-total	160 431 153	2 279 685	14 311 160	177 021 997	0	177 021 997
Total FCR / Autres bénéficiaires	430 454 628	7 364 469	289 147 565	726 966 663	374 690 192	352 276 471

La somme des totaux peut ne pas correspondre en raison des arrondis.
¹Les débiteurs assujettis à la provision pour non-réalisation de revenus (PPNRR) incluent 8,6 M \$ en comptes à recevoir qui sont fermés administrativement en date du 31 janvier 2025.
²Les provisions incluent la provision pour créances douteuses (99,9 M \$) et la provision pour non-réalisation de revenus (274,8 M \$). Elles sont calculées au 31 janvier 2025.

Question 06	Copie du plan directeur informatique triennal ; indiquer les réalisations en 2024-2025. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.

Plan directeur triennal

- Programme de transformation (Lexius)
 - Dépôt des actes de procédures et des demandes (statut: terminé)
 - Gestion du dossier judiciaire des registres et du dossier du juge (statut: exécution en cours)
 - Soutien de l'instance et gestion des salles et mise au rôle (statut: exécution en cours)
 - Gestion de l'audience numérique (statut: exécution en cours)
- Gestion intégrée des dossiers juridiques (statut: exécution en cours)
- Entrepôt de données élargi de la justice (statut: exécution en cours)
- Refonte du Système centres d'aide aux personnes victimes d'actes criminels (SCAVAC) (statut : exécution en cours)

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 08	Pour chacun des emplacements utilisés par le ministère, incluant les cabinets, indiquer :			
	a) la date des rénovations ; b) la liste des rénovations ; c) le coût des rénovations ; d) le nom de la firme ou de la compagnie qui a effectué les travaux.			

Société québécoise des infrastructures

Immeuble	Date	Description	Firme	Montant (\$)
Palais de justice d'Amos	2024-11-13	Travaux d'aménagement — Remplacement de revêtement de plancher	Société québécoise des infrastructures	3 980
Palais de justice de Baie-Comeau	2024-10-30	Travaux d'aménagement — Ajout d'équipement pour la mise sous scellés de salles d'audience	Société québécoise des infrastructures	1 898
Palais de justice de Cowansville	2024-04-30	Travaux d'aménagement — Réaménagement du greffe	Société québécoise des infrastructures	17 097
Palais de justice de Cowansville	2025-01-18	Travaux d'aménagement — Électricité	Société québécoise des infrastructures	7 780
Palais de justice de Drummondville	2024-12-03	Travaux d'aménagement — Regard vitré salle de repos	Société québécoise des infrastructures	677
Palais de justice de Gaspé	2024-07-31	Travaux d'aménagement — Électricité	Société québécoise des infrastructures	2 308
Palais de justice de Gaspé	2024-08-01	Travaux d'aménagement — Réaménagement du greffe	Société québécoise des infrastructures	1 284
Palais de justice de Gatineau	2024-08-18	Travaux d'aménagement — Électricité	Société québécoise des infrastructures	3 135
Palais de justice de Gatineau	2025-01-29	Travaux d'aménagement — Remplacement de serrure	Société québécoise des infrastructures	1 478
Palais de justice de Lac-Mégantic	2024-04-30	Travaux d'aménagement — Réaménagement du greffe	Société québécoise des infrastructures	1 272
Palais de justice de Longueuil	2024-08-31	Travaux d'aménagement — Réaménagement du greffe	Société québécoise des infrastructures	26 765
Palais de justice de Mont-Laurier	2024-04-12	Travaux d'aménagement — Remplacement de serrures	Société québécoise des infrastructures	557
Palais de justice de Mont-Laurier	2024-05-24	Travaux d'aménagement — Électricité	Société québécoise des infrastructures	903
Palais de justice de Mont-Laurier	2024-09-09	Travaux d'aménagement — Remplacement de la signalisation	Société québécoise des infrastructures	32
Palais de justice de Mont-Laurier	2025-01-10	Travaux d'aménagement — Remplacement de serrures	Société québécoise des infrastructures	125
Palais de justice de Montréal	2024-09-17	Travaux d'aménagement — Électricité	Société québécoise des infrastructures	538
Palais de justice de Montréal	2024-10-10	Travaux d'aménagement — Remplacement de la signalisation	Société québécoise des infrastructures	27
Palais de justice de Montréal	2024-10-07	Travaux d'aménagement — Remplacement de la signalisation	Société québécoise des infrastructures	33
Palais de justice de Montréal	2024-12-19	Travaux d'aménagement — Remplacement de la signalisation	Société québécoise des infrastructures	33
Palais de justice de Montréal	2024-12-18	Travaux d'aménagement — Remplacement de la signalisation	Société québécoise des infrastructures	86

Question 08	Suite

Immeuble	Date	Description	Firme	Montant (\$)
Palais de justice de Montréal	2025-01-27	Travaux d'aménagement — Électricité	Société québécoise des infrastructures	7 020
Palais de justice de New Carlisle	2024-06-30	Travaux d'aménagement — Réaménagement du greffe	Société québécoise des infrastructures	1 789
Palais de justice de Percé	2024-08-01	Travaux d'aménagement — Réaménagement du greffe	Société québécoise des infrastructures	4 012
Palais de justice de Québec	2024-06-30	Travaux d'aménagement — Masquage sonore	Société québécoise des infrastructures	8 815
Palais de justice de Québec	2024-12-01	Travaux d'aménagement — Réaménagement des archives	Société québécoise des infrastructures	3 874
Palais de justice de Rimouski	2024-07-03	Travaux d'aménagement — Remplacement de la signalisation	Société québécoise des infrastructures	294
Palais de justice de Shawinigan	2024-05-01	Travaux d'aménagement — Réaménagement du greffe	Société québécoise des infrastructures	1 516
Palais de justice de Sherbrooke	2024-10-04	Travaux d'aménagement — Remplacement de serrures	Société québécoise des infrastructures	232
Palais de justice de Sherbrooke	2024-10-09	Travaux d'aménagement — Remplacement de serrures	Société québécoise des infrastructures	558
Palais de justice de St-Jean-sur-Richelieu	2024-12-04	Travaux d'aménagement — Réparation comptoir	Société québécoise des infrastructures	19 459
Palais de justice de Trois-Rivières	2024-12-17	Travaux d'aménagement — Installation d'un œil magique	Société québécoise des infrastructures	168
Palais de justice de Val-d'Or	2024-05-01	Travaux d'aménagement — Réaménagement du greffe	Société québécoise des infrastructures	4 848
Palais de justice de Val-d'Or	2024-09-30	Travaux d'aménagement — Rénovations de bureaux	Société québécoise des infrastructures	8 481
Palais de justice de Val-d'Or	2024-10-17	Travaux d'aménagement — Électricité	Société québécoise des infrastructures	1 137
Point de service permanent de Carleton-sur-Mer	2024-05-01	Travaux d'aménagement — Réaménagement du greffe	Société québécoise des infrastructures	1 314
Point de service permanent de La Sarre	2024-05-01	Travaux d'aménagement — Réaménagement du greffe	Société québécoise des infrastructures	541
Point de service permanent de Sainte-Anne-des-Monts	2024-04-01	Travaux d'aménagement — Aménagement temporaire CAVAC	Société québécoise des infrastructures	8 545
Point de service permanent de Sainte-Anne-des-Monts	2024-05-01	Travaux d'aménagement — Aménagement temporaire CAVAC	Société québécoise des infrastructures	2 111

Question 08	Suite

Autres firmes

Immeuble	Date	Description	Firme	Montant (\$)
Palais de justice de Carleton	2024-09-06	Travaux d'aménagement — Réparations et peinture	GMV plâtre et peinture 2012	2 400
Palais de justice de Chicoutimi	2024-05-29	Travaux d'aménagement — Réaménagement de bureaux	Déménagement Doré	1 000
Palais de justice de Chicoutimi	2024-10-17	Travaux d'aménagement — Peinture	Plâtrage AC	6 680
Palais de justice de Chicoutimi	2024-11-14	Travaux d'aménagement — Remplacement de revêtement de plancher	Réno-Tapis	8 120
Palais de justice de Cowansville	2024-04-30	Travaux d'aménagement — Réaménagement de bureaux	141273 Canada inc. (Monette Express)	1 224
Palais de justice de Drummondville	2024-08-06	Travaux d'aménagement — Ergonomie	Buropro Citation inc.	100
Palais de justice de Drummondville	2024-08-06	Travaux d'aménagement — Ergonomie	Mégaburo inc.	350
Palais de justice de Drummondville	2024-08-06	Travaux d'aménagement — Ergonomie	Présence informatique inc.	709
Palais de justice de Drummondville	2024-12-19	Travaux d'aménagement — Accroissement d'espace pour les archives	JGF Installations	9 845
Palais de justice de Gatineau	2024-09-30	Travaux d'aménagement — Peinture	Peinture Xcellence	1 650
Palais de justice de Gatineau	2024-12-02	Travaux d'aménagement — Peinture	Peinture Xcellence	1 650
Palais de justice de Longueuil	2024-08-31	Travaux d'aménagement — Réaménagement du greffe	141273 Canada inc. (Monette Express)	142
Palais de justice de Longueuil	2025-01-09	Travaux d'aménagement — Peinture	Techniquipe Inc.	3 775
Palais de justice de Montréal	2024-04-10	Travaux d'aménagement — Remplacement de revêtement de plancher	Roy & Fils Ltée	3 550
Palais de justice de Montréal	2024-04-30	Travaux d'aménagement — Électricité	Transport Lacombe	950
Palais de justice de Montréal	2024-07-04	Travaux d'aménagement — Peinture	Peintures Micasa	6 863
Palais de justice de Montréal	2024-07-15	Travaux d'aménagement — Peinture	Peintures Micasa	3 871
Palais de justice de Montréal	2024-08-19	Travaux d'aménagement — Peinture	Peintures Micasa	5 415
Palais de justice de Montréal	2024-08-26	Travaux d'aménagement — Peinture	Peintures Micasa	1 501
Palais de justice de Montréal	2024-09-12	Travaux d'aménagement — Peinture	Peintures Micasa	1 615
Palais de justice de New Carlisle	2024-06-30	Travaux d'aménagement — Réaménagement du greffe	141273 Canada inc. (Monette Express)	425

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **08**

Suite

Immeuble	Date	Description	Firme	Montant (\$)
Palais de justice de New Carlisle	2024-12-10	Travaux d'aménagement — Ergonomie	Les Entreprises JM Arsenault 1982 inc.	1 860
Palais de justice de New Carlisle	2024-12-17	Travaux d'aménagement — Sécurisation des dossiers	Les Entreprises JM Arsenault 1982 inc.	1 330
Palais de justice de Percé	2024-11-20	Travaux d'aménagement — Remplacement de revêtement de plancher	Rénovation CM inc. (9248-7933 Québec inc.)	9 028
Palais de justice de Québec	2024-10-23	Travaux d'aménagement — Réaménagement des archives	Construction Roger Fortin	1 435
Palais de justice de Québec	2024-12-17	Travaux d'aménagement — Réaménagement des archives	141273 Canada inc. (Monette Express)	23 934
Palais de justice de Rimouski	2024-08-29	Travaux d'aménagement — Réaménagement du greffe	Buropro Citation	1 040
Palais de justice de Rivière-du-Loup	2024-04-25	Travaux d'aménagement — Peinture	Les Entreprises André Viel inc.	5 300
Palais de justice de Rivière-du-Loup	2024-10-20	Travaux d'aménagement — Peinture	Les Entreprises André Viel inc.	1 650
Palais de justice de Rivière-du-Loup	2024-11-10	Travaux d'aménagement — Peinture	Les Entreprises André Viel inc.	1 890
Palais de justice de Saint-Hyacinthe	2024-05-15	Travaux d'aménagement — Aménagement des locaux	Déménagement Yamaska inc.	1 014
Palais de justice de Saint-Jérôme	2024-10-29	Travaux d'aménagement — Peinture	Peintures & joints BP Plus inc.	975
Palais de justice de Sept-Îles	2024-11-04	Travaux d'aménagement — Réaménagement des entrepôts	Déménagement du Nord inc.	1 350
Palais de justice de Sherbrooke	2024-04-18	Travaux d'aménagement — Réaménagement du greffe	Couvre-Plancher M. Doyon	3 460
Palais de justice de Sherbrooke	2024-10-10	Travaux d'aménagement — Peinture	9219-6385 Québec inc.	3 925
Palais de justice de Sherbrooke	2024-10-10	Travaux d'aménagement — Remplacement de revêtement de plancher	Couvre-Plancher M. Doyon	3 414
Palais de justice de Sorel-Tracy	2024-05-15	Travaux d'aménagement — Réaménagement des locaux	Reno-Box (9038-1179 Québec inc.)	1 041
Palais de justice de Sorel-Tracy	2024-05-15	Travaux d'aménagement — Réaménagement des locaux	Déménagement Yamaska inc.	450
Palais de justice de Ste-Anne-des-Monts	2025-01-10	Travaux d'aménagement — Ergonomie	Les Entreprises JM Arsenault 1982 inc.	1 290
Palais de justice de St-Jean-sur-Richelieu	2025-01-27	Travaux d'aménagement — Réparation	Construction Steve Durand	3 970
Palais de justice de Victoriaville	2024-06-26	Travaux d'aménagement — Optimisation des greffes et archivage	JGF Installations	2 950
Point de service permanent de Carleton-sur-Mer	2024-05-01	Travaux d'aménagement — Électricité	141273 Canada inc. (Monette Express)	425

Question 08	Suite

Immeuble	Date	Description	Firme	Montant (\$)
Point de service permanent de Sainte-Anne-des-Monts	2024-05-01	Travaux d'aménagement — Local temporaire CAVAC	141273 Canada inc. (Monette Express)	425

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 09	Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2024-2025. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser :
	a) le mandat; b) les membres; c) le budget; d) le montant ventilé pour les frais de déplacements, de repas ou autres; e) le nombre de rencontres effectuées en 2024-2025; f) les résultats obtenus en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.

Note : La liste suivante comprend les comités auxquels participe le ministère de la Justice, et ce, qu'ils soient sous sa responsabilité ou celle d'un autre ministère. Aucun budget n'a été alloué relativement à la participation à ces comités.

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité des hauts dirigeants – transformation de la justice	Ce comité, sous la responsabilité du sous-ministre de la Justice, a pour mandat d'assurer la gouvernance des travaux réalisés dans le cadre de la transformation de la Justice et la vision horizontale de tous les projets et programmes qui la composent. Il réunit donc les hauts dirigeants du Directeur des poursuites criminelles et pénales, du ministère de la Justice, du ministère de la Sécurité publique et de la Société québécoise d'information juridique. Ce comité assure un <i>leadership</i> stratégique dans le déploiement et la réalisation de la transformation.	Yan Paquette Caroline Doucet	4
Comité d'audit interne	Aider le sous-ministre dans l'atteinte des objectifs du Ministère. Il assume son rôle en formulant au sous-ministre des conseils impartiaux dans le domaine de la saine gouvernance, notamment sur les enjeux liés à l'audit interne, à la qualité et à la sécurité de l'information financière et non financière et à la gestion des risques. Il peut fournir tout autre conseil à la demande du sous-ministre ou à sa propre initiative.	Yan Paquette Véronique Morin Caroline Doucet Nicolas Thibault	4
Table des secrétaires généraux	Échanger sur des sujets d'intérêt pour tous les ministères.	Geneviève Fortin-Carrier	2
Comité des responsables des unités de relations canadiennes	Échanger sur des sujets d'intérêt pour tous les ministères.	Nada Jarjour	1
Comité Femmes Autochtones	Comité aviseur du Québec chapeauté par le SCF qui unit les organisations autochtones représentant les intérêts des femmes des Premières Nations et Inuit et des représentants gouvernementaux afin de réfléchir, d'échanger et de se concerter sur les enjeux à prioriser; de voir à recommander des actions concrètes.	Geneviève Richard	1

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Criminal Justice Committee (Maniwaki)	Discuter de l'implantation de programmes comme le PAJSM ou le PMRG-AU, de divers irritants vécus et trouver des solutions pouvant être mise en place par les participants.	Michelle Jacob	2
Comité interministériel en violence sexuelle et en violence conjugale	Assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre des orientations et des politiques gouvernementales en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, et le suivi des différents rapports (Rebâtir la confiance, Rapport du Coroner sur les décès en contexte conjugal, etc.).	Delphine Matte Lysane Ouellet Alexandra Parent Geneviève Richard	1
Comité interministériel sur l'article 28.1 de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé	Analyser le potentiel de l'article 28.1 de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé, en regard de la désindexation et de la cessation de la diffusion non consensuelle d'images intimes ou de pornographie juvénile.	Jade Cabana	1
Comité interministériel portant sur la certification des chiens d'assistance	Proposer des solutions applicables au Québec en matière de certification des chiens d'assistance et des écoles de dressage en tenant compte des éléments fondamentaux des mandats respectifs des MO concernés.	Jade Cabana	3
Comité interministériel sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Suivi du plan d'action en exploitation sexuelle.	Lysane Ouellet Delphine Matte Geneviève Poliquin	1
Comité interministériel – Sortie de prostitution	Comité piloté par le SCF visant à identifier des solutions concrètes pour réduire les obstacles à la sortie de la prostitution et soutenir ce cheminement vers la réinsertion sociale.	Delphine Matte Lysane Ouellet Geneviève Poliquin	2
Comité interministériel sur l'élaboration du prochain plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation	Suivi des mesures du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.	Geneviève Poliquin Audrey Turmel	2
Comité interministériel et intersectoriel sur la déclaration de la personne victime	Les objectifs du comité, piloté par le MSP, sont de bonifier le formulaire spécifique à la déclaration d'une personne victime de violence conjugale utilisé par les patrouilleurs et d'harmoniser les pratiques à l'échelle du Québec.	Claudine Simon Geneviève Poliquin	7
Comité Bracelet antirapprochements	Les travaux ont pour objectif notamment de développer un protocole balisant les collaborations entre les intervenantes du CAVAC.	Nathalie Matteau Dominique Bégin	6

Question 09	Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité de travail sur la communication des conditions de mise en liberté aux personnes victimes et aux corps de police	Ce comité a pour objectif de définir les orientations nationales relatives au processus de communication des informations sur les conditions de mise en liberté, que celles-ci soient imposées par les agents de la paix ou le tribunal.	Danielle Laguë Nathalie Matteau Dominique Bégin Éric Malo Sabrina Contant Kathleen Lechasseur Josée Ouzilleau	5
Comité sur les plaintes croisées en contexte de violence conjugale	L'objectif du comité, piloté par le MSP, est d'identifier les enjeux rapportés sur le terrain à la fois par les personnes victimes, les corps policiers et le poursuivant public.	Claudine Simon Delphine Matte	3
Comité de travail sur la trajectoire des suspects et des auteurs de violence	Ce comité a pour mandat de favoriser la circulation d'informations sur les initiatives existantes ou en développement et la consultation auprès des organisations détenant une expertise terrain en matière de services auprès des auteurs de violence ; favoriser la concertation des ministères et des partenaires relativement aux pratiques et mesures à déployer au sein du projet pilote de tribunal spécialisé en lien avec la trajectoire des SAV ; identifier les bonnes pratiques en lien avec l'accompagnement et le suivi sociojudiciaire des auteurs de violence et les mécanismes de surveillance des dossiers à risque; mettre en place un meilleur arrimage avec les services pour auteurs de violence au sein du tribunal spécialisé dans l'objectif de mieux assurer la protection des personnes victime et de favoriser la conscientisation des auteurs de violence et leur responsabilisation.	Nicolas Mercier-Lamarche Claudine Simon Gabrielle Lévesque	2
Comité de travail sur les arrimages entre le tribunal spécialisé et le Directeur de la protection de la jeunesse	Ce comité conjoint MJQ/MSSS/CAVAC a pour mandat de déterminer les balises de collaboration entre les intervenantes sociojudiciaire de liaison (ISL) relevant du CAVAC, les responsables de la coordination de services au sein du tribunal spécialisé (TS) et le Directeur de la protection de la jeunesse (DPJ).	Andrée-Anne Perreaul-Girard	2
Comité directeur du déploiement du tribunal spécialisé	Définir, en concertation, les actions à mettre en place afin de résoudre les enjeux d'implantation des pratiques et mécanismes prévus au tribunal spécialisé, vécus par les équipes locales.	Gabriel Lacroix-Dufour Claudine Simon Émilie Irvoas	6

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
		Lysane Ouellet Dominique Bégin	
Comité de travail sur le parcours sécuritaire de la personne victime au tribunal	Proposer des mesures visant à mettre en place un parcours plus sécuritaire pour la personne victime lors de ses déplacements au palais de justice, de son arrivée au stationnement au moment où elle récupère son indemnisation au comptoir du greffe et quitte le palais.	Maxime Gadoua Dominique Bégin Éric Malo Geneviève Poliquin Claudine Simon	2
Comité interministériel sur les droits de la personne	Ce comité stratégique a pour mandat de soutenir la mise en œuvre du Plan d'action international gouvernemental en matière de droits de la personne.	Élise Labrecque	1
Comité stratégique en analyse différenciée selon le sexe (ADS) ou Comité stratégique en égalité	Ce comité a pour mandat d'approuver les livrables découlant des activités de renforcement de l'égalité et de l'ADS.	Marie-Catherine Paré	1
Comité - Réseau des Leader en ADS	Ce comité a pour mandat de suivre les initiatives et projets pilotes menés dans les différents ministères et en rendre compte.	Lydia Leclerc Marie-Claude Carmichael	3
Comité pour la simplification des services	Ce comité a pour mandat de convenir de la contribution des MO aux travaux à portée gouvernementale relatifs à la simplification des services pour les citoyens et les entreprises.	Yan Paquette Élise Labrecque	2
Comité directeur – projet Être parent d'enfants 0-5 ans	Ce comité a pour mandat de coordonner, soutenir et faciliter les travaux entourant le projet de simplification des démarches administratives des parents d'enfants de 0-5 ans.	Audrey Turmel Mélanie Vallée Marja Théberge	3
Comité de travail pour la simplification des services – projet Être parent d'enfants 0-5 ans	Ce comité a pour mandat d'offrir un accès simplifié aux services publics selon une approche par « événement de vie ».	Audrey Turmel Mélanie Vallée Marja Théberge	5
Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie	Ce comité a pour mandat de coordonner l'application de nouvelles mesures ou de réformes en matière de capacité de conduite affaiblie, favoriser la concentration entre les partenaires pour accroître l'efficacité des actions et assurer une communication efficace et une diffusion à l'ensemble des intervenants.	Catherine Brown	3

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comités régionaux en itinérance	Ce comité a pour mandat de coordonner les actions régionales en itinérance au Québec (Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026).	Nicolas Mercier-Lamarche Marie Trahan	12
Comité consultatif sur la clientèle judiciairisée adulte	Ce comité a pour mandat d'analyser les problématiques de la clientèle judiciairisée en ce qui a trait à ses difficultés d'intégration, de réintégration et de maintien en emploi et sensibiliser différents partenaires en lien avec l'employabilité des personnes judiciairisées adultes ainsi que la population, afin de démystifier cette clientèle et les préjugés dont elle fait souvent l'objet.	Élisabeth Dufour	4
Forum sociojudiciaire autochtone	Ce forum a pour mandat de mettre de l'avant des mesures visant à optimiser l'utilisation des ressources actuelles consacrées à la justice en milieu autochtone ainsi que des actions novatrices, et en faire le suivi.	Élise Labrecque Alain Bellefeuille Anny Bernier Josée Trottier Mireille Joncas	1
Comité intersectoriel sur l'application de la loi sur le système de justice pénale pour les adolescents (LSJPA)	Assurer la cohérence et la coordination requises entre les ministères et organismes en regard de la LSJPA (politiques, procédures et pratiques) ainsi que formation intégrée pour les intervenants policiers sociaux et judiciaires.	Marie Trahan Audrey Turmel Mélanie Vallée Gabrielle Lévesque	2
Comité opérationnel de protection de la jeunesse PL15 – PNI	Examiner les nouvelles dispositions spécifiques aux familles et aux enfants des PNI intégrées à la Loi sur la protection de la jeunesse par la Loi modifiant la loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives (PL15), de contribuer à la réflexion entourant la mise en œuvre de ces dispositions, de documenter les difficultés d'application et de proposer, au besoin, des modifications à la LPJ en assurant les modifications nécessaires aux autres lois (ex. LSSSS, <i>Code civil du Québec</i> , LRR, etc.).	Marie Trahan Gabrielle Lévesque	1

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Table provinciale de concertation sur la violence, les jeunes et le milieu scolaire	Cette table a pour mandat de sensibiliser la population et mobiliser les intervenants à la promotion des comportements pacifiques, à la prévention ou la diminution de la violence chez les jeunes en milieu scolaire par l'organisation d'activités qui favorisent un réinvestissement des outils de prévention et d'intervention au niveau local.	Marie Trahan	2
Comité des partenaires LSJPA	Améliorer les pratiques en matière de justice réparatrice, recueillir les préoccupations des partenaires et proposer des améliorations de développement.	Marie Trahan Gabrielle Lévesque	3
Comité interministériel de suivi du plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les aînés	Assurer le suivi des mesures annoncées au plan d'action gouvernemental pour contrer les abus et la maltraitance envers les personnes aînées.	Delphine Matte	1
Comités régionaux de suivi et d'implantation du Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire (PAJIC)	Assurer l'implantation et le bon fonctionnement du programme PAJIC dans les Cours municipales concernées.	Élisabeth Dufour	23
Comité consultatif du PAJIC	Ce comité a pour mandat d'obtenir les commentaires des organismes communautaires les différents aspects liés au Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire (PAJIC).	Élisabeth Dufour Nicolas Mercier-Lamarche	2
Réseau TSAF-ASPC-QC	Ce comité regroupant divers intervenants des ministères a pour mandat d'échanger sur les bonnes pratiques entourant la problématique de l'alcoolisme fœtal.	Marie Trahan	2
Comité de coordination du projet pilote de médiation en protection de la jeunesse	Assurer une coordination interministérielle des travaux et formuler des propositions sur la formation, les processus, l'évaluation du projet et la gestion de changement.	Gabrielle Lévesque Élisabeth Dufour	5
Comité co-développement du projet pilote de médiation en protection de la jeunesse	Partager les connaissances, les expériences et les bonnes pratiques entre les chargés de projet DPJ pour assurer le succès de l'implantation du projet pilote dans les différentes régions ainsi pour favoriser le recours à la médiation.	Gabrielle Lévesque Élisabeth Dufour	9
Comité consultatif sur la maltraitance matérielle et financière	Ce comité a pour mandat de conseiller le gouvernement en matière de lutte contre la maltraitance financière envers les personnes aînées.	Sophie Lacroix Audrey Turmel	1

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité national aviseur portant sur l'entente-cadre nationale pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées	Ce comité a pour mandat d'assurer la coordination de l'implantation, de la mise en application et du suivi d'un processus d'intervention concerté dans chacune des régions socio sanitaires du Québec.	Delphine Matte Audrey Turmel Lysane Ouellet	1
Comité interministériel de l'action communautaire	Assurer la cohérence des interventions gouvernementales en matière d'action communautaire.	Roger Dupuis Julien-Maurice Laplante Ileana Tismaniriu Julien-Maurice Laplante	5
Comité des pratiques policières	Ce comité a pour mandat de veiller à tenir à jour les pratiques policières élaborées à l'intention de l'ensemble des corps de police du Québec, au regard de l'évolution de la réalité de l'intervention policière et des changements juridiques ayant des impacts sur le travail policier.	Catherine Brown	7
Comité directeur du déploiement du contrôle automatisé (radar photo)	Veiller au bon déroulement du projet en s'assurant que les principaux objectifs du projet soient atteints.	Marjorie Forgues Anny Bernier Éric Julien Juliana Almeida Julie Houle Amélie Lebel	17
Comité de suivi interministériel sur la supervision des droits d'accès (SDA)	Assrer la coordination, l'accessibilité et la qualité des services de SDA.	Marie-Hélène Filteau Catherine d'Auteuil	3
Table de concertation santé mentale-justice région Québec	Cette table a pour mandat l'amélioration du traitement des dossiers qui impliquent des accusés qui ont des troubles de santé mentale.	Marie Trahan	4
Comités projet parenthèse (Longueuil, Joliette, Trois-Rivières, Estrie, Victoriaville, Sept-Îles, Shawinigan)	Ce comité a pour mandat la concertation des partenaires impliqués au programme en vue de la mise en place et du suivi.	Marie Trahan Steve Boyom	10
Comité directeur du Programme d'accompagnement justice et santé mentale	Définir les grandes orientations du projet de mise en œuvre des programmes d'accompagnement justice et santé mentale, s'assurer que les développements liés au projet s'appuient sur les données probantes et les meilleures pratiques dans le	Audrey Turmel Marie Trahan Nicolas Mercier-Lamarche	1

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
	domaine, dénouer les enjeux rencontrés à partir de la concertation interministérielle, assurer la gestion stratégique des risques du projet et assurer le règlement des questions en suspens, suivre l'avancement du projet et apporter les ajustements nécessaires, effectuer la liaison nécessaire et pertinente entre les réseaux impliqués dans le projet de mise en œuvre, interpellier les partenaires du projet pour toute question d'organisation ou relative à l'imputabilité des parties et consulter et impliquer la magistrature en temps opportun.	Lysane Ouellet Dominic Bégin	
Comité de suivi/Déploiement Programme de mesures de rechange (art. 717, code criminel)	Ce comité a pour mandat la mise en œuvre du Programme de mesures de rechange général.	Audrey Turmel Mélanie Vallée Élisabeth Dufour Dominique Bégin	3
Comité Plan d'action interministériel en santé mentale (PAISM)	Assurer le suivi du PAISM.	Marie Trahan	2
Comité des partenaires locaux (Gaspésie Îles- de-la-Madeleine, Côte-Nord, Laurentides, Drummondville, Montréal, Québec, Frontenac, Saguenay, Estrie, Arthabaska, Beauce, Trois-Rivières- Saint-Maurice, Rimouski-Kamouraska, Longueuil, Laval, Joliette, Richelieu, Abitibi)	Assurer le suivi du programme auprès des partenaires locaux du PMRG.	Élisabeth Dufour	18
Comité de vigie Programme de mesures de rechange général	Assurer l'harmonisation des mesures de rechange et analyser les cas particuliers.	Audrey Turmel Mélanie Vallée Élisabeth Dufour Dominique Bégin	2
Comité de suivi de l'action gouvernementale pour le soutien aux personnes proches aidantes	Assurer la réalisation du Plan d'action gouvernemental pour les personnes proches aidantes.	Audrey Turmel Marja Théberge	2

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comités opérationnels des partenaires locaux – programme C3ESSES (Longueuil, Sherbrooke)	Ces comités ont pour mandat de veiller au bon fonctionnement du programme, faire le suivi des opérations policières tenues dans le cadre du programme, planifier les journées de conscientisation.	Marja Théberge	13
Comité de mobilisation (RÉ)SO 16-35	Ce comité de mobilisation, multidisciplinaire et intersectoriel, a pour mandat de mobiliser les différents partenaires pour favoriser des stratégies d'intervention.	Marja Théberge Steve Boyom	2
Comité des responsables nationaux de l'entente multisectorielle	Ce comité a pour mandat d'assurer du bon fonctionnement de l'entente multisectorielle et du partage des bonnes pratiques entre les régions et veiller à la mise à jour de l'entente.	Julie Goulet Sébastien Beaulieu Geneviève Poliquin	7
Forum québécois sur l'accès au droit et à la justice civile et familiale	Ce forum a pour mandat de mettre en commun les efforts et les initiatives des divers milieux en vue d'en assurer la promotion et la concertation et, ainsi, de permettre à l'ensemble de la population de recevoir une offre de justice adaptée à ses besoins.	Sophie Vézina Élise Labrecque	1
Comité de gouvernance du Forum québécois sur l'accès à la justice civile et familiale	Ce comité a pour mandat d'offrir un lieu d'échange, de collaboration et d'influence fondé sur l'idée que le citoyen soit au centre des initiatives en matière de justice.	Sophie Vézina	8
Comité de coordination au soutien du développement du réseau québécois des centres de pédiatrie sociale en communauté certifiés par la fondation Dr Julien	Ce comité a pour mandat de soutenir le déploiement du réseau québécois des centres de pédiatrie sociale en communauté (CPSC) certifiés par la Fondation Dr Julien.	Pier-Anne Proulx Mathieu Thériault	1
Comité d'analyse des nouvelles communautés en pédiatrie sociale en communauté	Étudier les candidatures des centres en vue d'une reconnaissance pour faire partie du réseau des centres de pédiatrie sociale.	Mathieu Thériault	2
Table centrale de coordination sur l'accessibilité aux services en milieu urbain pour les autochtones	Cette table a pour mandat de coordonner les travaux réalisés par les tables locales afin d'assurer la cohérence et la cohésion des démarches en cours et de permettre le transfert d'expertise et d'élaborer les orientations générales en matière de prestation de services dans les villes pour les autochtones.	Stéphanie Langevin Michelle Jacob	2

Question 09	Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité interministériel des sous-ministres adjoints en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Ce comité a pour mandat d'arrimer et suivre les actions gouvernementales en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.	Élise Labrecque	3
Comité sur le quatrième plan d'action visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Ce comité a pour mandat de voir à l'élaboration des prochaines actions gouvernementales en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.	Audrey Turmel Marie Trahan Michelle Jacob	3
Comité de concertation sur l'application de la Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement	Assurer la concertation des actions de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail et du ministère de la Justice relatives à l'administration du régime d'indemnisation des victimes d'actes criminels.	Anik Ouimet Marie-Ève Thériault Gabriel Lacroix-Dufour	14
Comité de gouvernance Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail et le ministère de la Justice	Assurer le suivi de la mise en œuvre de la Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement.	Gabriel Lacroix-Dufour Anik Ouimet Sin-Bel Khuong Lysane Ouellet	1
Comité d'appropriation du cadre légal de la Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement	Assurer une application conforme de la loi et du règlement par la Direction générale de l'indemnisation des victimes d'actes criminels.	Anik Ouimet Sophie Leroux Sébastien Beaulieu	11
Comité interministériel C-92	Ce comité a pour mandat d'identifier des pistes de solutions et des opportunités eu égard aux enjeux soulevés.	Anne-Marie Delisle Tania Clercq Hubert Noreau-Simpson Jessica Mathieu Isabelle Gauthier	2
Comité de coordination interministérielle sur le plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuit	Coordonner le suivi de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental. Assurer la mise en œuvre du plan et des activités qui s'y rattachent de façon parallèle.	Alexandra Parent Annick Laterreur	1

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité de négociation des ententes de sécurité sociale	Négocier des ententes en matière de sécurité sociale et de coordonner les actions des ministères et organismes visés en matière d'assujettissement et de détachement.	Gabriel Boisvert	1
Comité interministériel concernant les expertises historiques en matière autochtone (CIEH)	Identifier des pistes de solutions et des opportunités eu égard aux enjeux soulevés.	Daniel Benghozi Hubert Noreau-Simpson Alexandre Ouellet Sophie Lépine-Zaruba Leandro Steinmander	3
Groupe de travail interministériel sur la consultation en matière autochtone (GIS)	Ce comité a pour mandat de coordonner l'action gouvernementale en matière de consultation et de développer des outils pour faciliter l'analyse des dossiers pouvant nécessiter une consultation dans le respect des enseignements de la Cour suprême.	Sophie Lépine Zaruba Sylvie Boulay Marie-Josée Verreault	7
Tables de sécurité régionales	Ce comité a pour mandat d'identifier les problématiques de sécurité vécues, de proposer des solutions adaptées aux réalités locales ou régionales, d'établir les priorités d'action et d'en assurer le suivi.	Directeurs régionaux Directeurs des palais de justice Rémi Gauthier Annie Turcotte	7
Comités régionaux de liaison avec le ministère de la Sécurité publique	Favoriser les échanges afin de trouver des solutions concertées aux problématiques locales soulevées par les deux organisations.	Directeurs régionaux Directeurs des palais de justice Directeurs des greffes	5
Comité de gouvernance des ressources informationnelles (CGRI)	Élaborer les orientations à proposer au ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN), assurer une mise en œuvre concertée des orientations du MCN et identifier des opportunités d'optimisation, de partage et de mise en commun de services en ressources informationnelles et d'actifs informationnels, notamment en favorisant leur interopérabilité.	Kathy Plante	6
Comité de gouvernance des ressources informationnelles –Comité aviseur	Vise à influencer, en amont, les orientations et contribuer à l'élaboration de celles-ci ainsi que des dossiers à portée gouvernementale, mais également tout au long de leur progression.	Kathy Plante	5
Comité tactique	Assurer la concrétisation des orientations et des décisions en regard de l'architecture d'entreprise gouvernementale (AEG), des données numériques gouvernementales	Charles Émond	4

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
	(DNG), du gouvernement ouvert (GO) et de la Stratégie d'intégration de l'intelligence artificielle au sein des organisations et portefeuilles respectifs de chacun des membres.		
Comité de travail sur le cadre de gouvernance des données numériques gouvernementales	Consultation des organismes publics sur les orientations stratégiques et le cadre gouvernemental de gouvernance des données numériques gouvernementales afin d'identifier les facteurs de succès, les défis et les recommandations d'amélioration pour la mise en œuvre du cadre.	Sylvain Deschênes	5
Comité de travail sur le cadre de gestion des sources officielles de données numériques gouvernementales	Consultation des organismes publics sur le cadre de gestion des sources officielles de données numériques gouvernementales afin d'identifier les facteurs de succès, les défis et les recommandations d'amélioration.	Sylvain Deschênes	5
Comité ad hoc sur l'intelligence artificielle générative	Consultation des OP sur les défis, enjeux et risques liés à l'IAG afin d'identifier les moyens d'encadrement à mettre en place pour s'assurer d'une utilisation responsable	Sophie Hein	2
Équipe de réponse aux incidents de sécurité de l'information de l'Administration québécoise (CERT/AQ)	Le mandat du CERT/AQ est d'analyser les dernières alertes de sécurité et d'activités virales qui peuvent toucher le réseau gouvernemental et de partager de l'information relativement au domaine de la sécurité informatique.	Jonathan Goyette Alain Nolet	42
TAG – Table d'architectures gouvernementales Sous-table – volet affaires Sous-table – fondations numériques	Sous la responsabilité du Centre québécois d'excellence numérique, cette table a pour mission d'accélérer et de faciliter la transformation numérique gouvernementale en favorisant le partage et la collaboration à travers l'écosystème.	Sylvain Deschênes Hichem Klabi Bernard Pageau	5
Cellule du réseau gouvernemental de cyberdéfense	Assurer une surveillance constante des cybermenaces, de coordonner des interventions rapides et d'instaurer les meilleures pratiques de cyberdéfense dans l'administration publique québécoise.	Hakima Bouchaoua Azzouz Mghardaoui	42
Comité de coordination du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2023-2028	Assurer la mise en œuvre et le suivi des mesures du PAGLCHT 2023-2028.	Sophie Joncas Rosgarys Mercado Antoine Guilbeault-Verville	1

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Table gouvernementale aux affaires territoriales et gouvernementales	Assurer l'occupation et la vitalité des territoires du Québec.	Marjorie Forgues Anny Bernier Marie-Christine Poulin	1
Table de concertation Manawan	Le mandat de la table de concertation consiste à améliorer l'accès à la justice pour les membres de la communauté de Manawan ainsi qu'à favoriser l'émergence d'une justice mieux adaptée à la culture et aux enjeux des Atikamekw par le partage de l'information et la coordination des actions.	Geneviève Richard Evelyne Sauvé Alexandra Parent	1
Comité du Barreau de la Côte-Nord	Comité regroupant les principaux partenaires de la Justice, visant à identifier les problématiques relatives liées à la Cour itinérante, à convenir des solutions requises et à les mettre en place.	Mireille Joncas Geneviève Richard Alexandra Parent	1
Conférences administratives régionales	Favoriser la concertation entre les ministères et les organismes ou entreprises du gouvernement et la cohérence de leurs actions à l'échelle de la région, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires.	Directeurs régionaux	15
Comité de coordination régionale des opérations	Discussion concernant les enjeux régionaux et le règlement de certaines problématiques.	Directeur régional Directeurs locaux	6
Groupe de travail interministériel sur les camps autochtones	Réfléchir sur la question des camps érigés par les autochtones sur le territoire public.	Laurie Anctil Sylvie Boulay	3
Comité de sélection des projets spécifiques du Programme de subvention pour favoriser la recherche, l'information, la sensibilisation et la formation en matière d'aide aux victimes d'actes criminels	Recevoir, analyser et émettre les recommandations au ministre relativement aux projets retenus.	Jade Cabana Delphine Matte Martin Kirk Émilie Tremblay Geneviève Poliquin Lysane Ouellet	1
Comité interministériel en attraction des talents	Promouvoir les emplois pour lesquels des besoins de main-d'œuvre ont été déterminés afin d'attirer et de retenir les meilleurs candidats et candidates et promouvoir l'image d'une fonction publique renouvelée selon les orientations en matière de gestion des ressources humaines.	William Doucet	3

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Table de coordination interministérielle en gestion de main-d'œuvre	Discuter et échanger sur les grands dossiers en gestion de main-d'œuvre et de ceux traités au Secrétariat du Conseil du trésor. Partager l'optimisation des façons de faire en gestion de main-d'œuvre.	Marie-Hélène Cayer	3
Gestionnaires en gestion de main-d'œuvre	Discuter et échanger sur les grands dossiers en gestion de main-d'œuvre et de ceux traités au Secrétariat du Conseil du trésor. Échanger sur les pratiques.	Virginie Nadeau Isabelle Côté	6
Réseau interministériel sur le développement des cadres.	Partager des connaissances, des façons de faire dans le développement des cadres, des bonnes pratiques et des bons coups.	Bianca Roberge	5
Forum des directrices et directeurs en ressources humaines	Le Forum des directrices et directeurs des ressources humaines de la fonction publique du Québec (FDRH) est un regroupement qui privilégie la concertation, l'échange et l'action dans le but de favoriser et de promouvoir l'efficacité et l'efficience de la gestion des ressources humaines (GRH) dans la fonction publique du Québec.	Karine Larochelle	7
Comité exécutif du Forum des directrices et directeurs en ressources humaines	Le Conseil exécutif (CE) du FDRH a pour rôle de définir les orientations de l'activité des différentes directions des ressources humaines de la fonction publique du Québec.	Karine Larochelle	7
Comité d'échange de bonnes pratiques	Ce comité est dédié au réseautage et à l'échange de connaissances entre les directions des ressources humaines.	Karine Larochelle	3
Comité directeur du Centre d'Expertise en Gestion des Ressources Humaines (CEGRH)	La mission du CEGRH est de : • Conduire, à la demande du SCT, des recherches diagnostiques et prospectives portant sur la gestion des ressources humaines. • Élaborer des outils et des modèles permettant de dégager une vision et d'éclairer les orientations gouvernementales en gestion des ressources humaines. • Concevoir et offrir des outils et des activités de transfert des résultats de recherche en réponse aux besoins définis par le SCT.	Karine Larochelle	1
Comité équité, diversité et inclusion (EDI) du FDRH	Ce réseau interministériel permet à des représentants des DRH de partager des idées, de bonnes pratiques et de collaborer sur des initiatives en matière d'EDI à l'intérieur de la fonction publique.	Karine Larochelle	2
Communauté de pratique en analytique, en ressources humaines (RH)	Dans le cadre de cette action, le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) souhaite impliquer les ministères et organismes (MO) dans le développement d'une vision commune des méthodes liées à l'analytique RH grâce à la mise en place d'une	Viviane St-Amand Michaud	1

Question 09	Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
	communauté de pratique. Les membres de cette communauté pourront échanger sur les stratégies mises en place au sein des MO, mettre en commun leurs différentes expertises et trouver des solutions à certains enjeux communs par l'adoption et le partage de bonnes pratiques.		
Groupe de codéveloppement des répondants en matière de conflits et harcèlement psychologique	Discuter et apporter des pistes d'action pour diverses situations en gestion préventive des conflits et du harcèlement. Échanger sur les bonnes pratiques à mettre en place et partager l'expertise.	Gabrielle Émard	8
Comité de coordination du réseau des répondants en matière de conflits et de harcèlement psychologique	Favoriser activement l'amélioration continue de leur expertise dans le dossier de la prévention et du traitement des situations de conflits et de harcèlement, et ce, en privilégiant la concertation, l'échange, le partage et le soutien.	Gabrielle Émard	3
Rencontre de réseaux des répondants en matière de violence conjugale	Favoriser activement l'amélioration continue de leur expertise dans le dossier de la violence conjugale, et ce, en privilégiant la concertation, l'échange, le partage et le soutien.	Catherine Hamel-Lucas	3
Groupe de co-développement des répondants en matière de violence conjugale	Discuter et apporter des pistes d'action pour diverses situations en matière de violence conjugale. Échanger sur les bonnes pratiques à mettre en place et partager l'expertise.	Catherine Hamel-Lucas	5
Groupe de co-développement en gestion de l'invalidité et de la réintégration au travail	Discuter et apporter des pistes d'action pour divers cas d'invalidité et de réintégration au travail. Échanger sur les bonnes pratiques à mettre en place et partager leur expertise.	Kathleen Martineau	5
Communauté de pratique en lésions professionnelles	Partager, apprendre et échanger sur des dossiers, des problématiques, des expériences, des modèles et d'outils dans les dossiers de lésions professionnels.	Kim Pelletier	8
Groupe d'échange en santé sécurité	Organisé par le SCT et offert aux coordonnateurs en SST, afin de nous aviser des dernières nouvelles en matière de santé sécurité au travail et de la nouvelle réglementation. Échanger et questionner afin de recueillir de l'information sur un sujet précis en santé sécurité.	Kim Pelletier	5

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Table d'échange sur les processus de sélection	Échanger sur les défis, opportunités et enjeux en lien avec les processus de sélection.	Julie Gélinas	3
Réseau des répondants organisationnels en formation	Réseau coordonné par le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT). L'objectif du réseau est que le SCT informe des initiatives en cours et à venir dans une optique d'arrimage interministériel.	Julie Leclerc Bianca Roberge	1
Comité externe de suivi de la démarche d'adéquation formation-emploi du MJQ	Comité chapeauté par le MJQ qui permet d'effectuer des recommandations, de coordonner les actions à réaliser et d'en effectuer le suivi afin d'optimiser l'adéquation formation-emploi des services de justice.	Karine Larochelle Claudia Morissette Jean-François Oligny	5
Groupe interministériel sur l'expérience employé	Réseau coordonné par la RAMQ et qui permet de partager des problèmes, des expériences, des modèles, des outils et les meilleures pratiques en termes d'expérience employé.	Alexie Gauthier	2
Réseau des conseillers en promotion des saines habitudes de vie de la fonction publique	Réseau coordonné par le SCT. L'objectif du réseau est de soutenir les directions des ressources humaines sur les façons d'habiliter les employés et les gestionnaires dans la prise en charge de leur santé globale, tant physique que psychologique.	Éric Robitaille Nathalie Arsenault	8
Réseau des gestionnaires en santé, sécurité et mieux-être	Réseau coordonné par le SCT. L'objectif du réseau est de pouvoir échanger quant aux priorités issues de ce domaine et de faire connaître les bonnes pratiques.	Claudia Morissette	2
Réseau des répondants en diversité et inclusion	Coordonné par le Secrétariat du Conseil du trésor. Le SCT outille et forme les collaborateurs réseau quant aux initiatives à mettre de l'avant en termes d'équité, de diversité et d'inclusion. Ce réseau est aussi un lieu d'échange quant aux pratiques en place au sein de la fonction publique.	Nathalie Arsenault	8
Table interministérielle en amélioration continue	L'objectif est d'échanger et de partager sur les bonnes pratiques en amélioration continue et dans les domaines apparentés par une communauté regroupant des professionnels du secteur public québécois.	Simon Lortie Geneviève Bureau Jean-François Cayer Luis Manuel Mejia Diaz	7

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Forum des directrices et directeurs en développement organisationnel	Un espace d'échange et de consultation pour les projets de développement organisationnel, notamment dans le cadre de la Stratégie de gestion des ressources humaines de la fonction publique 2023-2028. Ce forum a pour objectifs de présenter l'avancement des projets et de recueillir les commentaires et besoins des MO. Il pourra aussi être un lieu de partage de bonnes pratiques.	Amélie Beaudoin	2
Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les autochtones à Sept-Îles	Améliorer et faciliter la collaboration et la complémentarité des services offerts aux autochtones.	Mireille Joncas	2
Table locale (La Tuque) d'accessibilité aux services pour les Autochtones en milieu urbain	Améliorer et faciliter la collaboration et la complémentarité des services offerts aux Autochtones.	Evelyne Sauvé	6
Table locale (Val-d'Or) d'accessibilité aux services pour les Autochtones en milieu urbain	Améliorer et faciliter la collaboration et la complémentarité des services offerts aux Autochtones.	Josée Trottier	3
Table locale (Trois-Rivières, Shawinigan, Bécancour/Nicolet/Yamaska) d'accessibilité aux services pour les Autochtones en milieu urbain	Améliorer et faciliter la collaboration et la complémentarité des services offerts aux Autochtones.	Evelyne Sauvé	6
Comité permanent de mise en œuvre des ententes en milieu nordique	Développer des outils favorisant la pérennité de la mémoire institutionnelle et le partage des connaissances au regard des conventions et ententes en milieu nordique.	Hubert Noreau-Simpson Rosemarie Fortier	2
Comité de travail sur la violence conjugale	Assurer le suivi et le développement de la mise en œuvre des actions gouvernementales en violence conjugale. Il est composé de plusieurs ministères et organisations partenaires.	Delphine Matte Lysane Ouellet	1
Comité de partenaires en violence sexuelle	Assurer le suivi et le développement de la mise en œuvre des actions gouvernementales en violence sexuelle. Il est composé de plusieurs ministères et organisations partenaires.	Delphine Matte Lysane Ouellet	1

Question 09	Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité stratégique sur la simplification des démarches administratives à la suite d'un décès	Comité visant à guider les travaux menés afin de simplifier les démarches administratives à la suite d'un décès, à trouver des solutions aux problématiques identifiées et proposer des solutions arrimées.	Marjorie Forgues Élise Labrecque Christian G. Sirois	4
Comité directeur de mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental sur la simplification des démarches à la suite d'un décès	Ce Comité vise à suivre les travaux menés pour mettre en œuvre le Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès.	Sophie Joncas Stéphanie Turcotte Patrick Gingras	2
Comité directeur sur la statistique judiciaire	Le comité directeur a pour mandat d'assurer la conception d'un système de suivi des données statistiques du système de justice.	Gabriel Lacroix-Dufour Albert Besnier Jean-François Ducre-Robitaille Laurence Montplaisir Gaétan Rancourt Marjorie Forgues Véronique Morin Yan Paquette	1
Comité interministériel du développement durable	Orienter la contribution des ministères et organismes du gouvernement du Québec en matière de développement durable.	Émilie Vaillancourt Albert Besnier	1
Comité de suivi du Groupe de travail indépendant (GTI) sur la réforme de la structure tarifaire de l'aide juridique	Mettre en place un Comité de suivi de l'application des ententes tarifaires et des impacts engendrés par les modifications introduites à la suite du rapport final du GTI.	Marie-Catherine Paré Mélanie Vallée Simon-Pierre Lavoie Odette Legendre	6

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité de négociation des ententes tarifaires des honoraires des avocats dans le cadre du régime d'aide juridique	Négocier les ententes tarifaires pour les honoraires et les débours versés aux avocats de la pratique privée qui acceptent des mandats d'aide juridique	Élise Labrecque Marie-Catherine Paré Mélanie Vallée Simon-Pierre Lavoie Odette Legendre	5
Groupe de travail tactique interministériel sur le suivi des travaux de la commission spéciale des droits des enfants et de la protection de la jeunesse	Assurer la rédaction du Plan de mise en œuvre de la commission spéciale des droits des enfants et de la protection de la jeunesse et établir les étapes de réalisation et de suivi.	Sophie Lacroix	2
Table nationale en matière de jeunesse	Brosser le meilleur portrait possible de la situation; recenser et échanger sur les meilleures pratiques ayant un impact sur les délais judiciaires en matière de protection de la jeunesse; élaborer un plan d'action pour réduire les délais judiciaires en protection de la jeunesse; promouvoir et contribuer à la mise en œuvre des mesures prévues au plan d'action.	Élise Labrecque Sophie Joncas Sophie Lacroix Mathieu Thériault Rosgarys Mercado Mélanie Vallée Alex Charbonneau-Corbeil	11
Comité directeur du projet pilote de médiation en protection de la jeunesse	Faire un suivi régulier des enjeux ou des problématiques qui nécessitent leurs interventions.	Élisabeth Dufour Gabrielle Lévesque Mélanie Vallée Christine Chiasson	12
Comités opérationnels – Projet pilote de médiation en protection de la jeunesse (Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches, Laurentides, Montérégie et Estrie)	Assurer l'implantation du service de médiation dans leur district. Mobiliser les divers acteurs participants à mettre en place le service de médiation et faciliter la communication entre eux. Résoudre les problématiques rencontrées sur le terrain dans la mise en place du service de médiation. Partager les connaissances, les expériences et les bonnes pratiques.	Gabrielle Lévesque Élisabeth Dufour	22
Table interministérielle en gestion des bénéfices	Partager les bonnes pratiques en gestion des bénéfices par une communauté regroupant des professionnels du secteur public québécois.	Brigitte Dumont	9

Question 09	Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité de gestion des risques Visiocomparutions	Ce comité a pour mandat d'assurer le suivi des risques de Visiocomparution et d'assurer l'arrimage entre les différents ministères partenaires.	Edith Caron Mario Houle Audrey St-Pierre Marilyne Pelchat-Guay Josée Kirouac Caroline Reny Eric Peloquin Philippe Laurin Kathleen Lechasseur Sonia Pouliot Marie-Claude Gagnon	10
Comité directeur- Visiocomparutions	Ce comité a pour mandat d'assurer le suivi du projet Visiocomparutions et d'assurer l'arrimage entre les différents ministères et organismes partenaires.	Anny Bernier Philippe Laurin Josée Kirouac Piyush Patel	2
Comité directeur – Centre de recherche en droit public	Comité de gouvernance sur les activités du centre. Le Centre a pour objectif la réalisation de travaux de recherche fondamentale et appliquée en droit prospectif et dans des disciplines connexes.	Marie-Catherine Paré	2
Groupe de travail sur la mise en place d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale	Améliorer l'accompagnement et l'expérience des personnes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale dans le processus judiciaire. Il devra notamment évaluer et déterminer les éléments nécessaires à la mise en place d'un tribunal spécialisé.	Lysane Ouellet Gabriel Lacroix-Dufour Dominique Bégin Antoine Guilbeault-Verville Geneviève Poliquin Mélanie Beaulieu Émilie Irvoas Claudine Simon Laurence Montplaisir	2

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Groupe des responsables en analyse et évaluation (GRAEP)	Ce comité vise à favoriser l'implantation et le développement de la fonction d'évaluation et de suivi des programmes, dans le respect des orientations du Conseil du Trésor en la matière.	Marie-Christine Poulin Mélanie Beaulieu	4
Comité permanent sur l'application de la loi sur la protection de la jeunesse (LPJ)	Examiner les recommandations des différents rapports, avis ou commentaires soumis au gouvernement du Québec concernant l'application de la LPJ; recommander, s'il y a lieu, des modifications à la LPJ; identifier et recommander les modifications qui pourraient être apportées à la LPJ afin d'améliorer la capacité du directeur de la protection de la jeunesse à intervenir auprès des familles et des enfants en difficulté en proposant des solutions législatives.	Sophie Lacroix Johanne Destrempe Sophie Joncas Mathieu Thériault	2
Comité interministériel sur l'application de la Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement	Coordonné par le SRPNI, suivre la mise en œuvre de la Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement.	Sarah Bourgeois-Lessard Annick Laterreur	3
Table nationale de consultation sur la mise en place du projet pilote de tribunal spécialisé	Soutenir le déploiement du projet pilote de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale. La table documente les enjeux des partenaires, contribue à l'élaboration d'orientations nationales et suit la mise en œuvre du projet pilote en facilitant la mobilisation des différents acteurs.	Lysane Ouellet Gabriel Lacroix-Dufour Dominique Bégin Claudine Simon Émilie Irvoas Laurence Montplaisir Jade Cabana Andrée-Anne Perreault-Girard	2
Groupe de travail sur le tribunal spécialisé	Soutenir le déploiement du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale.	Lysane Ouellet Gabriel Lacroix-Dufour Dominique Bégin Claudine Simon Émilie Irvoas Laurence Montplaisir	2

Question 09	Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
		Jade Cabana Andrée-Anne Perreault-Girard	
Comité directeur du projet de dispositif grave danger	Vise l'analyse de faisabilité et l'implantation d'un projet de dispositif grave danger pour les personnes victimes de violence conjugale et de violence sexuelle.	Lysane Ouellet Louis St-Hilaire Sandra Alvarez Amran Ahmed Hakima Bouchaoua Jean-François Martel Jade Cabana Isabelle Boily Thomas Guerlain Catherine Héroux Essossinam Tchenguem	3
Comité de coordination du projet de dispositif grave danger	Vise l'analyse de faisabilité et l'implantation d'un projet de dispositif grave danger pour les personnes victimes de violence conjugale et de violence sexuelle.	Thomas Guerlain Jade Cabana Isabelle Boily Catherine Héroux Essossinam Tchenguem	18
Comité de liaison du Plan pour moderniser le système de justice	Ce comité a pour mandat d'assurer une coordination de niveau tactique de l'ensemble du Plan pour moderniser le système de justice et appuie le Comité des Hauts dirigeants dans ses travaux.	Caroline Doucet Gaétan Rancourt	2
Comité de négociation des ententes en matière d'échange de permis de conduire	Négocier des ententes internationales en matière de permis de conduire et assurer le suivi de leur mise en œuvre et de leur application. Analyser celles déjà conclues pour les réviser au besoin.	Gabriel Boisvert	2
Comité interministériel sur le jeu en territoire autochtone	Élaborer des solutions à proposer aux autorités gouvernementales afin de répondre à des problématiques liées au jeu illégal en territoire autochtone.	Marie-Josée Corriveau Jean-François Lord	3

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité ministère de la Justice-Revenu Québec – Perception des pensions alimentaires	Réviser certains processus existants entre le ministère de la Justice du Québec et Revenu Québec afin d'améliorer la perception des pensions alimentaires et les services aux clientèles.	Élise Labrecque Mira Banerjee Sophie Joncas Annie Gauthier Marjorie Forgues Anny Bernier	2
Comité ministère de la Justice-Revenu Québec – Perception des pensions alimentaires (Volet juridique et orientations)	Réviser certains processus existants entre le ministère de la Justice du Québec et Revenu Québec afin d'améliorer la perception des pensions alimentaires et les services aux clientèles (enjeux de nature juridique).	Annie Gauthier Nancy Allaire	3
Comité Lexius d'arrimage avec les partenaires de proximité (CLPP)	Ce comité vise à assurer un maximum de partage d'information avec les partenaires directement touchés par la livraison du programme en procédures non-contentieuses et de prévoir les arrimages et la gestion du changement nécessaire au bon déroulement.	Gaétan Rancourt Catherine Rioux Janick Croteau Isabelle Soucy Marie-Laure Gonnin	3
Comité stratégique pour le projet pilote de régionalisation et de francisation des demandeurs d'asile dans la Ville de Québec	Échanger des informations à haut niveau sur l'état d'avancement du projet pilote et sur les enjeux rencontrés par les organisations participantes.	Julien-Maurice Laplante	1
Comité sur les enjeux liés aux demandeurs d'asile présents à Montréal	Partager des informations pertinentes entre les membres du comité pour se doter d'une compréhension commune des différents grands enjeux montréalais relatifs aux demandeurs d'asile, assurer la cohérence des actions gouvernementales envers les demandeurs d'asile, prévoir des solutions et faciliter la prise de décision dans le cas de problématiques spécifiques.	Julien-Maurice Laplante	1
Comité consultatif stratégique (Centre d'acquisitions gouvernementales)	Assurer la prise en compte des besoins des ministères et organismes en matière d'acquisitions.	Vicky Maranda	3
Forum des gestionnaires en ressources matérielles	Promouvoir l'utilisation efficace et efficiente des ressources matérielles des ministères et organismes publics du Québec.	Geneviève Moisan Daniel Lacroix Vicky Maranda – Membre exécutif	5
Comité mixte des services à la clientèle	Contribuer à l'optimisation de l'offre de services de la SQI.	Kathy Plante	2

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité de travail sur la détermination du statut à conférer à certaines ententes de délégation de gestion de subvention	Déterminer le statut à conférer à certaines ententes de délégation de gestion de subvention.	Nadine Hokayem Régine Robichaud Jean-Philippe Rodier André-Claude Veillette David Champagne	9
Organisation régionale de la sécurité civile (ORSC) – Côte-Nord	Planification de la sécurité civile à l'échelle régionale et de la coordination des actions menées par chacun des ministères et des organismes gouvernementaux du gouvernement du Québec.	Mireille Joncas	20
Organisation régionale de la sécurité civile (ORSC) – Outaouais	Planification de la sécurité civile à l'échelle régionale et de la coordination des actions menées par chacun des ministères et des organismes gouvernementaux du gouvernement du Québec.	Dominic Vaillancourt Stéphane Tano Gina Tizziana Gil Garcia Rubiela Mogollon Zoé Ntumba Ntambue	1
Table d'affaires autochtone de la CAR-AT (Conférence d'affaires régionales Abitibi-Témiscamingue)	Forum visant à approfondir les discussions sur les meilleurs moyens de coordonner l'action gouvernementale avec les communautés autochtones sises dans la région.	Elsa Acem	2
Table des officiers publics	L'objectif de la table est d'instaurer de canaux privilégiés entre les 4 officiers publics et de planifier des rencontres officielles.	Carole Léonard Stéphanie Turcotte Maxime Bronquard-Pharand Marouane Hatim	1
Table de concertation en matière criminelle Table de concertation en jeunesse délinquance Table de concertation en protection de la jeunesse	Forum où sont discutés et proposés des orientations.	Nathalie Dupuis Lilia Furnica Marie-Ève Boulianne Andréanne Pelletier Audrey Boisvert	16

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité local socio-judiciaire Table de concertation régionale		Amélie Allard Nathalie Girard Nelson Jean Isabelle Sirois Marie-Ève Cormier Jessyca Dumaresq Chantale Imbeault Mireille Joncas	
Table de concertation des intervenants judiciaires en matière de protection de la jeunesse	Trouver des solutions pour améliorer le traitement des dossiers en matière de protection de la jeunesse.	Mireille Joncas	1
Organisation de la sécurité civile du Québec	L'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) planifie les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale et, en cas de sinistre, coordonne la réponse gouvernementale avec la mise en œuvre des missions du PNSC qui assure le soutien aux régions touchées par un sinistre. L'OSCQ réunit les coordonnateurs ministériels de la sécurité civile de la trentaine de ministères et organismes concernés par le PNSC. L'OSCQ assure également les liens avec les partenaires externes, notamment les ressources du gouvernement du Canada.	Marjorie Forgues Anny Bernier Christian Trudel	3
Comité stratégique du projet de centre de services intégrés pour les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale de Québec	Comité sous la responsabilité du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de la Capitale-Nationale. Il réunit des instances décisionnelles du CIUSSS, de la Ville de Québec, du MJQ et du MSSS Ce comité a pour mandat de déterminer les orientations stratégiques du projet afin de mettre en place un lieu physique de services intégrés répondant aux besoins des personnes victimes et aux préoccupations de tous.	Lysane Ouellet	5
Comité de coordination du projet de centre de services intégrés pour les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale de Québec	Comité sous la responsabilité du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de la Capitale-Nationale. Il réunit des professionnelles du CIUSSS, de la Ville de Québec, du MJQ et du MSSS Ce comité a pour mandat de coordonner les travaux de conception et de mise en œuvre d'un lieu physique de services intégrés.	Antoine Guilbeault-Verville	5

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité de travail interministériel sur la Loi de Clare	En réponse aux recommandations de Rebâtir la confiance, groupe de travail du MSP sur la pertinence et la faisabilité de mettre en place des dispositions législatives visant à rencontrer les objectifs de la Loi de Clare.	Sébastien Beaulieu Delphine Matte	1
Comité directeur – Palais de justice de Saint-Hyacinthe	Faire le point sur les travaux – Prendre les orientations requises au moment opportun.	Kathy Plante Vicky Maranda Daniel Lacroix Mélanie Coderre Sophie Demers	3
Comité directeur – Palais de justice de Roberval	Faire le point sur les travaux – Prendre les orientations requises au moment opportun.	Kathy Plante Vicky Maranda Daniel Lacroix Julie Malouin Céline Claveau	4
Comité directeur – Palais de justice de Rouyn-Noranda	Faire le point sur les travaux – Prendre les orientations requises au moment opportun.	Kathy Plante Vicky Maranda Daniel Lacroix Lucie Giguère Josée Trottier	3
Comité directeur – Palais de justice de Québec	Faire le point sur les travaux – Prendre les orientations requises au moment opportun.	Kathy Plante Katherine Morissette Vicky Maranda Daniel Lacroix Jimmy Vaillancourt Lucie Giguère	2

Question 09	Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité de gestion: Programme: Tribunaux spécialisés	Dans son rôle tactique, le mandat du comité de gestion est de définir les grands enjeux et les priorités des différents projets du programme de projets et d'en assurer le suivi et la coordination.	Daniel Lacroix Janie Hébert	19
Table de concertation en matière de sécurité	Forum où sont discutés et proposés des orientations et sujets d'intérêt. Suivi de façon générale des travaux effectués par les tables régionales.	Anny Bernier Kathy Plante Vicky Maranda Karine Poudrier Philippe Laurin Katherine Morissette Rémi Gauthier	1
Comité de coordination ministérielle - Sécurité dans les PDJ	Le mandat du comité de coordination est de définir les grands enjeux et les priorités des différents projets en lien avec le déploiement des mesures de sécurité dans les palais (arches)	Caroline Doucet Jean Métivier Gabriel Lacroix-Dufour Lysane Ouellet Caroline Landry Christian Trudel Mélanie Gagné Vicky Maranda Sin-Bel Khuong Karine Larochelle Rémi Gauthier Karyne Talbot Lisa Carroll	19

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Table de concertation du milieu archivistique québécois	Table de concertation présidée par Bibliothèque et archives nationales du Québec dont le mandat vise à mobiliser les forces des intervenants afin d'une part, de contribuer au développement et à la pérennité de l'archivistique québécoise et, d'autre part, d'assurer la mise en place des meilleures pratiques afin d'assurer une saine gestion des documents tout au long de leur cycle de vie, depuis leur création à leur diffusion et mise en valeur.	Julie Blouin Josée Bélanger	2
Comité de travail sur la mise en œuvre de la traduction des jugements avec la SOQUIJ	Faire le point sur les travaux – Prendre les orientations requises au moment opportun.	Marjorie Forgues Anny Bernier Caroline Dion Gaétan Rancourt Patricia Gignac Mélanie Gagné	15
Comité Lexius d'arrimage avec les partenaires (CLAP)	Ce comité vise à assurer un maximum de partage d'information auprès des organisations partenaires et de prévoir les arrimages nécessaires dont les orientations et décisions prises dans le cadre du programme Lexius.	Gaétan Rancourt François Ouellette Catherine Rioux	1
Comité restreint sur la modernisation des comparutions et des enquêtes sur mise en liberté sur semaine	Ce comité vise à assurer la participation des partenaires dans l'élaboration des processus cibles, dans l'analyse des pratiques actuelles et dans la préparation de l'implantation (gestion du changement et accompagnement)	Gaétan Rancourt Caroline Dion Marie-Pier Simard Catherine Rioux Sabrina Pomerleau	8
Comité élargi sur la modernisation des comparutions et des enquêtes sur mise en liberté sur semaine	Ce comité vise à assurer la participation des représentants des avocats de la défense dans la validation des processus cibles, dans l'analyse des pratiques actuelles et dans la préparation de l'implantation (gestion du changement et accompagnement)	Gaétan Rancourt Caroline Dion Marie-Pier Simard Catherine Rioux Sabrina Pomerleau	4
Comité sur le projet pilote de régionalisation des demandeurs d'asile à Québec	Ce comité vise à favoriser la régionalisation des demandeurs d'asile vers la ville de Québec. Le comité est formé de gestionnaires et professionnels de plusieurs ministères et organismes qui offrent des services à Québec.	Éric Lemay Odette Legendre	3

Question 09	Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité quadripartite consultatif pour le développement de l'arbitrage	Ce comité vise le développement de l'arbitrage dans le cadre du parcours citoyen aux petites créances.	Caroline Lavoie Jessica Trottier Sophie Vézina	2
Table de concertation en matière de petites créances	La Table de concertation en matière de petites créances, vise notamment à présenter les nouvelles initiatives et le suivi des activités aux petites créances.	Nathalie Jackson Julien-Maurice Laplante Sophie Vézina Gaétan Rancourt	1
Table de concertation en matière criminelle Table de concertation en jeunesse délinquance Table de concertation en protection de la jeunesse Comité local socio-judiciaire	Forum où sont discutés et proposés des orientations.	Nathalie Dupuis Lilia Furnica Marie-Ève Boulianne Andréanne Pelletier Audrey Boisvert Amélie Allard	16
Comité de suivi sur les caméras d'intervention	Établir le mandat du comité de travail sur les caméras d'intervention et suivi du projet pilote avec la SQ.	Caroline Landry	2
Comité de travail sur les caméras d'intervention	Élaborer des indicateurs nous permettant de mesurer l'impact sur l'administration de la justice d'un déploiement des caméras d'intervention au sein des corps de police.	Marjorie Théberge	2
Comité de sécurité incendie et mesures d'urgence	Analyser et mettre à jour le plan de sécurité incendie et mesures d'urgence de l'édifice Jos-Montferrand à Gatineau	Dominic Vaillancourt Laurie Fortin-Vézina Annie Turcotte	3
Comité consultatif sur les partenariats médico-juridiques	À l'initiative de Justice Pro Bono, un Comité consultatif sur les partenariats médico-juridiques a été créé en 2024 afin de réfléchir aux enjeux liés aux partenariats médico-juridiques présentement en cours avec Justice Pro Bono au Québec et aux possibilités d'étendre ce modèle à travers la province. Le comité consultatif est formé de représentants de Justice Pro Bono, du curateur public, du MJQ (SMOAJ), d'une	Nathalie Jackson Sophie Brown	2

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
	pédiatre de l'Hôpital pour enfants de Montréal et d'un professeur de l'Université de Sherbrooke.		
Comité consultatif sur l'accessibilité à la justice	Comité consultatif constitué en vertu de la Loi sur le ministère de la justice. Son mandat consiste notamment de conseiller le ministre sur le choix des projets ou activités qui lui sont soumis en vertu de l'article 32.0.5 de cette Loi ainsi que sur les priorités et les orientations qu'il devrait retenir dans l'attribution de l'aide financière pour la réalisation de ces projets ou activités.	Ileana Tismanariu	3
Comité d'évaluation de la mesure Médiation obligatoire et arbitrage automatique aux petites créances	Comité consultatif dont le mandat consiste à accompagner la démarche des évaluatrices afin d'assurer la cohérence et la crédibilité de l'analyse.	Sophie Vézina Ileana Tismanariu Tatyana Litovchenko Geneviève Rodrigue Claudia McGee Tremblay	1
Réseau stratégique de veille et de prospective	Ce comité a comme mandat de soutenir le développement et le maintien de l'expertise en veille et prospective au sein de la fonction publique québécoise, en rassemblant ses actrices et ses acteurs en une communauté de pratique.	Marie-Christine Poulin Janine Kapol	13
Comité ministériel en matière jeunesse	Le comité a pour mandat de faire connaître aux directions impliquées en jeunesse, les orientations et enjeux liés à la justice en cette matière. Il permet également de répertorier les différentes mesures existantes au sein du ministère de la justice en matière jeunesse.	Geneviève Poliquin	3
Rencontre nationale des cellules d'intervention rapide en matière de violence conjugale	Le mandat de ce comité est d'assurer un suivi du déploiement des cellules d'intervention rapide, soulever les enjeux communs et développer des pistes de solutions.	Delphine Matte	3
Comité de travail - MAJ liste infractions admissibles aux MEJ (Annexe A)	Le mandat du comité de travail est d'évaluer la pertinence de modifier certaines sections précises de l'Annexe A et de mettre à jour les informations ciblées afin de répondre à des besoins discutés par le sous-comité sur les MEJ.	Geneviève Poliquin	3
Comité de suivi autochtone sur les bracelets antirapprochement	Le mandat du comité, sous la responsabilité du MSP, est de réunir les différents partenaires autochtones et gouvernementaux afin de bien cibler les enjeux du programme BAR et de participer au processus d'adaptation de la mesure des bracelets antirapprochement, ou de toute autre solution technologique alternative, afin de la rendre culturellement sensible aux réalités autochtones;	Antoine Guilbault-Verville	2

Question 09	Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité de liaison permanent sur le suivi de personnes faisant l'objet d'une décision de la Commission d'examen des troubles mentaux.	Le mandat du comité de liaison permanent vise à optimiser, de façon continue, les processus de prise en charge des personnes ayant été déclarées non-criminellement responsables ou inaptes ainsi que les mécanismes d'échange de l'information entre les organismes appelés à intervenir auprès de ces personnes	Véronique Massé Frédéric Maheux Catherine Brown	3
Comité de réflexion sur les enjeux de protection des renseignements personnels (OPHQ)	Collaborer aux travaux de la DAJ de l'Office afin de bonifier le formulaire de consentement au partage d'informations de manière à satisfaire aux exigences gouvernementales, dont celles du MESS, en vue de son utilisation dans les différents milieux de vie des personnes handicapées.	Marie-Hélène Sénéchal Caron	1

Question 10	Nombre de rencontres fédérales-provinciales-territoriales des ministres et des sous-ministres de la Justice en 2024-2025. Indiquer, pour chacune :

Date	Lieu	Personne présente	Montant (\$)
22 au 24 mai 2024	Régina	Kathy Plante et Nada Jarjour	1 003
16 au 18 octobre 2024	Yellowknife	Kathy Plante et Nada Jarjour	3 946

Question 11	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2024-2025 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.

a) Le nom des campagnes

- Grossesse pour autrui hors Québec
- Apostille

b) Les coûts de ces campagnes

- Grossesse pour autrui hors Québec : 123 959 \$
- Apostille : 9 995 \$

c) Le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser

- Grossesse pour autrui hors Québec : Agence de placement Cossette Média
- Apostille : Agence de placement Cossette Média

d) Les dates de diffusion de la campagne

- **Grossesse pour autrui hors Québec :**
 - Mai 2024 à juin 2024
- **Apostille :**
 - Juin 2024 à juillet 2024

e) Les objectifs visés par chaque campagne

- **Grossesse pour autrui hors Québec** - Informer les parents d'intention, ayant pour objectif de mener à terme un projet de grossesse pour autrui, des mesures en vigueur concernant la grossesse pour autrui lorsque la mère porteuse est domiciliée hors du Québec.
- **Apostille** - L'apostille est un certificat qui officialise un document à la demande d'un pays étranger et certifie son origine. Les objectifs de cette campagne sont de faire connaître les rôles des organismes émetteurs et du MJQ, dans le processus de délivrance de l'apostille, informer la population et les organismes émetteurs de documents sur ce qu'est une apostille, faire connaître les documents pouvant être apostillés et diriger les citoyennes et les citoyens au site informationnel pour s'informer des démarches à suivre pour faire une demande d'apostille.

Question 12	Tout rapport, document, étude, avis ou analyse, liste de consultation ou liste de demandes concernant une réforme du droit de la famille.

La Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droit de la personnalité et d'état civil (PL 2) a été sanctionnée en juin 2022 et la Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et visant la protection des enfants nés à la suite d'une agression sexuelle et des personnes victimes de cette agression ainsi que les droits des mères porteuses et des enfants issus d'un projet de grossesse pour autrui (PL 12), a été sanctionnée le 6 juin 2023.

La majorité des mesures sont en vigueur et des règlements ont été pris pour leur mise en œuvre. Par ailleurs, le nouveau droit à la connaissance des origines pour les enfants nés à la suite d'un don de gamète ou d'une grossesse pour autrui entrera en vigueur au plus tard le 6 juin 2025 et un nouveau registre sera créé à cette fin. Un règlement portant sur les modalités d'accès aux documents contenus dans le dossier judiciaire ainsi que sur les autres renseignements devant être inscrits ou transmis au registre doit également être pris au plus tard à cette même date. La publication préalable du projet de règlement a déjà eu lieu.

En ce qui concerne le volet conjugalité, la Loi portant sur la réforme du droit de la famille et instituant le régime d'union parentale (PL 56) a été sanctionnée le 4 juin 2024. Cette loi réforme le droit de la famille en instituant un nouveau régime d'union parentale qui s'appliquera automatiquement aux conjoints de fait qui deviennent les parents d'un enfant commun à compter du 30 juin 2025. De même, les conjoints de fait qui sont les parents d'un enfant commun né ou adopté avant le 30 juin 2025 pourront s'assujettir volontairement à ce régime, à certaines conditions.

Question 13	Tout mandat ou contrat confié dans le cadre de la réforme du droit de la famille.

Aucun contrat pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca/>.

Question 15	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2024-2025 :
	a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Ministère
Programme : Programme de soutien aux activités de justice en milieu autochtone – volet justice communautaire autochtone
Montant global : 1 822 500 \$
Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction du soutien aux partenariats et aux programmes

Projet	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Justice communautaire – Kahnawake	Mohawks of Kahnawake	65 000
Justice communautaire – Akwesasne	Mohawks of Akwesasne	55 000
Justice communautaire – Kawawachikamach	Nation Naskapi de Kawawachikamach	85 000
Justice communautaire – Kitigan Zibi	Kitigan Zibi Anishinabeg	35 000
Justice communautaire – Lac Simon	Conseil de la Nation Anishnabe de Lac Simon	85 000
Justice communautaire – milieu urbain à Montréal	Centre de justice des Premiers Peuples de Montréal	62 500
Justice communautaire – Pekuakamiulnuatsh	Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	85 000
Justice communautaire – Nutashquan	Conseil de la Première Nation des Innus de Nutashquan	62 500
Justice communautaire – Lac-Saint-Jean	Centre Mamik Lac-St-Jean	85 000
Justice communautaire en milieu inuit	Société Makivik (12 communautés)	1 100 000
Justice communautaire - Listiguj	Listiguj Mig'maq Government	40 000
Justice communautaire – Opitciwan	Bande des Atikamekw d'Opitciwan	62 500

¹Les montants inscrits sont prévisionnels au 31 mars 2025.

Programme: Programme de soutien aux activités de justice en milieu autochtone – volet Parajudiciaires autochtones
Montant global : 2 360 100 \$
Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction du soutien aux partenariats et aux programmes

Projet	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Conseillers parajudiciaires	Services parajudiciaires autochtones du Québec	2 105 100
Conseillers parajudiciaires	Conseil de la Nation Atikamekw	255 000

¹Les montants inscrits sont prévisionnels au 31 mars 2025.

Question 15	Suite

Programme : Programme de soutien aux activités de justice en milieu autochtone – volet coordination en matière de justice

Montant global : 210 000 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction du soutien aux partenariats et aux programmes

Projet	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Poste de coordonnatrice en matière de justice	Femmes autochtones du Québec inc.	85 000
Poste de coordonnateur en matière de justice	Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador	125 000

¹Les montants inscrits sont prévisionnels au 31 mars 2025.

Programme : Programme de soutien aux activités de justice en milieu autochtone – volet soutien à l'intégration des services en matière de violence conjugale, familiale ou sexuelle

Montant global : 333 450 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction du soutien aux partenariats et aux programmes

Projet	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Postes de coordination – soutien à l'intégration des services	Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador	208 450
Poste de coordination – soutien à l'intégration des services	Saqijuj	125 000

¹Les montants inscrits sont prévisionnels au 31 mars 2025.

Programme : Programme de soutien aux activités de justice en milieu autochtone – volet soutien à l'intégration des services - système judiciaire

Montant global : 125 000 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction du soutien aux partenariats et aux programmes

Projet	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Poste de coordination – soutien à l'intégration des services	Saqijuj	125 000

¹Les montants inscrits sont prévisionnels au 31 mars 2025.

Programme : Programme de soutien aux activités de justice en milieu autochtone – volet rédacteurs de type Gladue

Montant global : 245 000 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction du soutien aux partenariats et aux programmes

Projet	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Poste à temps plein (rédaction rapport et sommaire Gladue)	Services parajudiciaires autochtones du Québec	80 000
Poste à temps plein (rédaction rapport et sommaire Gladue)	Centre de justice des Premiers peuples de Montréal	80 000
Poste partagé (rédaction rapport, sommaire Gladue et conseiller parajudiciaire)	Mohawks of Akwesane	85 000

¹Les montants inscrits sont prévisionnels au 31 mars 2025.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle Étude des crédits 2025-2026

Question 15	Suite

Programme : Programme de soutien aux activités de justice en milieu autochtone – volet services aux victimes sous la responsabilité d'organisations autochtones

Montant global : 415 000 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction du soutien aux partenariats et aux programmes

Projet	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Services aux victimes Atikamekw	Conseil de la Nation Atikamekw	170 000
Services aux victimes de Montréal	Centre de justice des Premiers peuples de Montréal	85 000
Services aux victimes - communauté d'Akwesasne	Le Conseil des Mohawks d'Akwesasne	75 000
Services aux victimes - communauté de Kahnawake	Conseil des Mohawks de Kahnawake	85 000

¹Les montants inscrits sont prévisionnels au 31 mars 2025.

Programme : Programme de soutien aux services pour contrer la violence conjugale et familiale en milieu autochtone

Montant global : 800 000 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction du soutien aux partenariats et aux programmes

Projet	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Rebuilding the Family Circle	Waseskun	200 000
Witciciin Aji (Aide moi maintenant)	Conseil des Anicinapek Kitchisakik	200 000
Services de soutien à la maison pour hommes	Nation Naskapie de Kawawachikamach	200 000
Sokerimowin	Centre amitié autochtone de La Tuque	200 000

¹Les montants inscrits sont prévisionnels au 31 mars 2025.

Programme : Programme d'aide aux activités communautaires du programme de mesures de rechange général 2023-2026

Montant global : 3 590 224 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction du soutien aux partenariats et aux programmes

Région/District	Bénéficiaire	Montant (\$)
Abitibi	Liaison Justice	76 617
Alma et Roberval	Justice alternative Lac-Saint-Jean inc.	44 873
Arthabaska	Pacte Bois-Francs inc.	44 873
Baie-Comeau	Converjance Manicouagan	37 341
Beauce et Frontenac	ÉquijusticeBeauce	44 873
Beauharnois et Longueuil	Ressources Alternatives Rive-Sud	268 859
Bedford	Justice Alternative et médiation	37 341
Chicoutimi	Équijustice Saguenay inc.	107 100
Drummond	Commun Accord Organisme de Justice Alternative	44 873
Frontenac	L'Alternative Appalaches inc.	37 341
Gaspé-Bonaventure	Justice alternative Gaspésie-Sud	76 617
Gatineau, Pontiac et Maniwaki	Société Elizabeth Fry du Québec	119 531
Iberville et Saint-Hyacinthe	Justice alternative Richelieu-Yamaska	74 670
Joliette	Repars	49 784
Joliette et Laval	Avenue, Justice Alternative	298 770
Kamouraska	Justice Alternative du KRTB inc.	37 341
Labelle et Terrebonne	Mesures alternatives des Vallées du Nord inc.	112 010
Mingan	La Croisée, un organisme de justice alternative	49 784
Montmagny et Québec (rive-sud)	Équijustice Lévis	37 341
Montréal	Événement Hoodstock	112 010

Question 15	Suite

Région/District	Bénéficiaire	Montant (\$)
Montréal	Regroupement des Organismes de Justice Alternative du Québec	1 061 362
Montréal	Trajet inc.	119 531
Montréal	YMCA du Québec	59 708
Québec	Autre Avenue, Organisme de Justice Alternative, L'	134 493
Richelieu	Justice alternative Pierre de Saurel inc.	44 873
Rimouski	Justice alternative de l'Est	44 873
Saint-François, Bedford et Mégantic	Équijustice Estrie	134 493
Saint-Maurice	Alter Égaux, Organisme de justice alternative, L'	29 912
Saint-Maurice	Organisme de Justice Alternative Volteface	44 873
Terrebonne	Mesures Alternatives des Basses-Laurentides	112 010
Trois-Rivières	Aux Trois Pivots	37 341
Trois-Rivières	Avenues citoyennes Organisme de justice alternative	29 912
Trois-Rivières	Équijustice Maskinongé	24 894

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle Étude des crédits 2025-2026

Question 15	Suite

Fonds Accès Justice

Programme : Programme d'aide financière pour favoriser l'accès à la Justice

Montant global : 164 057 \$

Direction de l'organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Projet	Bénéficiaire	Montant (\$)
Appel à projets 2021-2022	Droits et Recours en Santé Mentale, Gaspésie-les-Îles	7 500
Appel à projets 2021-2022	Équijustice	12 500
Appel à projets 2022-2023	ACEF du Nord de Montréal	4 917
Appel à projets 2022-2023	Centre Louise-Amélie inc., Le	3 863
Appel à projets 2022-2023	Clinique juridique de Saint-Michel	5 000
Appel à projets 2022-2023	Clinique juridique Juripop	4 993
Appel à projets 2022-2023	Clinique Juste	7 467
Appel à projets 2022-2023	Institut de Médiation et d'Arbitrage du Québec	5 000
Appel à projets 2022-2023	Juristes à domicile	5 000
Appel à projets 2022-2023	Option Consommateurs	9 501
Appel à projets 2022-2023	Société Elizabeth Fry du Québec	5 000
Appel à projets 2023-2024	Centre Louise-Amélie inc., Le	5 869
Appel à projets 2023-2024	Clinique d'accompagnement juridique Droit de cité	7 500
Appel à projets 2023-2024	Clinique Droits devant	7 500
Appel à projets 2023-2024	Collectif juridique, Le	6 717
Appel à projets 2023-2024	Juristes à domicile	7 500
Appel à projets 2023-2024	Justice Alternative du Haut-Richelieu	5 459
Appel à projets 2023-2024	Maison Bleue : Milieu de Vie Préventif à l'Enfance, La	6 000
Appel à projets 2023-2024	Organisation populaire des droits sociaux [OPDS]	7 500
Appel à projets 2023-2024	Société Elizabeth Fry du Québec	7 500
Appel à projets 2023-2024	Université Laval	7 500
Autoreprésentation 2022-2023	Clinique d'information juridique à McGill	10 000
Autoreprésentation 2022-2023	Université d'Ottawa	4 362
Autoreprésentation 2022-2023	Université du Québec à Montréal (UQAM)	9 909

Programme : Financement à la mission de base des Centres de justice de proximité et autres organismes

Montant global : 8 607 534 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Bénéficiaire	Montant (\$)
Centre de justice de proximité du Bas-Saint-Laurent	670 607
Centre de justice de proximité de la Côte-Nord	474 609
Centre de justice de proximité Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	481 572
Centre de justice de proximité du Grand-Montréal	1 425 534
Centre de justice de proximité de Laval-Laurentides-Lanaudière	669 652
Centre de justice de proximité de la Mauricie	732 045
Centre de justice de proximité de la Montérégie	1 300 308
Centre de justice de proximité Nunavik (Société Makivik)	784 816
Centre de justice de proximité de l'Outaouais	654 881
Centre de justice de proximité de Québec	898 620
Centre de justice de proximité du Saguenay-Lac-Saint-Jean	514 890

Question 15	Suite

Programme : Programme – Autoreprésentation
Montant global : 2 290 370 \$
Direction ou organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Bénéficiaire	Montant (\$)
Centre de justice de proximité de l'Abitibi-Témiscamingue	593 366
Centre de justice de proximité du Centre-du-Québec	501 291
Centre de justice de proximité de l'Estrie	606 214
Centre de justice de proximité Laval, Laurentides Lanaudière	226 919
Centre de justice de proximité de Québec – point de service de Chaudière-Appalaches	362 580

Programme : Programme – Parcours Citoyens
Montant global : 265 297 \$
Direction ou organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Bénéficiaire	Montant (\$)
Centre de justice de proximité de Laval-Laurentides-Lanaudière	265 297

Programme : Programme – La fierté de vieillir
Montant global : 61 455 \$
Direction ou organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Bénéficiaire	Montant (\$)
Centre de justice de proximité du Saguenay-Lac-Saint-Jean	61 455

Question 15	Suite

Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
Programme : Programme de subvention pour favoriser la recherche, l'information, la sensibilisation et la formation en matière d'aide aux victimes d'actes criminels
Montant global : 208 598 \$
Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction de l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles

Projet	Bénéficiaire	Montant (\$)
Les victimes d'actes criminels qui se représentent seules devant les tribunaux	Association québécoise Plaidoyer-Victimes (AQPV)	11 513
"Partir de nous" - Autonomisation des adolescentes en situation d'exploitation sexuelle	Bureau international des droits des enfants (IBCR)	23 999
Atelier d'autodéfense féministe pour les femmes et les filles ayant subi une agression à caractère sexuel	Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) - Saguenay	5 688
Démarche d'apprentissage pour prévenir et combattre les violences sexuelles	Centre de prévention et d'intervention pour les victimes d'agression sexuelle (CPIVAS) - Laval	34 417
Analyse et validation du service de soutien offert aux parents d'enfants victimes de violence sexuelle par les professionnelles de Marie-Vincent	Centre d'expertise Marie-Vincent	23 000
L'Envolée	L'Autre-Toit du KRTB	5 480
La sensibilisation au contrôle coercitif : un levier pour améliorer la pratique judiciaire et accroître la sécurité des victimes de violence conjugale	Regroupement des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale (RMFVVC)	15 000
Projet Monarque: développement d'une recherche visant l'amélioration de l'aide et de l'accompagnement des femmes victimes de violences sexuelles en contexte conjugal	Université du Québec à Montréal (UQAM)	19 463
Prévenir les violences en contextes de relations amoureuses chez les adolescentes victimes d'agression sexuelle : adaptation des outils du programme Étincelles	Université Laval	4 495
École de Service social - Actions des proches et perception des femmes victimes de violence conjugale à l'égard de ces actions : prise en compte des particularités ethnoculturelles dans la proposition d'actions adaptées	Université de Montréal (UdM)	37 223
Entente PHARE Jardins-Roussillon	La Re-Source	4 400
AmoVr: Brisons le silence de la violence dans les relations lesbiennes	Centre de solidarité lesbienne (CSL)	2 212
Justice pour toutes	Corporation de développement communautaire (CDC) du Haut-Saint-François	5 885
Formation d'un comité activité par et pour les femmes ayant été victimes d'exploitation sexuelle	La Sortie	4 406
Prévention des cyberviolences faites aux femmes	Société Elizabeth Fry	1 925
Déploiement du projet XOX dans la région de Montréal	Table de concertation en violence conjugale de Montréal (TCVCM)	9 492

Question 15	Suite

Programme : Projets fédéraux en matière d’aide aux personnes victimes
Montant global : 636 849 \$
Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction de l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles

Projet	Bénéficiaire	Montant (\$)
Projet Convers'Actions	Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence	97 305
Élargissement de l'offre de services de Marie-Vincent permettant de soutenir les jeunes victimes d'abus physiques en Montérégie	Centre d'expertise Marie-Vincent	231 601
Création d'un poste d'agent de liaison au CISSS – Chaudière-Appalaches	Centre intégré de santé et services sociaux de Chaudière-Appalaches (Services intégrés en abus et maltraitance - SIAM de Québec)	102 870
Fraude amoureuse en ligne	Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)	30 099
Projet Commission d'examen des troubles mentaux - Phase 2 : Création d'un site web	Association québécoise Plaidoyer-Victimes (AQPV)	125 474
La protection des victimes d'actes criminelles	Université de Montréal (UdeM)	49 500

Programme : Soutien financier aux Centres d'aide aux victimes d'actes criminels et aux autres organismes venant en aide aux personnes victimes d'actes criminels
Montant global : 52 153 978 \$
Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction de l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles

Bénéficiaire	Montant (\$)
CAVAC Abitibi-Témiscamingue	2 442 315
CAVAC Bas-Saint-Laurent	2 767 782
CAVAC Centre-du-Québec	2 676 862
CAVAC Côte-Nord	2 227 458
CAVAC Cri	152 728
CAVAC Estrie	2 710 748
CAVAC Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine	1 500 272
CAVAC Lanaudière	2 389 964
CAVAC Laurentides	2 285 894
CAVAC Laval	2 689 621
CAVAC Mauricie	2 434 805
CAVAC Montérégie	4 478 149
CAVAC Montréal	7 655 140
CAVAC Nunavik	957 418
CAVAC Outaouais	2 714 334
CAVAC Région de Québec	4 360 952
CAVAC Saguenay-Lac-Saint-Jean	3 599 706
SOS violence conjugale	1 432 150
Association québécoise Plaidoyer-Victimes (SACAIS)	336 900
Centre d'expertise Marie-Vincent	420 700
Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal (CVASM)	1 425 080
Association des familles de personnes assassinées ou disparues (AFPAD)	195 000
Centre de services de justice réparatrice (CSJR)	150 000
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (Services intégrés en abus et maltraitance - SIAM de Québec)	100 000
Éducaloi	50 000

Question 16	Concernant le Fonds Accès Justice :
	a) tous les coûts reliés à sa mise en œuvre pour l'année 2024-2025 et les prévisions 2025-2026 ; b) le coût annuel estimé relatif à l'administration de ce fonds pour l'année 2024-2025 et les prévisions 2025-2026 ; c) les sommes allouées (totales et ventilées par région) ; d) les montants récoltés destinés au fonds depuis sa création, ventilés par année ; e) les projets ayant reçu une aide financière et la date de l'octroi de l'aide ; f) les derniers projets acceptés ; g) la structure de ce fonds.

Fonds Accès Justice

Dépenses totales :	27 385 966 \$
Dépenses du Bureau du FAJ :	1 046 721 \$
Revenus :	19 760 869 \$

Pour les projets financés, se référer à la question DP1.15.

Q _{uestion} 17	Concernant les programmes de séances de médiation et d'information (médiation familiale, médiation aux petites créances, médiation civile et commerciale, parentalité après la rupture), identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2024-2025 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.

Fonds Accès Justice

Montants payés en honoraires aux médiateurs pour les séances de médiation et d'information offertes en 2024-2025 :

- Médiation familiale (couple avec enfants et adoption): 5 044 443 \$
- Médiation familiale (médiation familiale couple sans enfant - prémédiation et médiation - pérennisation): 306 131 \$
- Séances sur la parentalité après la rupture: 101 673 \$
- Médiation aux petites créances (Parcours citoyen): 633 296 \$
- Médiation en protection de la jeunesse: 50 355 \$

Question 18	Concernant le programme Ligne-ressource sans frais pour les victimes d'agression sexuelle, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2024-2025 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.

Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels

Le Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal a le mandat de gérer et de fournir les services de la ligne ressource sans frais pour les personnes victimes d'agression sexuelle. Depuis le 30 octobre 2021, cette ligne téléphonique porte le nom d'**Info-aide violence sexuelle**.

Le 16 novembre 2023, Info-aide violence sexuelle a lancé son service de clavardage en ligne. Depuis juillet 2024, celui-ci est disponible 24 h sur 24, 7 jours sur 7.

Les sommes allouées en 2024-2025 sont de 1 425 080 \$.

Q uestion 19	Concernant le programme québécois de traitement de la toxicomanie sous surveillance judiciaire, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2024-2025 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.

Un programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec (PTTCQ) est en vigueur au Québec, soit dans le district judiciaire de Montréal.

L'entente conclue entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec dans le cadre du Programme de financement des tribunaux de traitement de la toxicomanie (PFTTT) pour les justiciables ayant un trouble d'utilisation de substance ou une dépendance couvre la période du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2028.

Pour l'exercice financier 2024-2025, la contribution fédérale maximale prévue est de 1 650 000 \$, pour couvrir une partie des coûts associés aux programmes québécois offerts aux justiciables ayant un trouble d'utilisation de substance ou une dépendance.

Question 20	Pour 2024-2025, indiquer les sommes investies pour la mise en œuvre de la politique québécoise en matière d'agression sexuelle et les sommes prévues pour l'année 2025-2026. État de situation, au 31 mars 2025, de sa mise en œuvre.

Mesure	Montant (\$)
Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027	39 949 845
Soutenir des services de proximité culturellement pertinents pour accompagner dans leur guérison les hommes et les femmes autochtones	800 000

Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027

Le 30 juin 2022, le gouvernement du Québec annonçait la nouvelle Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027. Elle comprend 58 actions et un investissement d'environ 462 M\$ sur cinq ans. Ses principaux objectifs sont de contrer la violence sexuelle et la violence conjugale et d'assurer un accompagnement plus soutenu et mieux adapté aux réalités des personnes victimes.

Le ministère de la Justice porte 6 mesures structurantes et une action complémentaire, qui sont terminées ou en cours de réalisation. Elles se déclinent comme suit pour l'exercice 2024-2025 :

- Mener des projets-pilotes d'intégration de services en violence sexuelle et en violence conjugale en soutenant des initiatives émanant de la communauté : aucun montant ;
- Créer un bureau de soutien aux services aux personnes victimes d'infractions criminelles: 554 412 \$;
- Protéger les personnes victimes de violence familiale ou sexuelle par des modifications législatives : 233 333 \$;
- Assurer le déploiement du programme témoin enfant et autres témoins vulnérables à l'échelle du Québec, incluant les témoins autochtones dans une perspective de sécurisation culturelle : 2 197 800 \$ provenant du *Plan budgétaire 2019-2020 – 50 M\$*;
- Accorder à toutes les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale, des services gratuits de consultation juridique et de représentation en urgence, peu importe leur revenu et dans tous les domaines du droit : 4 618 400 \$;
- Mener des projets pilotes de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, incluant la prise en compte des réalités autochtones : 31 521 300 \$ dont 10 921 300\$ provenant de l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe ;
- Identifier le meilleur moyen pour renforcer la sécurité des victimes de violence conjugale, en évaluant notamment la pertinence d'implanter un programme de dispositif grave danger au Québec, et déployer un projet pilote en ce sens : 824 600\$ provenant de l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe.

Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels

Bénéficiaire	Montant (\$)
Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal¹ (Financement et responsabilité des services de la Ligne Info-Aide Violence sexuelle)	1 425 080
Centre d'expertise Marie-Vincent (Financement de cet organisme, lequel offre de l'aide aux enfants de 12 ans et moins victimes d'agression sexuelle, à leurs parents et à leurs proches)	420 700
Réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)² (Responsabilité financière complète de chacun des dix-sept CAVAC, comprenant des agents de liaison et d'intervention en violence sexuelle, les intervenants sociojudiciaires de liaison et le Programme enfant témoin et autres témoins vulnérables)	9 647 360
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale - Services intégrés en abus et maltraitance (SIAM) (Responsabilité portant sur le financement des locaux et d'une agente d'intervention)	100 000

Question 20	Suite

¹Inclus un montant pour la réalisation du Programme d'aide financière d'urgence (AFU).
²Ce montant est basé sur le pourcentage de la clientèle du réseau des CAVAC, soit 24,2 %, touchée par une infraction à caractère sexuel ou par de l'exploitation sexuelle (16 200 personnes) pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025. Il exclut les sommes accordées aux CAVAC dans le cadre de l'instauration d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et du Programme témoin enfant et autres vulnérabilités.

Soutenir des services de proximité culturellement pertinents pour accompagner dans leur guérison les hommes et les femmes autochtones.

Une somme de 6 M\$ sur 4 ans a été attribuée au ministère de la Justice pour le soutien à des services pour faciliter la guérison et la réhabilitation des personnes, des couples et des familles aux prises avec une dynamique de violence conjugale et familiale (VCF). Les dépenses pour l'exercice financier 2024-2025 se déclinent comme suit :

Projet	Montant ¹ (\$)
Centre d'amitié autochtone de La Tuque Offrir aux personnes impliquées dans une situation de VCF un service d'hébergement de répit et de ressourcement en territoire	200 000
Nation Naskapie de Kawawachikamach Offrir des services de soutien et des programmes de sensibilisation pour la clientèle aux prises avec des dépendances et/ou une situation de VCF.	200 000
Conseil des Anicinapek de Kitcisakik Offrir l'opportunité à la personne qui représente un danger de se retirer du milieu afin d'intégrer un service d'hébergement transitoire et entreprendre une démarche de mieux-être individuel avec des intervenants du centre de santé de la communauté et des aînés.	200 000
Waseskun Programme à 4 volets pour la clientèle aux prises avec une dynamique de violence conjugale et sexuelle - intervention individuelle, thérapies de groupes en territoire, thérapies familiales en prévision de la libération des individus, suivi post-sentenciel avec les intervenants des communautés autochtones d'origine des détenus.	200 000
Total	800 000

¹ Les montants sont prévisionnels au 31 mars 2025.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 21

Nombre total de juges, au 31 mars 2025, pour chaque cour sous juridiction du Québec. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région, les différentes chambres, ainsi que le sexe des juges. Indiquer le nombre de juges en congé maladie, en indiquant la date de retour prévue, le nombre de postes vacants, en indiquant la date de la libération du poste.

Cour du Québec

Cour du Québec (magistrature) Nombre de juges – par région ¹							
Région	Juge puîné				Juge suppléant		Total
	H	F	Poste vacant	Date de libération du poste ²	H	F	
Abitibi-Témiscamingue – Eeyou Istchee – Nunavik	6	6	1	-	1	2	15
Estrie	8	11	1	2024-09-03	3	5	27
Laval – Laurentides – Lanaudière – Labelle	24	24	1	2024-07-29	6	1	55
Mauricie-Bois-Francs – Centre-du-Québec	5	9	1	2025-01-27	4	0	18
Outaouais	9	7	0	-	2	0	18
Saguenay – Lac-Saint-Jean	6	4	0	-	2	1	13
Montréal	42	55	4	2024-11-11 2024-11-12 2025-01-20 2025-01-25	9	9	115
Montréal	42	55	4	2024-11-11 2024-11-12 2025-01-20 2025-01-25	9	9	115
Montréal	42	55	4	2024-11-11 2024-11-12 2025-01-20 2025-01-25	9	9	115
Monterégie	22	23	2	2025-01-07 2025-01-15	9	8	62
Québec – Chaudière-Appalaches	20	23	0	-	9	1	53
Bas-Saint-Laurent – Côte-Nord – Îles-de-la-Madeleine	7	11	1	2025-01-05	2	1	21
Total	149	173	11	-	47	28	397

¹Le portrait est au 31 janvier 2025.

²¹ Il s'agit de la date où un poste s'est libéré à la suite d'une retraite ou d'une nomination à une cour supérieure.

Question 21	Suite

Cour du Québec (magistrature) Nombre de juges de paix magistrat – par région ³							
Région	Juge puîné				Juge suppléant		Total
	H	F	Poste vacant	Date de libération du poste	H	F	
Abitibi-Témiscamingue – Eeyou Istchee – Nunavik	1	1	0	-	0	0	2
Estrie	0	2	0	-	0	0	2
Laval – Laurentides – Lanaudière – Labelle	1	5	0	-	2	1	9
Mauricie-Bois-Francs – Centre-du-Québec	1	1	0	-	1	0	3
Outaouais	0	2	0	-	1	0	3
Saguenay – Lac-Saint-Jean	1	0	1	2023-10-07	1	0	2
Montréal	6	4	0	-	0	0	10
Montréal	1	5	0	-	0	0	6
Québec – Chaudière-Appalaches	1	3	0	-	0	0	4
Bas-Saint-Laurent – Côte-Nord – Îles-de-la-madeleine	1	3	0	-	0	0	4
Total	13	26	1	-	5	1	45

³Le portrait est au 31 janvier 2025.

Juge en congé de maladie longue durée: 5 juges en absence maladie longue durée.

Représentation féminine et masculine dans la magistrature

Cour du Québec	H	F	Total
Chambre de la jeunesse	18	49	67
Chambre criminelle et pénale	56	53	109
Chambre civile	32	37	69
Juridiction mixte	43	34	77
Total JCQ	149	173	322
Juges de paix magistrat	13	26	39
Total JCQ + JPM	162	199	361

Question 22	Ventilation des budgets 2024-2025 alloués à la magistrature sous juridiction du Québec pour le perfectionnement des juges, les congrès et les colloques incluant les budgets supplémentaires qui auraient pu être accordés.

Le budget 2024-2025 du Conseil de la magistrature s'élève à 3,3 M\$; 3,1 M\$ en crédits votés et 0,2 M\$ en crédits permanents.

La dépense probable au 31 mars 2025 est de 3,3 M\$, l'équilibre budgétaire est donc anticipé.

Pour l'exercice financier 2024-2025, un budget total de 1,5 M\$ a été alloué pour le perfectionnement des juges et juges de paix magistrats de la Cour du Québec ainsi que des juges municipaux.

Question 23	Depuis le 1er avril 2024, et pour chacune des cours sous juridiction du Québec, indiquer le nombre de nominations, par région, par chambre, par mois, à des postes de juge et juge de paix, ainsi que le nom des personnes nommées.

Nominations à des postes de juge à la Cour du Québec

Nom	Région	Chambre	Date de nomination
Asselin, Pierre- Édouard	Laval/Laurentides/Lanaudière/Labelle	Civile	2024-04-24
Chamberland, Geneviève	Estrie	Civile	2024-04-24
Champeval, Camille	Montréal	Jeunesse	2024-04-24
Gendron, Christian	Saguenay – Lac-St-Jean	Civile et Criminelle et pénale	2024-05-29
Sirois, Marie	Saguenay – Lac-St-Jean	Criminelle et pénale et Jeunesse	2024-05-29
Charland, Marie-Pierre	Montréal	Civile	2024-08-14
De Petrillo, Melissa	Laval/Laurentides/Lanaudière/Labelle	Civile	2024-08-14
Drivod, Rose-Mélanie	Montréal	Criminelle et pénale	2024-08-14
Blanchette, François	Montréal	Criminelle et pénale	2024-08-14
Grégoire, Mileyne	Montréal	Criminelle et pénale	2024-08-14
Landreville, Marie-Ève	Laval/Laurentides/Lanaudière/Labelle	Criminelle et pénale	2024-08-14
Martin, Anne	Estrie	Jeunesse	2024-08-14
Morin, Éric L.	Bas- St- Laurent/Côte- Nord/Gaspésie/ Îles-de-la-Madeleine	3 chambres	2024-08-14
Pecho, David	Montréal	Civile	2024-08-14
Pitre, Rachelle	Montréal	Criminelle et pénale	2024-08-14
Plamondon, Sarah	Abitibi-Témiscamingue/Eeyou Istchee/Nunavik	3 chambres	2024-08-14
Poudrier, Eric	Montréal	Criminelle et pénale	2024-08-14
Lemire, Véronique	Mauricie – Centre-du-Québec	Jeunesse	2024-11-06
Meunier, Éric	Montréal	Civile	2025-01-16
Sauriol, Mélanie	Montréal	Civile	2025-01-16

Nominations à des postes de juge de paix magistrat à la Cour du Québec

Nom	Région	Chambre	Date de nomination
Fortin, Cathy	Québec – Chaudière-Appalches	Pénale (JPM)	2024-11-06
Bourget, Michaël	Saguenay – Lac-St-Jean	Pénale (JPM)	2025-01-29

Question 24	Nombre, nature et résultats des plaintes déposées devant le Conseil de la magistrature en 2024-2025 et nombre de cas portés devant les tribunaux avec brève explication sur la nature de chaque affaire et son cheminement dans le processus judiciaire, et ce, pour chacune des années.

Nombre de plaintes reçues au Conseil de la magistrature du Québec au cours de l'année civile 2024

Nature	Nombre
Plaintes reçues reprochant un manquement au <i>Code de déontologie de la magistrature</i> par l'un des quelque 450 juges sous la compétence juridictionnelle du Conseil de la magistrature du Québec, soit : les juges et juges de paix magistrats de la Cour du Québec, les juges municipaux ainsi que les juges suppléants	150

Résultat de ces plaintes

Résultat	Nombre
Plaintes non fondées après étude	46
Plaintes non fondées après examen et l'obtention de renseignements additionnels selon l'article 265 <i>Loi sur les tribunaux judiciaires</i> , RLRQ, c. T-16 (par exemple : l'écoute de l'enregistrement de l'audience)	84
Plaintes dont le caractère et l'importance ne justifient pas la tenue d'une enquête (article 267 de la <i>Loi sur les tribunaux judiciaires</i> , précitée)	0
Plaintes retenues pour enquête (article 268 de la <i>Loi sur les tribunaux judiciaires</i> , précitée)	1
Plaintes en cours d'examen au 31 décembre 2024	19

Par ailleurs, quatre dossiers de plaintes retenues pour enquête avant le 1^{er} janvier 2024 se sont résolus au cours de l'année 2024. Dans chacun de ces dossiers, une réprimande a été adressée au juge.

Tous les détails relatifs au processus de traitement des plaintes sont accessibles sur le site Web du Conseil de la magistrature (<https://conseildelamagistrature.qc.ca/>). Les rapports d'examen ([Rapports d'examen - Conseil de la magistrature du Québec](#)) et d'enquête ([Rapports d'enquête - Conseil de la magistrature du Québec](#)) sont aussi publiés sur ce site et celui de SOQUIJ (<https://soquij.qc.ca/a/fr>).

Note : Les données sont en date du 31 décembre 2024.

Question 25	Pour 2024-2025, ventilation détaillée des augmentations ou primes accordées aux juges de la Cour du Québec qui exercent des fonctions de gestion, de même que toute augmentation des allocations de dépenses et des déboursés de fonction de ces derniers. Détail sur le pourcentage des salaires que représentent ces augmentations ou primes.

Juge en situation de gestion (Rémunération additionnelle)	1 ^{er} juillet 2024 (\$)
Juge en chef	40 332
Juge en chef associé	36 971
Juge en chef adjoint	30 249
Juge coordonnateur	26 888
Juge coordonnateur adjoint	20 166
Juge responsable du perfectionnement des juges	20 166

Juge en situation de gestion (Frais de fonction)	1 ^{er} juillet 2024 (\$)
Juge en chef	12 000
Juge en chef associé	11 000
Juge en chef adjoint	9 000
Juge coordonnateur	6 000
Juge coordonnateur adjoint	5 000
Juge responsable du perfectionnement des juges	6 000

Le calcul de la rémunération additionnelle est basé sur le salaire de 336 100 \$ au 1^{er} juillet 2024. La rémunération des juges de la Cour du Québec est fixée par le décret n° 32-2008, modifié par les décrets n°s 933-2008 du 1^{er} octobre 2008, 1086-2008 du 5 novembre 2008, 612-2011 du 15 juin 2011, 574-2014 du 18 juin 2014, 579-2017 du 14 juin 2017 et 1103-2022 du 15 juin 2022.

La rémunération de ces juges a fait l'objet de recommandations du Comité de la rémunération des juges 2023-2027, nommé par le décret no 1505-2023, lequel a rendu son rapport au gouvernement le 2 avril 2024, tel que modifié par un addenda du 12 avril 2024. Par la suite, l'Assemblée nationale a adopté, le 24 septembre 2024, une résolution approuvant les recommandations eu égard au traitement. Le gouvernement doit maintenant prendre des décrets concernant la rémunération de ces juges pour la période du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2027.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **26**

Mandats accordés à des avocats pour représenter des juges, depuis le 1er avril 2024 :
a) taux horaire accordé pour ces mandats, montant total versé à ce jour;
b) montant accordé à chaque avocat avec le nom de son cabinet, étude ou société;
c) le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable;
d) indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation avec notation qui a autorisé la prolongation.

Nom du mandataire	Firme	Taux horaire	Objet
BATTISTA, Giuseppe	Battista Turcot Israel, s.e.n.c.	Réglementaire	Accompagner un juge de la Cour du Québec dans le cadre d'une requête pour autorisation d'appel.
BATTISTA, Giuseppe	Battista Turcot Israel, s.e.n.c.	Réglementaire	Représenter un membre de la magistrature à la suite d'une plainte logée à son égard devant le Conseil de la magistrature.
BATTISTA, Giuseppe	Battista Turcot Israel, s.e.n.c.	Réglementaire	Représenter un membre de la magistrature à la suite d'une plainte logée à son égard devant le Conseil de la magistrature.
BATTISTA, Giuseppe	Battista Turcot Israel, s.e.n.c.	Réglementaire	Représenter un membre de la magistrature à la suite d'une plainte logée à son égard devant le Conseil de la magistrature.
BATTISTA, Giuseppe	Battista Turcot Israel, s.e.n.c.	Réglementaire	Représenter un membre de la magistrature à la suite d'une plainte logée à son égard devant le Conseil de la magistrature.
BATTISTA, Giuseppe	Battista Turcot Israel, s.e.n.c.	Réglementaire	Représenter un membre de la magistrature à la suite d'une plainte logée à son égard devant le Conseil de la magistrature.
DESJARDINS, Olivier	Desjardins Riverin Avocats inc.	Réglementaire	Représenter un juge dans le cadre d'une assignation devant la Cour du Québec.
MELOCHE, Francis	Les avocats Schurman-Grenier inc.	Réglementaire	Représenter un juge de la Cour du Québec dans le cadre d'une requête en retrait de plaidoyers de culpabilité
SCHURMAN, Isabel J.	SGM Avocats	Réglementaire	Représenter un membre de la magistrature à la suite d'une plainte logée à son égard devant le Conseil de la magistrature
Total des honoraires pour l'ensemble des mandats			67 166 \$

Aucun mandat n'a fait l'objet d'une prolongation.

Question 27	Ventilation des budgets en 2024-2025 alloués à la magistrature des cours sous juridiction du Québec pour l'achat et l'installation de nouveaux équipements informatiques, électroniques et téléphoniques. Indiquer le nombre de nouveaux appareils pour chaque cour sous juridiction du Québec, selon chacune des régions.

Type d'équipement	Cour d'appel du Québec (\$)	Cour supérieure du Québec (\$)	Cour du Québec (\$)
Équipement informatique	28 958	148 838	207 941
Téléphonie	0	0	0
Dictaphone	0	6 920	8 996

Question 54	En 2024-2025, le nombre de rencontres du groupe de travail sur la structure tarifaire de l'aide juridique.

Le Groupe de travail indépendant sur la réforme de la structure tarifaire de l'aide juridique a été formé à la suite d'une entente conclue entre le ministre de la Justice et le Barreau du Québec. Ses travaux ont débuté en novembre 2020.

Le mandat du Groupe de travail était d'étudier la structure tarifaire actuelle des honoraires et débours de l'aide juridique pour les avocats de la pratique privée et de formuler des recommandations quant à une éventuelle réforme de la structure tarifaire de l'aide juridique. Ce mandat s'est conclu par la publication du rapport final le 6 juin 2022.

Nombre de rencontres tenues

Aucune rencontre ne s'est tenue comme le Groupe de travail a terminé ses travaux dans l'année financière 2022-2023.

Budget réservé au soutien du groupe

Aucun budget n'a été réservé au soutien comme le Groupe de travail a terminé ses travaux dans l'année financière 2022-2023.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 55	Liste des mandats accordés en 2024-2025 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser :
	a) le nom et l'adresse du professionnel ;
	b) la description du mandat ; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation ;
	c) le coût horaire et le coût total du mandat réalisé jusqu'à maintenant ; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable ;
	d) les prévisions des coûts pour 2024-2025 et pour l'ensemble du mandat confié ;
	e) le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant ;
	f) une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.

Mandat pour représenter les ministères

Mandataire	Taux	Objet	Montant des honoraires (\$)
DESROCHERS, Sylvie	300 \$/h	Effectuer, relativement à l'immeuble devant faire l'objet d'une acquisition, un examen des titres.	14 850
GOUGEON, Geneviève	200 \$/h	Effectuer, relativement à l'immeuble devant faire l'objet d'une acquisition, un examen des titres.	0
HUDON, Marc-Alexandre	300 \$/h	Représenter le ministère de la Justice dans le cadre d'une demande de révision présentement devant la Commission d'accès à l'information.	0
JANELLE, Nicole	300 \$/h	Effectuer, relativement à l'immeuble devant faire l'objet d'une acquisition, un examen des titres.	0
JOYAL, Annie	250 \$/h	Préparer et recevoir un acte notarié en minute.	0
LAVOIE, Nadine	300 \$/h	Effectuer, relativement à l'immeuble devant faire l'objet d'une acquisition, un examen des titres.	0
LAVOIE, Nadine	300 \$/h	Préparer et recevoir un acte notarié en minute.	0
MOREAU, Andréanne	300 \$/h	Effectuer, relativement à l'immeuble devant faire l'objet d'une acquisition, un examen des titres.	550
PEDNEAULT, Jean-François	300 \$/h	Agir comme procureur national des établissements du réseau de la santé et des services sociaux.	3 825
Total des honoraires pour représenter les ministères			19 225

Question 55	Suite

Mandat pour représenter des individus

Mandataire	Taux	Objet	Montant des honoraires (\$)
BELLIVEAU, Nicolette	Réglementaire	Représenter le gouvernement du Québec et un membre de la SQ dans le cadre d'un recours en dommages et intérêts.	0
DINGMAN, Kim	Réglementaire	Représenter un fonctionnaire du ministère des Transports et de la Mobilité durable.	0
		Total des honoraires pour représenter des individus	0
Total des honoraires pour l'ensemble des mandats			19 225

Question 55	Suite

Nom et adresse—Avocats et notaires

Nom, prénom	Firme	Adresse	Ville	Code postal
DESROCHERS, Sylvie	Desrochers Métail, notaires Inc.	5, rue Richelieu	Lacolle (QC)	J0J 1J0
GOUGEON, Geneviève	Groupe Notaires plus	5148, Route 132	Sainte-Catherine (QC)	J5C 1L8
HUDON, Marc-Alexandre	Langlois avocats, S.E.N.C.R.L.	1250, boulevard René-Lévesque Ouest, 20 ^e étage	Montréal (QC)	H3B 4W8
JANELLE, Nicole	Dupré Bédard Janelle inc.	578, L'Annonciation Nord, bureau 101	Rivière-Rouge (QC)	J0T 1T0
JOYAL, Annie	Dubois & Joyal notaires inc	365, Boulevard Sir-Wilfrid-Laurier, bureau 302	Beloeil (QC)	J3G 4T2
LAVOIE, Nadine	Côté Ouellet Thivierge	676, Rue Commerciale N	Témiscouata-sur-le-Lac (QC)	G0L 1E0
MOREAU, Andréanne	BMB Notaires	120, boul. de l'Hôtel-de-Ville, Bureau 201, C.P. 458	Rivière-du-Loup (QC)	G5R 3Z1
PEDNEAULT, Jean-François	Monette, Barakett, s.e.n.c.	4, Place Ville Marie, bureau 600	Montréal (QC)	H3B 2E7
BELLIVEAU, Nicolette	McInnes Cooper	South Tower, Blue Cross Building, 644, Main St, Suite 400	Moncton (NB)	E1C 1E2
DINGMAN, Kim	Leblanc & Dingman avocats	85, rue Belvédère Nord, bureau 20	Sherbrooke (QC)	J1H 4A7

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont incluses dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.gouv.qc.ca>.

QUESTION 55-1 MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE (MTMD)

LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2024-2025 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2025-2026 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFÉ;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT;
- F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTE, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISMES

AUTRES MANDATS CONFÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE BIENNALE DONNÉE PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION

NOTE EXPLICATIVE

EN CE QUI CONCERNE **LES MANDATS ACCORDÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE (MTMD) POUR DES ACQUISITIONS DE GRÉ À GRÉ OU PAR VOIE D'EXPROPRIATION** EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE BIENNALE DONNÉE PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION, LE SYSTÈME INFORMATIQUE DU MTMD NE PERMET PAS DE SORTIR UNE LISTE DES MANDATS CONFÉS POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2024-2025, MAIS PLUTÔT LA LISTE DE CHACUN DES PAIEMENTS EFFECTUÉS POUR UNE PÉRIODE DONNÉE. IL EST DONC PROBABLE QU'UNE PARTIE DES PAIEMENTS AUTORISÉS PORTE SUR DES MANDATS CONFÉS AVANT LE 1^{ER} AVRIL 2024. ENFIN, LES DONNÉES INFORMATIQUES CI-JOINTES FONT ÉTAT DES PAIEMENTS EFFECTUÉS DU 1^{ER} AVRIL 2024 AU 31 janvier 2025.

Ministère des Transports et de la Mobilité durable

- Note 1 : Types de mandats confiés : Les mandats concernant l'acquisition d'immeubles par le MTMD (expropriations ou acquisitions de gré à gré) sont les suivants, selon le cas :
- examen de titres;
 - quittance provisionnelle;
 - acte final (quittance finale, mainlevée, vente, échange ou servitude).
- Note 2 : Choix du notaire : Généralement, le notaire est choisi par la personne expropriée ou venderesse. Lorsque la personne expropriée ou venderesse refuse ou n'est pas en mesure de choisir un notaire, le choix du notaire est autorisé par le ministère de la Justice.
- Note 3 : Honoraires : Le mandat est à forfait lorsqu'aucun débours n'est inscrit. Lorsqu'un débours est inscrit dans la liste, cela signifie que le mandat est à honoraires selon le tarif.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE

Directions territoriales

- Direction de l'Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec
- Direction du Bas-Saint-Laurent
- Direction de la Capitale-Nationale
- Direction de la Chaudière-Appalaches
- Direction de la Côte-Nord
- Direction de l'Estrie
- Direction Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
- Direction de l'Île-de-Montréal
- Direction des Laurentides-Lanaudière
- Direction de Laval–Mille-Îles
- Direction Métropolitaine de Montréal
- Direction de la Montérégie
- Direction de l'Ouest-de-la-Montérégie
- Direction de l'Outaouais
- Direction du Saguenay–Lac-Saint-Jean Est
- Région de la Mauricie
- Région du Centre du Québec
- Service de l'expertise immobilière

Unité adm responsable	Numéro dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant honoraires	Montant SAGIR
							Montant débours	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201764010	523933	Sylvie Gagnon, notaire inc.	158, Principale Sud J9T 2J7 QC	2024-06-03	2024-05-16	138,00 \$	425,00 \$ 626,64 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201764011	523933	Sylvie Gagnon, notaire inc.	158, Principale Sud J9T 2J7 QC	2024-07-25	2024-07-09	138,00 \$	600,00 \$ 827,85 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201864024	296391	Me Paul Hallé notaire inc.	689, 3e Avenue, bureau 200 J9P 1S7 QC	2024-04-12	2024-02-29	135,00 \$	872,50 \$ 1 138,16 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201964012	828699	Gagné, Isabelle, Patry, Laflamme &Associés Notaires S.E.N.C.R.L.	188, rue Montcalm J8Y 3B5 QC	2024-08-01	2024-07-30	163,00 \$	1 173,75 \$ 1 512,52 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201964019	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2024-04-15	2024-04-08	294,00 \$	1 130,00 \$ 1 593,22 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064014	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2024-08-26	2023-12-31	288,00 \$	1 215,00 \$ 1 684,95 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064022	523933	Sylvie Gagnon, notaire inc.	158, Principale Sud J9T 2J7 QC	2024-02-25	2024-02-12	135,00 \$	725,00 \$ 968,57 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064041	1252828	Langlois Séguin notaires inc.	101-80, rue Monseigneur-Tessie Est J9X 3B9 QC	2024-10-07	2024-09-20	177,57 \$	1 472,50 \$ 1 870,58 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202364001	296391	Me Paul Hallé notaire inc.	689, 3e Avenue, bureau 200 J9P 1S7 QC	2024-06-10	2024-04-01	135,00 \$	838,75 \$ 1 099,36 \$
TOTAL DT ABITIBI-TÉMIS N. QUEBEC							1 603,57 \$	8 452,50 \$ 11 321,85 \$
DT Bas-St-Laurent	6200504000	582890	Roger Plante inc.	66, boulevard Vachon Nord G6E 4G6 QC	2024-05-13	2024-05-08		1 800,00 \$ 2 069,55 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704080	1379163	BMB Notaires inc.	201-120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville G5R 4S2 QC	2024-04-22	2024-04-08	253,00 \$	2 807,25 \$ 3 480,63 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704080	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-10-21	2024-10-10		500,00 \$ 574,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704114	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-10-21	2024-10-10		220,00 \$ 252,95 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004042	1379163	BMB Notaires inc.	201-120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville G5R 4S2 QC	2024-04-22	2024-04-08	164,00 \$	2 107,25 \$ 2 586,81 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204015	1103580	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre, services juridiques inc.	101-506, rue Taché G0L 3Y0 QC	2024-07-16	2024-02-27	169,00 \$	825,00 \$ 1 117,54 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604084	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 QC	2024-05-27	2023-04-28	155,00 \$	270,00 \$ 465,43 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704024	493834	Leroux Côté Burrogano	507, Place d'Armes, bureau 1300 H2Y 2W8 QC	2024-05-13	2024-01-11	151,00 \$	1 885,00 \$ 2 318,28 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704073	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2024-12-19	2024-12-13		990,33 \$ 1 138,64 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704073	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2024-12-19	2024-12-13	372,95 \$	600,00 \$ 1 062,80 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704077	1379163	BMB Notaires inc.	201-120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville G5R 4S2 QC	2024-04-29	2024-04-18	7,00 \$	600,00 \$ 696,85 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804047	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-08-14	2024-08-08	11,00 \$	1 400,00 \$ 1 620,65 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804051	1043520	Lepage et Associés inc.	1142, avenue du Phare Ouest G4W 3M6 QC	2024-10-17	2024-06-10	138,00 \$	900,00 \$ 1 172,78 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904037	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2024-07-31	2024-07-19	149,50 \$	1 300,00 \$ 1 644,18 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904037	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2024-05-03	2024-01-11		1 099,08 \$ 1 263,66 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904061	1103580	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre, services juridiques inc.	101-506, rue Taché G0L 3Y0 QC	2024-07-16	2024-03-19	12,00 \$	450,00 \$ 529,39 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904082	1379163	BMB Notaires inc.	201-120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville G5R 4S2 QC	2024-06-12	2024-06-03	14,00 \$	900,00 \$ 1 048,78 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904104	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-07-31	2024-07-23	144,00 \$	3 237,25 \$ 3 866,03 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904109	1228641	Heppell Castonguay notaires inc.	90, boulevard Saint-Benoît Ouest G5J 2E6 QC	2024-06-17	2024-06-04	138,00 \$	675,00 \$ 914,08 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904110	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2025-01-09	2024-11-26	138,00 \$	1 850,00 \$ 2 265,04 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904110	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2025-01-09	2025-01-06	157,00 \$	300,00 \$ 501,93 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904111	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 QC	2024-07-11	2024-06-25	145,00 \$	1 002,25 \$ 1 297,33 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904128	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302 G5H 2W1 QC	2024-08-15	2024-07-16	292,00 \$	1 157,90 \$ 1 623,30 \$

DT Bas-St-Laurent	6201904138	1427547	Stéphanie Béland notaire inc.	32, route du Parc G4V 2B8 QC	2024-09-30	2024-07-29	172,00 \$	1 500,00 \$	1 896,63 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904144	487981	Ross Boudreault notaires [2022] inc.	395, boulevard Jessop, 3e étage G5L 1M9 QC	2024-05-01	2024-04-23	313,00 \$	1 694,50 \$	2 261,26 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004002	1103580	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre, services juridiques inc.	802, 6e avenue Pilote G0R 1Z0 QC	2024-07-31	2024-02-19	157,00 \$	975,00 \$	1 278,01 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004029	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2024-08-22	2024-07-22	138,00 \$	1 900,00 \$	2 322,53 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004029	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2024-08-22	2024-07-22	314,00 \$	915,00 \$	1 366,02 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004034	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-08-30	2024-08-15	167,00 \$	2 402,25 \$	2 928,98 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004035	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	201-330, rue Cormier J2C 8B3 QC	2024-10-15	2024-09-30		900,00 \$	1 034,78 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004035	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	201-330, rue Cormier J2C 8B3 QC	2024-10-15	2024-09-30	157,00 \$	875,00 \$	1 163,03 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004038	1103580	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre, services juridiques inc.	101-506, rue Taché G0L 3Y0 QC	2024-07-18	2024-06-28	317,00 \$	1 450,00 \$	1 984,14 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004040	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2025-01-17	2025-01-16	147,00 \$	1 550,00 \$	1 929,11 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004040	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2025-01-17	2025-01-16	253,00 \$	450,00 \$	770,39 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004042	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2024-04-05	2024-03-27	141,00 \$	1 350,00 \$	1 693,16 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004051	1267402	Lavoie et Lavoie notaires inc.	3131, boulevard Saint-Martin Ouest, bureau 340 H7T2Z5 QC	2024-04-05	2024-03-22	288,00 \$	1 200,00 \$	1 667,70 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004057	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 QC	2024-08-20	2024-08-13	158,00 \$	1 727,25 \$	2 143,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004062	1395981	Étude de Me Mélissa Lévesque, notaire inc.	251C, 1re Avenue J1T 1Y6 QC	2024-05-06	2024-04-29	154,00 \$	752,25 \$	1 018,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004066	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-10-09	2024-10-07	154,00 \$	2 552,25 \$	3 088,45 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004067	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-11-08	2024-11-06	153,00 \$	1 183,50 \$	1 513,73 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004068	1379163	BMB Notaires inc.	201-120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville G5R 4S2 QC	2024-08-02	2024-06-28	159,00 \$	1 007,25 \$	1 317,08 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104002	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-12-04	2024-11-14	175,25 \$	2 826,32 \$	3 424,82 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104003	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2024-04-09	2024-03-25	135,00 \$	2 660,00 \$	3 193,34 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104004	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2024-04-09	2024-03-25	135,00 \$	2 160,00 \$	2 618,46 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104018	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2024-09-30	2024-08-29	257,02 \$	1 801,99 \$	2 328,86 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104021	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-10-08	2024-10-07	312,00 \$	1 497,25 \$	2 033,46 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104022	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-08-30	2024-08-21	173,00 \$	1 369,00 \$	1 747,01 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104023	581335	Notaires Harvey, Ouellet inc.	2797, rue de la Faune G3E 1H1 QC	2024-05-30	2024-05-14	165,25 \$	816,25 \$	1 103,73 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104025	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-10-03	2024-08-29	149,00 \$	2 777,25 \$	3 342,14 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104026	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-10-25	2024-10-18	150,00 \$	981,00 \$	1 277,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104027	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-11-08	2024-11-06	165,00 \$	1 791,00 \$	2 224,20 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104028	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-10-09	2024-10-07	159,00 \$	2 477,25 \$	3 007,22 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104029	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-08-22	2024-07-18	176,00 \$	2 519,25 \$	3 072,51 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104042	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 QC	2024-12-19	2024-12-09		405,00 \$	465,65 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104044	1379163	BMB Notaires inc.	201-120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville G5R 4S2 QC	2024-09-10	2024-09-05	158,00 \$	415,00 \$	635,15 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104044	1379163	BMB Notaires inc.	201-120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville G5R 4S2 QC	2024-09-10	2024-06-28	153,00 \$	1 007,25 \$	1 311,08 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104045	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-09-17	2024-09-16	155,00 \$	2 108,03 \$	2 578,71 \$
DT Bas-St-Laurent	6202204000	1379163	BMB Notaires inc.	201-120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville G5R 4S2 QC	2025-01-21	2025-01-07	151,00 \$	1 302,25 \$	1 648,26 \$
DT Bas-St-Laurent	6202204003	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2024-07-15	2024-06-13	322,00 \$	1 765,00 \$	2 351,31 \$

DT Bas-St-Laurent	6202204004	1283571	Desrochers Métail, notaires inc.	5, rue Richelieu J0J 1J0 QC	2024-07-05	2024-06-05	138,00 \$	1 700,00 \$	2 092,58 \$
DT Bas-St-Laurent	6202204016	1382590	Nancy Roy notaire et conseillère juridique inc.	500-1305, boulevard Lebourgneuf G2K 2E4 QC	2024-12-05	2023-11-02	235,00 \$	696,50 \$	1 035,81 \$
DT Bas-St-Laurent	6202204026	1103580	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre, services juridiques inc.	101-506, rue Taché G0L 3Y0 QC	2024-11-07	2024-10-25	326,00 \$	1 675,00 \$	2 251,83 \$
DT Bas-St-Laurent	6202204028	1103580	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre, services juridiques inc.	101-506, rue Taché G0L 3Y0 QC	2025-01-13	2024-11-28	163,00 \$	1 200,00 \$	1 542,70 \$
DT Bas-St-Laurent	6202204033	1103580	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre, services juridiques inc.	101-506, rue Taché G0L 3Y0 QC	2025-01-08	2024-12-16	147,00 \$	1 200,00 \$	1 526,70 \$
DT Bas-St-Laurent	6202204036	1103580	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre, services juridiques inc.	101-506, rue Taché G0L 3Y0 QC	2024-12-11	2024-11-06	142,00 \$	902,25 \$	1 179,36 \$
DT Bas-St-Laurent	6202204038	1103580	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre, services juridiques inc.	101-506, rue Taché G0L 3Y0 QC	2024-12-12	2024-10-31	147,00 \$	902,25 \$	1 184,36 \$
DT Bas-St-Laurent	6202204042	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302 G5H 2W1 QC	2024-07-16	2024-05-28	143,00 \$	1 697,39 \$	2 094,57 \$
DT Bas-St-Laurent	6202204043	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302 G5H 2W1 QC	2024-07-25	2024-04-23	142,00 \$	690,00 \$	935,33 \$
DT Bas-St-Laurent	6202204046	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302 G5H 2W1 QC	2024-06-14	2024-04-01	302,00 \$	2 334,89 \$	2 986,53 \$
DT Bas-St-Laurent	6202204051	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302 G5H 2W1 QC	2024-04-25	2024-04-19	43,00 \$	875,00 \$	1 049,03 \$
DT Bas-St-Laurent	6202304002	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302 G5H 2W1 QC	2025-01-10	2024-12-19	395,00 \$	1 654,15 \$	2 296,86 \$
DT Bas-St-Laurent	6202304002	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302 G5H 2W1 QC	2024-07-04	2024-05-22	191,00 \$	481,25 \$	744,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6202304013	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-12-09	2024-12-09	159,00 \$	3 602,25 \$	4 300,68 \$
DT Bas-St-Laurent	6202304014	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-12-10	2024-12-09	140,00 \$	3 857,25 \$	4 574,87 \$
DT Bas-St-Laurent	6202304016	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-12-11	2024-12-09	139,00 \$	2 522,25 \$	3 038,95 \$
DT Bas-St-Laurent	6202304017	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-12-11	2024-12-09	138,00 \$	2 702,25 \$	3 244,91 \$
DT Bas-St-Laurent	6202304030	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-10-15	2024-08-28	13,00 \$	2 207,25 \$	2 550,78 \$
DT Bas-St-Laurent	6202304040	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-10-04	2024-08-28	168,00 \$	1 912,25 \$	2 366,61 \$
DT Bas-St-Laurent	6202304041	1103580	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre, services juridiques inc.	101-506, rue Taché G0L 3Y0 QC	2024-07-31	2024-02-16	8,00 \$	450,00 \$	525,39 \$
DT Bas-St-Laurent	6202304046	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2024-07-26	2024-06-13	146,00 \$	1 100,00 \$	1 410,73 \$
DT Bas-St-Laurent	6202304049	77065	Moyen, Édith (notaire)	76, rue de Sainte-Cécile-du-Bic Bureau 101 G0L 1B0 QC	2025-01-08	2024-12-23	313,00 \$	1 050,00 \$	1 520,24 \$
DT Bas-St-Laurent	6202304050	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-11-18	2024-11-01	149,00 \$	1 912,25 \$	2 347,61 \$
DT Bas-St-Laurent	6202304052	77065	Moyen, Édith (notaire)	76, rue de Sainte-Cécile-du-Bic Bureau 101 G0L 1B0 QC	2024-09-13	2024-09-10	313,00 \$	1 100,00 \$	1 577,73 \$
DT Bas-St-Laurent	6202304053	77065	Moyen, Édith (notaire)	76, rue de Sainte-Cécile-du-Bic Bureau 101 G0L 1B0 QC	2024-05-09	2024-05-07	150,00 \$	625,00 \$	868,59 \$
DT Bas-St-Laurent	6202304056	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-08-28	2024-09-24	171,00 \$	1 080,00 \$	1 412,73 \$
TOTAL DT BAS-ST-LAURENT							13 563,97 \$	122 069,08 \$	153 912,91 \$
DT Capitale-Nationale	6201632060	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame G4A 1H3 QC	2024-12-10	2024-10-15	138,00 \$	675,00 \$	914,08 \$
DT Capitale-Nationale	6201932056	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires SENCRL	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 QC	2024-07-23	2024-07-22		1 093,00 \$	1 256,68 \$
DT Capitale-Nationale	6201932056	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires SENCRL	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 QC	2024-02-29	2024-02-26		331,00 \$	380,57 \$
DT Capitale-Nationale	6201932081	270384	Me Gaétane Baril, notaire S.A.	1170, boulevard Lebourgneuf, bureau 300 G2K 2E3 Q C	2024-06-07	2022-11-16	131,00 \$	1 852,50 \$	2 260,92 \$

DT Capitale-Nationale	6202032027	480082	Fleury & associés notaires inc.	3333, rue du Carrefour, bureau 282	G1C 5R9 QC	2024-12-18	2024-06-19		920,00 \$	1 057,77 \$
DT Capitale-Nationale	6202132002	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel	G3L 3W6 QC	2023-12-21	2023-10-16	135,00 \$	573,75 \$	794,67 \$
DT Capitale-Nationale	6202132003	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame	G4A 1H3 QC	2024-06-18	2024-05-28	138,00 \$	810,00 \$	1 069,30 \$
DT Capitale-Nationale	6202132004	312890	Bouchard et Gagnon, S.E.N.C.	944, boulevard Monseigneur-de-Laval	G3Z 2W2 QC	2024-11-11	2024-09-30	158,00 \$	3 271,25 \$	3 919,12 \$
DT Capitale-Nationale	6202132031	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires SENCRL	371, rue Seigneuriale	G1C 3P7 QC	2024-02-06	2024-01-29	131,00 \$	600,00 \$	820,85 \$
DT Capitale-Nationale	6202132032	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	505, rue des Forges, bureau 120	G9A 2H6 QC	2024-05-24	2023-12-29	135,00 \$	1 547,00 \$	1 913,66 \$
DT Capitale-Nationale	6202132045	969805	Étude Cloutier, Samson & Francoeur inc.	532 rue Notre-Dame	G0X 3H0 QC	2024-03-15	2023-12-29	374,00 \$	1 981,25 \$	2 651,96 \$
DT Capitale-Nationale	6202132056	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monseigneur-de Laval	G3Z 2W2 QC	2024-02-16	2023-10-23	167,00 \$	3 078,75 \$	3 706,80 \$
DT Capitale-Nationale	6202132058	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monseigneur-de Laval	G3Z 2W2 QC	2024-02-26	2024-02-26	186,00 \$	4 056,25 \$	4 849,67 \$
DT Capitale-Nationale	6202132061	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	3075, chemin des Quatre-Bourgeois, bureau 200	G1W 5C4 QC	2023-10-11	2023-10-04	179,00 \$	1 441,50 \$	1 836,37 \$
DT Capitale-Nationale	6202232001	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	3075, chemin des Quatre-Bourgeois, bureau 200	G1W 5C4 QC	2023-12-21	2023-08-30	138,00 \$	1 588,50 \$	1 964,38 \$
DT Capitale-Nationale	6202232005	320411	Stein Monast S.E.N.C.R.L.	70, rue Dalhousie, bureau 300	G1K 4B2 QC	2024-02-09	2023-07-13	305,00 \$	4 722,50 \$	5 734,69 \$
DT Capitale-Nationale	6202232007	1494158	S&V Conseils juridiques inc.	824, avenue Myrand	G1V2V5 QC	2024-07-25	2024-05-27		750,00 \$	862,31 \$
DT Capitale-Nationale	6202232032	1357504	Giguère, Léveillé, Tria, notaires inc.	24, avenue de l'Épée	H2V 3S9 QC	2024-04-09	2024-02-05	167,00 \$	1 605,00 \$	2 012,35 \$
DT Capitale-Nationale	6202232033	913262	Gervais Bélanger Marchildon, notaires s.e.n.c.r.l.	2460, avenue Saint-Marc	G9N 2J7 QC	2023-09-19	2023-07-04	146,00 \$	570,92 \$	802,42 \$
DT Capitale-Nationale	6202232049	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame	G4A 1H3 QC	2024-05-09	2024-04-05	138,00 \$	855,00 \$	1 121,04 \$
DT Capitale-Nationale	6202232050	1088351	Pascal Hachey, notaire	634, avenue Royale	G1E 1Y7 QC	2024-05-08	2023-10-25	135,00 \$	867,50 \$	1 132,41 \$
DT Capitale-Nationale	6202232053	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires SENCRL	371, rue Seigneuriale	G1C 3P7 QC	2024-04-10	2024-01-29		266,33 \$	306,22 \$
DT Capitale-Nationale	6202232067	1166188	GLR notaires inc.	201-383, boulevard du Séminaire Nord	J3B 8C5 QC	2024-04-24	2024-04-17	295,00 \$	990,00 \$	1 433,25 \$
DT Capitale-Nationale	6202232067	1166188	GLR notaires inc.	201-383, boulevard du Séminaire Nord	J3B 8C5 QC	2024-04-24	2024-04-17	- \$	1 135,00 \$	1 304,97 \$
DT Capitale-Nationale	6202332013	1165687	Gagnon, Johanie (notaire)	147, chemin du Relais	G3Z 2A9 QC	2024-08-01	2024-06-18	154,00 \$	3 550,00 \$	4 235,61 \$
DT Capitale-Nationale	6202332014	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monseigneur-de Laval	G3Z 2W2 QC	2024-07-25	2024-05-08	171,00 \$	3 317,50 \$	3 985,30 \$
DT Capitale-Nationale	6202332024	352794	Gasse et Chevalier, notaires inc.	150, rue du Collège	G3H 3B4 QC	2024-07-03	2024-06-25	311,43 \$	937,50 \$	1 389,33 \$
DT Capitale-Nationale	6202332025	352794	Gasse et Chevalier, notaires inc.	150, rue du Collège	G3H 3B4 QC	2024-06-18	2024-05-15	309,43 \$	1 119,98 \$	1 597,13 \$
DT Capitale-Nationale	6202332026	352794	Gasse et Chevalier, notaires inc.	150, rue du Collège	G3H 3B4 QC	2024-10-30	2024-08-26	153,09 \$	884,98 \$	1 170,60 \$
DT Capitale-Nationale	6202332027	352794	Gasse et Chevalier, notaires inc.	150, rue du Collège	G3H 3B4 QC	2024-06-14	2024-05-09	146,09 \$	723,73 \$	978,20 \$
DT Capitale-Nationale	6202332047	738382	Pierre Samson (notaire)	203-5245, boul. Guillaume-Couture	G6V 4Z4 QC	2024-04-22	2024-04-16		790,00 \$	908,30 \$
DT Capitale-Nationale	6202332052	159974	Tremblay Cossette Gaudreau & associés s.e.n.c.r.l.	Place de la Cité 11e étage, bureau 1150 2640, boulevard Laurier	G1V 5C2 QC	2025-01-22	2025-01-16		907,50 \$	1 043,40 \$
DT Capitale-Nationale	6202332063	957692	Picard & Jobin notaires et conseillers juridiques inc.	3000, rue Alexandra, bureau 202	G1E 7C8 QC	2025-01-22	2024-10-29	150,00 \$	2 175,00 \$	2 650,71 \$
TOTAL DT CAPITALE-NATIONALE								4 591,04 \$	49 988,19 \$	62 065,04 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612022	320585	Boulangier Dolan Denault inc.	111, avenue Collin	G5V 2S7 QC	2024-06-26	2024-06-26		938,75 \$	1 079,33 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612022	320585	Boulangier Dolan Denault inc.	111, avenue Collin	G5V 2S7 QC	2024-06-26	2024-06-26	13,00 \$	1 112,50 \$	1 292,10 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201912006	577809	Monia Doyon, notaire	17105, boulevard Lacroix	G5Y 8G9 QC	2024-11-14	2024-10-24	147,00 \$	1 198,75 \$	1 525,26 \$

DT Chaudière-Appalaches	6201912041	46310	Goulet & Godbout notaires s.e.n.c	145, rue Principale	G0R 3C0 QC	2025-01-06	2024-11-07	7,00 \$	862,50 \$	998,66 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012016	1151647	Kalaritis, Me Geogia (notaire)	2050A, rue Lapierre	H8N 2L1 QC	2024-10-10	2022-12-30	131,00 \$	2 250,00 \$	2 717,95 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012053	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est	G0M 1B0 QC	2024-05-02	2024-04-22	131,00 \$	450,00 \$	648,39 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012055	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est	G0M 1B0 QC	2024-05-02	2024-04-22	279,00 \$	425,00 \$	767,65 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012056	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est	G0M 1B0 QC	2024-05-02	2024-04-22	131,00 \$	300,00 \$	475,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012073	1259139	Groupe RMB inc.	1186, rue Principale	G0S1Z0 QC	2024-05-13	2024-05-13	145,00 \$	1 050,00 \$	1 352,24 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012074	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est	G0M 1B0 QC	2024-05-02	2024-04-22	131,00 \$	375,00 \$	562,16 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012075	582345	Bouffard, Suzie	82A, 1ere Avenue Est	G0M 1B0 QC	2024-07-17	2024-07-09	231,00 \$	700,00 \$	1 035,83 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012078	582345	Bouffard, Suzie	82A, 1ere Avenue Est	G0M 1B0 QC	2024-07-17	2024-07-09	135,00 \$	600,00 \$	824,85 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012079	582345	Bouffard, Suzie	82A, 1ere Avenue Est	G0M 1B0 QC	2024-07-17	2024-07-11	135,00 \$	600,00 \$	824,85 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012083	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est	G0M 1B0 QC	2024-05-02	2024-04-22	131,00 \$	450,00 \$	648,39 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012084	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est	G0M 1B0 QC	2024-06-06	2024-04-22	138,00 \$	450,00 \$	655,39 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012086	582345	Bouffard, Suzie	82A, 1ere Avenue Est	G0M 1B0 QC	2024-07-17	2024-07-09	231,00 \$	700,00 \$	1 035,83 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012087	1249447	Me Claudia Rancourt, notaire inc.	13545, boulevard Lacroix	G5Y 1P1 QC	2025-01-27	2025-01-27	155,00 \$	2 272,25 \$	2 767,52 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012088	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est	G0M 1B0 QC	2024-05-02	2024-04-22	131,00 \$	450,00 \$	648,39 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012089	582345	Bouffard, Suzie	82A, 1ere Avenue Est	G0M 1B0 QC	2024-07-17	2024-07-09	135,00 \$	600,00 \$	824,85 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012091	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est	G0M 1B0 QC	2024-05-02	2024-04-22	131,00 \$	300,00 \$	475,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012100	582345	Bouffard, Suzie	82A, 1ere Avenue Est	G0M 1B0 QC	2024-07-17	2024-07-11	231,00 \$	700,00 \$	1 035,83 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012101	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est	G0M 1B0 QC	2024-05-02	2024-04-22	131,00 \$	375,00 \$	562,16 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012104	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est	G0M 1B0 QC	2024-05-02	2024-04-22	131,00 \$	525,00 \$	734,62 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012106	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est	G0M 1B0 QC	2024-05-02	2024-02-22	131,00 \$	525,00 \$	734,62 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012115	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est	G0M 1B0 QC	2024-05-02	2024-04-22	279,00 \$	500,00 \$	853,88 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112012	1287833	Archer Avocats et Notaires	301-155, rue Saint-Jacques	J2G 9A7QC	2024-07-16	2024-07-15	140,25 \$	1 000,00 \$	1 290,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112019	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E .N.C.R.L.	11165, 2è Avenue	G5Y 1V9 QC	2025-01-14	2025-01-06	144,00 \$	935,94 \$	1 220,10 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112029	582345	Bouffard, Suzie	82A, 1ere Avenue Est	G0M 1B0 QC	2024-07-17	2024-07-09	135,00 \$	600,00 \$	824,85 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112038	1040355	Me Sabrina Lamontagne, notaire inc.	B-1574, Route 277	G0R 1S0 QC	2025-01-13	2024-10-15	346,00 \$	1 765,00 \$	2 375,31 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112039	853690	Gosselin, Lagueux, Roy, notaires inc.	67, côte du Passage	G6V 5S8 QC	2025-01-28	2025-01-28	295,00 \$	2 554,62 \$	3 232,17 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112041	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy	G0R3E0 QC	2024-07-04	2024-06-20	287,25 \$	2 540,74 \$	3 208,47 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112044	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy	G0R3E0 QC	2024-06-10	2024-05-21	161,00 \$	1 822,07 \$	2 255,92 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112045	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy	G0R3E0 QC	2024-06-10	2024-05-21	155,00 \$	1 322,09 \$	1 675,07 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112049	1040355	Me Sabrina Lamontagne, notaire inc.	B-1574, Route 277	G0R 1S0 QC	2024-11-14	2024-08-30	186,00 \$	1 812,50 \$	2 269,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112050	1040355	Me Sabrina Lamontagne, notaire inc.	B-1574, Route 277	G0R 1S0 QC	2024-10-02	2024-08-30	336,00 \$	1 500,00 \$	2 060,63 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112051	642010	LNTP notaires Inc.	212F, 2e Avenue	G0R 1S0 QC	2024-10-28	2024-09-19	150,25 \$	1 104,50 \$	1 420,15 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112052	642010	LNTP notaires Inc.	212F, 2e Avenue	G0R 1S0 QC	2024-10-28	2024-09-19	155,25 \$	1 139,08 \$	1 464,90 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112053	642010	LNTP notaires Inc.	212F, 2e Avenue	G0R 1S0 QC	2024-10-31	2024-09-16	153,25 \$	1 049,08 \$	1 359,43 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112054	642010	LNTP notaires Inc.	212F, 2e Avenue	G0R 1S0 QC	2025-01-06	2024-12-13	146,25 \$	1 337,08 \$	1 683,55 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112055	642010	LNTP notaires Inc.	212F, 2e Avenue	G0R 1S0 QC	2024-10-28	2024-09-19	152,25 \$	1 057,67 \$	1 368,30 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112056	1040355	Me Sabrina Lamontagne, notaire inc.	B-1574, Route 277	G0R 1S0 QC	2024-09-19	2024-08-30	188,00 \$	1 437,50 \$	1 840,77 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112065	320585	Boulangier Dolan Denault inc.	111, avenue Collin	G5V 2S7 QC	2024-11-11	2024-10-31	30,00 \$	330,00 \$	409,42 \$

DT Chaudière-Appalaches	6202112065	320585	Boulangier Dolan Denault inc.	111, avenue Collin	G5V 2S7 QC	2024-11-12	2024-10-31	304,00 \$	1 848,75 \$	2 429,60 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112066	46310	Goulet & Godbout notaires s.e.n.c	145, rue Principale	G0R 3C0 QC	2024-05-07	2024-04-24	140,00 \$	2 257,50 \$	2 735,56 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112067	46310	Goulet & Godbout notaires s.e.n.c	145, rue Principale	G0R 3C0 QC	2024-06-06	2024-05-27	414,10 \$	1 383,75 \$	2 005,07 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112072	320585	Boulangier Dolan Denault inc.	111, avenue Collin	G5V 2S7 QC	2024-11-11	2024-10-31	147,00 \$	1 710,00 \$	2 113,08 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112072	320585	Boulangier Dolan Denault inc.	111, avenue Collin	G5V 2S7 QC	2024-11-11	2024-10-31	24,00 \$	330,00 \$	403,42 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112102	792636	Notarié inc.	208A, route du Fleuve	G0R 1C0 QC	2024-11-05	2024-10-25	305,00 \$	933,60 \$	1 378,41 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112109	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau Suite 201	G0S2V0 QC	2024-04-11	2024-03-27	867,00 \$	3 445,00 \$	4 827,89 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112111	1472963	Quirion et Plante notaires inc.	254A, avenue Lambert	G5X 1S1 QC	2024-08-14	2024-08-13	146,00 \$	1 220,00 \$	1 548,70 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112112	600895	Fecteau, Micheline (notaire)	128-A, rue Commerciale	G0M 2B0 QC	2024-04-17	2024-04-04	135,00 \$	2 100,00 \$	2 549,47 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112113	600895	Fecteau, Micheline (notaire)	128-A, rue Commerciale	G0M 2B0 QC	2024-04-17	2024-04-04	137,00 \$	1 650,00 \$	2 034,09 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112120	1472963	Quirion et Plante notaires inc.	254A, avenue Lambert	G5X 1S1 QC	2023-12-21	2023-12-31	143,00 \$	1 220,00 \$	1 545,69 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112125	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy	G0R3E0 QC	2024-07-08	2024-06-25	301,00 \$	1 007,50 \$	1 459,38 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112126	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy	G0R3E0 QC	2024-07-04	2024-06-25	298,00 \$	842,50 \$	1 266,67 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112128	953179	Simard notaires inc.	250D3-2875, boulevard Laurier	G1V 2M2 QC	2024-11-07	2024-10-16	161,59 \$	713,16 \$	981,55 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112139	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau Suite 201	G0S2V0 QC	2024-10-15	2024-09-25	147,00 \$	1 275,00 \$	1 612,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112154	470355	Poulin et Poulin notaires S.E.N.C.R.L.	1084, rue Pierre-Beaumont	G6Z 1N8QC	2024-11-12	2024-10-28	305,00 \$	1 046,30 \$	1 507,99 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112158	1498088	L'Heureux Lessard, notaires et conseillers juridiques	105, rue de Brébeuf	G0S 2W0 QC	2024-09-09	2024-12-03	157,00 \$	570,00 \$	812,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112167	427887	Blouin, Pierre (notaire)	1017, boulevard Vachon Nord, bureau 214 C	G6E 1M3 Q	2024-10-15	2024-10-07	492,00 \$	1 290,00 \$	1 975,18 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112168	1498088	L'Heureux Lessard, notaires et conseillers juridiques	105, rue de Brébeuf	G0S 2W0 QC	2024-09-10	2024-05-31	154,00 \$	1 050,00 \$	1 361,24 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112169	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy	G0R3E0 QC	2024-07-05	2024-07-05	23,25 \$	313,75 \$	383,99 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112172	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau Suite 201	G0S2V0 QC	2024-06-12	2024-05-28	138,00 \$	855,00 \$	1 121,04 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202212007	1259139	Groupe RMB inc.	1186, rue Principale	G0S1Z0 QC	2025-01-16	2025-01-16	549,00 \$	1 361,25 \$	2 114,09 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202212023	747950	Samson Larivière Bolduc Notaires	2825, 20e Avenue	G0M 1Y0 QC	2024-10-02	2024-08-24	155,00 \$	2 025,00 \$	2 483,24 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202212024	577809	Monia Doyon, notaire	17105, boulevard Lacroix	G5Y 8G9 QC	2024-10-23	2024-10-11	143,00 \$	994,17 \$	1 286,05 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202212049	1472963	Quirion et Plante notaires inc.	254A, avenue Lambert	G5X 1S1 QC	2025-01-14	2025-01-14	315,00 \$	1 680,00 \$	2 246,58 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202212050	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau Suite 201	G0S2V0 QC	2024-10-17	2024-10-03	138,00 \$	1 613,75 \$	1 993,41 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202212051	427887	Blouin, Pierre (notaire)	1017, boulevard Vachon Nord, bureau 214 C	G6E 1M3 Q	2024-08-14	2024-08-14	145,00 \$	825,00 \$	1 093,54 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202212052	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau Suite 201	G0S2V0 QC	2024-06-06	2024-05-30	138,00 \$	1 197,50 \$	1 514,83 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202212053	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau Suite 201	G0S2V0 QC	2024-05-01	2024-04-18	138,00 \$	812,50 \$	1 072,18 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202212057	1238510	Mario Mathieu notaire inc.	1B, rue de la Clinique	G0M 1R0 QC	2025-01-30	2025-01-30	313,95 \$	1 887,92 \$	2 484,59 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202212058	1430967	MDR notaires	101-3325, rue Bécancour	G0S 1V0 QC	2024-06-18	2024-05-27	173,00 \$	3 247,51 \$	3 906,82 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202312002	1040355	Me Sabrina Lamontagne, notaire inc.	B-1574, Route 277	G0R 1S0 QC	2024-05-01	2024-04-05	351,00 \$	1 300,00 \$	1 845,68 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202312012	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau Suite 201	G0S2V0 QC	2024-07-04	2024-06-25	152,00 \$	1 316,25 \$	1 665,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202312013	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau Suite 201	G0S2V0 QC	2024-06-18	2024-06-12	295,00 \$	1 411,25 \$	1 917,58 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202312018	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau Suite 201	G0S2V0 QC	2024-07-17	2024-07-08	173,00 \$	1 155,00 \$	1 500,96 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202312019	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau Suite 201	G0S2V0 QC	2024-10-09	2024-09-24	331,00 \$	1 443,75 \$	1 990,95 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202312021	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau Suite 201	G0S2V0 QC	2024-05-01	2024-04-17	138,00 \$	1 005,00 \$	1 293,50 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202312022	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau Suite 201	G0S2V0 QC	2024-09-18	2024-08-29	138,00 \$	898,75 \$	1 171,34 \$

DT Chaudière-Appalaches	6202312024	470355	Poulin et Poulin notaires S.E.N.C.R.L.	1084, rue Pierre-Beaumont	G6Z 1N8 QC	2024-08-13	2024-07-18	138,00 \$	1 562,25 \$	1 934,19 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202312025	1674988	PME Inter Notaires Sainte-Marie inc.	444, boulevard Vachon Nord	G6E 1M1 QC	2024-12-11	2024-12-10	298,00 \$	491,08 \$	862,61 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202312036	1290589	Aubert, Bernard & Matteau, notaires inc.	846, avenue Champlain	G0N 1E0 QC	2024-10-29	2024-10-15	138,00 \$	1 500,00 \$	1 862,63 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202312039	1566349	Lévesque, Hélène (études d'avocats ou de notaires, conseillers en loi.)	203-108, rue Olivier	G6P 6V6 QC	2024-12-17	2024-12-17	145,00 \$	2 172,50 \$	2 642,83 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202312044	1196199	Gingras Pouliot notaires inc.	6760, avenue Isaac-Bédard	G1H 3A3 QC	2024-10-23	2024-07-31	170,00 \$	1 216,10 \$	1 568,21 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202312047	59644	Fortier, Jean-Marc	91, boulevard Bégin	G0R 2V0 QC	2024-09-18	2024-08-29	147,00 \$	2 033,80 \$	2 485,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202312060	577809	Monia Doyon, notaire	17092, boulevard Lacroix	G5Y 8G9 QC	2024-05-21	2024-05-14	333,00 \$	2 270,00 \$	2 942,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202312076	46310	Goulet & Godbout notaires s.e.n.c	145, rue Principale	G0R 3C0 QC	2024-11-14	2024-11-05	145,00 \$	968,75 \$	1 258,82 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202412025	1240959	Me Andréanne Déry, notaire inc.	1574C, Route 277	G0R 1S0 QC	2024-11-14	2024-11-04	145,00 \$	844,82 \$	1 116,35 \$
TOTAL DT CHAUDIERE-APPALACHES								17 115,64 \$	106 313,33 \$	139 349,52 \$
DT Côte-Nord	6201508044	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	1191, boulevard Laflèche	G5C 1E1 QC	2024-10-23	2024-10-07	155,00 \$	2 580,25 \$	3 121,64 \$
DT Côte-Nord	6201608007	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	440, avenue Brochu, bureau 200	G4R 2W8 QC	2024-08-21	2024-06-26		580,50 \$	667,43 \$
DT Côte-Nord	6201608007	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	440, avenue Brochu, bureau 200	G4R 2W8 QC	2024-08-21	2024-02-23		108,04 \$	124,22 \$
DT Côte-Nord	6201908004	636301	Delegatus services juridiques inc.	438, rue McGill, bureau 500	H2Y 2G1 QC	2024-07-15	2024-07-11	165,00 \$	3 810,00 \$	4 545,55 \$
DT Côte-Nord	6202108003	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	1191, boulevard Laflèche	G5C 1E1 QC	2024-09-13	2024-08-12	142,00 \$	2 632,50 \$	3 168,72 \$
DT Côte-Nord	6202108004	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	1191, boulevard Laflèche	G5C 1E1 QC	2024-09-27	2024-09-09	153,00 \$	2 311,25 \$	2 810,36 \$
DT Côte-Nord	6202108007	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	1191, boulevard Laflèche	G5C 1E1 QC	2024-09-13	2024-08-13	154,00 \$	2 203,75 \$	2 687,76 \$
DT Côte-Nord	6202108014	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle	G4Z 2S5 QC	2024-05-30	2024-05-08	148,00 \$	2 428,75 \$	2 940,46 \$
DT Côte-Nord	6202108017	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle	G4Z 2S5 QC	2024-03-25	2024-02-29	171,00 \$	3 360,00 \$	4 034,16 \$
TOTAL DT CÔTE-NORD								1 088,00 \$	20 015,04 \$	24 100,30 \$
DT Estrie	6201860045	1166188	GLR notaires inc.	201-383, boulevard du Séminaire Nord	J3B 8C5 QC	2024-10-30	2024-10-24	326,00 \$	1 397,25 \$	1 932,49 \$
DT Estrie	6202060001	139817	Barry, Line	9, rue du Pont	J0J 1A0 QC	2024-07-11	2024-05-26	145,00 \$	1 200,00 \$	1 524,70 \$
DT Estrie	6202060001	73672	Dalpé, Annick (notaire)	59, rue du Pont	J0J 1A0 QC	2024-06-18	2024-05-31	321,00 \$	1 044,50 \$	1 521,92 \$
DT Estrie	6202060005	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière	J0J 1A0 QC	2024-04-29	2024-04-25	142,00 \$	1 800,00 \$	2 211,55 \$
DT Estrie	6202060007	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière	J0J 1A0 QC	2024-09-06	2024-09-05	142,00 \$	1 800,00 \$	2 211,55 \$
DT Estrie	6202060008	139817	Barry, Line	9, rue du Pont	J0J 1A0 QC	2024-05-13	2024-05-06	145,00 \$	1 200,00 \$	1 524,70 \$
DT Estrie	6202060009	139817	Barry, Line	9, rue du Pont	J0J 1A0 QC	2024-04-19	2024-04-03	145,00 \$	1 200,00 \$	1 524,70 \$
DT Estrie	6202060010	139817	Barry, Line	9, rue du Pont	J0J 1A0 QC	2024-05-14	2024-05-09	145,00 \$	1 400,00 \$	1 754,65 \$
DT Estrie	6202060011	693161	Prévost notaires inc.	100-255, rue Saint-Jacques	H2Y 1M6 QC	2025-02-04	2024-10-23	146,00 \$	3 428,00 \$	4 087,34 \$
DT Estrie	6202060012	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière	J0J 1A0 QC	2024-05-10	2024-04-29	360,00 \$	2 496,25 \$	3 230,06 \$
DT Estrie	6202060025	749896	Étude notariale Désourdy	779, rue Shefford	J2L 1C4 QC	2024-01-14	2024-12-18	135,00 \$	1 962,00 \$	2 390,81 \$
DT Estrie	6202060037	139817	Barry, Line	9, rue du Pont	J0J 1A0 QC	2024-04-19	2024-04-10	145,00 \$	1 200,00 \$	1 524,70 \$
DT Estrie	6202160006	139817	Barry, Line	9, rue du Pont	J0J 1A0 QC	2024-08-01	2024-07-29	148,00 \$	1 200,00 \$	1 527,70 \$
DT Estrie	6202160007	139817	Barry, Line	9, rue du Pont	J0J 1A0 QC	2024-06-13	2024-06-10	311,00 \$	2 075,00 \$	2 696,73 \$
DT Estrie	6202160009	139817	Barry, Line	9, rue du Pont	J0J 1A0 QC	2024-06-04	2024-05-29	147,00 \$	1 200,00 \$	1 526,70 \$
DT Estrie	6202160015	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière	J0J 1A0 QC	2025-02-11	2025-01-10	3,00 \$	650,00 \$	750,34 \$
DT Estrie	6202160015	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière	J0J 1A0 QC	2024-09-18	2024-09-17	188,00 \$	1 296,25 \$	1 678,36 \$
DT Estrie	6202160022	1249447	Me Claudia Rancourt, notaire inc.	13545, boulevard Lacroix	G5Y 1P1 QC	2023-03-23	2023-03-12	296,00 \$	3 004,95 \$	3 750,94 \$
DT Estrie	6202160032	59076	Downey, Robert	85, rue Queen	J1M 1J3 QC	2024-04-02	2024-03-19		600,00 \$	689,85 \$

DT Estrie	6202160034	1406147	Gérin Custeau Francoeur, notaires s.e.n.c.r.l.	38, rue Child, bureau 110	J1A 2B1 QC	2024-04-19	2024-04-18	135,00 \$	629,25 \$	858,48 \$
DT Estrie	6202260001	1361050	Notaire Chouinard inc.	1435, rue King Ouest	J1J 2C1 QC	2025-01-30	2025-01-21	116,00 \$	500,00 \$	690,88 \$
DT Estrie	6202360003	1277893	Grondin Guilbeault Roberge Notaires, S.A.	80, rue Principale Est	J0B 1M0 QC	2025-02-07	2025-01-14	162,00 \$	842,25 \$	1 130,37 \$
DT Estrie	6202460014	1155802	Paré, Tanguay Notaires inc.	201-2140, rue King Est	J1G 5G6 QC	2024-09-17	2024-09-16	148,00 \$	922,25 \$	1 208,35 \$
TOTAL DT ESTRIE								3 951,00 \$	33 047,95 \$	41 947,87 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200500134	59413	Caissy, Rachel	610, boulevard Perron Case postale 1248	G0C 1Y0 QC	2024-04-03	2024-03-30	128,00 \$	1 363,07 \$	1 695,19 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200700004	874748	Blais, Langis (notaire)	114, avenue de Grand Pré	G0C 1E0 QC	2024-11-15	2024-11-08	145,00 \$	1 400,00 \$	1 754,65 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900027	1427547	Stéphanie Béland notaire inc.	32, route du Parc	G4V 2B8 QC	2024-09-30	2024-07-18	150,00 \$	1 500,00 \$	1 874,63 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200075	947179	Étude Jean Couture notaire inc.	153, Grande Allée Est	G0C 1V0 QC	2024-04-10	2024-04-02		900,00 \$	1 034,78 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200104	1379163	BMB Notaires inc.	201-120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville	G5R 4S2 QC	2025-01-29	2024-12-11	19,00 \$	550,00 \$	651,36 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300110	59413	Caissy, Rachel	610, boulevard Perron Case postale 1248	G0C 1Y0 QC	2024-03-27	2024-03-26	287,00 \$	1 344,22 \$	1 832,52 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201500041	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	2, rue Saint-Germain Est, bureau 400	G5L 8T7 QC	2024-05-29	2024-02-21	135,00 \$	1 570,00 \$	1 940,11 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201500041	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	2, rue Saint-Germain Est, bureau 400	G5L 8T7 QC	2024-05-29	2024-02-21	339,00 \$	875,00 \$	1 345,03 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201500041	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	2, rue Saint-Germain Est, bureau 400	G5L 8T7 QC	2024-05-29	2024-02-21	148,00 \$	879,00 \$	1 158,63 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800009	332962	Laferrière et Gravel notaires inc.	4111, boul. Le Corbusier	H7L 5E2 QC	2024-10-22	2024-10-09	138,00 \$	850,00 \$	1 115,29 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800011	947179	Étude Jean Couture notaire inc.	153, Grande Allée Est	G0C 1V0 QC	2024-10-31	2024-10-21	401,25 \$	1 575,00 \$	2 212,11 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800017	1427547	Stéphanie Béland notaire inc.	32, route du Parc	G4V 2B8 QC	2024-09-30	2024-09-28	152,00 \$	1 464,64 \$	1 835,97 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800019	1427547	Stéphanie Béland notaire inc.	32, route du Parc	G4V 2B8 QC	2024-09-30	2024-07-18	169,00 \$	1 465,40 \$	1 853,84 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800042	76998	Lamarre, Suzanne (notaire)	3333, boul. Cavendish, suite 198	H4B 2M5 QC	2024-04-25	2024-04-05	138,00 \$	950,00 \$	1 230,26 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900026	828699	Gagné, Isabelle, Patry, Laflamme &Associés Notaires S.E.N.C.R.L.	188, rue Montcalm	J8Y 3B5 QC	2024-07-16	2024-06-05	138,00 \$	1 850,00 \$	2 265,04 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900027	1494008	Groupe Notaires Plus inc.	5148, Route 132	J5C 1L8 QC	2024-08-14	2024-08-13	138,00 \$	600,00 \$	827,85 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202000002	947179	Étude Jean Couture notaire inc.	153, Grande Allée Est	G0C 1V0 QC	2024-04-10	2024-03-12	135,00 \$	1 625,00 \$	2 003,34 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202000005	947179	Étude Jean Couture notaire inc.	153, Grande Allée Est	G0C 1V0 QC	2024-09-26	2024-09-09	138,00 \$	650,00 \$	885,34 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202100000	1043520	Lepage et Associés inc.	1142, avenue du Phare Ouest	G4W 3M6 QC	2024-10-09	2024-05-08	138,00 \$	1 650,00 \$	2 035,09 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202100007	753477	Archer Avocats et conseillers d'affaires (Archer)	155, rue Saint-Jacques Bureau 301	J2G 9A7 QC	2024-04-30	2024-04-29	135,00 \$	752,25 \$	999,90 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202200002	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine	G4X 1T4 QC	2024-12-03	2024-11-19	152,00 \$	1 900,00 \$	2 336,53 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202200003	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine	G4X 1T4 QC	2024-06-13	2024-05-31	150,00 \$	1 800,00 \$	2 219,55 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202200004	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine	G4X 1T4 QC	2025-01-21	2024-12-16	138,00 \$	2 150,00 \$	2 609,96 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202200005	874748	Blais, Langis (notaire)	114, avenue de Grand Pré	G0C 1E0 QC	2024-12-10	2024-12-10	406,00 \$	2 200,00 \$	2 935,45 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202200007	874748	Blais, Langis (notaire)	114, avenue de Grand Pré	G0C 1E0 QC	2024-12-04	2024-12-04	149,00 \$	1 500,00 \$	1 873,63 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202200008	874748	Blais, Langis (notaire)	114, avenue de Grand Pré	G0C 1E0 QC	2024-11-15	2024-11-08	148,00 \$	1 500,00 \$	1 872,63 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202200009	874748	Blais, Langis (notaire)	114, avenue de Grand Pré	G0C 1E0 QC	2024-12-04	2024-12-03	143,00 \$	1 400,00 \$	1 752,65 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202200015	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine	G4X 1T4 QC	2024-11-07	2024-10-03	138,00 \$	2 250,00 \$	2 724,94 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202200017	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine	G4X 1T4 QC	2024-08-07	2024-08-01	144,00 \$	1 800,00 \$	2 213,55 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202300001	1494008	Groupe Notaires Plus inc.	5148, Route 132	J5C 1L8 QC	2025-01-08	2024-12-19	138,00 \$	750,00 \$	1 000,31 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202300003	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine	G4X 1T4 QC	2024-10-30	2024-10-17	159,00 \$	3 100,00 \$	3 723,23 \$

TOTAL DT GASPESIE-ILES-DE-LA-MADELEINE								5 036,25 \$	44 163,58 \$	55 813,36 \$
DT Ile-de-Montréal	6200740001	955608	BCF s.e.n.c.r.l.	1100, boul. René-Lévesque Ouest, 25e étage	H3B 5C9 QC	2024-11-01	2024-10-17	141,25 \$	4 187,26 \$	4 955,55 \$
DT Ile-de-Montréal	6200740001	955608	BCF s.e.n.c.r.l.	1100, boul. René-Lévesque Ouest, 25e étage	H3B 5C9 QC	2024-04-15	2024-02-29	2,00 \$	1 365,00 \$	1 571,41 \$
DT Ile-de-Montréal	6200840022	693161	Prévost notaires inc.	100-255, rue Saint-Jacques	H2Y 1M6 QC	2024-07-16	2024-07-15	175,00 \$	6 133,33 \$	7 226,80 \$
DT Ile-de-Montréal	6201540004	567311	Grenier Gagnon inc.	625, boulevard René-Lévesque Ouest,bureau 1400	H3B 1R2 QC	2024-07-09	2024-04-22	241,00 \$	3 732,25 \$	4 532,15 \$
TOTAL DT ILE-DE-MONTRÉAL								559,25 \$	15 417,84 \$	18 285,91 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201852027	1608029	Mes papiers légaux inc.	2991, boulevard de la Pinière	J6X 4V5 QC	2024-07-09	2024-05-10	295,00 \$	3 300,00 \$	4 089,18 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201952009	139239	Gélinas, Christine (notaire)	1911, rue Lamarche	J0K 1X0 QC	2023-05-05	2023-04-18	157,00 \$	1 500,00 \$	1 881,63 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6202352012	1283571	Desrochers Métail, notaires inc.	5, rue Richelieu	J0J 1J0 QC	2025-01-28	2024-11-12	25,00 \$	1 425,00 \$	1 663,39 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6202352019	1283571	Desrochers Métail, notaires inc.	5, rue Richelieu	J0J 1J0 QC	2025-01-25	2024-11-12	15,00 \$	900,00 \$	1 049,78 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6202352070	1283571	Desrochers Métail, notaires inc.	5, rue Richelieu	J0J 1J0 QC	2025-01-27	2024-11-05	30,00 \$	1 425,00 \$	1 668,39 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6202352072	1283571	Desrochers Métail, notaires inc.	5, rue Richelieu	J0J 1J0 QC	2025-01-21	2024-11-21	25,00 \$	1 200,00 \$	1 404,70 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6202352074	1283571	Desrochers Métail, notaires inc.	5, rue Richelieu	J0J 1J0 QC	2025-01-27	2024-11-05	20,00 \$	1 575,00 \$	1 830,86 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6202352077	1283571	Desrochers Métail, notaires inc.	5, rue Richelieu	J0J 1J0 QC	2025-01-21	2024-11-21	25,00 \$	975,00 \$	1 146,01 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6202352080	1283571	Desrochers Métail, notaires inc.	5, rue Richelieu	J0J 1J0 QC	2025-01-27	2024-11-05	20,00 \$	750,00 \$	882,31 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6202352085	1283571	Desrochers Métail, notaires inc.	5, rue Richelieu	J0J 1J0 QC	2025-01-27	2024-11-12	10,00 \$	675,00 \$	786,08 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6202352086	1283571	Desrochers Métail, notaires inc.	5, rue Richelieu	J0J 1J0 QC	2025-01-27	2024-11-13	10,00 \$	675,00 \$	786,08 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6202352088	1283571	Desrochers Métail, notaires inc.	5, rue Richelieu	J0J 1J0 QC	2025-01-27	2024-11-05	20,00 \$	975,00 \$	1 141,01 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6202352089	1283571	Desrochers Métail, notaires inc.	5, rue Richelieu	J0J 1J0 QC	2025-01-27	2024-11-12	20,00 \$	975,00 \$	1 141,01 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6202352093	1283571	Desrochers Métail, notaires inc.	5, rue Richelieu	J0J 1J0 QC	2025-01-27	2024-11-07	20,00 \$	600,00 \$	709,85 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6202352094	1283571	Desrochers Métail, notaires inc.	5, rue Richelieu	J0J 1J0 QC	2025-01-27	2024-11-03	25,00 \$	750,00 \$	887,31 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6202352097	1283571	Desrochers Métail, notaires inc.	5, rue Richelieu	J0J 1J0 QC	2025-01-22	2024-11-21	108,85 \$	1 050,00 \$	1 316,09 \$
TOTAL DT LAURENTIDES-LANAUDIÈRE								825,85 \$	18 750,00 \$	22 383,68 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6200968042	444911	Notaire-Direct inc.	3750, boulevard Crémazie Est Bureau 425	H2A 1B6 Q C	2024-10-01	2024-10-02		1 690,00 \$	1 943,08 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201244053	493834	Leroux Côté Burrogano	507, Place d'Armes, bureau 1300	H2Y 2W8 QC	2024-11-12	2024-09-10	223,00 \$	4 050,00 \$	4 879,49 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201684011	1092231	Voizard Rochon Notaires s.e.n.c.r.l.	1080, rue Valiquette	J8B 2M3 QC	2024-08-27	2024-05-17	20,00 \$	850,00 \$	997,29 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201784080	939714	Desjardins, Louis (notaire) (002)	247, rue Westgate	J7A 2E8 QC	2024-07-25	2024-07-11		908,23 \$	1 044,25 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201784081	939714	Desjardins, Louis (notaire) (002)	247, rue Westgate	J7A 2E8 QC	2024-07-25	2024-07-11		840,00 \$	965,79 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201784091	1447622	Me Juana Hammam notaire inc.	304-1805, rue Sauvé Ouest	H4N 3B8 QC	2024-06-10	2024-06-05	148,00 \$	1 500,00 \$	1 872,63 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201784092	428148	Dumais & Giard notaires inc.	5777, rue Sherbrook Est Bureau 201	H1N 3R5 QC	2024-08-09	2024-07-11	143,00 \$	625,00 \$	861,59 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201784094	939714	Desjardins, Louis (notaire) (002)	247, rue Westgate	J7A 2E8 QC	2024-07-25	2024-07-16		840,00 \$	965,79 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201884026	174588	Caroline Bessette Notaire inc.	5435, Grande-Allée	J4Z 3H1 QC	2024-04-10	2024-04-10	138,00 \$	672,50 \$	911,21 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984015	1474097	Jubinville notaire inc.	300-3310, 100e Avenue	H7T 0J7 QC	2024-08-29	2024-07-19	138,00 \$	1 164,25 \$	1 476,59 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984022	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	3215, boulevard de la Pinière, bureau 101	J6X 4P7 QC	2024-11-25	2024-11-01	276,00 \$	5 162,83 \$	6 211,98 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984041	1520569	Sonia Rivard, notaire	1387, chemin des Anglais	J6X 4G3 QC	2024-10-04	2024-09-19		1 227,25 \$	1 411,03 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984047	1180067	Notaire de Bellefeuille inc.	161A, boulevard de l'Ange-Gardien	J5W 1R3 QC	2024-05-23	2024-05-17	10,00 \$	420,00 \$	492,90 \$

DT Métropolitaine de Montréal	6201984060	1267402	Lavoie et Lavoie notaires inc.	3131, boulevard Saint-Martin Ouest, bureau 340	H7T2Z5 QC	2025-01-22	2025-01-06		1 320,00 \$	1 517,67 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984064	1267402	Lavoie et Lavoie notaires inc.	3131, boulevard Saint-Martin Ouest, bureau 340	H7T2Z5 QC	2025-01-22	2025-01-10	279,00 \$	1 165,00 \$	1 618,46 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202084008	304898	De Grandpré Jolicoeur, S.E.N.C.R.L.	2000, avenue McGill College, bureau 1600	H3A 3H3 Q	2025-01-21	2025-01-16	138,00 \$	3 395,00 \$	4 041,40 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202084011	455816	Desmarais, Nathalie (notaire)	170, rue Longueuil	J3B 6P1 QC	2024-07-11	2024-07-11	145,00 \$	696,25 \$	945,51 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202084018	458330	Lafond, notaires inc.	3030, boul. Le Carrefour Bureau 1101	H7T 2P5 QC		2024-03-28	158,30 \$	10 733,75 \$	12 499,43 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202184005	531798	NotaireMartel inc.	351, rue Blain	J3H 3B4 QC	2025-01-07	2024-12-17	319,00 \$	2 410,89 \$	3 090,93 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202184006	864939	Desgroseilliers & associés notaires inc.	1691, rue Montarville, suite 100	J3V 3T8 QC	2024-11-18	2024-11-15	356,25 \$	2 174,00 \$	2 855,80 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202184015	531798	NotaireMartel inc.	351, rue Blain	J3H 3B4 QC	2025-01-07	2024-12-11	342,00 \$	1 742,90 \$	2 345,90 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202184044	1057184	Savard Sauvé, notaires inc.	230-17, boulevard de la Cité-des-Jeunes Est	J7V 0N3 QC	2024-04-22	2024-03-11	241,00 \$	2 096,75 \$	2 651,74 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202184045	646480	Heather Trott, notaire	110-520A, avenue Saint-Charles	J7V7N2 QC	2024-07-25	2024-07-18	138,00 \$	969,00 \$	1 252,11 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202184055	693161	Prévost notaires inc.	100-255, rue Saint-Jacques	H2Y 1M6 QC	2024-06-28	2024-06-18	147,00 \$	4 815,95 \$	5 684,14 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202284037	1037132	LCG notaires inc.	28, Côte St-Louis, bureau 103	J7C 1B8 QC	2024-11-11	2024-11-07	138,00 \$	1 837,50 \$	2 250,67 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202384028	869827	Leblanc & Associés Notaires Inc.	306-265 boul. D'Anjou	J6J 5J9 QC	2024-12-19	2024-12-19	148,00 \$	1 827,83 \$	2 249,55 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202384030	650904	Ricard, Martin (notaire)	367, boulevard de l'Angle-Gardien	J5W 1S4 QC	2024-10-21	2024-10-08	142,00 \$	675,00 \$	918,08 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202384030	650904	Ricard, Martin (notaire)	367, boulevard de l'Angle-Gardien	J5W 1S4 QC	2024-10-21	2024-10-18	175,00 \$	1 725,00 \$	2 158,33 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202384057	59653	Vinet, Yvon (notaire)	39, rue Jacques-Cartier, suite 101	J6T 4R1 QC	2025-01-16	2024-11-28	138,00 \$	696,00 \$	938,23 \$
TOTAL DT MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL								4 100,55 \$	58 230,88 \$	71 051,57 \$
DT Monteregie	6201685021	828028	Marois, Lapointe, de Bonville, Briand, notaires inc.	63, rue Saint-Jean-Baptiste, bureau 101	J6T 1Z6 QC	2024-12-13	2023-11-02	150,45 \$	4 153,10 \$	4 925,49 \$
DT Monteregie	6201785006	76648	Me Noémie St-Onge, notaire	2003, BOUL. SAINTE-MARIE BUREAU 101	J6T 3B5 QC	2025-01-20	2024-12-30	148,00 \$	1 080,90 \$	1 390,77 \$
DT Monteregie	6201785027	1323807	Me Nathalie Dagenais, notaire	100-525, boulevard du Séminaire Nord	J3B 5L8 QC	2025-01-20	2025-01-07	139,00 \$	1 950,00 \$	2 381,01 \$
DT Monteregie	6201785050	1413677	Lévesque, Étude Notariale inc.	41, boulevard Saint-Luc	J2W 1E3 QC	2024-04-22	2024-04-08	168,00 \$	652,50 \$	918,22 \$
DT Monteregie	6201985008	1430887	Me Stéphanie Bergeron Notaire inc.	50, rue Jacques-Cartier, bureau 101	J6T 4R3 QC	2024-03-28	2024-03-13	319,85 \$	1 053,33 \$	1 530,92 \$
DT Monteregie	6202085000	400128	Me Christian Daviau, notaire	315, rue Visitation	J0H 2E0 QC	2024-10-02	2024-02-21	512,00 \$	1 195,00 \$	1 885,95 \$
DT Monteregie	6202085002	1360654	Vernier, Jean-François (notaire)	148, montée du Comté	J7X 1A2 QC	2024-11-13	2024-04-15	152,00 \$	1 695,00 \$	2 100,83 \$
DT Monteregie	6202085003	1360654	Vernier, Jean-François (notaire)	148, montée du Comté	J7X 1A2 QC	2024-09-05	2024-07-08	159,00 \$	1 610,00 \$	2 010,10 \$
DT Monteregie	6202185004	130915	Pilon, Dolorès (notaire)	11, King	J0S 1H0 QC	2024-07-09	2024-07-05		900,00 \$	1 034,78 \$
TOTAL DT MONTÉREGIE								1 748,30 \$	14 289,83 \$	18 178,07 \$
DT Outaouais	6201656017	414605	Parent, Geneviève (notaire)	11, chemin de la Vallée-de-Wakefield	J0X 3G0 QC	2024-08-26	2024-04-16	148,00 \$	1 500,00 \$	1 872,63 \$
DT Outaouais	6201956056	414605	Parent, Geneviève (notaire)	11, chemin de la Vallée-de-Wakefield	J0X 3G0 QC	2024-08-09	2024-08-01	148,00 \$	1 550,00 \$	1 930,11 \$
DT Outaouais	6202056001	828699	Gagné, Isabelle, Patry, Laflamme &Associés Notaires S.E.N.C.R.L.	188, rue Montcalm	J8Y 3B5 QC	2024-08-20	2024-04-10	135,00 \$	1 200,00 \$	1 514,70 \$
TOTAL DT OUTAOUAIS								431,00 \$	4 250,00 \$	5 317,44 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616013	330119	Notaires Côté Tremblay Gervais	540, rue Sacré-Coeur Ouest, bureau 5	G8B 1M2 QC	2025-01-22	2025-01-20	127,00 \$	2 655,00 \$	3 179,59 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616031	59868	Tremblay, Catherine (notaire)	365, rue Victoria	G7B 3M5 QC	2025-01-07	2024-12-23	131,00 \$	1 475,00 \$	1 826,88 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201716018	1075259	Jean-Pierre Collard, notaire inc.	184, rue Jacques-Cartier Est	G7H 1Y5 QC	2024-10-04	2024-09-18	4,00 \$	1 050,00 \$	1 211,24 \$

DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201916011	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest	G8B 1M8 QC	2024-10-15	2024-10-01	135,00 \$	2 177,50 \$	2 638,59 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201916011	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest	G8B 1M8 QC	2024-10-15	2024-10-01	135,00 \$	2 327,50 \$	2 811,05 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016001	762274	Christel Simard-Monast, notaire inc.	75, boul. Saint-Luc	G8B 6W7 QC	2024-12-03	2024-12-02	463,50 \$	1 775,85 \$	2 505,28 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016005	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest	G8B 1N2 QC	2024-03-28	2024-02-28	195,00 \$	1 091,25 \$	1 449,66 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016026	782564	Maltais, Labrecque & Tremblay Notaires inc.	136, rue Racine Est	G7H 1R7 QC	2024-05-30	2024-05-21	142,00 \$	1 347,50 \$	1 691,29 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016039	782564	Maltais, Labrecque & Tremblay Notaires inc.	136, rue Racine Est	G7H 1R7 QC	2024-05-30	2024-05-22	170,00 \$	1 743,75 \$	2 174,88 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016039	380518	Tremblay & Poirier, Notaires	105-2338, rue Saint-Dominique	G7X6L8 QC	2024-03-14	2023-11-28		650,00 \$	747,34 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016046	1506264	Perron & Ouellet Notaires inc.	206-1390, boulevard Wallberg	G8L 0H9 QC	2024-03-25	2024-02-27	7,00 \$	2 200,00 \$	2 536,45 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202116001	666364	Mon Notaire et moi inc.	1222, rue Bagot	G7B 2P4 QC	2024-03-25	2024-03-18	13,00 \$	1 300,00 \$	1 507,68 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202116001	666364	Mon Notaire et moi inc.	1222, rue Bagot	G7B 2P4 QC	2024-03-25	2024-03-18		1 125,00 \$	1 293,47 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202116004	666364	Mon Notaire et moi inc.	1222, rue Bagot	G7B 2P4 QC	2024-10-15	2024-07-22	163,00 \$	2 300,25 \$	2 807,71 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202116007	914284	Bianka Villeneuve, notaire inc.	401, avenue du Pont Nord	G8B 5E4 QC	2025-01-31	2025-01-28	138,00 \$	2 404,50 \$	2 902,58 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202116009	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest	G8B 1M8 QC	2024-07-03	2024-04-01	135,00 \$	1 112,00 \$	1 413,52 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202116010	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest	G8B 1M8 QC	2024-07-03	2024-04-22	144,00 \$	1 112,00 \$	1 422,52 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202116020	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest	G8B 1M8 QC	2024-11-13	2024-04-15	143,00 \$	1 155,00 \$	1 470,96 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202116025	1239959	Étude Notariale Brown inc.	2416, Saint-Dominique	G7X 4X1 QC	2024-10-03	2024-09-16	140,25 \$	1 564,80 \$	1 939,38 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202116027	1239959	Étude Notariale Brown inc.	2416, Saint-Dominique	G7X 4X1 QC	2024-12-19	2024-12-11	138,00 \$	1 703,30 \$	2 096,37 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202116028	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest	G8B 1M8 QC	2024-10-25	2024-04-29	303,00 \$	1 552,50 \$	2 087,99 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202116039	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	1067, boulevard Sacré-Coeur	G8K 1R3 QC	2024-10-07	2024-10-04	138,00 \$	709,50 \$	953,75 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202116039	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	1067, boulevard Sacré-Coeur	G8K 1R3 QC	2024-04-29	2024-03-27	58,00 \$	3 247,50 \$	3 791,82 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202316004	1075259	Jean-Pierre Collard, notaire inc.	184, rue Jacques-Cartier Est	G7H 1Y5 QC	2024-11-22	2024-11-21	333,93 \$	2 085,00 \$	2 731,16 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202316006	1075259	Jean-Pierre Collard, notaire inc.	184, rue Jacques-Cartier Est	G7H 1Y5 QC	2024-11-07	2024-11-01	324,93 \$	1 935,00 \$	2 549,70 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202316008	1394840	CSM Notaires inc.	1452, boulevard Wallberg	G8L 1H4 QC	2024-11-29	2024-11-28	164,00 \$	968,75 \$	1 277,82 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202316009	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest	G8B 1M8 QC	2024-11-26	2024-11-26	150,00 \$	1 357,50 \$	1 710,79 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202316010	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest	G8B 1M8 QC	2024-11-26	2024-11-19	498,00 \$	1 533,99 \$	2 261,71 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202316030	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest	G8B 1M8 QC	2024-11-15	2024-10-25	302,00 \$	1 646,00 \$	2 194,49 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202316033	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest	G8B 1M8 QC	2024-11-14	2024-11-06	410,00 \$	1 860,48 \$	2 549,08 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202316034	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest	G8B 1M8 QC	2024-12-05	2024-12-05	452,00 \$	2 447,98 \$	3 266,57 \$
TOTAL DT SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN EST								5 657,61 \$	51 614,40 \$	65 001,32 \$
Région de la Mauricie	6201528064	941053	Charette, Patricia (notaire)	190, rue Fusey, bureau 201	G8T 2V8 QC	2024-06-24	2024-04-30	168,00 \$	527,50 \$	774,50 \$
Région de la Mauricie	6201728018	695227	Me Tony Harvey, notaire	221, rue Principale	G0X 2L0 QC	2024-10-21	2024-10-18	443,00 \$	2 500,00 \$	3 317,38 \$
Région de la Mauricie	6201828001	938729	LPB Notaires et Conseillers juridiques inc.	639, rue Ste-Angèle	G9A 1M7 QC	2024-07-15	2023-11-23	264,00 \$	1 053,75 \$	1 475,55 \$
Région de la Mauricie	6201928015	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	505, rue des Forges, bureau 120	G9A 2H6 QC	2024-08-12	2023-09-28	429,00 \$	3 626,83 \$	4 598,95 \$
Région de la Mauricie	6202028015	913262	Gervais Bélanger Marchildon, notaires s.e.n.c.r.l.	340, rue St-Jacques	G0X 3G0 QC	2024-08-17	2023-09-20	143,00 \$	736,25 \$	989,50 \$
Région de la Mauricie	6202128005	1064482	Me Josée Packwood, notaire inc.	102-290, rue St-Joseph	G9X 3Z8 QC	2023-10-11	2023-08-09	20,00 \$	1 000,00 \$	1 169,75 \$
Région de la Mauricie	6202128026	352408	Parent, Lyne (notaire)	823, boulevard Thibeau	G8T 7A7 QC	2024-05-16	2024-01-10	8,00 \$	324,00 \$	380,52 \$
Région de la Mauricie	6202128027	305332	Dupuis, Yvon (notaire)	780, boulevard Thibeau	G8T 7A6 QC	2024-07-04	2023-08-22	- \$	1 801,42 \$	2 071,18 \$
TOTAL MAURICIE								1 475,00 \$	11 569,75 \$	14 777,33 \$
Région du centre du Québec	6201624028	1018087	Geneviève Pelletier-Normand notaire inc.	393, rue Rose-Ellis	J2C0R9 QC	2024-07-30	2023-11-14	152,00 \$	2 900,00 \$	3 486,28 \$

Région du centre du Québec	6201724030	744444	Comeau et Trépanier notaires	422, rue Germain J0C 1M0 QC	2024-08-19	2024-05-06	173,00 \$	833,25 \$	1 131,03 \$
Région du centre du Québec	6201824012	1259137	Côté Béchar d Gagnon notaire inc.	783, boulevard des Bois-Francis Sud G6P5W3 QC	2024-11-28	2024-09-25	295,00 \$	2 483,44 \$	3 150,33 \$
Région du centre du Québec	6201924015	592877	Julie Bergeron, notaire	108, rue Olivier, bureau 203 G6P 6V6 QC	2024-10-08	2023-10-06	137,00 \$	1 500,00 \$	1 861,63 \$
Région du centre du Québec	6201924037	1370823	Notaira inc.	1290, boulevard Louis-Fréchette J3T1K6 QC	2024-11-25	2024-11-11	4,00 \$	96,75 \$	115,24 \$
Région du centre du Québec	6202024003	1366669	Pineault Bédard, Notaires s.e.n.c.r.l.	1574, avenue Saint-Édouard C.P. 308 G6L 2Y8 QC	2024-06-05	2024-05-22	430,00 \$	2 461,20 \$	3 259,76 \$
Région du centre du Québec	6202024005	744444	Comeau et Trépanier notaires	422, rue Germain J0C 1M0 QC	2024-07-10	2024-06-05	183,00 \$	1 172,50 \$	1 531,09 \$
Région du centre du Québec	6202124042	1259137	Côté B�chard Gagnon notaire inc.	783, boulevard des Bois-Francis Sud G6P5W3 QC	2024-10-21	2024-04-16	140,00 \$	1 936,50 \$	2 366,50 \$
Région du centre du Québec	6202224038	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 QC	2024-06-14	2024-01-29	137,00 \$	1 450,00 \$	1 804,14 \$
TOTAL CENTRE-DU-QUEBEC							1 651,00 \$	14 833,64 \$	18 706,00 \$
Service expertise immobilière	6201768125	693161	Prévost notaires inc.	100-255, rue Saint-Jacques H2Y 1M6 QC	2025-01-15	2025-01-15	79,00 \$	6 681,25 \$	7 760,76 \$
Service expertise immobilière	6201868025	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2024-07-25	2024-04-03	138,00 \$	1 598,00 \$	1 975,30 \$
Service expertise immobilière	6201868027	828699	Gagné, Isabelle, Patry, Laflamme &Associ�s Notaires S.E.N.C.R.L.	188, rue Montcalm J8Y 3B5 QC	2024-08-27	2024-01-31	- \$	800,00 \$	919,80 \$
Service expertise immobilière	6201968057	874748	Blais, Langis (notaire)	114, avenue de Grand Pré G0C 1E0 QC	2023-09-13	2022-09-06	145,00 \$	1 225,00 \$	1 553,44 \$
Service expertise immobilière	6201968059	1200670	Sansfaçon Notaires inc.	8780, avenue Henri-Julien H2M 1M4 QC	2024-04-16	2024-05-03	163,00 \$	1 167,50 \$	1 505,34 \$
Service expertise immobilière	6202068050	1290549	Bellefeuille & Cyr, notaires inc.	288, rue Marquette, bureau 100 J1H 1M3 QC	2024-07-03	2024-07-03	135,00 \$	1 523,75 \$	1 886,93 \$
Service expertise immobilière	6202068051	777907	Lafrenière, Bourdages & Bouchard notaires inc.	240-5600, boulevard des Galeries G2K 2H6 QC	2024-12-09	2024-12-09	166,00 \$	1 308,80 \$	1 670,79 \$
Service expertise immobilière	6202368032	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame G4A 1H3 QC	2024-06-26	2024-06-26	138,00 \$	1 005,00 \$	1 293,50 \$
Service expertise immobilière	6202368033	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame G4A 1H3 QC	2024-06-27	2024-06-27	138,00 \$	1 005,00 \$	1 293,50 \$
Service expertise immobilière	6202368037	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 QC	2024-11-05	2024-11-08	160,00 \$	2 953,75 \$	3 556,08 \$
Service expertise immobilière	6202368038	741916	CST notaires inc.	640, rue Richelieu G5A 2X1 QC	2024-11-04	2024-10-01	138,00 \$	1 014,75 \$	1 304,71 \$
Service expertise immobilière	6202368040	741916	CST notaires inc.	640, rue Richelieu G5A 2X1 QC	2024-09-30	2024-11-06	138,00 \$	1 014,75 \$	1 304,71 \$
Service expertise immobilière	6202368043	345498	Doucet, R�nald (notaire)	391, boulevard Jessop, Case postale 430 G5L 7C3 Q C	2024-10-25	2024-11-06	139,00 \$	1 200,00 \$	1 518,70 \$
TOTAL SERVICE EXPERTISE IMMOBILIERE							1 677,00 \$	22 497,55 \$	27 543,56 \$
GRAND TOTAL							65 075,03 \$	595 503,56 \$	749 755,73 \$

Question 56	Liste, coûts et détail des mandats donnés par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires ou juristes de la pratique privée ou à la retraite qui ont déjà été à l'emploi du ministère de la Justice. Préciser la date de la fin de leur emploi.

Aucun.

Question 57	Pour chacun des centres de justice de proximité, identifier et ventiler (frais immobiliers, masse salariale, équipements, etc.) les sommes accordées par le ministère et par d'autres organismes publics ou privés en 2024-2025; fournir les prévisions pour 2025-2026.

Fonds Accès Justice

Centre de justice de proximité	Loyer (\$)	Masse salariale (\$)	Autre dépense de fonctionnement ¹ (\$)
Abitibi-Témiscamingue	100 500	377 325	115 541
Bas-Saint-Laurent	97 680	481 827	91 100
Centre-du-Québec	60 950	354 327	86 014
Côte-Nord	43 600	366 975	64 034
Estrie	65 626	441 317	99 271
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	30 900	371 037	79 635
Grand Montréal	88 762	1 172 946	163 826
Laval – Laurentides –Lanaudière	44 277	1 012 425	105 166
Mauricie	59 544	531 237	141 264
Montréal	106 500	944 515	249 293
Nunavik	54 410	646 555	83 851
Outaouais	110 584	420 119	124 178
Québec	72 247	687 955	138 418
Québec – Point de service de Chaudière-Appalaches	58 913	232 020	71 647
Saguenay-Lac-Saint-Jean	47 400	492 783	36 162

¹Les montants accordés tiennent compte de la récupération des surplus cumulés prévus à la convention d'aide financière.

Question 58

Pour chacun des centres de justice de proximité, indiquer le nombre d'employés (permanents et occasionnels) et le nombre de bénévoles en 2024-2025; fournir les prévisions pour 2025-2026.

Fonds Accès Justice

Centre de justice de proximité	Permanent ¹	Occasionnel ¹	Bénévole ²
Abitibi-Témiscamingue	1	0	0
Bas-Saint-Laurent	6	0	0
Centre-du-Québec	4	0	0
Chaudière-Appalaches (Point de service du CJP Québec)	3	0	0
Côte-Nord	4	0	0
Estrie	5	0	0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	4	0	0
Grand-Montréal	14	0	7
Laval-Laurentides-Lanaudière	10	3	0
Mauricie	6	0	5
Montréal	11	0	0
Nunavik	5	0	0
Outaouais	5	0	12
Québec	8	1	0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	5	1	0

¹Le nombre d'employés ne tient pas compte des postes étudiants.

²Le nombre de bénévoles ne tient pas compte des administrateurs.

Question 59	Pour chacun des centres de justice de proximité, indiquer le nombre de dossiers traités et de services rendus dans chacun des cinq types de services offerts (information juridique, avis juridique, services de soutien et d'accompagnement, aide concernant des formulaires à remplir, modes alternatifs de règlement des conflits) en 2024-2025.

Fonds Accès Justice

Nombre de services rendus¹

Centre de justice de proximité	Information juridique	Services juridiques ²	Séance d'information
Abitibi-Témiscamingue ³	s.o.	s.o.	s.o.
Bas-Saint-Laurent	1 842	s.o.	16 séances 302 participants
Centre-du-Québec	947	s.o.	1 séance 10 participants
Côte-Nord	813	s.o.	34 séances 273 participants
Estrie	1 833	s.o.	11 séances 215 participants
Gaspésie-Îles-de-la Madeleine	966	s.o.	44 séances 639 participants
Grand-Montréal	6 016	s.o.	40 séances 990 participants
Laval-Laurentides-Lanaudière	1 974	45	14 séances 305 participants
Mauricie	2 055	s.o.	28 séances 540 participants
Montréal	2 864	s.o.	19 séances 174 participants
Nunavik	649	s.o.	s.o.
Outaouais	2 384	2	29 séances 815 participants
Québec ⁴	3 788	s.o.	32 séances 750 participants
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 846	s.o.	31 séances 1 207 participants
National ⁵	36	s.o.	60 séances 996 participants

¹ Données du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

² Les services juridiques sont en déploiement progressif depuis la fin de l'exercice financier 2024-2025 et ce déploiement se poursuivra au cours de l'exercice financier 2025-2026.

³ Ce CJP est en déploiement et n'a pas offert de services pour la période visée.

⁴ Les données comprennent également celles du point de services situé à Chaudière- Appalaches.

⁵ Cette appellation est utilisée pour répertorier les activités faites de façon nationale telles les séances d'information.

Question 65	L'état d'avancement du projet pilote de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et les prévisions pour 2025-2026.

Le projet pilote de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale a pris fin le 30 novembre 2024. Il a été déployé dans les 20 districts judiciaires suivants¹ :

District judiciaire	Palais ou point de service
Beauharnois	Salaberry-de-Valleyfield
Bedford	Granby
Drummond	Drummonville
Saint-Maurice	La Tuque et Shawinigan
Québec	Québec
Laval	Laval
Saint-François	Sherbrooke
Montmagny	Montmagny
Mégantic	Lac-Mégantic
Mingan	Sept-Îles
Chicoutimi	Chicoutimi
Alma	Alma
Kamouraska	Rivière-du-Loup
Rimouski	Rimouski, Matane, Amqui
Gaspé	Percé, Sainte-Anne-des-Monts
Bonaventure	New Carlisle, Carleton-sur-Mer
Richelieu	Sorel-Tracy
St-Hyacinthe	St-Hyacinthe
Beauce	St-Joseph-de-Beauce
Trois-Rivières	Trois-Rivières

¹Au 14 avril 2025, le tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale a aussi été déployé dans les districts judiciaires d'Iberville (3 février 2025), d'Abitibi (3 avril 2025), de Témiscamingue (3 avril 2025) et de Rouyn-Noranda (3 avril 2025). Il est désormais déployé dans 24 des 36 districts judiciaires du Québec.

Dans la mise à jour économique 2021, des sommes de 32,6 M\$ sont prévues de 2021-2022 à 2024-2025 aux fins du déploiement du projet pilote de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale. Également, un financement de 91,9 M\$ sur cinq ans a été autorisé à compter de 2024-2025 par l'entremise de la mesure budgétaire « Déployer le tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et conjugale sur l'ensemble du territoire québécois ». Enfin, l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe prévoit quant à lui un budget de 31,1 M\$ sur trois ans à compter de 2024-2025.

Pour l'exercice financier 2024-2025, le ministère de la Justice bénéficie d'un budget total de 31,5 M\$ afin de maintenir le financement des ressources et des activités relatives aux projets pilotes déployés sur le territoire et également permettre l'embauche des ressources nécessaires au déploiement de la quatrième et la cinquième série de districts judiciaires. Plus précisément, en 2024-2025, le ministère de la Justice bénéficie d'un budget de 8,7 M\$ provenant de la mise à jour économique 2021, 11,9 M\$ de la mesure budgétaire et 10,9 M\$ de l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe.

Du financement total, 13,9 M\$ sont prévus être alloués aux partenaires contribuant à la mise en œuvre de ce projet pilote de tribunal spécialisé, soit :

- Les Centres d'aide aux personnes victimes d'actes criminels (CAVAC) pour l'embauche d'intervenants sociojudiciaires de liaison de même que pour l'expérience pilote de chiens d'assistance judiciaire pour les personnes victimes d'infractions sexuelles ou conjugales;
- Le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) pour l'instauration de la poursuite verticale;
- La Commission des services juridiques (CSJ) pour répondre au besoin de représentation juridique des personnes victimes de violence conjugale.

Le ministère de la Justice a quant à lui bénéficié d'un financement de 8,6 M\$ pour l'embauche de ressources additionnelles au sein des palais de justice, l'équipe projet responsable du déploiement du tribunal spécialisé, l'aménagement des espaces dédiés aux personnes victimes ainsi que la formation sur les réalités relatives à la violence sexuelle et la violence

Question 65	Suite

conjugale offerte à l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir au sein du tribunal spécialisé.

Conformément à l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe, le solde du financement non utilisé en 2024-2025 pourra être utilisé au plus tard le 30 septembre 2025.

Dans chacun des districts judiciaires visés par le déploiement du tribunal spécialisé, les principales actions suivantes sont déployées, de façon graduelle :

- Embauche d'intervenants sociojudiciaires de liaison au Centre d'aide aux victimes d'actes criminels;
- Embauche de procureurs dédiés aux dossiers de violence sexuelle et de violence conjugale au Directeur des poursuites criminelles et pénales;
- Formation spécialisée destinée aux intervenants sociojudiciaires de liaison sur les nouvelles pratiques professionnelles associées à leur rôle dans le cadre du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale;
- Formation offerte à l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir au sein du tribunal spécialisé sur les réalités relatives à la violence sexuelle et à la violence conjugale;
- Réalisation de travaux d'aménagement des espaces dans les palais de justice afin de les rendre davantage sécuritaires et sécurisants;
- Mise en place, par la Cour du Québec, de la Division spécialisée en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, laquelle prévoit une planification et une organisation judiciaire particulière des dossiers de violence sexuelle et de violence conjugale.

État de situation :

- Création de 37 postes au Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ces embauches permettent un meilleur accompagnement des personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale, par la mise en place d'une équipe de procureurs dédiés travaillant en poursuite verticale, c'est-à-dire qu'un même procureur accompagne la personne victime tout au long de son parcours judiciaire.
- Création de 52 postes d'intervenants sociojudiciaires de liaison dans les Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC). Un même intervenant sociojudiciaire de liaison peut ainsi accompagner chaque personne victime tout au long de son parcours (soutien psychosocial, évaluation de sa situation et de ses besoins, appréciation du risque, arrimage des services et des interventions).
- Un protocole de collaboration entre la Commission des services juridiques et le CAVAC a été lancé dans tous les districts visés par le projet pilote. Ainsi, lorsqu'une personne victime de violence conjugale a un besoin de représentation juridique dans le contexte où une ordonnance de sauvegarde est nécessaire à sa sécurité et celle de ses enfants, un référencement vers un avocat désigné, dans chacun des bureaux d'aide juridique visés par le projet pilote, peut être réalisé par l'intervenant sociojudiciaire de liaison. Dix-sept ressources ont d'ailleurs été embauchées à la Commission des services juridiques pour permettre la mise en œuvre du protocole.
- Près de 9 000 personnes se sont inscrites aux formations sur les réalités relatives à la violence sexuelle et à la violence conjugale offertes à l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir au sein du tribunal spécialisé dans les districts judiciaires visés.
- La formation spécialisée « Pratiques professionnelles liées au rôle de l'intervenant sociojudiciaire de liaison » a été suivie par 251 personnes dans les districts judiciaires visés par le projet pilote. La formation porte sur les nouvelles fonctions de l'intervenante sociojudiciaire de liaison dans le contexte du tribunal spécialisé et est d'une durée de trois jours complets.
- Afin d'assurer une meilleure intégration des services destinés aux personnes victimes dans les districts judiciaires visés par le projet pilote, des comités locaux d'intégration des services sont mis en place. Ceux-ci ont pour le moment débuté leurs travaux dans les districts judiciaires de Laval, Québec, Mingan, Bedford, Saint-François, Mégantic, Beauharnois, Montmagny, Drummond, Saint-Maurice, Kamouraska, Rimouski, Gaspé et Bonaventure.
- Des chiens d'assistance judiciaire se sont joints aux équipes des CAVAC de la Montérégie, du Centre-du-Québec, de la Côte-Nord, du Bas-St-Laurent, de la Mauricie, de Laval et de l'Estrie. Ces chiens d'assistances visent à mieux soutenir les

Question 65	Suite

personnes victimes lors de leur passage à la Cour, en leur offrant une présence apaisante et réconfortante. D'autres chiens pourront s'ajouter dans les CAVAC au fil du déploiement du tribunal spécialisé.

- Les aménagements qui seront réalisés sont d'envergure et pourront s'échelonner sur plusieurs années. Des aménagements temporaires sont mis en place dans l'ensemble des districts judiciaires où un projet pilote est en place afin de favoriser la sécurité des personnes victimes.

Question 66	Pour chaque district judiciaire, le délai de traitement moyen des dossiers criminels.

Délai médian de fermeture des causes criminelles (en jours)

District judiciaire	Délai médian
Abitibi	315,0
Alma	196,0
Arthabaska	322,5
Baie-Comeau	333,0
Beauce	265,0
Beauharnois	272,5
Bedford	302,0
Bonaventure	235,0
Charlevoix	262,0
Chicoutimi	260,0
Drummond	275,0
Frontenac	217,0
Gaspé	218,5
Gatineau	266,0
Iberville	312,0
Joliette	335,0
Kamouraska	290,5
Labelle	243,5
Laval	356,0
Longueuil	327,0
Mégantic	349,0
Mingan	376,0
Montmagny	232,0
Montréal	365,0
Pontiac	256,0
Québec	324,0
Richelieu	252,0
Rimouski	238,0
Roberval	181,0
Rouyn-Noranda	271,5
Saint-François	289,0
Saint-Hyacinthe	279,0
Saint-Maurice	313,0
Témiscamingue	281,0
Terrebonne	280,0
Trois-Rivières	282,5
Ensemble du Québec	305,0

Source : Système de gestion des causes criminelles (Plumitif M013).

La notion de cause correspond à une dénonciation et un accusé.

Le délai médian d'une cause criminelle est mesuré en jours à partir de la date du dépôt des accusations jusqu'à la date de fermeture d'une cause. Le délai médian permet d'établir que 50 % des causes criminelles ont un délai inférieur au résultat présenté. La date de fermeture correspond à la date du prononcé de la sentence pour les causes où l'accusé a plaidé coupable ou a été reconnu coupable. Pour les causes où l'accusé a plaidé non-coupable ou que les accusations se sont conclues par un verdict autre que coupable, la date de fermeture correspond à la date de décision rendue par le juge. Les causes de juridiction 01 ont été retenues et les causes transférées dans d'autres districts judiciaires sont comptabilisées une fois. Le délai représente des causes criminelles fermées par la Cour du Québec et par la Cour supérieure du Québec et exclut les causes criminelles entendues par les cours municipales.

Question 67	Évolution par mois des effectifs dans le Nord (notamment juges, travailleurs parajudiciaires, interprètes et procureurs).

Depuis 2022-2023, une employée inuite est affectée dans le Nord-du-Québec, soit à Kuujuaq. Il s'agit d'une employée contractuelle. Du 18 septembre 2023 au 21 novembre 2024, un employé permanent travaillait, à temps plein, au palais de justice de Puvirnituq. En ce qui concerne les interprètes, ils agissent de façon indépendante par le biais de contrats de service.

Cette région est desservie par la cour itinérante du Québec.

Il y a également 7 conseillers parajudiciaires en poste qui œuvrent tant à la Chambre criminelle et pénale qu'en Chambre de la jeunesse auprès des familles. Ceux-ci sont à l'emploi de la Société Makivik. Toutefois, précisons que le MJQ a octroyé une subvention de 930 000 \$ en 2023-2024 à la Société Makivik pour leur embauche.

Question 68	L'ensemble des mesures et des actions réalisées en 2024-2025 afin de continuer le virage numérique du système de justice et l'accès aux documents et services et les prévisions pour 2025-2026.

Les projets suivants ont été réalisés au cours de l'année 2024-2025 en date du 31 janvier 2025, afin de continuer le virage numérique du système de justice:

- Bonification des services judiciaires numériques actuels pour permettre la consultation des dossiers judiciaires numériques à distance pour les avocats et notaires pour lesquels ils agissent à titre de représentant en matière non-contentieuse;
- Déploiement de nouvelles stations de numérisation dans les palais de justice et points de service de la province;
- Déploiement d'équipements en salle d'audience pour le juge et le greffier-audiencier pour faciliter l'audience avec un dossier judiciaire numérique en matière non contentieuse.

Question 69	Statistiques sur le nombre d'accusés libérés à la suite d'une requête en arrêt des procédures pour délai déraisonnable. Indiquer le nombre de requêtes présentées, le nombre de requêtes entendues, le nombre de procès abandonnés, le nombre de dossiers à risque ainsi que les districts concernés.

En 2024-2025, 73 causes avec un arrêt des procédures pour délais déraisonnables sur au moins un chef d'infraction demandé par la défense et autorisé par un juge ont été comptabilisées.

Nombre d'arrêts de procédure pour délais déraisonnables demandés par la défense et autorisés par un juge, par district judiciaire

District judiciaire	Nombre
Abitibi	9
Bedford	2
Drummond	1
Gatineau	2
Joliette	1
Kamouraska	1
Laval	1
Longueuil	4
Mégantic	2
Montréal	6
Rouyn-Noranda	1
Saint-François	42
Saint-Hyacinthe	1
Total	73

Question 71	Tout document préparé visant l'amélioration de l'accompagnement ou du parcours judiciaire d'une victime de violence sexuelle et conjugale.

1. Recommandations de "Rebâtir la confiance"

Le rapport « Rebâtir la confiance » propose 190 recommandations pour améliorer l'accompagnement psychosocial et judiciaire des personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale et leur accès à la justice. Les actions structurantes sous la responsabilité du ministère de la Justice pour améliorer l'accompagnement des personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale ont été intégrées à la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027, annoncée le 20 juin 2022.

Le tableau suivant brosse le portrait des travaux relatifs aux recommandations du rapport Rebâtir la confiance :

#	Recommandations terminées
7	Adopter une directive voulant que les besoins d'accompagnement d'une personne mineure puissent être offerts avec le consentement d'un seul des deux parents.
25	Octroyer à toutes les personnes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale le droit à quatre heures de conseils juridiques gratuits, dans tous les domaines du droit, et ce, indépendamment de leur revenu.
26	Octroyer à toute personne victime le droit d'être représentée gratuitement par avocat lorsque l'accusé souhaite déposer une preuve relative à son passé sexuel ou accéder à un de ses dossiers privés en mains tierces.
27	Offrir aux personnes victimes d'agression sexuelle ou de violence conjugale un accès élargi à l'aide juridique dans les sphères du droit autres que celles du droit criminel.
60	Planter dans toutes les régions de la province le programme enfant-témoin, qui permet de préparer les enfants à rendre témoignage tout en évitant d'aborder les faits de la cause.
61	Développer et planter pour les adultes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale, un programme similaire au programme enfant-témoin, et ce, dans toutes les régions de la province.
64	Modifier le Code criminel pour prévoir que le juge doit, sur demande, ordonner des mesures d'aide au témoignage aux adultes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale, sauf s'il est d'avis que cela nuirait à la bonne administration de la justice.
67	Élaborer, en partenariat avec les acteurs judiciaires concernés, un code de conduite relatif à l'interrogatoire et au contre-interrogatoire des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale.
81	Prévoir que dans un contexte d'urgence, les personnes victimes de violence conjugale et d'agression sexuelle reçoivent les services publics nécessaires même lorsqu'elles ne peuvent présenter des papiers d'identité ou autre documentation.
83	Encourager l'utilisation d'autres moyens technologiques susceptibles d'améliorer la sécurité des personnes victimes et prévoir que les frais afférents soient remboursés rapidement et facilement par l'IVAC.
88	S'assurer que les victimes et les intervenants soient informés des avantages et des inconvénients du recours à une ordonnance civile de protection.
129	Modifier le Code civil du Québec pour assurer une prise en compte de la violence conjugale dans la détermination du « meilleur intérêt » de l'enfant, en droit de la famille.
130	Tenir compte des problématiques de l'agression sexuelle et de la violence conjugale lors de la réforme prochaine de la législation en droit de la famille.
135	Revoir et simplifier le processus de résiliation de bail en raison de violence conjugale ou d'agression sexuelle prévu à l'article 1974.1 du Code civil du Québec.
142	Réviser en profondeur la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels et le fonctionnement de l'organisme chargé de l'appliquer, en accordant une attention particulière aux difficultés rencontrées par les personnes victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale.
146	Modifier la règle de la pertinence de la preuve de manière à exclure l'introduction des mythes et préjugés dans l'évaluation de la crédibilité de la victime d'agression sexuelle ou de violence conjugale.

Question 71	Suite

153	Créer le poste de coordonnateur judiciaire afin d'améliorer la circulation de l'information entre les tribunaux, la coordination des dossiers et la cohérence des décisions rendues.
178	Instaurer un Bureau de l'Ombudsman québécois des victimes d'actes criminels pour actualiser et consolider les droits et recours enchâssés dans la Charte canadienne des droits des victimes.
182	Entreprendre la révision de la Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels afin qu'elle soit modernisée et harmonisée avec la Charte canadienne des droits des victimes.

#	Recommandations en continu ¹
1	Fournir à la personne victime d'agression sexuelle et de violence conjugale un soutien psychosocial/judiciaire dès le moment où elle dévoile les agressions subies et ce, qu'elle décide ou non de dénoncer le crime aux autorités policières.
2	Maintenir le soutien psychosocial/judiciaire de la personne victime à travers l'ensemble des procédures judiciaires.
3	Accorder aux organismes d'aide aux personnes victimes le financement nécessaire à la réduction des listes d'attente et à la bonification des services d'accompagnement psychosocial/judiciaire, et ce, dans toutes les régions du Québec.
6	Développer davantage l'offre d'accompagnement des personnes mineures exposées à la violence conjugale ou victimes de crimes sexuels.
16	Développer des services culturellement pertinents en matière d'agression sexuelle et de violence conjugale pour les Autochtones vivant en communautés ou en milieu urbain.
18	Offrir des processus de justice réparatrice aux victimes autochtones adultes de violence conjugale et d'agression sexuelle, tant en amont du système judiciaire (participation citoyenne volontaire, programme de mesures de rechange), que dans le cadre de la détermination et de l'exécution de la peine.
20	Assurer une meilleure représentation du personnel autochtone, notamment par l'embauche de personnes autochtones au sein des organismes d'aide et du système judiciaire.
31	Offrir à tous les avocats(es) inscrits(es) dans cette banque d'avocat(es), indépendamment de leur champ d'expertise, une formation pertinente et continue en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale.
147	Recenser et évaluer les programmes de justice réparatrice qui s'adressent aux personnes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale pour s'assurer qu'ils tiennent compte des spécificités de ces formes de criminalité, qu'ils assurent la sécurité des personnes victimes et qu'ils répondent à leurs besoins.
161	Offrir à tous ceux qui œuvrent au tribunal spécialisé, allant des officiers de justice aux intervenants(es) spécialisés(es), une formation spécifique et continue sur les problématiques des agressions sexuelles et de la violence conjugale.
176	Mettre en place des mécanismes simples et rapides et des outils permettant d'accueillir et de traiter les plaintes formulées par les personnes victimes lorsqu'elles considèrent que leurs droits à l'information, à la protection, à la participation et au dédommagement n'ont pas été respectés.
177	Assurer la reddition de compte et l'évaluation annuelle du traitement et du suivi accordé aux plaintes reçues.
179	Promouvoir l'information sur les droits et recours des personnes victimes par divers moyens, afin de rejoindre un plus grand nombre de victimes ainsi que le public en général.
180	Soutenir et encourager la promotion de la Charte canadienne des droits des victimes ainsi que des mesures, services et programmes permettant aux personnes victimes d'accéder à leurs droits et recours.
181	Reconnaître et soutenir financièrement les initiatives permettant d'assurer et de consolider la mise en œuvre de la Charte canadienne des droits des victimes.

Question **71**

Suite

#	Recommandations en cours ¹
10	Bonifier les lignes SOS Violence conjugale et Info-Aide violence sexuelle en octroyant les ressources nécessaires à l'amélioration de l'écoute, de l'information et du référencement et accroître la promotion de ces lignes d'appel afin de mieux les faire connaître de la population en général et plus particulièrement des personnes victimes, de leurs proches et des personnes intervenant auprès d'elles.
11	Procéder à l'évaluation des services de traducteurs et d'interprètes afin de s'assurer de leur neutralité et de la qualité de leur formation, y compris en matière d'agression sexuelle et de violence conjugale et constituer une banque de traducteurs et d'interprètes accrédités, disponibles dans toutes les régions du Québec, qui sera tenue à jour.
12	Instaurer un Fonds d'urgence pour combler les besoins essentiels des personnes victimes de violence conjugale ou d'agression sexuelle en situation d'urgence.
14	Accorder un soutien financier aux initiatives d'intégration des services émanant de la communauté.
15	Mettre en place un projet pilote de centre de services intégrés pour les victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale, sous la supervision du Secrétariat à la coordination et l'intégration des actions en matière de violences sexuelles et conjugales.
19	Adopter le principe directeur de valorisation et de sécurisation culturelle, nécessaire pour favoriser l'accès à la justice des Autochtones, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des communautés.
21	Prévoir que les lignes générales de référencement développent une offre de services culturellement sécurisante.
23	Offrir à tous les juges et procureurs appelés à travailler avec des justiciables et des victimes issues des communautés autochtones une formation régulière.
24	Créer un Centre intégré de services holistiques des Premières Nations et Inuits en matière d'agressions sexuelles et violence conjugale au sein du Tribunal spécialisé en agressions sexuelles et violence conjugale.
28	Assurer dans les organismes d'aide aux victimes, une présence régulière et suffisante d'avocats dédiés de l'aide juridique et de procureurs dédiés du Directeur des poursuites criminelles et pénales afin de combler les besoins de formation des intervenants et de répondre à leurs questions juridiques spécifiques, de même qu'à celles des personnes victimes.
29	Constituer une section spécialisée en matière d'agression sexuelle et de violence conjugale au sein des bureaux d'aide juridique.
30	Constituer une banque d'avocats spécialisés en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale, la structurer en fonction des domaines de droit/mots-clés employés par les personnes victimes et assurer sa mise à jour.
68	S'assurer que les premiers intervenants qui entrent en contact avec la victime l'informent de la mesure de dédommagement, l'aident à documenter les dommages qu'elle a subis et les portent à la connaissance du poursuivant.
69	S'assurer de la mise en place de mesures visant à réduire au maximum les délais à toutes les étapes judiciaires dans les dossiers d'agressions sexuelles et de violence conjugale.
82	S'assurer que les personnes victimes puissent bénéficier gratuitement d'outils d'intervention rapide, tel le téléphone grave danger, pour contribuer à assurer leur sécurité.
92	S'assurer qu'un responsable désigné communique avec les personnes victimes, dans les meilleurs délais et jamais au-delà d'un maximum de 24 h suivant la remise en liberté, pour les informer des conditions imposées par le tribunal.
93	Favoriser l'utilisation de moyens de communication qui utilisent la technologie actuelle (texto, courriel, etc.) pour rejoindre rapidement les personnes victimes.
94	S'assurer que la communication des conditions imposées à l'accusé puisse se faire par voie électronique auprès des personnes victimes qui disposent de ce moyen de communication.
99	Mettre en place dans tous les palais de justice des mesures d'accueil et d'accompagnement des personnes victimes afin de leur procurer un sentiment de protection.
100	Prévoir que le CAVAC informe le greffier des personnes victimes présentes dans leurs locaux et que celles-ci soient appelées discrètement par téléphone plutôt que par un interphone entendu dans tout le palais de justice.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 71	Suite
101	S'assurer que la salle réservée aux personnes victimes soit accessible à tous les organismes d'aide, et aménagée pour y accueillir également les intervenants et les personnes de confiance qui accompagnent les victimes.
102	Doter tous les palais de justice et tous les points de services d'un nombre suffisant de dispositifs d'aide au témoignage (témoignage à distance, écran, dispositif où la victime ne voit pas l'accusé, etc.) ainsi que de salles permettant à la victime de témoigner à distance.
119	S'assurer que la déclaration de la victime sur les conséquences du crime préparée pour la cour criminelle est systématiquement transmise à la CLCQ et au Service correctionnel du Québec.
131	Étudier l'opportunité de mettre sur pied un programme volontaire de facilitation familiale adapté aux situations de violence conjugale. Cette étude se fera en collaboration avec des partenaires et organismes d'aide aux personnes victimes.
144	S'assurer que les personnes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale aient accès à des salles d'attente séparées dans toutes les institutions juridiques concernées.
145	S'assurer que les personnes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale aient accès à des mesures d'aide au témoignage, dans toutes les sphères du droit.
148	Travailler en collaboration avec des experts autochtones de la justice réparatrice dans ce processus de recension et d'évaluation des programmes de justice réparatrice existants, afin de bénéficier de leur expertise en ce domaine.
149	Examiner la faisabilité et l'opportunité de la mise en place d'un Tribunal Unifié de la Famille au Québec dans le cadre de la réforme en droit de la famille.
151	Modifier l'article 37 du Code de procédure civile du Québec pour accorder à la Cour du Québec le pouvoir d'accorder une pension alimentaire ou une prestation compensatoire, et faire connaître et encourager l'utilisation de ce nouveau pouvoir par les citoyens et les avocats.
155	Soutenir les mesures de communication et de coordination mises en place par des moyens technologiques développés en symbiose avec le projet de « Transformation Organisationnelle de la Justice ».
156	Instaurer un Tribunal spécialisé en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale au sein de la Cour du Québec.
157	Déployer le tribunal spécialisé à l'échelle provinciale pour desservir toutes les régions en s'adaptant aux réalités urbaines et régionales.
158	Assurer un environnement sécuritaire et accueillant pour les personnes victimes et leurs proches et leur offrir des installations physiques minimisant les contacts avec l'accusé.
159	Réserver des salles d'audience sécurisantes pour les personnes victimes, avec des rôles dédiés aux dossiers d'agressions sexuelles et de violence conjugale.
160	Rendre disponibles les dispositifs d'aide au témoignage dans tous les palais de justice et points de service.
161	Offrir à tous ceux qui œuvrent au tribunal spécialisé, allant des officiers de justice aux intervenants spécialisés, une formation spécifique et continue sur les problématiques des agressions sexuelles et de la violence conjugale.
166	Doter le tribunal spécialisé de postes de coordonnateur judiciaire pour assurer la circulation de l'information pertinente entre les différentes instances judiciaires.
167	Assurer, au Tribunal spécialisé, des services d'accompagnement en agressions sexuelles et en violence conjugale offerts par des intervenants spécialisés et dédiés.
168	Assurer, au Tribunal spécialisé, la présence des services suivants afin de répondre adéquatement aux besoins des victimes.
169	Instaurer et regrouper les services destinés aux personnes autochtones au sein du Centre intégré d'aide et de services holistiques des Premières Nations et Inuits en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale.
170	Mandater un comité multidisciplinaire, composé de représentants des parties prenantes du tribunal spécialisé, pour s'assurer qu'il rencontre les objectifs fixés et adopter les changements jugés nécessaires à sa réussite.
171	Doter le tribunal spécialisé d'un service de recherche ayant notamment le mandat de documenter les meilleures pratiques et de compiler les informations nécessaires aux travaux du comité de suivi.

Question 71	Suite

172	Assurer la tenue plus détaillée de statistiques en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale, en conformité avec les principes de l'analyse différenciée selon les sexes plus.
173	Améliorer les processus de transmission d'informations à la personne victime en utilisant des méthodes technologiques plus à jour telles que le courriel et les textos.
174	Améliorer l'information transmise aux intervenants, notamment concernant les droits des personnes victimes, les obligations des différentes instances et les mécanismes mis en place, afin de leur permettre de mieux accompagner les personnes victimes.
175	Assurer une plus large diffusion de l'information concernant les droits et recours prévus à la Charte canadienne des droits des victimes auprès de divers organismes (ex.: réseau d'aide aux personnes victimes, aide juridique, regroupements provinciaux, etc.), et ce partout au Québec.
183	S'assurer que l'ensemble des intervenants psychosociaux, judiciaires et médicaux reçoivent une formation générale et multisectorielle portant sur les violences sexuelles et conjugales et abordant notamment les différents aspects ciblés par le comité, et ce, de manière continue.

¹Certaines recommandations touchent d'autres ministères et organismes.

Les travaux relatifs au tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale

Le projet pilote de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale a pris fin le 30 novembre 2024. Il a été déployé dans les 20 districts judiciaires suivants² :

District judiciaire	Palais ou point de service
Beauharnois	Salaberry-de-Valleyfield
Bedford	Granby
Drummond	Drummonville
Saint-Maurice	La Tuque et Shawinigan
Québec	Québec
Laval	Laval
Saint-François	Sherbrooke
Montmagny	Montmagny
Mégantic	Lac-Mégantic
Mingan	Sept-Îles
Chicoutimi	Chicoutimi
Alma	Alma
Kamouraska	Rivière-du-Loup
Rimouski	Rimouski, Matane, Amqui
Gaspé	Percé, Sainte-Anne-des-Monts
Bonaventure	New Carlisle, Carleton-sur-Mer
Richelieu	Sorel-Tracy
St-Hyacinthe	St-Hyacinthe
Beauce	St-Joseph-de-Beauce
Trois-Rivières	Trois-Rivières

²Au 14 avril 2025, le tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale a aussi été déployé dans les districts judiciaires d'Iberville (3 février 2025), d'Abitibi (3 avril 2025), de Témiscamingue (3 avril 2025) et de Rouyn-Noranda (3 avril 2025). Il est désormais déployé dans 24 des 36 districts judiciaires du Québec.

Dans la mise à jour économique 2021, des sommes de 32,6 M\$ sont prévues de 2021-2022 à 2024-2025 aux fins du déploiement du projet pilote de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale. Également, au Budget 2024-2025, un financement de 91,9 M\$ sur cinq ans a été annoncé à compter de 2024-2025 par l'entremise de la mesure budgétaire « Déployer le tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et conjugale sur l'ensemble du territoire québécois ». Enfin, l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe prévoit quant à lui un budget de 31,1 M\$ sur trois ans à compter de 2024-2025.

Pour l'exercice financier 2024-2025, le ministère de la Justice bénéficie d'un budget total de 31,5 M\$ afin de maintenir le financement des ressources et des activités relatives aux projets pilotes déployés sur le territoire et également permettre l'embauche des ressources nécessaires

Question 71	Suite

au déploiement de la quatrième et la cinquième série de districts judiciaires. Plus précisément, en 2024-2025, le ministère de la Justice bénéficie d'un budget de 8,7 M\$ provenant de la mise à jour économique 2021, 11,9 M\$ du Budget 2024-2025 et 10,9 M\$ de l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe.

Du financement total, 13,9 M\$ sont prévus être alloués aux partenaires contribuant à la mise en œuvre de ce projet pilote de tribunal spécialisé, soit :

- Les Centres d'aide aux personnes victimes d'actes criminels (CAVAC) pour l'embauche d'intervenants sociojudiciaires de liaison de même que pour l'expérience pilote de chiens d'assistance judiciaire pour les personnes victimes d'infractions sexuelles ou conjugales;
- Le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) pour l'instauration de la poursuite verticale;
- La Commission des services juridiques (CSJ) pour répondre au besoin de représentation juridique des personnes victimes de violence conjugale.

Le ministère de la Justice a quant à lui bénéficié d'un financement de 8,6 M\$ pour l'embauche de ressources additionnelles au sein des palais de justice, l'équipe projet responsable du déploiement du tribunal spécialisé, l'aménagement des espaces dédiés aux personnes victimes ainsi que la formation sur les réalités relatives à la violence sexuelle et la violence conjugale offerte à l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir au sein du tribunal spécialisé.

2. Stratégie gouvernementale intégrée 2022-2027 Contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance

Le 30 juin 2022, le gouvernement du Québec annonçait la nouvelle Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027. Elle comprend 58 actions et un investissement d'environ 462 M\$ sur cinq ans. Ses principaux objectifs sont de contrer la violence sexuelle et la violence conjugale et d'assurer un accompagnement plus soutenu et mieux adapté aux réalités des personnes victimes.

Le ministère de la Justice porte 6 mesures structurantes et une action complémentaire, qui sont terminées ou en cours de réalisation. Elles se déclinent comme suit pour l'exercice 2024-2025 :

- Mener des projets-pilotes d'intégration de services en violence sexuelle et en violence conjugale en soutenant des initiatives émanant de la communauté : aucun montant ;
- Créer un bureau de soutien aux services aux personnes victimes d'infractions criminelles: 554 41 \$;
- Protéger les personnes victimes de violence familiale ou sexuelle par des modifications législatives : 233 333 \$;
- Assurer le déploiement du programme témoin enfant et autres témoins vulnérables à l'échelle du Québec, incluant les témoins autochtones dans une perspective de sécurisation culturelle : 2 197 800 \$ provenant du *Plan budgétaire 2019-2020 – 50 M\$*;
- Accorder à toutes les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale, des services gratuits de consultation juridique et de représentation en urgence, peu importe leur revenu et dans tous les domaines du droit : 4 618 400 \$;
- Mener des projets pilotes de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, incluant la prise en compte des réalités autochtones : 31 521 300 \$ dont 10 921 300 \$ provenant de l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe ;
- Identifier le meilleur moyen pour renforcer la sécurité des victimes de violence conjugale, en évaluant notamment la pertinence d'implanter un programme de dispositif grave danger au Québec, et déployer un projet pilote en ce sens : 824 600 \$ provenant de l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe.

3. Service Rebâtir de consultation juridique gratuite (Commission des services juridiques)

En 2024-2025, le service Rebâtir a offert 21 491 consultations aux personnes victimes de violence conjugale ou de violence sexuelle. La grande majorité des 4 479 personnes victimes consultent pour une situation de violence conjugale.

Question 71	Suite

4. Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs

En 2024-2025, le ministère de la Justice a poursuivi ses efforts dans le cadre des 7 actions ministérielles liées au Plan d'action gouvernemental en matière d'exploitation sexuelle des mineurs. Les dépenses au 31 janvier 2025 pour cette quatrième année étaient afférentes aux actions suivantes :

- Créer un programme unique au Québec de mesures de rechange axé sur l'intervention et la sensibilisation visant à diminuer la demande pour l'achat de services sexuels (412 366\$ du ministère de la Justice);
- Création d'une équipe spécialisée et dédiée d'intervention pour les personnes victimes d'exploitation sexuelle au sein du Réseau des CAVAC (663 760\$ du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels).

Le service de clavardage de la ligne Info-aide violence sexuelle est disponible 24/7 depuis juillet 2024. Il s'agit de l'action 32 du plan d'action, soit *Rendre disponible un nouveau service de clavardage 24/7 par l'entremise de la ligne-ressource Info-aide violence sexuelle*.

5. Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025

En 2024-2025, le Ministère a poursuivi ses travaux relatifs à la mesure 9 « *Mettre en place un programme d'aide financière d'urgence afin de faciliter la sortie d'un milieu dangereux pour les personnes victimes notamment de violence conjugale* ».

Cette mesure financière permet à des personnes victimes de quitter rapidement un environnement où leur vie ou leur sécurité, ou celles des personnes à leur charge, sont compromises. Une subvention de 865 000 \$ a été octroyée en 2024-2025 à SOS violence conjugale et au Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal pour traiter les demandes d'aide financière d'urgence. Leur mandat consiste principalement à confirmer l'admissibilité des demandes, autoriser les dépenses et collaborer avec les intervenants terrain pour mettre en place un filet de sécurité autour de la personne victime.

Les sommes octroyées aux organismes permettent l'embauche d'effectifs supplémentaires. Par cette subvention, le ministère répond également en partie à la recommandation #10 du rapport « Rebâtir la confiance » en bonifiant les services de SOS Violence conjugale et d'Info-aide violence sexuelle.

Diverses dépenses d'urgence ont été accordées afin de permettre aux personnes victimes et aux personnes à leur charge de quitter rapidement un endroit dangereux. Les dépenses varient notamment en fonction des besoins de la personne victime et du contexte de dangerosité de sa situation. Le tableau suivant présente les dépenses accordées pour l'année financière 2024-2025 en date du 31 janvier 2025. Au total, ce sont 708 personnes victimes qui ont eu recours à l'aide financière d'urgence.

Région administrative	Montant (\$)
Bas-St-Laurent (01)	5 678
Saguenay-Lac-St-Jean (02)	7 897
Capitale-Nationale (03)	52 706
Mauricie (04)	7 469
Estrie (05)	16 172
Montréal (06)	508 453
Outaouais (07)	98 147
Abitibi-Témiscamingue (08)	3 594
Côte-Nord (09)	9 050
Nord-du-Québec (10)	617
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (11)	1 012
Chaudière-Appalaches (12)	24 400
Laval (13)	26 749
Lanaudière (14)	43 611

Question 71	Suite

Région administrative	Montant (\$)
Laurentides (15)	63 692
Montréal (16)	96 133
Centre-du-Québec (17)	42 384
Total	1 007 764

6. Actions prioritaires dans le but de prévenir la violence conjugale et les féminicides (2021-2026)

La mesure A2 vise à soutenir des services de proximité culturellement pertinents pour accompagner dans leur guérison les hommes et les femmes autochtones. En 2024-2025, le financement des projets suivants a été reconduit : Centre amitié autochtone de La Tuque, Nation Naskapie de Kawawachikamach, Waseskun et Conseil des Anicinapek Kitcisakik. Un total de 800 000 \$ sera déboursé à cette fin.

La mesure 5 vise à faciliter la sortie d'un milieu dangereux pour les personnes victimes en couvrant des dépenses liées au transport et à l'hébergement. Cette mesure est réalisée dans le cadre du plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025 (voir action 9).

Question 72	Nombre et répartition des agents de liaison en violences sexuelles dans chaque équipe des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC).

Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels

Nombre et répartition des agents de liaison en violences sexuelles par Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)

CAVAC	Nombre
Abitibi-Témiscamingue	1
Bas-St-Laurent	1
Centre-du-Québec	1
Côte-Nord	1
Cri	1
Estrie	1
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1
Lanaudière	1
Laurentides	1
Laval	1
Mauricie	1
Montréal	1
Montréal	1
Nunavik	1
Outaouais	1
Région de Québec	1
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1
Total	17

Question 76	Nombre d’amendes remises et valeur totale de celles-ci pour contraventions à la Loi sur l’immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l’immatriculation des armes à feu.

Infractions à la loi I-0.01	2024-2025
Nombre de constats émis	99
Valeur totale des amendes	114 500 \$

Loi I-0.01 : Loi sur l’immatriculation des armes à feu

Question 77	Bilan des revenus générés par les amendes octroyées aux braconniers pris en délit, selon les régions et les parcs nationaux du Québec pour l'année 2024-2025.

La Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune ne comprend pas de définition de « braconnage ». En l'absence de précision dans la question, la définition courante a été utilisée comme référence pour identifier les infractions relevant de cette catégorie. Ainsi, il a été déterminé que les infractions apparaissant au tableau joint entrent dans la définition de « chasser ou pêcher en violation des Lois et règlements ».

Pour les infractions en vertu de la Loi sur les pêches, il n'est pas possible de déterminer les « revenus générés par les amendes octroyées aux braconniers ». La procédure découle du Code criminel et le système du Ministère ne permet pas de faire cette extraction. Aucune infraction relevant de la Loi sur les pêches n'est incluse au tableau.

Amendes, frais et contributions par région

Région	Montant (\$)
Abitibi	126 864
Alma	37 622
Arthabaska	15 851
Baie-Comeau	85 073
Beauce	66 671
Beauharnois	135 590
Bedford	109 344
Bonaventure	92 162
Charlevoix	25 455
Chicoutimi	81 604
Drummond	64 540
Frontenac	20 273
Gaspe	133 435
Gatineau	59 537
Iberville	11 655
Joliette	125 011
Kamouraska	68 481
Labelle	127 159
Laval	3 823
Longueuil	6 493
Mégantic	29 041
Mingan	29 279
Montmagny	57 534
Montréal	15 963
Pontiac	22 441
Québec	57 877
Richelieu	15 634
Rimouski	142 110
Roberval	131 105
Rouyn-Noranda	10 048
Saint-François	164 426
Saint-Hyacinthe	28 492
Saint-Maurice	95 819
Témiscamingue	27 449
Terrebonne	89 233
Trois-Rivières	38 310
Total	2 351 404

Question 78	Liste des infractions et des amendes accompagnées pour des gestes répertoriés de braconnage pour l'année 2024-2025.

La Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune ne comprend pas de définition de « braconnage ». En l'absence de précision dans la question, la définition courante a été utilisée comme référence pour identifier les infractions relevant de cette catégorie. Ainsi, il a été déterminé que les infractions apparaissant au tableau joint entrent dans la définition de « chasser ou pêcher en violation des lois et règlements ».

Pour les infractions en vertu de la loi sur les pêches, il n'est pas possible de déterminer les « revenus générés par les amendes octroyées aux braconniers ». La procédure découle du Code criminel et notre système ne permet pas de faire cette extraction. Aucune infraction relevant de la loi sur les pêches n'est incluse au tableau.

Amendes, frais et contributions et nombre de dossiers par article de loi

Article de loi	Nombre de dossiers	Montant (\$)
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	110	61 183
15(1)(d)	1	282
15(3)	1	282
15.1(1)(b)	1	282
19(6)a)	1	332
19(6)b)	7	3 286
28(1)	1	332
34(1)	2	664
36(1)	22	7 310
37(1)c)	7	2 324
37(2)a)	6	1 992
37(3)a)	4	1 328
38(1)	1	664
43(1)	1	464
46(1)	1	332
5(1)a)	8	7 026
5(1)b)	2	3 826
5(1)c)	1	332
5(4)	2	564
5(a)	35	20 692
5(b)	1	976
6(1)	4	1 330
6(a)	1	6 563
Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec (RLRQ, c. D-13.1)	1	704
36al.1	1	704
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	2 097	3 160 590
3	50	25 258
4	10	8 426
6	3	1 452
7	15	6 244
8	3	1 116
9	5	3 188
12	6	4 432
13	2	1 078
14	109	260 555
15	14	7 864
17	25	26 802
18	30	106 638
19	269	180 010
21	47	52 488
24	1	704
25	9	4 688
27	10	9 630
30	13	10 028

Question 78	Suite

Article de loi	Nombre de dossiers	Montant (\$)
32	2	1 972
33	1	704
34	93	352 744
35	4	3 085
38	124	189 205
39	3	3 658
41	1	372
42	10	18 230
43	1	1 264
44	2	1 636
45	1	704
46	1	372
49	2	3 152
52	1	3 750
55	1	1 576
59	4	9 228
60	1	3 750
61	3	1 780
64	1	372
67	2	2 280
68	14	9 872
69	3	11 250
70	2	7 500
71	287	1 035 382
74	3	1 120
75	10	4 068
80	1	372
81	2	746
87	2	1 076
92	3	1 116
96	124	65 748
109	2	9 376
128	1	704
167	1	3 750
176	2	4 576
1.4	3	2 984
128.6	15	20 704
128.7	4	23 250
12al.1	104	59 652
12al.2	27	14 188
13.1	60	34 710
13.2	2	1 408
13.3	1	372
13.9	1	708
17.2	67	25 762
171.4	34	24 508
19.1	4	1 490
25.2	1	704
25.3	4	1 820
26al.1	2	1 408
27.1	1	1 576
3.1	3	2 112
3.2	1	704
30.1	20	98 778
30.2	3	4 748
30.3	10	15 770
56al.1	17	65 408
57al.1(1)	324	229 721
57al.1(2)	12	34 130

Question 78	Suite

57al.1(3)	33	23 240
78.5	1	372
9.1	7	3 272
Total	2 208	3 222 477

Question 79	Montant total des sanctions, pénalités et amendes pour non-respect des dispositions de la Charte de la langue française imposées par les tribunaux en 2024-2025, et ventilation de celles-ci par type d'infractions.

Infractions relevant de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11)	Nombre de jugements	Montant de jugement (\$)	Sommes recouvrées (\$)	Créance (\$)
Libellés d'accusation				
A affiché une marque de commerce à l'extérieur d'un immeuble uniquement dans une langue autre que le français sans s'être assuré une présence suffisante du français sur les lieux	1	2 544	2 544	0
A affiché une marque de commerce dans une autre langue que le français alors que la présence du français n'est pas assurée sur les lieux	1	1 875	1 875	0
A omis de se conformer à une ordonnance rendue par l'Office québécois de la langue française en vertu de l'article 177	1	4 500	4 500	0
A rédigé une publication commerciale diffusée sur un site internet à la fois en français et dans une autre langue alors que la version française n'est pas disponible dans des conditions d'accessibilité et de qualité au moins égales à celle rédigée dans une autre langue	1	2 318	304	2 014
N'a pas rédigé en français une publication commerciale diffusée sur un site Internet	2	4 638	2 320	2 318
Total	6	15 875	11 543	4 332

Question 80

Bilan du Plan d'agrandissement et de rénovation des palais de justice, en précisant :

- a) le nombre de projets terminés;
- b) le nombre de projets en voie d'achèvement;
- c) le nombre de projets retardés et les motifs du retard;
- d) le nombre de projets abandonnés et les motifs de l'abandon;
- e) le nombre de projets en attente;
- f) prévisions 2025-2026.

a) Projets terminés

Aucun.

b) Projets en voie d'achèvement

Voici la liste des projets en cours pour le ministère de la Justice :

- Palais de justice de Saint-Hyacinthe
- Palais de justice de Rouyn-Noranda
- Palais de justice de Gatineau
- Palais de justice de Longueuil
- Palais de justice de Québec

Ces projets se trouvent dans le Plan québécois des infrastructures 2024-2034 : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/budgets/2024-2025/6-Plan_quebécois_des_infrastructures.pdf.

c) Projets retardés et les motifs du retard

Aucun.

d) Projets abandonnés et les motifs de l'abandon

Aucun.

e) Projets en attente

Aucun.

f) Prévisions pour 2025-2026

Aucun.

Question 81	La liste des palais de justice en indiquant s'ils ont, ou non, une arche de sécurité.

Actuellement, les palais de justice suivants disposent d'arches de détection :

- Palais de justice de Montréal
- Cour d’appel de Montréal
- Chambre de la jeunesse de Montréal
- Centre judiciaire Gouin
- Palais de justice de Longueuil
- Palais de justice de Laval
- Palais de justice de Joliette
- Palais de justice de Québec
- Palais de justice de Chicoutimi (27 mars 2025)

Question 82	Le plan de déploiement des arches de sécurité dans les palais de justice pour les 3 prochaines années en indiquant les coûts associés.

Le déploiement des nouveaux équipements est prévu jusqu'en 2025 dans 9 palais :

- À ce jour, des arches ont été installées dans les palais de Longueuil, de Laval de Joliette et de Québec ;
- Les prochains palais de justice, qui seront munis d'arches de sécurité, seront ceux de Chicoutimi (déployées le 27 mars 2025), de Saint-Jérôme, de Salaberry-de-Valleyfield, de Sherbrooke et de Gatineau ;
- Les nouveaux palais, comme celui de Roberval, qui sera livré en 2025, seront également munis d'arches de détection de métaux.

Pour mener à terme ce plan, une somme de 31,0 M\$ sur plusieurs années (MJQ 7,6 M\$ et 23,4 M\$ MSP) a été accordée dans le Budget 2024-2025.

Pour 2024-2025, une somme de 1,6 M\$ (fonctionnement et rémunération) a été octroyée au Ministère pour la réalisation de ces projets.

Question 83	Concernant la fermeture du palais de Mont-Joli : a) La ventilation du nombre de dossiers ayant été transférés à un autre palais de justice. b) La ventilation des montants investis annuellement jusqu'au 31 janvier 2025 afin de garder ouverts le point de service et les contrats associés.

- a) Entre le 22 janvier et le 3 février 2025, les services offerts à Mont-Joli ont été progressivement transférés au palais de justice de Rimouski.

En date du 22 janvier 2025, le nombre de dossiers transférés vers le palais de justice de Rimouski représentait 324 causes criminelles et 26 causes pénales actives.

- b) Le Ministère paie un loyer d'occupation de 36 491 \$ annuellement. Il n'y a aucun loyer d'aménagement (améliorations aux espaces) payé pour cet espace. L'infrastructure n'appartient pas au ministère de la Justice.

Question 84

Concernant le Plan de modernisation de la justice :

- a) bilan de mise en œuvre par mesure, avec échéanciers et sommes versées pour chacune des mesures (ventilation détaillée de l'utilisation des budgets);
- b) liste des mesures suspendues;
- c) liste des mesures modifiées.

Le déploiement des mesures sous la responsabilité du MJQ s'est poursuivi en 2024-2025.

Rappelons d'abord que la transformation de la Justice n'est pas qu'un projet technologique. Elle est d'abord un changement de culture et des façons de faire. Ces changements sont appuyés par des projets technologiques.

D'abord, rappelons que le programme de mesures de rechange général (PMRG) et le programme de modernisation des infrastructures technologiques (PMIT) sont maintenant déployés. Il en est de même pour le projet Accroître l'utilisation de la visioconférence entre les établissements de détention et les palais de justice (Visio).

PMRG

Le PMRG visait la déjudiciarisation du traitement de certaines infractions. Depuis le 30 novembre 2020, le PMRG est disponible dans tous les districts judiciaires à la Cour du Québec. Il est implanté dans 10 cours municipales : Lévis, Montréal, Laval, Québec, Repentigny, Saint-Jérôme, Boisbriand, Deux-Montagnes, Châteauguay et Rosemère.

PMIT

Le PMIT a pris fin le 29 septembre 2023. La totalité des projets du PMIT a été réalisée. Ainsi, de 2018 à 2023, le PMIT a permis la réalisation de 36 projets. Ce programme prévoyait entre autres :

- l'implantation de centres de traitement informatique permettant de sauvegarder et protéger les données deux fois par jour;
- de disposer de capacité de stockage afin de permettre d'accueillir les dossiers judiciaires numériques;
- de remplacer l'essentiel de nos équipements bureautiques.

Visio

Depuis l'imposition de l'état d'urgence sanitaire à la mi-mars 2020, des installations temporaires ont été déployées dans toutes les régions où la visioconférence n'était pas encore implantée de façon permanente dans les palais de justice. De plus, le projet visio a permis de doter 37 palais de justice d'installations permanentes pour permettre l'utilisation de la visioconférence.

Programme Lexius

Le programme Lexius vise à transformer l'administration des services de justice, notamment par la mise en place d'un portail offrant différents services en ligne aux parties impliquées dans un dossier judiciaire, par la gestion du dossier judiciaire de façon numérique et par la gestion d'une audience numérique. Le programme porte sur les processus supportant la Cour d'appel du Québec, de la Cour supérieure du Québec et de la Cour du Québec.

À l'automne 2021, la première livraison du programme Lexius a été effectuée et son déploiement progressif s'est échelonné jusqu'au printemps 2022. Cette première livraison ciblait la matière pénale et a entraîné deux changements principaux pour les citoyens, soit:

- des modifications au Greffe numérique judiciaire du Québec, dont la possibilité pour le citoyen de déposer numériquement un changement de plaidoyer;
- la réception, par un moyen technologique, des données, des constats d'infractions et d'autres documents afférents, pour les constats en provenance du Directeur des poursuites criminelles et pénales en vue de les conserver au dossier judiciaire numérique.

La seconde livraison du programme Lexius se découpe en deux phases. La phase 2.1 a permis depuis juin 2022 de mettre en ligne trois services interactifs à la disposition de la population québécoise afin de déposer des demandes de permis de conduire restreint, de main levée de la saisie d'un véhicule ou l'obtention de la levée de suspension d'un permis de conduire.

Question 84	Suite

La phase 2.2 s'est effectuée en avril 2023 et a modernisé l'ensemble des processus d'affaires liés au dépôt des procédures non contentieuses. En effet, cette livraison a marqué l'arrivée dans les greffes civils des palais de justice du Québec du tout premier dossier judiciaire numérique. La nouvelle plateforme permet aux notaires, avocates, avocats, huissières et huissiers de justice de déposer leur demande et de payer les frais en ligne instantanément.

La mise en ligne des nouveaux services et de cette nouvelle plateforme de dépôt a rendu applicable, également depuis le 24 avril 2023, les dispositions du *Règlement établissant un projet pilote visant la transformation numérique de l'administration de la justice*, rendra obligatoire l'utilisation des services judiciaires numériques Lexius pour les avocates, avocats, notaires, huissières et huissiers de justice du Québec qui souhaitent déposer des demandes de procédures non contentieuses. De telles demandes concernent l'obtention du jugement déclaratif de décès, la vérification des testaments, la tutelle au mineur ou au majeur, l'émancipation du mineur et le mandat de protection du majeur ainsi que la représentation temporaire du majeur inapte.

Le 18 juin 2024, de nouvelles améliorations ont été apportées aux services judiciaires numériques Lexius grâce à la livraison du projet visant à rendre disponible le dossier judiciaire numérique pour le juge à l'audience. En plus d'inclure à sa portée la configuration et le développement d'une solution technologique pérenne à l'arrivée des autres matières, ce projet a aussi donné lieu à une expérience utilisateur renouvelée grâce à la création d'un nouvel espace greffier, d'un espace juge et du Portail Lexius. La consultation à distance des dossiers judiciaires numériques créés dans Lexius est également possible aux avocats et aux notaires agissants comme représentants dans ceux-ci, grâce au processus d'authentification sécurisé mis en œuvre en collaboration avec le Barreau du Québec et la Chambre des notaires du Québec.

À ce jour, plus de 20 000 dossiers judiciaires entièrement numériques ont été ouverts dans Lexius en matière non contentieuse.

Parallèlement, les travaux d'architecture se sont terminés au sein des équipes du programme Lexius. Ces travaux concernent les matières criminelles, la gestion des assignations et les services d'affaires communs à toutes les matières. Ces travaux ont permis de documenter les processus d'affaires cibles et les solutions technologiques qui soutiendront ces processus optimisés et modernisés. Les travaux portant sur les processus cibles se sont effectués en étroite collaboration avec les principaux utilisateurs concernés, notamment des membres de la magistrature, des représentants des partenaires et des collaborateurs du réseau des services judiciaires. Ces travaux sont importants pour assurer l'adéquation entre les besoins identifiés et les solutions qui seront développées pour y répondre. En ce qui a trait aux solutions technologiques retenues, le Ministère a décidé de préconiser l'utilisation de progiciels à titre de solution pérenne pour soutenir les processus d'affaires cibles. À cet égard, en vue de concrétiser les travaux d'architecture réalisés, le Ministère a publié, le 31 octobre 2023, un appel d'offres public pour obtenir un prestataire de services qui accompagnera les équipes du programme Lexius dans la réalisation et le déploiement des solutions technologiques, notamment, en matières criminelle et pénale.

Le 23 février 2024, le programme a franchi une étape importante en procédant à la signature officielle du contrat avec la firme de Conseillers en gestion et informatique CGI inc. Cette collaboration permettra de concrétiser les prochaines phases de transformation numérique pour les matières criminelles et pénales ainsi que les leviers nécessaires pour mener à bien la réalisation des autres matières.

Depuis, les équipes de CGI travaillent en étroite collaboration avec différentes équipes au sein du MJQ. Un suivi régulier des travaux menés par itérations est effectué afin de permettre d'apporter les ajustements à différents niveaux lorsque nécessaire. La collaboration avec les partenaires majeurs des services judiciaires tels que le Directeur des poursuites criminelles et pénales et le ministère de la Sécurité publique sont également inclus à la réalisation.

Une part importante de notre programme de transformation consiste à faire évoluer les équipements et l'aménagement physique des palais de justice afin de permettre une utilisation optimale de Lexius et du dossier judiciaire numérique, à l'audience et dans les opérations quotidiennes. À cet égard, la réalisation de ce projet en 2024-2025 a permis la mise en place de plus de 90 stations de numérisation dans différents palais de justice et points de services. En ce

Question **84**

Suite

qui a trait à la mise en place de l'aménagement dans les palais de justice et points de service, ce projet vise à optimiser l'aménagement des salles d'audience par le biais d'ajouts d'équipement bureautique et technologique. Une première phase a permis l'installation d'écrans tactiles pour le juge et le greffier-audencier dans toutes les salles où sont entendues des matières non contentieuses.

Autres réalisations concrètes

Plusieurs initiatives porteuses de valeur ont été concrétisées depuis 2020 afin de bonifier l'offre de service du MJQ, toujours dans l'optique de moderniser et d'optimiser les façons de faire. Ces réalisations sont le fruit de la collaboration directe ou indirecte de tous les acteurs du système de justice, sans qu'elles n'auraient pu être menées à terme.

Grefe numérique de la Cour d'appel

Livré en avril 2020, ce projet, réalisé avec la Cour d'appel du Québec, a permis de mettre en place une solution électronique et dématérialisée pour le dépôt en ligne des déclarations d'appel et des documents qui l'accompagnent. La solution permet aussi aux greffiers de consulter et de traiter une demande et les documents numériques afférents.

Grefe numérique judiciaire du Québec

Le 15 juin 2020, le Greffe numérique judiciaire du Québec (GNJQ) a été mis en place. Il prévoit le dépôt et le paiement en ligne des actes de procédure déposés à la Cour supérieure du Québec et à la Cour du Québec, permettant une plus grande accessibilité à la justice tout en limitant les déplacements. Depuis le 15 novembre 2021, il est possible, en plus du dépôt d'actes de procédure et des documents qui les accompagnent, de déposer des preuves de notification ou de signification et des changements de plaidoyer en matière pénale.

Les audiences en salles virtuelles et semi-virtuelles

Depuis le mois de mai 2020, la Cour d'appel du Québec, la Cour supérieure du Québec et la Cour du Québec tiennent des audiences en salles virtuelles et semi-virtuelles. Depuis le 19 octobre 2020, tous les palais de justice du Québec utilisent la plateforme TEAMS pour la tenue d'audiences par moyen technologique. Il s'agit d'une solution sécuritaire qui permet d'assurer la confidentialité des débats, notamment dans le cadre d'audience à huis clos.

Les jugements numériques

Depuis mai 2020, les juges qui le désirent peuvent signer numériquement les jugements et procès-verbaux grâce à l'ICPG (infrastructure à clés publiques gouvernementale) gérée par la Direction générale des registres et de la certification du MJQ. Il est également possible, lorsque requis, de transmettre les jugements aux parties de façon entièrement électronique.

À cela s'ajoutent d'autres projets de modernisation réalisés dont:

- L'accès à distance pour les citoyens aux séances de parentalité;
- Le déploiement des comparutions les fins de semaine et les jours fériés incluant le paiement électronique du cautionnement;
- La transmission des constats d'infractions du Bureau des infractions et amendes vers un premier dossier judiciaire numérique;
- Mise en place des rappels texto aux citoyens pour certains services offerts par le Ministère;
- Mise en place d'un service de transmission d'une copie de courtoisie à la Cour supérieure et à la Cour du Québec qui permet au juge d'accéder aux documents numériques lors de certaines audiences;

Question 84	Suite

- Mise en place de différents projets pilotes, dont notamment en matière de transcription, pour s'assurer de l'adéquation de certains outils technologiques aux besoins.

Ces solutions sont d'ailleurs toujours utilisées à ce jour et représentent un gain pour le système de justice. Elles sont bénéfiques pour l'ensemble des matières et l'ensemble des Cours.

Le budget associé à ces mesures est intégré dans le budget global du MJQ.

b) Aucune mesure du Plan de modernisation de la justice n'a été suspendue.

Aucune mesure du MJQ n'a été suspendue.

c) Aucune mesure du Plan de modernisation de la justice n'a été modifiée.

Aucune mesure du MJQ n'a été modifiée.

Question 85	Nombre de dossiers ouverts à la Cour du Québec en 2024-2025 et délai de traitement moyen: a) Chambre civile; b) Chambre civile — Division des petites créances; c) Chambre criminelle; d) Chambre de la jeunesse.

Cour du Québec – Nombre de dossiers ouverts, délai moyen d’audition et délai médian pour obtenir un jugement

Chambre civile (excluant la Division des petites créances) :
Dossiers ouverts : 45 392 (incluant les dossiers ouverts en juridiction 22)
Dossiers ouverts en juridiction 22 – demande introductive d’instance : 16 377
Délai moyen d’audition : 232 jours
Délai médian pour obtenir un jugement (juridiction 22 – demande introductive d’instance) : 105 jours

Chambre civile Division des petites créances :
Dossiers ouverts : 13 592
Délai moyen d’audition : 759 jours
Délai médian pour obtenir un jugement : 488 jours

Chambre criminelle :
Causes ouvertes : 81 188
Délai médian des causes criminelles fermées : 305 jours

Chambre pénale :
Causes ouvertes : 176 595
Délai médian des causes pénales réglées : 155 jours

Chambre de la jeunesse :
Dossiers ouverts – délinquance : 7 384
Délai moyen d’audition – comparution délinquance : 34 jours
Délai moyen d’audition – procès délinquance : 76 jours

Dossiers ouverts – protection : 9 115
Délai moyen d’audition – audition protection : 99 jours
Délai médian pour obtenir un jugement à la suite d’une demande de protection : 103 jours

Dossiers ouverts – adoption : 643
Délai moyen d’audition : 43 jours

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle Étude des crédits 2025-2026

Question 86	Nombre de dossiers à la Division des petites créances en 2024-2025.
	Indiquer le nombre de dossiers portant sur une créance de moins de 5 000 \$, le nombre de dossiers portant sur une créance située entre 5 001 \$ et 10 000 \$, et le nombre de dossiers portant sur une créance de 10 001 \$ ou plus. Ventiler par année et par palais de justice.

Palais de justice	Dossiers	5 000,00 \$ ou moins	5 000,01 \$ à 10 000,00 \$	10 000,01 \$ ou plus
Alma	90	44	21	25
Amos	28	12	2	14
Amqui	13	4	5	4
Baie-Comeau	57	32	10	15
Kuuujuaq (Baie d'Ungava)	0	0	0	0
Campbell's Bay	9	7	1	1
Carleton	23	10	3	10
Chibougamau	15	7	5	3
Chicoutimi	264	132	51	81
Cowansville	102	53	22	27
Dolbeau – Mistassini	24	11	6	7
Drummondville	204	109	43	52
Forestville	6	3	1	2
Gaspé	23	14	5	4
Gatineau	541	268	95	178
Granby	205	101	50	54
Havre-Aubert	6	2	1	3
Joliette	637	299	129	209
La Malbaie	45	20	12	13
La Sarre	27	7	10	10
La Tuque	14	7	2	5
Lac-Mégantic	26	11	10	5
Laval	1 001	498	198	305
Longueuil	1 000	480	207	313
Magog	1	0	0	1
Maniwaki	33	16	4	13
Matane	35	17	9	9
Mont-Joli	10	5	5	0
Mont-Laurier	76	34	13	29
Montmagny	76	38	15	23
Montréal	3 362	1 427	734	1 201
New Carlisle	35	20	7	8
Percé	20	7	5	8
Québec	1 600	771	364	465
Rimouski	91	50	18	23
Rivière-du-Loup	102	51	27	24
Roberval	49	28	12	9
Rouyn-Noranda	72	29	13	30
Sainte-Agathe-des-Monts	92	45	23	24
Sainte-Anne-des-Monts	18	12	2	4
Saint-Hyacinthe	299	128	71	100
Saint-Jean-sur-Richelieu	243	121	53	69
Saint-Jérôme	1 022	451	232	339
Saint-Joseph-de-Beauce	171	79	39	53
Salaberry-de-Valleyfield	460	211	89	160
Sept-Îles	70	41	14	15
Shawinigan	141	70	32	39
Sherbrooke	726	480	114	132
Sorel – Tracy	112	50	23	39
Thetford Mines	90	47	24	19

Question 86	Suite

Palais de justice	Dossiers	5 000,00 \$ ou moins	5 000,01 \$ à 10 000,00 \$	10 000,01 \$ ou plus
Trois-Rivières	299	154	67	78
Val-d'Or	76	47	12	17
Victoriaville	150	82	25	43
Ville-Marie	10	5	3	2
Ensemble du Québec	13 592	6 528	2 864	4 200

Note : Depuis 2024-2025, dans un souci d’optimisation des indicateurs, les dossiers qui ont été transférés d’un district judiciaire à un autre sont comptabilisés dans chacun de ceux-ci individuellement, mais ne sont comptabilisés qu’une seule fois pour l’ensemble du Québec. Par conséquent, la somme des volumes de chacun des districts ne correspond pas au volume de l’ensemble du Québec.

Question 87	Sommes investies pour l’informatisation dans les palais de justice par année et par district judiciaire. Détailler l'utilisation de ces sommes dans chacun des palais de justice et fournir les prévisions pour 2025-2026.

Dépenses et investissements en ressources informationnelles	
Type d'activité	Montant (k\$)
Activités d'encadrement	0
Activités de continuité	85 281,3
Projets	41 030,1
Total	126 311,4

(Incluant le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels et le Fonds Accès Justice)

Note : La ventilation des sommes par palais de justice ou district judiciaire n'est pas disponible.

Question 88	Nombre de dossiers ayant bénéficié du Service de médiation à la Division des petites créances 2024-2025. Ventiler par palais de justice.

Il y a 1 670 dossiers qui ont été traités par le Service de médiation à la Division des petites créances en 2024-2025.

Palais de justice	Nombre de dossiers
Alma	9
Amqui	1
Chicoutimi	31
Cowansville	17
Dolbeau – Mistassini	3
Drummondville	14
Gaspé	2
Gatineau	53
Granby	35
Havre-Aubert	3
Joliette	46
La Malbaie	3
La Sarre	3
Lac-Mégantic	5
Laval	105
Longueuil	166
Matane	4
Mont-Laurier	8
Montmagny	14
Montréal	378
Percé	1
Québec	284
Rimouski	11
Rivière-du-Loup	10
Roberval	5
Rouyn-Noranda	3
Sainte-Agathe-des-Monts	10
Saint-Hyacinthe	55
Saint-Jean-sur-Richelieu	28
Saint-Jérôme	123
Saint-Joseph-de-Beauce	23
Salaberry-de-Valleyfield	58
Sept-Îles	7
Shawinigan	9
Sherbrooke	47
Sorel – Tracy	23
Thetford Mines	5
Trois-Rivières	44
Val-d'Or	4
Victoriaville	20
Ensemble du Québec	1 670

Question 89	Nombre de dossiers ouverts à la Cour supérieure du Québec en matière civile et familiale en 2024-2025 et ventilé par palais de justice.

	Chambre civile	Chambre de la famille	Total
Tout le Québec	21 482	16 356	37 838
Région 01			
Rimouski	313	148	461
Amqui	0	0	0
Matane	0	0	0
Mont-Joli	0	0	0
Rivière-du-Loup	206	104	310
Région 02			
Chicoutimi	434	307	741
Roberval	133	117	250
Alma	115	93	208
Chibougamau	21	36	57
Dolbeau – Mistassini	0	0	0
Région 03			
Québec	2 601	1 480	4 081
La Malbaie	82	42	124
Région 04			
Trois-Rivières	545	429	974
Shawinigan	260	161	421
La Tuque	22	16	38
Région 05			
Sherbrooke	730	551	1 281
Cowansville	134	123	257
Granby	321	226	547
Lac-Mégantic	39	47	86
Région 06			
Montréal	5 916	3 940	9 856
Région 07			
Gatineau	876	833	1 709
Campbell's Bay	50	21	71
Maniwaki	35	34	69
Mont-Laurier	139	64	203
Région 08			
Rouyn-Noranda	103	84	187
Amos	104	93	197
Ville-Marie	51	29	80
Baie James et circuit intérieur	7	2	9
Val-d'Or	76	70	146
La Sarre	0	0	0
Kuujuaq (Baie d'Ungava)	7	11	18
Baie d'Hudson	8	13	21
Région 09			
Sept-Îles	110	110	220

Question 89	Suite

	Chambre civile	Chambre de la famille	Total
Sept-Îles (itinérant)	0	0	0
Baie-Comeau	86	92	178
Région 11			
New Carlisle	77	73	150
Percé	101	61	162
Havre-Aubert	28	10	38
Sainte-Anne-des-Monts	37	28	65
Carleton	0	0	0
Région 12			
Thetford Mines	146	98	244
Montmagny	137	68	205
Saint-Joseph-de-Beauce	236	199	435
Région 13			
Laval	904	814	1 718
Région 14			
Joliette	1 205	954	2 159
Région 15			
Saint-Jérôme	1 717	1 466	3 183
Sainte-Agathe-des-Monts	0	0	0
Région 16			
Longueuil	1 399	1 262	2 661
Saint-Hyacinthe	411	391	802
Saint-Jean-sur-Richelieu	298	362	660
Salaberry-de-Valleyfield	711	705	1 416
Sorel – Tracy	266	219	485
Région 17			
Drummondville	253	291	544
Victoriaville	180	186	366

Question 90	Coûts d'exploitation des services de greffes périphériques pour 2024-2025 par région.

Nom	Montant (\$)
	(Salaires, loyers et autres)
Amqui	356 958
Matane	347 140
Mont-Joli	102 195
Région 01: Bas-Saint-Laurent	806 293
Chibougamau	276 557
Dolbeau	189 807
Région 02: Saguenay–Lac-Saint-Jean	466 364
La Tuque	491 639
Région 04: Mauricie	491 639
Granby	2 176 107
Magog	48 636
Région 05: Estrie	2 224 743
Maniwaki	537 522
Région 07: Outaouais	537 522
Val-d'Or	2 162 217
La Sarre	242 870
Senneterre	38 698
Région 08: Abitibi-Témiscamingue	2 443 785
Forestville	63 502
Cour itinérante	43 880
Région 09: Côte-Nord	107 382
Cour itinérante	4 001 449
Région 10: Nord-du-Québec	4 001 449
Havre-Aubert	546 022
Sainte-Anne-des-Monts	304 266
Gaspé	132 762
Carleton	153 719
Région 11: Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 136 769
Sainte-Agathe-des-Monts	58 674
Lachute	36 745
Région 15: Laurentides	95 419
Total	12 311 365

Question 91	Taux d'utilisation moyen des salles d'audience des Palais de justice pour 2024-2025. Ventilation par Palais de justice.

Le taux d'utilisation est calculé à partir des séances tenues et enregistrées dans les salles d'audience du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025. Il ne tient pas compte de l'ensemble des activités judiciaires telles que les règlements de dernière minute et les conférences de règlement à l'amiable. Les séances de juillet et d'août ne sont pas considérées, puisqu'elles ne reflètent pas l'activité judiciaire normale.

Palais de justice	Nombre de salles d'audience	Taux d'utilisation (%)
Alma	4	22,3
Amos	5	20,0
Amqui	1	65,6
Baie-Comeau	4	31,8
Campbell's Bay	2	10,6
Carleton	1	28,1
Chibougamau	2	25,6
Chicoutimi	9	44,8
Cowansville	2	34,2
Dolbeau-Mistassini	1	17,5
Drummondville	5	61,7
Forestville	1	18,8
Gaspé	1	17,8
Gatineau	16	63,2
Granby	7	42,0
Havre-Aubert	1	34,4
Joliette	15	49,6
La Malbaie	2	51,3
La Sarre	1	79,7
La Tuque	1	33,4
Lac-Mégantic	2	22,8
Laval	14	58,7
Longueuil	24	51,3
Maniwaki	2	51,7
Matane	1	73,4
Mont-Joli	1	19,4
Mont-Laurier	3	36,0
Montmagny	3	47,5
Montréal ¹	98	54,4
Montréal - Chambre de la jeunesse	18	43,7
New Carlisle	3	39,6
Percé	3	51,3
Québec	38	52,6
Rimouski	4	68,7
Rivière-du-Loup	5	55,2
Roberval	3	42,0
Rouyn-Noranda	3	74,7
Saint-Hyacinthe	7	55,4
Saint-Jean-sur-Richelieu	6	54,5
Saint-Jérôme	20	63,3
Saint-Joseph-de-Beauce	5	61,8
Sainte-Agathe-des-Monts	1	5,0
Sainte-Anne-des-Monts	1	76,6
Salaberry-de-Valleyfield	10	60,8

Question 91	Suite

Palais de justice	Nombre de salles d'audience	Taux d'utilisation (%)
Senneterre	1	5,0
Sept-Îles	4	33,7
Shawinigan	5	37,4
Sherbrooke	12	50,8
Sorel-Tracy	5	55,3
Thetford Mines	4	49,8
Trois-Rivières	9	61,3
Val-d'Or	5	62,6
Victoriaville	5	43,8
Ville-Marie	2	40,2

¹Incluant les deux salles du Centre judiciaire Gouin

Note : Le calcul du taux d'utilisation est basé sur les données colligées par les greffes concernant principalement les activités de la Cour du Québec et de la Cour supérieure du Québec. Le calcul ne tient pas compte des salles de conférences de règlement à l'amiable ni de celles temporaires ou ajoutées en cours d'année. Le taux d'utilisation des salles d'audience est en partie tributaire du volume d'activité judiciaire.

Question 92	Concernant le registre public des personnes déclarées quérulentes élaboré avec la Cour du Québec, indiquer : a) le coût annuel estimé relatif à l'administration de ce registre; b) les économies estimées par la mise en place de ce registre; c) les ressources humaines allouées en ETC pour l'année 2024-2025; d) le nombre de personnes ou entreprises déclarées quérulentes.

a) Le coût annuel estimé relatif à l'administration de ce registre

19 987 \$

Le registre des plaideurs sujets à autorisation (Cour supérieure du Québec), le registre des personnes déclarées quérulentes (Cour du Québec), le registre des plaideurs sujets à autorisation (Cour d'appel du Québec) et le registre des personnes déclarées quérulentes (cours municipales) ont été réalisés à l'intérieur d'un seul projet. Les coûts d'entretien et d'administration de ces registres sont donc regroupés.

b) Les économies estimées par la mise en place de ce registre

La mise en place de ce registre vise une meilleure administration de la justice en limitant le temps investi par tous les intervenants du système judiciaire à gérer et à entendre des recours abusifs. Il permet également de protéger les intérêts des personnes visées par les recours du plaideur sujet à autorisation ou de la personne déclarée quérulente.

c) Les ressources humaines allouées en ETC pour l'année 2024-2025

0,13 ETC

d) Le nombre de personnes ou entreprises déclarées quérulentes

Pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025, 7 personnes ont été déclarées quérulentes à la Cour du Québec.

Question 93	Concernant le registre des ventes du ministère, indiquer : a) les coûts relatifs à l'administration de ce registre des ventes; b) les recettes annuelles de ces ventes; c) les ressources humaines allouées pour l'année 2024-2025; d) liste des contrats alloués à des firmes externes pour la mise sur pied de ce registre (contrat, coûts, etc.).

Fonds des registres

- a) Les dépenses pour ce registre s'élèvent à 733,0 k\$;
- b) Les revenus pour ce registre sont de 543,4 k\$;
- c) Aucune ressource humaine ;
- d) Aucun contrat.

L'élaboration et la mise en place de programmes et initiatives liés à la Justice réparatrice relèvent de la responsabilité du ministère de la Justice et s'inscrivent dans la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale qui vise à apporter des solutions pérennes à l'enjeu des délais en matières criminelle et pénale et à assurer que les citoyens et particulièrement les victimes puissent maintenir leur confiance dans le système de justice et des acteurs qui le composent.

Programme de mesures de rechange général pour adultes

Le Programme de mesures de rechange général pour adultes (PMRG) a été autorisé par la ministre en juin 2017 dans le cadre des travaux de la Table Justice-Québec. Ce Programme consiste en la déjudiciarisation de certaines infractions commises par des adultes. Il donne aux adultes accusés des infractions criminelles prévues au Programme, la possibilité d'assumer la responsabilité de leurs actes et de régler le conflit qui les oppose à la justice autrement qu'en étant assujettis aux procédures judiciaires usuelles prévues par le Code criminel.

Un projet pilote a été mis en place le 1^{er} septembre 2017 jusqu'au 31 mars 2019, dans trois palais de justice, soit Sherbrooke, Saguenay et Joliette, à la suite de quoi, le déploiement a débuté. Le comité de travail, sous la responsabilité du Ministère, comprend des représentants du Directeur des Poursuites criminelles et pénales (DPCP), du ministère de la Sécurité publique (MSP), de la Direction de l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles (DAPVIC) et d'Équijustice. Le Programme prévoit des catégories d'infractions pour lesquelles les accusés peuvent être admissibles. Le choix des mesures de rechange doit tenir compte des besoins de la personne accusée, de l'intérêt de la société et de celui de la personne victime. Différentes mesures peuvent être appliquées. Si la mesure a été complétée avec succès, le poursuivant demande au tribunal le rejet des accusations. Si l'accusé ne remplit pas ses engagements, il retourne au processus judiciaire régulier, sans que sa participation au PMRG lui soit préjudiciable.

Le Programme fait l'objet d'une recherche universitaire par l'Université Laval. Le but de cette recherche est d'analyser l'implantation du PMRG, la prise en compte de l'intérêt et des besoins des victimes, son efficacité et ses retombées économiques et sociales.

Depuis le 30 novembre 2020, le PMRG est disponible dans tous les districts judiciaires à la Cour du Québec. Dix cours municipales ont également implanté le Programme depuis le mois de mai 2020 : Lévis, Montréal, Laval, Québec, Repentigny, Saint-Jérôme, Boisbriand, Deux-Montagnes, Châteauguay et Rosemère. Les cours municipales de Mascouche et Sainte-Adèle n'ont désormais plus la compétence de la partie XXVII du Code criminel et donc, le PMRG n'y est désormais plus disponible.

Possession simple :

En date du 8 mai 2023 et vu l'entrée en vigueur de la Loi modifiant le Code criminel et la Loi réglementant certaines drogues et autres substances (projet de loi C-5), le PMRG a été modifié afin de permettre, sous réserve de l'exercice de la discrétion du poursuivant, l'inclusion des infractions de possession simple prévues au paragraphe 4(1) de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances (L.C. 1996, ch. 19) aux programmes de mesures de rechange, et d'y permettre le recours pré accusatoire et post accusatoire.

PMRG pour autochtones en milieu urbain:

Un projet pilote a débuté au mois de juin 2022 avec le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or, lequel offre maintenant les services du PMRG aux autochtones accusés d'infractions admissibles vivant en milieu urbain. Ces services sont également offerts dans la région de Lanaudière depuis novembre 2022 à travers le Centre d'amitié autochtone de Lanaudière et depuis le 5 octobre 2023 à Trois-Rivières avec le Centre d'amitié autochtone de cette région. À Montréal, le Centre de justice des Premiers peuples de Montréal fait le suivi des dossiers éligibles au PMRG pour les personnes contrevenantes avec la cour de la Ville de Montréal depuis janvier 2023 et avec la Cour du Québec depuis janvier 2024.

En date du 31 décembre 2024, pour l'année financière 2024-2025, 2 829 dossiers ont intégré le PMRG et 93 % des accusés ont complété le Programme avec succès.

Question 97	Suite

Les coûts du PMRG pour l'exercice financier 2024-2025 sont estimés à près de 5 M\$, dont 3,6 M\$ en subventions pour les organismes communautaires, près de 1,3 M\$ pour les CAVAC et 100 k\$ en fonctionnement.

Programme de mesures de rechange pour les adultes en milieu autochtone

Le Programme de mesures de rechange pour les adultes en milieu autochtone (PMRA) est également autorisé par la ministre en vertu de l'article 717 du Code criminel. Il a été instauré en 2001 et révisé en 2015. Ce Programme s'adresse exclusivement aux communautés autochtones du Québec et son application est administrée par des comités de justice autochtone. Le Programme vise notamment à favoriser une plus grande participation des communautés autochtones dans l'administration de la justice au sein de leur milieu. Il offre une occasion, pour une personne accusée d'avoir commis une infraction criminelle, d'accepter la responsabilité de sa conduite et de prendre une part active à la réparation des torts causés en participant à un processus encadré de réparation et de réconciliation. À travers ce processus, des mesures de rechanges sont déterminées.

Le PMRA est offert dans 28 communautés et villages autochtones en collaboration avec les comités de justice qui y sont actifs. Si le MJQ finance les comités de justice, précisons que la mise en œuvre du Programme est sous la responsabilité du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP). Le DPCP, représenté par le procureur en chef de la région concernée, a conclu à cet effet un protocole d'entente avec le représentant du comité de justice ou ses autorités politiques.

Ce sont les procureurs aux poursuites criminelles et pénales qui réfèrent les dossiers de certaines personnes contrevenants au PMRA. Or, le DPCP ne tient pas de statistiques agrégées relativement au nombre de dossiers qui sont référés à ce programme chaque année. En obtenir le nombre exact demanderait un décompte à la main dans chacun des districts judiciaires concernés. Comme il s'agit de dossiers de déjudiciarisation, cette information n'est pas non plus disponible au plumeitif. Certaines données sont disponibles à travers la reddition de comptes faite par les organisations autochtones dont le comité de justice est financé par le MJQ, mais elles sont incomplètes. Néanmoins, nous estimons à environ 200 dossiers par année le nombre de cas référés au PMRA dans les 28 communautés et villages autochtones participants. Des travaux permettant de capturer cette information plus facilement et de manière plus fiable sont en cours à la fois du côté du MJQ et du DPCP.

Tableau des communautés qui ont signé un protocole avec le DPCP concernant le PMRA :

Nation	Communauté	Date de signature	Nouveau PMRA	PMRA avec VC
Kanien'kehà:ka ou Mohawk	Akwesasne	25 août 2004	26 octobre 2018	20 sept. 2023
	Kahnawake			
Eeyou ou Crie	Mistissini	30 nov. 2006		
	Waskaganish	15 mars 2010		
	Whapmagoostui	22 déc. 2012		
	Chisasibi	24 janvier 2012		
	Waswanipi	13 février 2012		
	Nemaska	21 janvier 2013		
	Oujé-Bougoumou	20 déc. 2016		
	Wemindji		17 avril 2018	
Inuite	Aupaluk	2 mai 2003	11 octobre 2018	
	Kangirsuk	29 avril 2003	11 octobre 2018	26 janvier 2023
	Kuujuarapik	1er mai 2003	11 octobre 2018	26 janvier 2023
	Puvirnituq	30 avril 2003	11 octobre 2018	26 janvier 2023
	Salluit	5 mai 2003	11 octobre 2018	
	Quaqtaq	30 avril 2003	11 octobre 2018	
	Kuujjuaq	7 juin 2013	11 octobre 2018	26 janvier 2023
	Kangiqsualujjuaq	3 juin 2013	11 octobre 2018	

Question 97	Suite

Nation	Communauté	Date de signature	Nouveau PMRA	PMRA avec VC
	Inukjuak	15 février 2010	11 octobre 2018	26 janvier 2023
	Kangiqsujuaq	16 mai 2017	11 octobre 2018	26 janvier 2023
	Tasiujaq		3 mars 2021	
	Umiujaq		3 mars 2021	
Atikamekw	Opitciwan	20 déc. 2011	4 avril 2019	
	Manawan		16 avril 2018	16 avril 2018
	Wemotaci		16 avril 2018	16 avril 2018
Naskapie	Kawawachikamach	4 décembre 2012		
Migma'q ou Micmac	Listuguj	Décembre 2013	16 mars 2021	
Anishinabe ou Algonquine	Kitigan Zibi		18 octobre 2018	

Les coûts des projets sont inclus à même les budgets des comités de justice et ne sont pas comptabilisés de façon distincte.

Programme d’accompagnement Justice Santé mentale

Autorisé en juillet 2024, le nouveau cadre de référence du PAJ-SM+ vise à offrir un traitement judiciaire adapté à la réalité des accusé(e)s qui présentent des vulnérabilités, notamment sur le plan mental ou cognitif. Le Programme permet une prise en charge globale et un traitement plus individualisé de ces personnes par les différents intervenants du milieu judiciaire, de la santé et des services sociaux et de la sécurité publique. Le Programme vise également une plus grande collaboration et un partage d’information plus efficace entre les différents intervenants. Cette approche vise à éviter ou réduire la récidive et ainsi assurer la protection du public, tout en favorisant un traitement adapté à la situation personnelle du contrevenant.

L’implantation du programme de Sherbrooke a fait l’objet d’une recherche universitaire par l’Université de Sherbrooke. Quant au programme dans son ensemble, il fait l’objet d’une recherche universitaire menée par l’Observatoire justice santé mentale de l’Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel. L’objectif de la recherche est d’analyser le cheminement des personnes dans le PAJ-SM+, l’efficacité du programme et ses retombées économiques et sociales notamment par le taux de récidive.

Présentement, le PAJ-SM+ est implanté dans les districts judiciaires de : Abitibi (secteur Val-d’Or), Alma, Arthabaska, Beauce, Baie-Comeau, Beauharnois, Bedford, Bonaventure, Chicoutimi, Drummond, Frontenac, Gaspé (Gaspé, Percé et Sainte-Anne-des-Monts), Gatineau/Pontiac, Iberville, Joliette, Kamouraska, Labelle (Mont-Laurier et Maniwaki), Laval, Longueuil, Mingan, Montréal, Montmagny, Québec, Rimouski, Roberval (incluant Opitciwan et Mashteuiatsh), Richelieu, Rouyn-Noranda, Saint-François, Saint-Maurice (secteur Shawinigan), Saint-Hyacinthe, Terrebonne, Témiscamingue et Trois-Rivières.

Présentement, le PAJ-SM+ est implanté à la cour municipale de Montréal, de Québec, de Laval, de Lévis et de Boisbriand.

Les travaux pour le PAJ-SM+ de Val-d’Or ont été faits de concert avec le Centre d’amitié autochtone ainsi qu’avec la participation de la communauté du Lac-Simon. Le Programme est également en place auprès des communautés d’Opitciwan et de Mashteuiatsh pour le PAJ-SM+ de Roberval qui ont tous les deux déployé des intervenants pivots pour le PAJ-SM et le Centre d’amitié autochtone de Roberval a été mis à profit pour le PAJ-SM+ de Roberval. De plus, les villages nordiques de Puvirnituq et d’Akulivik ont fait la transition pour que le Programme de traitement de la toxicomanie se transforme en un PAJ-SM+ en mai et septembre 2023.

Puisque les PAJ-SM+ sont principalement gérés par les centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS et CIUSSS), une somme de 2,8 M\$ prévue au budget du Ministère a été transférée au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) afin de lui permettre d’octroyer les sommes aux CISSS et CIUSSS concernés dans le cadre de la mise en œuvre des PAJ-SM.

Question 97	Suite

Programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec (PTTCQ)

Autorisé en 2012 par le ministre de la Justice en vertu de l'article 720 (2) du Code criminel, le Programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec (PTTCQ) a pour objectif de prévenir et réduire la criminalité causée ou motivée par la toxicomanie tout en tenant compte de l'intérêt de la justice. Situé au stade de la détermination de la peine, il permet aux adultes reconnus coupables de certaines infractions criminelles de bénéficier d'un plan de réadaptation et de réinsertion sociale adapté sous surveillance judiciaire. Ultiment, le PTTCQ vise à rompre définitivement le phénomène des « portes tournantes ».

Un programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec est en vigueur au Québec, soit dans le district judiciaire de Montréal.

Chaque ministère et organisme qui participe au Programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec assume à même ses budgets le financement de ce Programme.

Programme de travaux compensatoires (PTC)

Par le décret 385-2019 du 10 avril 2019, la responsabilité du Programme de travaux compensatoires (PTC), relevant antérieurement du ministère de la Sécurité publique, a été confiée au ministère de la Justice. Le PTC est déployé dans tout le Québec et fonctionne grâce à un financement annuel de 2,5 M\$ et au travail d'une ressource à temps plein.

Le PTC repose sur 11 organismes de référence et près de 3 500 organismes d'accueil. Les organismes de référence sont des organismes à but non lucratif dont les services sont retenus par le Ministère pour administrer le Programme dans certains districts judiciaires. Les contrats entre le Ministère et les organismes sont renouvelés annuellement.

Le Programme a été mis en place au Québec en 1983 afin d'humaniser le processus de recouvrement des amendes dues à l'État. Il permet à une personne démunie d'effectuer des travaux dans un organisme en compensation de sa dette, issue d'amendes impayées liées à des infractions pour lesquelles un jugement de culpabilité a été rendu au terme d'une poursuite pénale devant la Cour du Québec ou une cour municipale. La réussite du Programme enrayer la dette du défendeur envers l'État.

À l'étape de l'exécution du jugement, lorsqu'un percepteur est convaincu de l'incapacité de payer d'un individu, il doit lui offrir de payer les sommes qu'il doit au moyen de travaux compensatoires (art. 333 du Code de procédure pénale). Suivant la signature de l'engagement des travaux, une demande est transmise à l'organisme de référence de sa région. L'organisme de référence rencontre l'individu et lui propose des travaux à effectuer dans un organisme d'accueil sous sa responsabilité en fonction de ses compétences et de ses capacités. Les organismes d'accueil sont les organismes qui reçoivent les individus et leur permettent d'effectuer des tâches correspondant à leurs habiletés, qui comptabilisent les heures travaillées et en font rapport à l'organisme de référence. Les organismes d'accueil sont des organismes communautaires sans but lucratif, ou des organismes publics ou parapublics. Une fois les heures complétées, l'organisme d'accueil en informe l'organisme de référence qui transmet un rapport d'exécution des travaux au percepteur des amendes.

Lorsque l'entièreté des heures prévues est effectuée, le défendeur est libéré des sommes dues. Le citoyen qui s'est engagé à effectuer un nombre d'heures de travaux compensatoires peut, en tout temps, mettre un terme à ses travaux et payer son amende ou prendre une entente de paiement auprès du percepteur. Le montant équivalent au nombre d'heures travaillées sera alors déduit de l'amende à payer. En cas d'échec, le citoyen devra reprendre le processus en communiquant avec le percepteur. À défaut, le percepteur des amendes reprend le processus d'exécution des jugements.

En 2024, 6 850 personnes ont effectué des travaux dans le cadre du PTC, pour un total de 460 706 heures réalisées au sein d'organismes d'accueil. C'est une moyenne de 67,26 heures de travail par participant.

Question 97	Suite

Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire

Les nouvelles dispositions du Code de procédure pénale découlant de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à favoriser l'efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d'intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel le 5 juin 2020 permettent désormais des mesures prenant en compte la situation sociale de certains défendeurs afin notamment de favoriser leur réhabilitation.

Ceux-ci ont maintenant la possibilité de participer à un programme d'adaptabilité offrant une alternative à une poursuite pénale ou leur permettant de remplacer les travaux compensatoires par des mesures alternatives.

Il s'agit d'un programme volontaire de déjudiciarisation s'adressant à une clientèle en situation de grande vulnérabilité et/ou à risque d'itinérance ayant des constats d'infractions non acquittés. Ce Programme vise à réduire le phénomène des « portes tournantes ». Il permet à une personne désireuse de stabiliser sa situation sociale d'effacer ou de diminuer sa dette judiciaire. La réussite du Programme permet le retrait des chefs d'accusation, la rétractation de jugements et l'effacement de la dette d'un défendeur.

Actuellement, le Programme est implanté dans différentes cours municipales : Montréal, Québec, Val-d'Or, Trois-Rivières, Sherbrooke, Saint-Jérôme, Gatineau, Lévis, Granby, Alma, Shawinigan, Longueuil, MRC des Collines-de-l'Outaouais, Mascouche, Terrebonne, Repentigny et Drummondville.

Les coûts engagés dans le Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire pour l'année financière 2024-2025 s'élèvent à 585,4 k\$.

Question 98	État de situation, au 31 mars 2025, du bilan budgétaire de l'administration de la justice pour la mise en œuvre des lois criminelles adoptées au cours des cinq dernières années par le gouvernement fédéral en vertu du Code criminel. Ventilation par : a) lois adoptées par le gouvernement fédéral ; b) impact sur les revenus en 2024-2025; c) impact sur les revenus au cours des cinq dernières années; d) impact sur les dépenses en 2024-2025; e) impact sur les dépenses au cours des cinq dernières années.

Le Ministère met en œuvre les lois criminelles adoptées par le gouvernement fédéral. Les revenus et dépenses à ce titre ne sont cependant pas isolés des autres activités du Ministère.

Question 99	Les sommes perçues en vertu de la contribution réclamée sur un constat d'infraction pour toute infraction relative à une loi du Québec depuis 2014 (article 8.1 du Code de procédure pénale du Québec) et versées au Fonds Accès Justice. Indiquer les sommes perçues pour chaque mois en 2024-2025.

Fonds Accès Justice

Contribution pénale par mois

Mois	Montant (k\$)
Avril	520,9
Mai	1 273,2
Juin	885,5
Juillet	596,1
Août	2 581,4
Septembre	957,7
Octobre	807,2
Novembre	1 091,4
Décembre	236,9
Janvier	2 362,3
Total	11 312,6

Question 100	Veuillez nous indiquer, pour les 5 dernières années, le nombre de constats d'infraction au code de la sécurité routière émis par un radar photo, ventilé par région.

Il est important de préciser qu’une personne peut commettre une infraction dans une municipalité qui ne correspond pas à celle où elle habite. Certaines données s’expliquent par le fait que lorsque le défendeur conteste et demande un transfert, le dossier est acheminé au district judiciaire correspondant à son lieu d’habitation. Le lieu où l’infraction a été commise demeure au système.

		Nombre de constats
Abitibi	La Corne	9
	Val-d'Or	10
Total		19
Arthabaska	Saint-Louis-de-Blandford	3 569
Total		3 569
Beauce	Beauceville	0
	Saint-Frédéric	70
	Saint-Georges	2 322
	Saint-Isidore	106
	Saint-Prosper	0
	Vallée-Jonction	0
Total		2 498
Beauharnois	Gatineau	0
	Les Coteaux	0
	Pincourt	7 118
	Saint-Chrysostome	0
	Saint-Constant	0
	Sainte-Martine	336
	Saint-Lazare	0
	Saint-Stanislas-de-Kostka	0
	Salaberry-de-Valleyfield	4 985
	Senneville	0
	Très-Saint-Sacrement	435
	Vaudreuil-Dorion	11 995
Total		24 869
Bedford	Noyan	11
Total		11
Charlevoix	Baie-Saint-Paul	0
	La Malbaie	577
Total		577
Chicoutimi	Lac-Jacques-Cartier	0
	Saint-Apollinaire	0
Total		0
Drummond	Montréal	0
Total		0
Frontenac	Beaulac-Garthby	41
	Thetford Mines	181
Total		222
Gatineau	Gatineau	27 226
	Laval	0
	Montréal	0
	Pointe-Claire	0
	Québec	0
	Senneville	0
Total		27 226
Iberville	Saint-Blaise-sur-Richelieu	0
	Saint-Cyprien-de-Napierville	55
	Sainte-Anne-de-Sabrevois	202
Total		257
Joliette	Charlemagne	21 409
	Crabtree	1 024
	Joliette	333
	L'Épiphanie	36
	Sainte-Geneviève-de-Berthier	228

Question 100

Suite

		Nombre de constats
	Sainte-Julienne	0
	Sainte-Marcelline-de-Kildare	0
	Saint-Esprit	2 338
	Saint-Félix-de-Valois	0
	Saint-Jacques	0
	Saint-Jean-de-Matha	0
	Salaberry-de-Valleyfield	0
Total		25 368
Labelle	Mont-Laurier	0
Total		0
Laval	Laval	23 843
	Vaudreuil-Dorion	0
Total		23 843
Longueuil	Boucherville	12 453
	Brossard	7 822
	Longueuil	2 902
	Montréal	0
	Saint-Bruno-de-Montarville	1 355
	Saint-Constant	7 765
	Sainte-Julie	11 784
	Saint-Rémi	213
Total		44 294
Mégantic	Senneville	0
Total		0
Mingan	L'Ange-Gardien	0
	Lévis	0
Total		0
Montmagny	Montmagny	0
	Saint-Charles-de-Bellechasse	109
	Saint-Jean-Port-Joli	13
Total		122
Montréal	Charlemagne	0
	Kirkland	0
	La Malbaie	1
	Lévis	0
	Montréal	113 941
	Pointe-Claire	0
	Saint-Apollinaire	0
	Sainte-Adèle	0
	Senneville	29
	Vaudreuil-Dorion	0
Total		113 971
Québec	Cap-Santé	167
	Charlemagne	0
	Lac-Jacques-Cartier	287
	L'Ancienne-Lorette	96
	L'Ange-Gardien	7 242
	Lévis	7 264
	Mirabel	0
	Montréal	1
	Neuveville	420
	Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun	4 287
	Québec	76 655
	Saint-Apollinaire	6
	Saint-Augustin-de-Desmaures	675
	Sainte-Anne-de-Beaupré	1 826
	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	1 315
	Saint-Gabriel-de-Valcartier	39
	Saint-Gilles	841
	Saint-Janvier-de-Joly	0
	Saint-Raymond	0

Question	100	Suite

		Nombre de constats
	Saint-Tite-des-Caps	264
Total		101 385
Richelieu	Saint-Marc-sur-Richelieu	136
	Sorel-Tracy	1 127
Total		1 263
Rimouski	Mirabel	0
Total		0
Rouyn-Noranda	Rouyn-Noranda	0
Total		0
Saint-François	Saint-Apollinaire	0
Total		0
Saint-Hyacinthe	Marieville	2 023
	Saint-Césaire	1 270
	Sainte-Marie-Madeleine	1 156
	Saint-Hyacinthe	3 342
Total		7 791
Terrebonne	Mirabel	51 977
	Prévost	3 531
	Québec	1
	Sainte-Adèle	121
	Sainte-Agathe-des-Monts	0
	Saint-Jérôme	2 993
	Senneville	0
Total		58 623
Trois-Rivières	Montréal	0
	Saint-Maurice	69
Total		69
Total		435 977

Question 101	Pour chacune des catégories de contribution (14 \$, 20 \$, 40 \$ ou 25 %), indiquer leur utilisation/répartition conformément au dernier paragraphe de l'article 8.1 du Code de procédure pénale. Par exemple, indiquer le montant total de la part des contributions de 20 \$ transféré au CAVAC, au FAJ, etc.

Les revenus des contributions pénales 2024-2025 totalisent 47 986,0 k\$:

- 14 412,8 k\$ versés au Fonds affecté à l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles pour soutenir les activités du fonds ;
- 11 312,6 k\$ versés au Fonds Accès Justice pour soutenir les activités du fonds;
- 22 260,6 k\$ versés au Fonds consolidé du revenu.

Les sommes sont reçues selon l'affectation prévue à l'article 8.1 du Code de procédure pénale.

Question 102	Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2024-2025 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

1. Le Réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)

Le Réseau des Centres d’aide aux victimes d’actes criminels (CAVAC) offre des services dans près de 200 points de services, dont une cinquantaine desservent une population majoritairement autochtone.

Deux CAVAC sont sous la responsabilité d'administrations autochtones :

- Le CAVAC Sapummijit (Administration régionale Kativik);
- Le CAVAC Cri (Gouvernement de la Nation crie).

Les services offerts par les CAVAC aux communautés autochtones et aux autochtones vivant en milieux urbains sont offerts par des intervenants ayant une expertise auprès de cette clientèle.

Les services sont offerts grâce à divers points de services partout au Québec :

Type de points de service	Emplacement
2 points de services en palais de justice	Kuujuaq Puvirnituq
14 points de services permanents en communauté	Chisasibi Eastmain Inukjuaq Kitcisakik Kawawachikamach Matimekossh Kuujuarapik Mashteuiatsh Mistissini Nemaska Oujé-Bougoumou Pikogan Salluit Wemindji
10 points de services liés à la cour itinérante	Akulivik Kangisualujuaq Kangisujuaq Kangirsuk Quaqtaq Umiujaq Pakuashipi Mingan Nutashkuan Unamen Shipu
2 points de services spécialisés pour autochtonie urbaine	Val-d'Or Montréal

Question	102	Suite

Type de points de service	Emplacement
21 points de services itinérants (sur demande ou selon un calendrier)	Aupaluq Tasiujaq Lac-Simon Timiskaming Winneway Eagle Village Wolf Lake Gesgapegiag Listiguj Manawan Wemontaci Kahnawake Akwesasne Kitigan Zibi Lac-Rapide/Barriere Lake Opitciwan Essipit Pessamit Waskaganish Whapmagoostui Waswanipi
1 point de service en référence policière	Uashat Maliotenam
2 points de service intégrés dans un centre d'amitié autochtone	Centre Mamik (Saguenay et Roberval)

Investissements pour les services aux personnes victimes autochtones

En 2024-2025, le Réseau des CAVAC a bénéficié d'une subvention totale de 48 044 148 \$ et est venu en aide à 1 508 personnes s'identifiant comme autochtones (2,26 %) :

- Selon le système statistique du Réseau des CAVAC, 406 personnes victimes autochtones ont reçu des services pour une situation d'infraction à caractère sexuel et 9 pour une situation d'exploitation sexuelle en 2024-2025.

Il est à noter que ces données n'incluent toutefois pas les statistiques du CAVAC Nunavik et du CAVAC Cri qui ne détaillent pas leur clientèle selon le type de crime (ou le contexte).

Le tableau suivant détaille les investissements globaux en matière autochtone basés sur le pourcentage que représente cette clientèle pour chaque CAVAC. Les colonnes de droite détaillent quant à elles le nombre total de personnes victimes de violence sexuelle (autochtone et non-autochtone) ainsi que le pourcentage de ces dernières s'identifiant comme autochtones.

CAVAC	Investissement financier selon le % de clientèle autochtone (\$)	Pourcentage global de la clientèle autochtone par CAVAC (%)	Nombre total de personnes victimes de violence sexuelle et % s'identifiant comme autochtones ¹ (%)	
CAVAC de l'Abitibi-Témiscamingue	312 616	12,80	585	16,58
CAVAC du Bas-Saint-Laurent	1 107	0,04	1 437	0,14
CAVAC Centre-du-Québec	535	0,02	1 320	0,08
CAVAC Côte-Nord	662 892	29,76	479	22,96
CAVAC Cri	20 223	100	N/D	N/D
CAVAC de l'Estrie	2 440	0,09	626	0,00

Question

102

Suite

CAVAC	Investissement financier selon le % de clientèle autochtone (\$)	Pourcentage global de la clientèle autochtone par CAVAC (%)	Nombre total de personnes victimes de violence sexuelle et % s'identifiant comme autochtones ¹ (%)	
CAVAC de la Gaspésie et les îles de la Madeleine	66 612	4,44	491	1,83
CAVAC de Lanaudière	34 893	1,46	1 053	2,28
CAVAC des Laurentides	3 657	0,16	997	0,00
CAVAC de Laval	2 421	0,09	732	0,14
CAVAC de la Mauricie	39 687	1,63	955	3,04
CAVAC de la Montérégie	12 987	0,29	1 714	0,29
CAVAC de Montréal	81 144	1,06	1 415	1,63
CAVAC du Nunavik	640 942	100	N/D	N/D
CAVAC de l'Outaouais	32 301	1,19	961	7,80
CAVAC de Québec	15 263	0,35	2 181	0,37
CAVAC Saguenay–Lac-Saint-Jean	183 225	5,09	1 253	7,02

¹Les chiffres de cette colonne comprennent les personnes victimes d'infraction à caractère sexuel. Certaines personnes victimes d'exploitation sexuelle pourraient ne pas être incluses dans les données, selon les régions.

Intervenants desservant une clientèle autochtone

Le tableau ci-dessous détaille les intervenants desservant des clientèles principalement autochtones.

Il est à noter que, pour les CAVAC, les investissements en ETC correspondent aux postes autorisés qui desservent des clientèles majoritairement autochtones.

Ces montants ne représentent pas l'ensemble des heures travaillées auprès des clientèles autochtones. En effet, d'autres ETC des CAVAC peuvent desservir des clientèles autochtones. Par exemple, le CAVAC de la Mauricie n'a pas de ressource offrant des services spécifiquement pour la communauté autochtone de Wemotaci. Toutefois, l'intervenante du point de service de La Tuque consacre environ 60 % de son temps à desservir les personnes victimes autochtones de la région et elle se rend mensuellement dans la communauté. Cette dernière ne figure pas dans le tableau ci-dessous.

CAVAC	Poste clientèle autochtone (ETC)	Investissement financier Intervenant autochtone (\$)
CAVAC de l'Abitibi-Témiscamingue	5	447 119
CAVAC Côte-Nord	5	363 259
CAVAC Cri	8	152 728
CAVAC de Montréal	1	84 046
CAVAC Nunavik	9	1 169 902
CAVAC de l'Outaouais	2	150 359
CAVAC Saguenay–Lac-Saint-Jean	4	347 344

Pour les personnes victimes de violence sexuelle spécifiquement, le Réseau des CAVAC peut compter sur le support de 17 agents de liaison spécialisés (ALIVS) dans cette problématique dont deux sont affectés dans les CAVAC du Nunavik et du territoire Cri.

Question	102	Suite

En outre, les divers autres intervenants des CAVAC formés aux réalités de l'intervention auprès des personnes victimes issues des Premières nations et des Inuits peuvent également les épauler dans leurs démarches.

2. Les investissements liés à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA)

Depuis 2020-2021, le FAVAC verse annuellement diverses subventions pour concourir aux recommandations du Rapport produit par l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA). Il finance notamment diverses mesures pour accroître l'accessibilité aux ressources pour les personnes autochtones, dont les personnes victimes de violence sexuelle.

En 2024-2025, les investissements ENFFADA au Réseau des CAVAC représentent 892 585 \$. Les ressources humaines associées à l'ENFFADA sont incluses dans les tableaux ci-dessous.

CAVAC	Investissement ENFFADA 2024-2025 (\$)	Action prévue	État au 31 janvier 2025
CAVAC de l'Abitibi-Témiscamingue	166 656	Récurrence intervenant Kitcisakik	Intervenante embauchée
		Récurrence intervenant Val-D'Or	Intervenante embauchée
CAVAC Côte-Nord	166 464	Récurrence intervenant Matimekosh	Intervenante embauchée
		Récurrence intervenant Secteur Mingan	Intervenante embauchée
CAVAC Cri	132 505	Récurrence psychologue spécialisé	Embauche en cours
		Récurrence intervenant en violence conjugale	Intervenant embauché
		Récurrence intervenant Chisasibi	Intervenant embauché
		Récurrence intervenant Waswanipi	Intervenante embauché
CAVAC Montréal	78 372	Récurrence intervenant de liaison autochtone	Intervenante embauchée
CAVAC Nunavik	116 988	Récurrence intervenant Kuujuarapik	Intervenante embauché
CAVAC Saguenay–Lac-Saint-Jean	231 600	Récurrence intervenant au Centre Mamik de Chicoutimi	Intervenante embauchée
		Récurrence intervenant au Centre Mamik de Roberval	Intervenante embauchée

Pour sa part, la Direction du soutien aux partenariats et aux programmes soutient financièrement l'embauche d'intervenants autochtones responsables d'offrir des services d'aide et de soutien aux victimes d'actes criminels, dont les personnes victimes de violence sexuelle, au sein de divers organismes autochtones.

Question	102	Suite

Programme: Programme de soutien aux activités de justice en milieu autochtone – volet services aux victimes sous la responsabilité d'organisations autochtones

Montant global budgété: 415 000 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion: Direction du soutien aux partenariats et aux programmes

Projet	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Services aux victimes Atikamekw	Conseil de la Nation Atikamekw	170 000
Services aux victimes de Montréal	Centre de justice des Premiers peuples de Montréal	85 000
Services aux victimes - communauté d'Akwesasne	Le Conseil des Mohawks d'Akwesasne	75 000
Services aux victimes - communauté de Kahnawake	Conseil des Mohawks de Kahnawake	85 000

¹Les montants inscrits sont prévisionnels au 31 mars 2025.

Le Plan d'action gouvernemental pour le mieux-être social et culturel des Premières Nations et des Inuit 2022-2027

La Direction du soutien aux partenariats et aux programmes s'est engagée à mettre en œuvre les 5 mesures suivantes dans le cadre du Plan d'action gouvernemental pour le mieux-être social et culturel des Premières Nations et des Inuits venant en aide notamment aux victimes de violences sexuelles autochtones.

Mesure	État d'avancement	Investissement (\$)
2.1 Fournir une aide financière d'urgence à l'intention des victimes de violence	Une consultation de différentes organisations et communautés autochtones a été amorcée au printemps 2021 afin de s'assurer que les différentes réalités et les besoins propres aux milieux autochtones soient pris en compte dans la mise en œuvre d'une ligne d'aide financière d'urgence (LAFU). En 2024-2025, le programme de LAFU a été déployé au Nunavik, ce qui fait en sorte que toutes les régions du Québec sont desservies par LAFU à l'exception de la région Eeyou Istchee Baie-James.	0
2.2 Soutenir l'intégration des services autour des personnes autochtones victimes de violences conjugale, familiale ou sexuelle	Le MJQ soutient financièrement l'embauche de 3 conseillers en prévention de la violence pour favoriser la collaboration entre les différents organismes œuvrant en matière de violence, de manière à améliorer et à rendre plus accessibles des services qui répondront aux besoins des personnes victimes.	333 450

Question	102	Suite

2.3 Mettre sur pied une ligne d'écoute, de clavardage et de référencement spécifique aux Premières Nations et aux Inuits	L'OBNL créé par Femmes autochtones du Québec en 2023-2024 a été ciblé afin d'offrir ces services aux femmes des Premières Nations dès 2024-2025 (voir mesure 2.5). La mise en œuvre de la mesure est dorénavant prise en charge par le Secrétariat à la condition féminine.	0
2.4 Établir des services juridiques pour les femmes autochtones victimes de violence (répond également aux recommandations 5.6 et 5.13 de l'ENFFADA)	Un financement a été accordé à la Commission des services juridiques pour améliorer, par le biais du service Rebâtir, l'offre de services juridiques auprès des personnes autochtones victimes de violence sexuelle, conjugale ou familiale. Une équipe spécialisée a été formée au sein de Rebâtir pour offrir des services adaptés aux femmes autochtones victimes.	511 550 Les sommes sont gérées par la Commission des services juridiques.
2.5 Mettre en place des services d'accompagnement psychosocial pour les femmes autochtones victimes de violences conjugale, familiale et sexuelle dans le cadre de démarches judiciaires	Une subvention de 300 000 \$ a été octroyée à l'organisme Femmes autochtones du Québec en 2022-2023 pour la création d'un OBNL offrant des services d'accompagnement psychosociaux aux femmes autochtones victimes. La mise en œuvre de la mesure est dorénavant prise en charge par le Secrétariat à la condition féminine.	0

Question 103	Crédits budgétaires alloués en 2024-2025 et prévus en 2025-2026 afin de mettre en œuvre les recommandations du Rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA).

Pour 2024-2025, les montants découlant du Plan d'action gouvernemental pour le mieux-être social et culturel des Premières Nations et des Inuits et ceux réservés à la mise en œuvre des commissions d'enquête ont permis les actions suivantes qui sont en lien avec certaines recommandations des commissions d'enquête et le rapport sur la situation de la Cour itinérante au Nunavik produit par M^e Jean-Claude Latraverse :

- Initiatives de justice communautaire au sein des collectivités autochtones et en milieu urbain, et soutien à la réflexion en vue de la mise en place de nouveaux projets (620 000 \$) ;
- Offre de service des conseillers parajudiciaires (2 360 100 \$) ;
- Soutien aux services aux victimes autochtones (Centre d'aide aux victimes d'actes criminels ou les organismes autochtones intéressés à agir auprès des victimes) (1 714 300 \$) ¹ ;
- Rédacteurs Gladue à temps plein (245 000 \$) ;
- Ajustement du salaire des rédacteurs Gladue à contrat (175 000 \$) ;
- Soutien à l'intégration des services en matière de violence conjugale, familiale ou sexuelle ou soutien à l'intégration des services auprès du système judiciaire (333 450 \$) ;
- Coordination en matière de justice (125 000 \$) ;
- Soutien à l'intégration des services auprès du système judiciaire (125 000 \$).

¹ Excluant les sommes pour les activités courantes versées aux Centres d'aide aux victimes d'actes criminels actifs des milieux autochtones.

Question 104	Crédits budgétaires alloués en 2024-2025 et prévus en 2025-2026 afin de mettre en œuvre les recommandations du Rapport sur la situation de la cour itinérante au Nunavik.

Le 5 août 2022, le Rapport sur la situation de la cour itinérante au Nunavik a été rendu public.

Un budget de 843 000 \$ est réservé pour améliorer les services de justice dans les villages où siège la cour itinérante. Les équipes en technologie de l'information du MJQ ont installé des équipements audiovisuels pour rendre les salles de cour plus fonctionnelles et opérationnelles. Ils ont aussi travaillé à améliorer les installations Internet peu performantes.

Un budget de 122 000 \$ est réservé pour l'embauche de 2 greffiers-audienciers. Il s'agit de mettre en place des séances de gestion en matière criminelle à distance préalablement à la tenue des audiences, autant pour la Cour du Québec que pour la Cour supérieure. Cette pratique permettrait aux avocats, clients, témoins et le cas échéant aux experts, d'être prêts pour la tenue de l'audience.

Un budget de 535 000 \$ est réservé pour couvrir les frais d'interprétation en langue inuktitut lors des termes de la cour itinérante et pour les différents intervenants hors des salles de cour.

Q _{uestion} 105	État d'avancement en date du 31 mars 2025 de la mise en application des mesures du Rapport sur la situation de la cour itinérante au Nunavik.

Le Rapport concernant la situation de la Cour itinérante au Nunavik, rédigé par M^e Jean-Claude Latraverse, a été rendu public le 5 août 2022.

- Il contient 60 recommandations qui visent à offrir une justice de plus grande proximité géographique et culturelle, à favoriser et élargir l'utilisation de méthodes alternatives au système judiciaire traditionnel et à proposer des façons d'optimiser la gestion des rôles de la cour.
- De ce nombre, 27 sont portées par le ministère de la Justice ou ses organismes.

Une majorité de ces recommandations sont complétées ou en cours d'avancement, dont celles qui concernent la mise en place d'infrastructures et la mise à niveau des équipements de visioconférence ainsi que la mise sur pied d'un fonds régional sur la formation des intervenants sociojudiciaires au Nunavik.

Pour les autres recommandations, le DPCP, la Commission des services juridiques, le Barreau du Québec, la Cour du Québec et la Cour supérieure sont impliqués dans les travaux et des liens sont établis afin d'assurer le suivi des recommandations les concernant en matière d'échéancier, de budget et de déploiement.

Question	122	Nombre de demandes de prestations présentées en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, incluant le résultat des demandes et le montant des prestations versées 2024-2025, par région. Pour chaque catégorie de prestations, préciser le montant affecté pour chaque sous-catégorie en faisant les distinctions entre les divers types de bénéficiaires, le cas échéant. Fournir le total des prestations et des frais d'administration de l'IVAC pour ces mêmes années.

Aucune demande de prestations n'a été présentée en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (LIVAC).

Depuis le 13 octobre 2021, les demandes sont présentées en vertu de la nouvelle loi, soit la Loi visant à aider les personnes victimes d'une infraction criminelle et à favoriser leur rétablissement (LAPVIC).

Répartition des décisions rendues par région

Région	Acceptée	Rejetée	Total	%
Abitibi-Témiscamingue	244	32	276	1,5 %
Bas-Saint-Laurent	456	48	504	2,7 %
Capitale-Nationale	1 435	219	1 654	8,9 %
Centre-du-Québec	776	98	874	4,7 %
Chaudière-Appalaches	706	77	783	4,2 %
Côte-Nord	148	11	159	0,9 %
Estrie	1 451	150	1 601	8,7 %
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	146	30	176	1,0 %
Lanaudière	1 327	147	1 474	8,0 %
Laurentides	1 615	208	1 823	9,9 %
Laval	556	66	622	3,4 %
Mauricie	723	73	796	4,3 %
Montréal	2 517	263	2 780	15,0 %
Montréal	3 073	390	3 463	18,7 %
Nord-du-Québec	73	10	83	0,4 %
Outaouais	553	43	596	3,2 %
Saguenay - Lac-Saint-Jean	515	64	579	3,1 %
Hors Québec	89	16	105	0,6 %
Indéterminée	115	26	141	0,8 %
Total	16 518	1 971	18 489	
Pourcentage	89,3 %	10,7 %		100,0 %

Nombre de demandes reçues et montant des prestations versées par région

Région	Nombre de demandes reçues	Prestations versées ¹ (\$)
Abitibi-Témiscamingue	370	6 486 929
Bas-Saint-Laurent	723	8 810 019
Capitale-Nationale	2 588	41 119 412
Centre-du-Québec	1 209	15 087 208
Chaudière-Appalaches	1 177	18 974 683
Côte-Nord	248	3 612 390
Estrie	2 343	31 566 100
Gaspésie-Îles-de-la-madeleine	247	4 810 918
Lanaudière	2 240	31 264 806
Laurentides	2 689	35 872 347
Laval	1 011	17 569 277
Mauricie	1 192	17 961 282
Montréal	4 147	59 513 463
Montréal	5 309	71 944 807
Nord-du-Québec	126	1 375 286

Question	122	Suite

Région	Nombre de demandes reçues	Prestations versées ¹ (\$)
Outaouais	886	15 575 830
Saguenay - Lac-Saint-Jean	926	12 057 742
Hors Québec	157	6 711 441
Indéterminée	234	37 578 536
Total	27 822	437 892 476

¹Les prestations versées présentées dans le tableau ci-haut sont celles pour tous les dossiers en traitement en 2024.

Prestations versées et frais d'administration

Types de prestations ²	Montant (\$)
Assistance médicale	23 946 853
Réadaptation	59 512 194
Indemnités de remplacement du revenu ³	265 610 349
Indemnités forfaitaires pour dommage corporel (LAPVIC)	22 129 307
Stabilisation sociale et économique	2 303 619
Indemnités de décès	8 087 862
Incapacité permanente des victimes et rentes aux personnes à charge (IVAC)	56 302 292
Total des prestations	437 892 476
Frais d'administration	35 048 298
Total	472 940 774

²Il s'agit de données préliminaires.

³Inclus les versements d'ITT, AFPPR, AFCCI et AFSPPR.

Frais de suivi psychothérapique et psychosocial déboursés

Total des frais	38 656 155 \$

Débours en indemnités de décès

Type	Débours (\$)
Indemnités de décès LAPVIC - conjoint	4 303 550
Indemnités de décès LAPVIC - parents et succession	2 144 557
Indemnités de décès LAPVIC - personnes à charge	1 326 384
Frais funéraires et transport du corps LAPVIC	313 246
Frais allocation spéciale IVAC - parents d'un enfant mineur décédé	125
Frais divers	534 986
Total ⁴	8 622 848

⁴Les frais divers ne sont pas inclus plus haut dans le tableau « Prestations versées et frais d'administration » ce qui explique l'écart entre les deux totaux associés aux indemnités de décès.

Note : la période de référence est du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Question 123	Bilan, au 31 mars 2025, du fonctionnement des CAVAC, incluant les budgets et l'effectif; fournir les prévisions pour 2025-2026. Fournir les montants d'aide financière accordés aux CAVAC et les prévisions pour 2025-2026.

Budgets 2024-2025

CAVAC	Ouverture	Montant (\$)
Abitibi-Témiscamingue	Juin 2002	2 442 315
Bas-Saint-Laurent	Février 1990	2 767 782
Centre-du-Québec	Avril 2003	2 676 862
Côte-Nord	Novembre 2001	2 227 458
Cri	Janvier 2008	152 728
Estrie	Novembre 1992	2 710 748
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Février 2003	1 500 272
Lanaudière	Mars 1998	2 389 964
Laurentides	Décembre 1992	2 285 894
Laval	Mars 1991	2 689 621
Mauricie	Février 1990	2 434 805
Montréal	Mars 1990	4 478 149
Montréal	Novembre 1998	7 655 140
Nunavik	Octobre 2004	957 418
Outaouais	Novembre 1989	2 714 334
Région de Québec	Juin 1988	4 360 952
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Janvier 1989	3 599 706
Total		48 044 148

Ces montants incluent, le cas échéant, le financement nécessaire pour la prestation des services offerts aux personnes victimes dans les contextes suivants :

- Programme de mesures de rechange général ;
- Programme témoin enfant et autres vulnérabilités ;
- Équipe spécialisée en accompagnement des victimes d'exploitation sexuelle ;
- Services d'aide aux personnes victimes autochtones dans l'ensemble des communautés autochtones ainsi qu'en milieux urbains ;
- Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale.

Q_{uestion} 123

Suite

Effectifs autorisés des CAVAC en 2024-2025

CAVAC	Directeur	Effectifs Temps plein et occasionnels	Total
Abitibi-Témiscamingue	1	28	29
Bas-St-Laurent	1	28	29
Centre-du-Québec	1	24	25
Côte-Nord	1	25	26
Cri	1	8	9
Estrie	1	34	35
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	13	14
Lanaudière	1	25	26
Laurentides	1	23	24
Laval	1	35	36
Mauricie	1	28	29
Montréal	1	54	55
Montréal	1	72	73
Nunavik	1	10	11
Outaouais	1	29	30
Région de Québec	1	53	54
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1	36	37
Total	17	525	542

Question	124	Bilan des subventions octroyées grâce au FAVAC pour des projets spéciaux ou des services récurrents à des organismes autres que les CAVAC. Ventiler par région et en fonction du type d'objet (projets spéciaux ou services récurrents).

Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels

Description	Montant (\$)
Services récurrents	
SOS violence conjugale ¹	1 432 150
Association québécoise Plaidoyer-Victimes (via le SACAIS)	336 900
Centre d'expertise Marie-Vincent	420 700
Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal ¹	1 425 080
Association des familles de personnes assassinées ou disparues	195 000
Centre de services de justice réparatrice	150 000
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (Services intégrés en abus et maltraitance - SIAM de Québec)	100 000
Éducaloi	50 000
Services récurrents – total partiel	4 109 830
Projets spéciaux – fédéral	
Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence	97 305
Centre d'expertise Marie-Vincent	231 601
Centre intégré de santé et services sociaux Chaudière-Appalaches (Services intégrés en abus et maltraitance - SIAM de Québec)	102 870
Université du Québec à Trois-Rivières	30 099
Association québécoise Plaidoyer-Victimes	125 474
Université de Montréal	49 500
Projets spéciaux - fédéral – total partiel	636 849
Total	4 746 679

¹Incluant un montant pour la réalisation du Programme d'aide financière d'urgence.

Pour les projets spéciaux en lien avec le Programme de subvention pour favoriser la recherche, l'information, la sensibilisation et la formation en matière d'aide aux victimes d'actes criminels, la réponse est incluse à la réponse de la question DP1.15.

Q _{uestion} 126	Montant des amendes recueillies en vertu des dispositions pénales de la Loi R-20 au cours des trois dernières années et ventilation par infraction.

Infractions à la loi R-20	Montant ¹
Montant des amendes et frais	3 863 869 \$

¹Il s'agit de la valeur des amendes et des frais apparaissant aux constats d'infraction.

Loi R-20 : Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.

Question 127	Le déficit actuariel du régime d'indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC) au 31 mars 2025.

Le régime n'est pas capitalisé et les dépenses sont payées à même le Fonds consolidé du revenu.

Question128

Les sommes imposées par les juges québécois à titre de suramendes compensatoires en vertu de l’article 737 du Code criminel, par district judiciaire et par mois. Indiquer le nombre de suramendes compensatoires réclamées. Indiquer s’il s’agit d’une déclaration de culpabilité sur mise en accusation ou par procédure sommaire.

Montants et nombre de suramendes par district judiciaire et par mois

District	Valeurs	2024-04	2024-05	2024-06	2024-07	2024-08	2024-09	2024-10	2024-11	2024-12	2025-01	Total
Abitibi	Montant peine	7 600 \$	6 835 \$	6 213 \$	8 035 \$	3 725 \$	31 335 \$	19 100 \$	3 745 \$	15 825 \$	6 375 \$	108 788 \$
	Nombre de dossiers	17	27	29	18	13	34	53	15	52	22	280
Alma	Montant peine	2 925 \$	1 395 \$	600 \$	3 175 \$	800 \$	2 215 \$	3 635 \$	2 625 \$	1 000 \$	4 665 \$	23 035 \$
	Nombre de dossiers	6	6	3	10	2	6	17	10	5	10	75
Arthabaska	Montant peine	11 845 \$	5 110 \$	4 325 \$	2 920 \$	5 115 \$	7 710 \$	9 685 \$	3 190 \$	4 050 \$	2 090 \$	56 040 \$
	Nombre de dossiers	29	13	11	10	15	17	32	12	11	5	155
Baie-Comeau	Montant peine	1 200 \$	0 \$	11 110 \$	0 \$	15 363 \$	0 \$	1 900 \$	0 \$	0 \$	900 \$	30 473 \$
	Nombre de dossiers	4	0	32	0	51	0	6	0	0	1	94
Beauce	Montant peine	8 185 \$	7 135 \$	10 420 \$	7 500 \$	0 \$	5 410 \$	13 642 \$	4 060 \$	6 590 \$	3 900 \$	66 842 \$
	Nombre de dossiers	26	24	34	22	0	22	39	14	23	13	217
Beauharnois	Montant peine	4 125 \$	11 170 \$	0 \$	5 340 \$	6 105 \$	16 885 \$	6 300 \$	0 \$	500 \$	0 \$	50 425 \$
	Nombre de dossiers	15	37	0	15	23	50	23	0	3	0	166
Bedford	Montant peine	4 355 \$	4 500 \$	1 995 \$	4 590 \$	3 450 \$	6 590 \$	6 740 \$	5 085 \$	3 850 \$	2 200 \$	43 355 \$
	Nombre de dossiers	17	23	11	16	15	17	30	11	16	7	163
Bonaventure	Montant peine	300 \$	1 600 \$	1 700 \$	1 600 \$	100 \$	0 \$	900 \$	850 \$	900 \$	1 200 \$	9 150 \$
	Nombre de dossiers	3	4	8	5	1	0	6	3	4	7	41
Charlevoix	Montant peine	0 \$	600 \$	3 440 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 010 \$	3 060 \$	0 \$	4 000 \$	19 110 \$
	Nombre de dossiers	0	2	6	0	0	0	17	8	0	13	46
Chicoutimi	Montant peine	0 \$	10 160 \$	13 000 \$	15 180 \$	4 505 \$	675 \$	19 025 \$	5 010 \$	3 700 \$	8 315 \$	79 570 \$
	Nombre de dossiers	0	28	36	45	18	1	42	15	11	27	223
Drummond	Montant peine	4 620 \$	8 265 \$	6 570 \$	4 430 \$	3 970 \$	6 770 \$	7 405 \$	6 340 \$	3 575 \$	7 935 \$	59 880 \$
	Nombre de dossiers	14	20	18	22	18	15	28	17	11	17	180
Frontenac	Montant peine	4 250 \$	850 \$	415 \$	4 840 \$	0 \$	2 830 \$	1 400 \$	3 940 \$	450 \$	800 \$	19 775 \$
	Nombre de dossiers	12	3	5	16	0	9	7	10	1	2	65
Gaspé	Montant peine	0 \$	2 195 \$	5 250 \$	6 550 \$	3 025 \$	2 000 \$	1 750 \$	4 300 \$	1 700 \$	1 700 \$	28 470 \$
	Nombre de dossiers	0	9	21	23	10	8	7	13	9	9	109
Gatineau	Montant peine	14 895 \$	16 210 \$	3 225 \$	15 025 \$	6 325 \$	7 225 \$	15 115 \$	6 225 \$	12 200 \$	7 980 \$	104 425 \$
	Nombre de dossiers	52	51	11	43	18	32	39	24	37	25	332
Iberville	Montant peine	4 425 \$	9 995 \$	4 160 \$	3 655 \$	3 960 \$	1 250 \$	6 305 \$	550 \$	4 085 \$	9 832 \$	48 217 \$
	Nombre de dossiers	17	25	13	9	13	7	21	2	13	36	156
Joliette	Montant peine	16 545 \$	25 990 \$	23 930 \$	13 410 \$	14 750 \$	18 300 \$	26 845 \$	23 085 \$	14 755 \$	17 825 \$	195 435 \$
	Nombre de dossiers	57	81	82	60	66	67	87	84	50	60	694
Kamouraska	Montant peine	3 405 \$	7 180 \$	2 510 \$	2 200 \$	1 800 \$	3 195 \$	4 650 \$	2 765 \$	2 000 \$	3 250 \$	32 955 \$
	Nombre de dossiers	13	26	8	11	4	6	11	9	8	10	106
Labelle	Montant peine	1 700 \$	7 390 \$	3 725 \$	4 880 \$	1 455 \$	2 500 \$	4 850 \$	2 425 \$	1 855 \$	1 925 \$	32 705 \$
	Nombre de dossiers	5	16	10	11	3	6	18	10	8	11	98
Laval	Montant peine	6 650 \$	10 780 \$	5 775 \$	6 710 \$	6 210 \$	14 570 \$	6 470 \$	15 260 \$	10 125 \$	7 250 \$	89 800 \$
	Nombre de dossiers	21	43	27	33	23	50	29	49	38	34	347
Longueuil	Montant peine	10 070 \$	25 585 \$	2 310 \$	38 632 \$	20 145 \$	3 460 \$	20 490 \$	33 425 \$	19 175 \$	19 120 \$	192 412 \$
	Nombre de dossiers	30	66	7	99	52	8	60	97	57	59	535
Mégantic	Montant peine	0 \$	0 \$	0 \$	900 \$	0 \$	0 \$	1 410 \$	450 \$	0 \$	30 \$	2 790 \$
	Nombre de dossiers	0	0	0	2	0	0	4	1	0	1	8
Mingan	Montant peine	1 425 \$	1 825 \$	0 \$	1 450 \$	2 685 \$	0 \$	0 \$	1 950 \$	0 \$	6 790 \$	16 125 \$
	Nombre de dossiers	6	6	0	7	9	0	0	9	0	21	58
Montmagny	Montant peine	2 340 \$	950 \$	3 290 \$	3 680 \$	2 250 \$	2 950 \$	4 985 \$	490 \$	3 510 \$	1 970 \$	26 415 \$
	Nombre de dossiers	8	5	10	13	11	12	17	4	10	6	96
Montréal	Montant peine	48 615 \$	50 540 \$	53 980 \$	34 150 \$	38 555 \$	42 480 \$	34 090 \$	54 650 \$	39 610 \$	47 420 \$	444 090 \$
	Nombre de dossiers	188	181	201	137	147	166	120	209	143	179	1 671
Pontiac	Montant peine	1 112 \$	450 \$	0 \$	0 \$	1 790 \$	0 \$	150 \$	500 \$	420 \$	0 \$	4 422 \$
	Nombre de dossiers	4	2	0	0	5	0	1	2	1	0	15
Québec	Montant peine	28 515 \$	19 840 \$	14 400 \$	37 445 \$	25 595 \$	22 055 \$	31 055 \$	16 425 \$	19 780 \$	21 110 \$	236 220 \$
	Nombre de dossiers	93	79	62	87	87	78	111	66	62	81	808
Richelieu	Montant peine	1 200 \$	7 810 \$	3 390 \$	2 900 \$	4 900 \$	100 \$	8 825 \$	4 600 \$	9 160 \$	8 135 \$	51 020 \$
	Nombre de dossiers	9	29	15	12	21	1	22	14	34	28	185
Rimouski	Montant peine	7 815 \$	2 150 \$	7 300 \$	8 200 \$	100 \$	3 100 \$	16 230 \$	4 730 \$	5 525 \$	1 660 \$	56 810 \$
	Nombre de dossiers	33	11	30	23	1	8	44	18	10	5	183
Roberval	Montant peine	6 980 \$	1 500 \$	1 150 \$	3 415 \$	400 \$	800 \$	2 750 \$	3 450 \$	2 975 \$	3 300 \$	26 720 \$
	Nombre de dossiers	16	8	5	9	2	5	8	10	10	8	81
Rouyn-Noranda	Montant peine	5 610 \$	11 450 \$	0 \$	0 \$	5 345 \$	400 \$	2 950 \$	7 425 \$	1 500 \$	1 800 \$	36 480 \$
	Nombre de dossiers	15	24	0	0	13	2	9	20	6	4	93
Saint-François	Montant peine	3 095 \$	7 825 \$	5 125 \$	5 750 \$	2 815 \$	1 650 \$	8 255 \$	9 400 \$	5 290 \$	3 725 \$	52 930 \$
	Nombre de dossiers	10	24	16	13	13	4	21	26	11	14	152
Saint-Hyacinthe	Montant peine	7 990 \$	2 950 \$	13 975 \$	6 915 \$	6 260 \$	0 \$	3 825 \$	5 220 \$	1 250 \$	11 775 \$	60 160 \$
	Nombre de dossiers	20	9	42	30	21	0	14	21	2	40	199
Saint-Maurice	Montant peine	4 950 \$	4 750 \$	3 365 \$	5 175 \$	3 250 \$	3 500 \$	3 050 \$	6 205 \$	6 050 \$	5 800 \$	46 095 \$
	Nombre de dossiers	12	13	14	21	11	10	10	23	15	20	149
Témiscamingue	Montant peine	3 050 \$	800 \$	900 \$	0 \$	360 \$	0 \$	510 \$	600 \$	0 \$	0 \$	6 220 \$
	Nombre de dossiers	7	6	2	0	3	0	3	2	0	0	23
Terrebonne	Montant peine	19 500 \$	22 705 \$	16 360 \$	18 416 \$	2 395 \$	19 090 \$	18 353 \$	9 535 \$	18 181 \$	7 151 \$	151 686 \$
	Nombre de dossiers	59	72	43	55	9	43	54	35	50	24	444
Trois-Rivières	Montant peine	10 600 \$	7 110 \$	11 910 \$	6 308 \$	6 305 \$	5 305 \$	12 080 \$	8 360 \$	8 225 \$	10 865 \$	87 068 \$
	Nombre de dossiers	28	23	31	23	19	20	43	20	23	25	255
Total	Montant peine	259 892 \$	305 600 \$	245 818 \$	283 375 \$	203 808 \$	234 350 \$	332 735 \$	259 930 \$	227 811 \$	242 793 \$	2 596 112 \$
Total	Nombre de dossiers	846	996	843	900	717	704	1 053	883	734	824	8 500

L'information selon laquelle il s'agit d'une déclaration de culpabilité sur mise en accusation ou par procédure sommaire n'est pas disponible.

Question 129	Bilan de la mise en œuvre de la Loi concernant la médiation familiale et pour 2024-2025 :
	a) nombre de couples ayant participé aux séances d'information; b) nombre de couples ayant obtenu une dispense; c) nombre de couples ayant eu recours à la médiation familiale.

Statistique en médiation familiale ¹	Nombre
Nombre de couples ayant participé aux séances sur la parentalité après la rupture :	
• Nombre de séances	170
• Nombre de participants	4 459
Exemption de participation à la séance d'information sur la parentalité après la rupture en raison de violence conjugale	17
Nombre de couples ayant eu recours à la médiation familiale	14 107

¹Les données correspondent aux rapports de médiation reçus au service de médiation familiale.

Question 130	Pour 2024-2025, nombre d’interprètes qui ont reçu leur qualification, conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones.

Cette année, parmi les 26 interprètes, 16 sont qualifiés conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones, soit 5 Inuits, 3 Innus, 1 Algonquin et Cri et 7 Cris.

Question 131	En date du 31 mars 2025, nombre d'interprètes qui détiennent leur qualification conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones, ventilé par nation autochtone.

Nombre d'interprètes autochtones : 26

- Inuit : 9
- Cri : 8
- Innu : 6
- Naskapi : 1
- Algonquin et Cri : 1
- Atikamekw : 1

Nombre d'interprètes autochtones qualifiés : 16

- Inuit : 5
- Cri : 7
- Algonquin et Cri : 1
- Innu : 3

Question 132	Pour 2024-2025, nombre de séances d'examens organisées pour qualifier des interprètes conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones.

Pour la région de la Côte-Nord, aucune séance d'examen n'a été tenue puisqu'aucune nouvelle candidature d'interprète en langue innue ou naskapi n'a été reçue. Le ministère de la Justice collabore également avec le Cégep de Sept-Îles dans le cadre de la formation de l'attestation d'études collégiales (AEC) de traducteur-interprète en langue innue. Cependant, aucune candidature n'a été reçue pour les stages de formations à l'automne 2024.

Pour le Nord-du-Québec, aucun nouvel interprète ne travaille pour les services judiciaires depuis la dernière séance de formation d'accréditation qui s'est tenue le 25 mars 2024. Conséquemment, aucune séance ne s'est tenue en 2024-2025.

Question 133

Depuis la création de la ligne téléphonique 1-800-rebâtir, indiquer :

- a) Le nombre d'employés dédiés à cette ligne;
- b) Le nombre d'employés à temps partiel;
- c) Le nombre d'employés à temps complet;
- d) La formation reçue par les employés;
- e) Les coûts d'opération reliés à cette ligne téléphonique;
- f) Le nombre d'appels reçus à ce jour;
- g) Ventilation selon les types d'appels (sexuelle, conjugale, familiale);
- h) Sur les 4 h de consultation gratuite, combien de temps en moyenne par personne;
- i) Les heures et les journées d'opération de la ligne téléphonique;
- j) Les actions posées suite aux appels;
- k) Les appels restants sans suivi.

a) Le nombre d'employés dédiés à cette ligne

19 employés sont dédiés à cette ligne.

b) Le nombre d'employés à temps partiel

Aucun.

c) Le nombre d'employés à temps complet

19 employés.

d) La formation reçue par les employés

239 heures de formation :

- Les conséquences et séquelles d'une violence sexuelle : enfants - adultes
- Questionner un enfant : favoriser le rappel libre
- Ateliers de Guérison des mémoires
- Formation sur l'enlèvement international
- Loi sur les foyers familiaux situés dans les réserves et les droits ou intérêts matrimoniaux
- La violence conjugale et sexuelle en milieu autochtone
- L'interruption de la violence conjugale et familiale d'adultes autochtones au Québec
- Tout ce que vous devez savoir sur la violence conjugale ou presque
- Les scénarios de protection, inventaire de risques, stratégie de sécurité et répéter les étapes
- Formation de sensibilisation aux réalités autochtones : approbation des outils de communication
- Journée avec les experts :
 - Quelles suites pour le rapport « Rebâtir la confiance ».
 - Défis et enjeux des milieux pour la mise en œuvre des suites du rapport « Rebâtir la confiance »
 - Tribunaux spécialisés
 - Stress de compassion
- Série de formations sur la violence conjugale et post-séparation et sur la violence à caractère sexuel
- Formation sur le phénomène de la violence conjugale
- « Violence conjugale : Connaître, détecter, intervenir »
- Jurisprudence et doctrine sur la diffamation
- Violence conjugale : L'effet de cooccurrence des violences sur la gravité des sévices subis en contexte conjugale
- Comité consultatif sur la violence conjugale et la pratique judiciaire : Suivi des rencontres avec l'équipe de Rebâtir et remise de la documentation
- Cours sur la violence familiale et le droit de la famille à l'intention des conseillers juridiques
- Introduction aux modifications apportées à la législation fédérale sur le droit de la famille
- Contrôle coercitif : La notion de contrôle coercitif et outils complémentaires
- Formation des interprètes en matière de violence envers les femmes immigrantes et racisées.
- Présentation de divers outils et formations développés par Éducaloi
- Intervenir auprès des personnes immigrantes, victimes d'agression sexuelle
- Intervenir auprès des victimes de violence conjugale

Question **133** Suite

- Comprendre les infractions à caractère sexuel et le processus judiciaire
- Formation : Le processus judiciaire dans un contexte de violence conjugale
- Formation : Faciliter la participation des victimes au processus judiciaire criminel
- Formation : Le bail résidentiel : Attestation en vue de la résiliation
- Démystifier les services offerts par les CAVAC
- Guide d'intervention spécifique aux témoins mineurs
- Formation en dommages et intérêts pour les victimes VC – VS + diffamation
- Quel est le rôle du Carrefour sécurité en matière de VC
- Évaluation des risques pour la santé de nos clients
- Présentation du dossier spécial CAIJ-Rebâtir + contrôle coercitif
- Rapport : Accès à la justice pour les femmes marginalisées victimes de violence
- Démystifier le rôle d'info aide violence sexuelle
- Les personnes victimes et la C.Q.L.C.
- L'art de s'exprimer en toute liberté (Diffamation)
- « Politique inspirante en violence conjugale »
- Les Tribunaux spécialisés en matière de VC-VS
- Présentation de l'accompagnement des victimes d'agression sexuelle et soutien aux personnes à risque ou victimes d'exploitation sexuelle
- S'occuper de nous : Prévenir la fatigue de compassion et trauma vicariant
- Membres Socio judiciaire - Les connaissances de base sur la violence sexuelle envers les jeunes et ses conséquences
- Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale - Mieux comprendre la violence conjugale pour améliorer le parcours judiciaire des victimes
- Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale - Prévenir l'homicide du partenaire intime
- Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale - Formation de base sur la violence sexuelle
- Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale - La violence ne cesse pas après la rupture : démystifier la violence conjugale post-séparation
- Des outils pour mieux comprendre la réalité des victimes de violence conjugale et sexuell pour mieux les représenter
- La boîte à outils
- Quand la violence conjugale s'immisce dans un dossier : nouveaux outils pratiques pour dépister, documenter et mieux intervenir comme avocat
- L'action civile pour l'indemnisation des victimes de violence sexuelle et conjugale
- Évaluation de la crédibilité et comportements non verbaux des témoins
- Bracelet antirapprochement
- Formation enfant témoin
- Formation sur les facteurs de risque d'homicide en contexte de violence conjugale
- Aide financière d'urgence offerte aux victimes de violences. (LAFU)
- Service offert aux victimes
- Enlèvement International
- L'exploitation sexuelle
- Formation LAPVIC
- La fatigue de compassion et le trauma vicariant
- Formation de l'organisme Cyber-Citoyen : Outils pour détecter les moyens technologiques d'un agresseur
- Les violences conjugales, familiales et sexuelles en milieux autochtones
- Reconnaître la personne suicidaire et faciliter l'accès à l'aide offerte par suivi action Montréal
- Formation : Les notions de base en santé mentale
- Formation 101 : Permis de travail et EIMT-CAQ
- Formation 101 : Travailleurs qualifiés et de la résidence permanente économique du Québec
- Rebâtir Phase II et nouveaux avocats Rebâtir phase I : Les violences conjugales, familiales et sexuelles en milieux autochtones

Question **133** Suite

- Formation en droit de l'immigration offerte aux avocats du CCJRS et l'équipe Rebâtir
- Formation loi sur les armes à feu du bureau du contrôle des armes à feu et des explosifs de la SQ
- Droits et réalités des peuples autochtones au Québec
- Démystifier le contrôle coercitif : nouveaux outils pratiques pour dépister, documenter et mieux intervenir
- Assurer la sécurité d'une personne victime de violence conjugale : approche multidisciplinaire pour une meilleure cohérence dans l'utilisation des recours et outils disponibles
- Balado avec l'honorable Julie Philippe : Première femme autochtone à devenir juge au Québec
- Autoformation : Lecture du rapport de la CDPDJ sur les mythes et réalités et écoute des capsules de briser le code
- Commissions d'enquête et peuples autochtones au Québec et au Canada : Constats, recommandations et application
- Loi sur les foyers familiaux situés dans les réserves et les droits ou intérêts matrimoniaux
- Enjeux et réalités propres aux femmes des Premières Nations
- L'impact d'un trauma sur la mémoire et son rappel
- Obligation déontologique, risque à la sécurité, violence conjugale
- La prise en compte des normes minimales de la loi fédérale (Loi C-92)
- S'unir pour prévenir : La recherche collaborative au service de la prévention de la violence au sein des relations intimes
- Les survivantes : La traite de personnes et témoignage d'une survivante
- Rencontre avec l'unité de cyberviolence

e) Les coûts d'opération reliés à cette ligne téléphonique

En 2024-2025 : 2 852 083 \$

f) Le nombre d'appels reçus à ce jour

En 2024-2025 : 21 491 appels pour demander une consultation.

g) Ventilation selon les types d'appels (sexuelle, conjugale, familiale)

83,2 % en matière de violence conjugale.

16,8 % en matière de violence sexuelle.

Cependant, il est important de noter que, parmi les victimes de violence conjugale, 78 % subissent également des violences sexuelles dans ce contexte. En revanche, 16,8 % des victimes de violences sexuelles le sont exclusivement en dehors de toute situation de violence conjugale.

h) Sur les 4 heures de consultation gratuite, combien de temps en moyenne par personne

La moyenne d'heure d'utilisation sur les 4 heures de consultation octroyées est de 2 h 43.

i) Les heures et les journées d'opération de la ligne téléphonique

Les heures d'ouvertures et les journées d'opération sont du lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h 30. Cependant, les avocats poursuivent leur consultation jusqu'à 17 h 30.

j) Les actions posées à la suite des appels sont :

- Consultation juridique ;
- Transfert des fiches de consultation dans les bureaux d'aide juridique de la région de la victime, afin que des actes juridiques soient posés ;
- En cas de conflit d'intérêts avec un avocat du bureau de région ou de situation urgente, les dossiers sont également référés à Rebâtir ;
- Référence à des organismes partenaires (environ 163 à ce jour) tels que :

Question	133	Suite

- SOS violence conjugale ;
- Info aide violence sexuelle ;
- Maisons d’hébergement ;
- Directeur des poursuites criminelles et pénales ;
- Sûreté du Québec et service de police municipale.
- Organisation d’un rendez-vous avec un avocat de REBÂTIR, spécialisé dans un autre domaine de droit et si nécessaire, réservation d’un interprète pour la réalisation du rendez-vous de consultation ;
- Référence à un avocat de la liste interne de REBÂTIR, si la personne n’est pas admissible à l’aide juridique ou s’il ne s’agit pas d’une urgence ;
- Si urgence : mise en place d’une cellule de crise avec l’aide de nos partenaires, tels que la Sûreté du Québec et le Carrefour sécurité violence conjugale ;
- Recherche de jurisprudence et doctrine afin d’aiguiller la victime dans ses démarches à entreprendre ;
- Lecture et analyse des procédures et/ou documents reçus de la victime ;
- Recherche au plunitif ;
- Recherche au Registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM) ;
- Recherche au registre foncier du Québec ;
- Accompagnement de la victime afin de remplir les formulaires administratifs tel que IVAC ;
- Analyse des décisions expédiées par la victime, afin de donner une opinion juridique ;
- Communication avec le Directeur des poursuites criminelles et pénales et les services de police afin de comprendre les raisons pour lesquelles une plainte n’a pas été retenue ou est en attente.

k) Les appels restants sans suivi

Aucun appel ne demeure sans suivi à moins qu’une personne victime téléphone et ne laisse aucun numéro pour la rejoindre.

Question 134	Concernant l'annonce du 24 avril 2023 annonçant un financement de 1,6 million de dollars pour des projets visant à rebâtir la confiance des personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale envers le système de justice, indiquer : a) La liste des projets financés en date du 31 mars 2025 et les montants investis dans chacun.

Les sommes de 1,6 M\$ concernant l'annonce du 24 avril 2023 pour des projets visant à rebâtir la confiance ont été investies en 2022-2023.

Question 135	Concernant le projet de Gestion du dossier judiciaire, des registres et du dossier du juge, fournir pour 2024-2025 : a) Sommes dépensées en 2024-2025 (et prévisions pour 2025-2026); b) Détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation; c) Les entreprises d'infonuagique impliquées; d) Le nombre d'ETC affectés à ce programme; e) Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route; f) État d'avancement; g) Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.

- a) Les sommes dépensées en 2024-2025 sont de 6,2 M\$.
- b) La firme CGI est le prestataire de services retenu, à la suite d'un appel d'offres, qui collabore avec les équipes dans les travaux de réalisation.
- c) L'entreprise en infonuagique impliquée est Microsoft Azure.
- d) Les efforts réalisés par des ressources internes en 2024-2025 pour le Programme Lexius sont à la hauteur de 30,6 ETC.
- e) Les phases conception et planification sont complétées depuis 2021. Le projet est actuellement dans la phase d'exécution. Les travaux d'architecture détaillée, de preuve de concept et la planification du développement sont complétés. Les travaux de développement sont en cours. Les activités d'essai et d'implantation sont planifiées par livraison.
- f) L'avancement budgétaire du projet est de 45 %.
- g) Sans objet.

Q uestion 136	Concernant le projet de Gestion de l'audience numérique, fournir pour 2024-2025 : h) Sommes dépensées en 2024-2025 (et prévisions pour 2025-2026); i) Détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation; j) Les entreprises d'infonuagique impliquées; k) Le nombre d'ETC affectés à ce programme; l) Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route; m) État d'avancement; n) Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.

- h) Les sommes dépensées en 2024-2025 sont de 1,3 M\$.
- i) La firme CGI est le prestataire de services retenu, à la suite d'un appel d'offres, qui collabore avec les équipes dans les travaux de réalisation.
- j) L'entreprise en infonuagique impliquée est Microsoft Azure.
- k) Les efforts réalisés par des ressources internes en 2024-2025 pour le Programme Lexius sont à la hauteur de 30,6 ETC.
- l) Les phases conception et planification sont complétées depuis 2021. Le projet est actuellement dans la phase d'exécution. Les travaux d'architecture détaillée, de preuve de concept et la planification du développement sont complétés. Les travaux de développement sont en cours. Les activités d'essai et d'implantation sont planifiées par livraison.
- m) L'avancement budgétaire du projet est de 24 %.
- n) Sans objet.

Question 137	Concernant le projet Soutien de l'instance, la gestion des salles et la mise au rôle, fournir pour 2024-2025 : o) Sommes dépensées en 2024-2025 (et prévisions pour 2025-2026); p) Détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation; q) Les entreprises d'infonuagique impliquées; r) Le nombre d'ETC affectés à ce programme; s) Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route; t) État d'avancement; u) Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.

- o) Les sommes dépensées en 2024-2025 sont de 1,8 M\$.
- p) La firme CGI est le prestataire de services retenu, à la suite d'un appel d'offres, qui collabore avec les équipes dans les travaux de réalisation.
- q) L'entreprise en infonuagique impliquée est Microsoft Azure.
- r) Les efforts réalisés par des ressources internes en 2024-2025 pour le Programme Lexius sont à la hauteur de 30,6 ETC.
- s) Les phases conception et planification sont complétées depuis 2021. Le projet est actuellement dans la phase d'exécution. Les travaux d'architecture détaillée, de preuve de concept et de développement sont complétés. Les activités d'essai et d'implantation sont en cours.
- t) L'avancement budgétaire du projet est de 86 %.
- u) Sans objet.



MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

**Renseignements particuliers
du 2^e groupe d'opposition**

Document préparé par la Direction générale des ressources budgétaires et financières
Avril 2025

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements		Page
P.1	Nombre de postes ouverts pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	175
P.3	Nombre et proportion de départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	176
P.4	Nombre et proportion de femmes et d'hommes et de diverses identités de genre dans les postes de gestionnaires au sein du ministère.	177
P.6	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus incluant, pour chacun de ces concours: a) le nombre de postes à combler; b) le nombre de postulants; c) la date; d) la nature (concours réservé ou non); e) le taux de réussite; f) la répartition par région administrative; g) la date de la publication des résultats.	178
P.7	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	191
P.9	Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que le ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente.	192
P.10	Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives qui n'existaient pas en l'an dernier.	193
P.11	Total des sommes octroyées à titre d'aide financière d'urgence (AFU) pour les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale, ventilées par région administrative, le nom des organismes qui administrent ces sommes pour chacune des régions administratives et le lieu (municipalité) du siège social des organismes qui administrent ces sommes.	194
P.12	Nombre de couples qui ont complété, jusqu'au dépôt au palais de justice, le processus offert par le nouvel outil technologique d'aide pour les couples sans enfants qui souhaitent divorcer conjointement et permettant de constituer eux-mêmes leur dossier de divorce conjoint (JuridiQC), ventilé par région administrative.	195
P.13	Total des sommes allouées au recours à des initiatives de médiation ou de facilitation qui accompagne la recherche de solutions communes concernant la réorganisation du travail des juges siégeant en matière criminelle et pénale.	196
P.14	Nombre de médiateurs accrédités au Québec et ventilation par région administrative.	197
P.15	Total des sommes allouées aux centres de justice de proximité actuellement en fonction et ventilation par région administrative. Préciser le lieu (municipalité) du siège social des organismes qui administrent ces sommes pour chaque région administrative. Prévisions budgétaires pour les centres de justice de proximité qui ne sont pas encore en fonction, ventilées par région administrative.	198
P.16	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour la prochaine année.	199
P.18	Estimation des dépenses budgétaires destinées à augmenter le recours aux modes alternatifs de règlement des litiges, ventilé par territoires du Québec qui bénéficient de ces dépenses budgétaires.	203
P.19	Nombre de personnes indemnisées par l'IVAC, taux d'acceptation des demandes et délai pour obtenir une décision d'admissibilité, ventilé par région administrative.	204

Demande de renseignements		Page
P.20	Liste des sommes investies depuis l'adoption du projet de loi 84 (IVAC) pour sa mise en action et prévision des crédits dédiés. Détailler par région administrative, par projet et par bureau, le cas échéant.	206
P.22	Concernant les mandats pour les dossiers d'immigration pour l'année écoulée: a) nombre total des demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b) nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c) nombre de mandats émis à la pratique privée; d) coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	Cahier CSJ
P.23	Nombre de mandats d'aide juridique, ventilé par région, émis en présence de circonstances exceptionnelles et en raison que le fait de ne pas la déclarer financièrement admissible entraînerait pour cette personne un tort irréparable, sur décision du comité administratif de la Commission des services juridiques (application des articles 4.3 et 4.13 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques).	Cahier CSJ
P.24	Nombre de mandats d'aide juridique, ventilés par région, accordée en matière autre que criminelle ou pénale, lorsque la personne à qui l'aide juridique serait accordée subit ou subira vraisemblablement une atteinte grave à sa liberté, notamment une mesure de garde ou de détention (application de l'article 4.7, par. 8 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques).	Cahier CSJ
P.25	Nombre de mandats d'aide juridique, ventilés par région, accordée en matière autre que criminelle ou pénale, lorsqu'il s'agit de toute autre affaire, si cette affaire met en cause ou mettra vraisemblablement en cause soit la sécurité physique ou psychologique d'une personne, soit ses moyens de subsistance, soit ses besoins essentiels et ceux de sa famille (application de l'article 4.7, par. 9 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques).	Cahier CSJ
P.26	Nombre de mandats d'aide juridique refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques.	Cahier CSJ
P.27	Coût total des frais judiciaires payés par le réseau d'aide juridique pour les bénéficiaires desservis par des avocats salariés ou par des avocats de la pratique privée, par catégories de frais.	Cahier CSJ
P.28	Ventilation détaillée des effectifs, selon la recension la plus récente possible, pour la Commission des services juridiques ainsi que pour chacun des bureaux d'aide juridique régionaux.	Cahier CSJ
P.29	Délais avant jugement, par tribunal et type de dossier.	207
P.30	Proportion des personnes se représentant seules devant les tribunaux, ventilée par région administrative.	208
P.31	Le nombre de rédacteurs accrédités pour la rédaction de rapports de type Gladue à l'emploi du ministère.	209
P.32	L'ensemble des frais relatifs à la rédaction de rapports de type Gladue encourus et ventilé par poste budgétaire.	210
P.33	Le nombre de rapports de type Gladue ordonnés par la Cour du Québec.	211
P.34	La liste des comités de justice autochtone actifs, ainsi que le financement obtenu pour chacun d'eux.	212
P.35	La liste des sommes investies pour l'aménagement de lieux adéquats à l'exercice de la justice dans chacune des communautés ou chacun des villages autochtones où siège la Cour itinérante, ventilé par village ou communauté.	213
P.36	La liste des sommes investies pour l'usage de la visioconférence lors des enquêtes sur remise en liberté pour les détenus des communautés ou villages autochtones.	214
P.37	Sommes dépensées dans le cadre de Rebâtir la confiance. Détailler par investissements et par projets.	215
P.38	Liste de toutes les campagnes publicitaires commandées par le ministère et les sommes encourues.	216

Demande de renseignements		Page
P.39	Liste des nouvelles initiatives prises dans l'année écoulée afin de bonifier la sécurité dans les palais de justice	217
P.40	Sur le non-respect de la Loi visant à protéger les personnes contre les thérapies de conversion dispensées pour changer leur orientation sexuelle, leur identité de genre ou leur expression, pour 2024-2025, veuillez donner : a) le nombre de signalements reçus, b) le nombre de plaintes déposées, c) le nombre d'amendes données, i. ventiler par montant ii. ventiler si récidiviste	218

N.B. À moins d'indications contraires, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 31 janvier 2025.

# demande initiale deuxième groupe d'opposition	Questions 2025-2026 non répondues	Motifs
DP2.2	Nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i
DP2.5	Nombre et proportion de personnes issues de la diversité (autochtones, communautés racisées, personnes en situation d'handicap) dans les postes de gestionnaires au sein du ministère.	Répondue par les réponses de la demande de renseignements généraux numéro 13a et 13b
DP2.8	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.	Répondue par les réponses de la demande de renseignements généraux numéro 69
DP2.17	Nombre total de juges, selon la recension la plus récente possible, pour chaque cour sous juridiction du Québec. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région ainsi que le genre des juges. Indiquer le nombre de juges en congé de maladie en indiquant la date prévue de retour, le nombre de postes vacants en indiquant la date de la libération du poste.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 21 de l'opposition officielle
DP2.21	Nombre, nature et résultat des plaintes déposées devant le conseil de la magistrature et le nombre de cas portés devant les tribunaux avec brève explication sur la nature de chaque affaire et son cheminement dans le processus judiciaire. Synthèse des améliorations qui ont été apportées découlant de ces plaintes.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 24 de l'opposition officielle
DP2.41	Sur le Plan d'action gouvernemental pour prévenir et contrer les thérapies de conversion 2021-2023, est-ce qu'un nouveau plan est prévu ? Donner l'état des consultations pour la rédaction d'un nouveau plan et les échéanciers.	Répondue par la ministère des relations internationales et de la francophonie

Question 01	Nombre de postes ouverts pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

Catégorie d'emploi	Nombre de postes ouverts
Cadres	2
Personnel professionnel	3
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	2
Personnel ouvrier	0
Total	7

Question 03	Nombre et proportion de départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

Catégorie d'emploi	Retraite		Mutation		Démission		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Cadres	4	6,1	9	9,1	1	0,3	14	2,8
Ouvriers	0	0,0	0	0,0	1	0,3	1	0,2
Personnel de bureau	33	50,0	11	11,1	194	59,0	238	48,2
Professionnels	16	24,2	52	52,5	37	11,2	105	21,3
Techniciens et assimilés	13	19,7	27	27,3	96	29,2	136	27,5
Total	66	100 %	99	100 %	329	100 %	494	100 %

Question 04	Nombre et proportion de femmes et d'hommes et de diverses identités de genre dans les postes de gestionnaires au sein du ministère.

Femme		Homme	
Nombre	%	Nombre	%
113	64,9	61	35,1

Note: Le Ministère ne détient aucune information sur l'identité de genre de son personnel.

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

Étude des crédits 2025-2026

Question 06	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus incluant, pour chacun de ces concours :
	a) le nombre de postes à combler;
	b) le nombre de postulants;
	c) la date;
	d) la nature (concours réservé ou non);
	e) le taux de réussite;
	f) la répartition par région administrative;
	g) la date de la publication des résultats.

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
26410SRS04000053-JB	1	124	2024-04-02	2024-04-15	Non
10500SRS04000056-JB	1	52	2024-04-04	2024-04-17	Non
10800SRS04005094-JB	1	24	2024-04-04	2024-04-17	Non
26410SRS04000058-CAB	1	139	2024-04-05	2024-04-16	Non
10500SRS04005093-MN	1	69	2024-04-05	2024-04-18	Non
26410SRS04000060-MN	1	36	2024-04-05	2024-04-19	Non
E28430SRS04000059-MN	3	15	2024-04-05	2024-04-19	Non
E11501SRS04000064-MN	1	39	2024-04-08	2024-04-19	Non
10800SRS04000057-JB	1	107	2024-04-08	2024-04-21	Non
26410SRS04000067-CAB	1	128	2024-04-09	2024-04-22	Non
E20010SRS04000066-MN	1	279	2024-04-10	2024-04-16	Non
21710SRS04000068-SB	1	71	2024-04-10	2024-04-23	Non
28330SRC04005095-JB	1	26	2024-04-11	2024-04-18	Non
10800SRS04000061-JB	1	106	2024-04-12	2024-04-25	Non
E11501SRS04000069-MN	1	35	2024-04-12	2024-04-25	Non
E50430SRS04000364-06	30	57	2024-04-15	2024-04-21	Non
28330SRC04000365-06	35	54	2024-04-15	2024-04-21	Non
28330SRC04000366-06	2	52	2024-04-15	2024-04-21	Non
E28325SRS04000369-08	2	3	2024-04-15	2024-04-26	Non
E28325SRS04000368-08	2	5	2024-04-15	2024-04-26	Non
E28325SRS04000370-16E	2	15	2024-04-15	2024-04-26	Non

Question 06	Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
26410SRC04000072-SB	1	39	2024-04-15	2024-04-28	Non
10800SRS04000062-JB	1	134	2024-04-15	2024-04-28	Non
E28430SRS04003037-MN	1	27	2024-04-17	2024-04-30	Non
E11501SRS04000074-SB	1	26	2024-04-17	2024-04-30	Non
10500SRS04005096-JB	1	174	2024-04-17	2024-04-30	Non
26410SRS04007120-MN	2	83	2024-04-19	2024-05-02	Non
28330SRC04008086-JB	1	6	2024-04-19	2024-05-02	Non
E50430SRS04000078-MN	5	25	2024-04-20	2024-04-26	Non
E24910SRS04008087-MN	3	176	2024-04-22	2024-04-26	Non
10800SRS04005097-JB	1	77	2024-04-22	2024-05-03	Non
10810SRS04000080-JB	1	29	2024-04-24	2024-05-07	Non
10800SRS04000079-JB	1	34	2024-04-24	2024-05-07	Non
26410SRS04000082-SB	1	170	2024-04-24	2024-05-07	Non
28330SRC04008088-MN	1	124	2024-04-24	2024-05-07	Non
10800SRS04005098-JB	2	69	2024-04-25	2024-05-08	Non
E11501SRS04000075-SB	1	63	2024-04-25	2024-05-08	Non
10500SRS04008089-JB	1	11	2024-04-26	2024-05-09	Non
63004SRS04000088-SB	1	64	2024-04-26	2024-05-10	Non
E50430SRS04000373-06	30	109	2024-04-29	2024-05-05	Non
28330SRC04000371-06	35	68	2024-04-29	2024-05-05	Non
28330SRC04000087-CAB	2	57	2024-04-29	2024-05-05	Non
E50430SRS04000374-03	10	29	2024-04-29	2024-05-10	Non
10800SRC04000081-JB	3	110	2024-04-29	2024-05-12	Non
28330SRC04000084-JB	3	64	2024-04-29	2024-05-12	Non

Question 06	Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
E50430SRC04000085-JB	3	78	2024-04-29	2024-05-13	Non
28330SRC04000089-SB	1	67	2024-04-30	2024-05-13	Non
E28430SRS04000387-001	5	1	2024-05-01	2024-05-07	Non
E28430SRS04000383-10	3	5	2024-05-01	2024-05-07	Non
E28430SRS04000382-09	2	6	2024-05-01	2024-05-07	Non
E28430SRS04000380-08	7	10	2024-05-01	2024-05-07	Non
E28430SRS04000377-05	2	27	2024-05-01	2024-05-07	Non
E28430SRS04000375-02	2	34	2024-05-01	2024-05-07	Non
E28430SRS04000379-07	2	40	2024-05-01	2024-05-07	Non
E28430SRS04000376-03	4	46	2024-05-01	2024-05-07	Non
E28430SRS04000388-16O	3	50	2024-05-01	2024-05-07	Non
E28430SRS04000389-BIA	4	87	2024-05-01	2024-05-07	Non
E50430SRS04000394-15	2	21	2024-05-01	2024-05-10	Non
28330SRC04000395-15	1	20	2024-05-01	2024-05-10	Non
26410SRS04003023-MN	1	26	2024-05-01	2024-05-14	Non
E28430SRS04000091-SB	1	38	2024-05-01	2024-05-14	Non
63004SRS04005100-MN	1	40	2024-05-01	2024-05-14	Non
E28430SRS04000381-08	3	3	2024-05-01	2024-05-07	Non
E28430SRS04000384-12	2	13	2024-05-01	2024-05-07	Non
E28430SRS04000387-16E	5	35	2024-05-01	2024-05-07	Non
E28430SRS04000386-15	2	40	2024-05-01	2024-05-07	Non
E28430SRS04000385-13	2	56	2024-05-01	2024-05-07	Non
E28430SRS04000378-06	3	158	2024-05-01	2024-05-07	Non
E28430SRS04000390-CTX	2	76	2024-05-01	2024-05-08	Non

Question 06	Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
26410SRS04005101-JB	1	30	2024-05-01	2024-05-14	Non
26410SRS04000090-CAB	1	64	2024-05-02	2024-05-12	Non
26410SRS04000093-MN	1	24	2024-05-02	2024-05-16	Non
E22120SRS04000092-SB	1	56	2024-05-03	2024-05-16	Non
10800SRS04000096-JB	1	50	2024-05-06	2024-05-10	Non
10800SRC04005102-JB	1	93	2024-05-06	2024-05-17	Non
E50430SRS04000095-JB	1	9	2024-05-06	2024-05-19	Non
E50430SRS04000099-MN	2	5	2024-05-08	2024-05-22	Non
E50428SRS04000076-CAB	1	59	2024-05-09	2024-05-16	Non
E28325SRS04000102-CAB	1	34	2024-05-09	2024-05-22	Non
26410SRC04000103-MN	1	11	2024-05-10	2024-05-16	Non
E50430SRS04000100-MN	1	13	2024-05-10	2024-05-24	Non
E20010SRS04000107-CAB	1	118	2024-05-13	2024-05-17	Non
E50428SRS04000108-CAB	1	40	2024-05-14	2024-05-21	Non
10500SRS04000106-CAB	1	120	2024-05-16	2024-05-23	Non
10500SRS04008090-MN	1	48	2024-05-16	2024-05-29	Non
26410SRS04000111-CAB	1	91	2024-05-17	2024-05-24	Non
E50430SRS04000104-SB	3	17	2024-05-17	2024-05-31	Non
10500SRS04003024-MN	1	90	2024-05-17	2024-05-31	Non
28330SRC04000405-09	3	4	2024-05-20	2024-06-03	Non
28330SRC04000406-10	3	4	2024-05-20	2024-06-03	Non
28330SRC04000396-01	2	6	2024-05-20	2024-06-03	Non
28330SRC04000404-08	2	7	2024-05-20	2024-06-03	Non
28330SRC04000407-11	2	8	2024-05-20	2024-06-03	Non

Question 06	Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
28330SRC04000410-14	1	16	2024-05-20	2024-06-03	Non
28330SRC04000399-04	3	20	2024-05-20	2024-06-03	Non
28330SRC04000403-07	5	35	2024-05-20	2024-06-03	Non
28330SRC04000398-03	6	36	2024-05-20	2024-06-03	Non
28330SRC04000413-16O	9	38	2024-05-20	2024-06-03	Non
28330SRC04000401-06	30	89	2024-05-20	2024-06-03	Non
28330SRC04000414-BIA	9	88	2024-05-20	2024-06-03	Non
28330SRC04000402-06	3	90	2024-05-20	2024-06-03	Non
E50430SRC04003038-MN	2	12	2024-05-21	2024-05-27	Non
10000SRS04007122-MN	1	244	2024-05-21	2024-06-03	Non
28330SRC04000412-16E	4	23	2024-05-21	2024-06-03	Non
E11501SRS04000109-SB	1	32	2024-05-22	2024-06-04	Non
10800SRS04000112-JB	1	45	2024-05-22	2024-06-04	Non
E28430SRS04003039-MN	1	15	2024-05-27	2024-05-31	Non
E28325SRS04005103-JB	1	9	2024-05-27	2024-06-07	Non
10800SRS04000113-JB	1	101	2024-05-27	2024-06-09	Non
E28430SRS04000114-SB	1	50	2024-05-28	2024-06-11	Non
E11501SRS04000117-SB	1	74	2024-05-28	2024-06-11	Non
26410SRC04007123-MN	1	63	2024-05-29	2024-06-11	Non
E28435SRS04008092-JB	1	6	2024-05-31	2024-06-19	Non
E28435SRS04008091-JB	1	5	2024-05-31	2024-06-19	Non
E50430SRS04000417-07	5	93	2024-06-04	2024-06-16	Non
E50430SRS04000415-06	30	112	2024-06-04	2024-06-16	Non
E50430SRS04000416-03	10	40	2024-06-04	2024-06-16	Non
E50435SRS04008093-JB	1	1	2024-06-04	2024-06-17	Non

Question 06	Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
26410SRC04000123-CAB	1	129	2024-06-05	2024-06-16	Non
E28430SRS04008094-MN	1	42	2024-06-05	2024-06-17	Non
E11501SRS04000124-MN	1	44	2024-06-06	2024-06-19	Non
E28430SRS04000131-JB	2	9	2024-06-07	2024-06-13	Non
E50430SRS04000120-JB	1	12	2024-06-07	2024-06-20	Non
26410SRS04000125-SB	1	97	2024-06-07	2024-06-20	Non
E28430SRS04000129-JB	3	72	2024-06-10	2024-06-21	Non
E50430SRS04000128-JB	1	24	2024-06-10	2024-06-21	Non
28330SRC04000130-SB	1	51	2024-06-10	2024-06-21	Non
E50430SRS04000121-JB	1	8	2024-06-10	2024-06-23	Non
E28430SRS04000133-JB	1	8	2024-06-11	2024-06-17	Non
E28430SRS04000132-JB	3	13	2024-06-11	2024-06-25	Non
26410SRS04005105-MN	1	206	2024-06-12	2024-06-26	Non
10800SRC04000141-JB	4	176	2024-06-18	2024-06-27	Non
28330SRC04000140-MN	2	24	2024-06-18	2024-07-03	Non
26410SRS04000139-MN	1	17	2024-06-18	2024-07-04	Non
E11501SRS04000119-SB	2	18	2024-06-19	2024-07-04	Non
E50430SRS04000135-SB	4	28	2024-06-20	2024-07-05	Non
28330SRC04000142-JB	1	6	2024-06-20	2024-07-05	Non
E50430SRS04000145-JB	3	71	2024-06-21	2024-07-04	Non
E50430SRS04000146-SB	2	47	2024-06-24	2024-07-02	Non
26410SRS04000147-SB	1	44	2024-06-26	2024-07-10	Non
E11501SRS04000148-SB	1	38	2024-06-26	2024-07-10	Non
26410SRS04000150-MN	1	32	2024-06-28	2024-07-05	Non
63003SRS04000151-MN	1	39	2024-06-28	2024-07-12	Non

Question 06	Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
E50430SRS04000149-SB	1	31	2024-06-28	2024-07-12	Non
E28430SRS04000152-JB	1	11	2024-07-02	2024-07-08	Non
10800SRC04000155-JB	1	128	2024-07-03	2024-07-16	Non
E50430SRS04000153-SB	1	19	2024-07-03	2024-07-16	Non
28330SRC04000154-SB	1	15	2024-07-03	2024-07-16	Non
28330SRC04000161-CAB	22	74	2024-07-04	2024-07-17	Non
28330SRC04000156-CAB	1	61	2024-07-04	2024-07-19	Non
E28430SRS04000159-JB	8	68	2024-07-05	2024-07-18	Non
E50430SRS04000418-03	10	51	2024-07-08	2024-07-19	Non
E50430SRS04000419-06	30	69	2024-07-08	2024-07-19	Non
E50430SRS04000158-MN	2	49	2024-07-08	2024-07-22	Non
28330SRS04000166-JB	1	35	2024-07-09	2024-07-15	Non
E50428SRS04000165-SB	1	42	2024-07-09	2024-07-21	Non
E50428SRS04000164-SB	1	26	2024-07-09	2024-07-21	Non
28330SRC04000162-CAB	1	41	2024-07-11	2024-07-17	Non
E11501SRS040000168-CAB	1	50	2024-07-11	2024-07-24	Non
E28325SRS04000160-MN	1	25	2024-07-11	2024-07-25	Non
26410SRC04000174-MN	1	57	2024-07-16	2024-07-22	Non
28330SRC04000176-MN	1	10	2024-07-18	2024-08-01	Non
E11501SRS04000180-SB	1	73	2024-07-19	2024-08-01	Non
13100SRS04000181-JB	1	28	2024-07-22	2024-07-26	Non
E50430SRS04000179-JB	1	12	2024-07-22	2024-07-26	Non
E28430SRS04000173-SB	2	43	2024-07-23	2024-07-29	Non
27210SRC04000182-JB	1	86	2024-07-23	2024-07-29	Non
10500SRS04000185-MN	1	57	2024-07-24	2024-07-30	Non

Question 06	Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
28330SRC04000189-SB	1	25	2024-07-25	2024-07-31	Non
E11501SRS04000186-MN	1	67	2024-07-26	2024-08-08	Non
E28430SRS04000177-JB	2	24	2024-07-29	2024-08-16	Non
E28430SRS04000192-JB	4	15	2024-08-01	2024-08-14	Non
E28430SRS04000423-03	1	43	2024-08-02	2024-08-08	Non
E28430SRS04000422-10	2	14	2024-08-02	2024-08-15	Non
E50430SRS04000421-06	34	118	2024-08-05	2024-08-16	Non
E50430SRS04000420-03	10	56	2024-08-05	2024-08-16	Non
E50430SRS04000425-13	3	67	2024-08-06	2024-08-19	Non
28330SRC04000426-13	3	54	2024-08-06	2024-08-19	Non
E28430SRS04000428-14	1	43	2024-08-08	2024-08-21	Non
28330SRC04000429-16E	1	16	2024-08-09	2024-08-22	Non
E28430SRS04000433-16O	1	14	2024-08-12	2024-08-16	Non
26410SRS04000169-SB	1	36	2024-08-12	2024-08-16	Non
28330SRC04000434-16O	1	16	2024-08-12	2024-08-16	Non
E28430SRS04000427-06	3	92	2024-08-12	2024-08-18	Non
E11501SRS04000178-SB	1	43	2024-08-12	2024-08-23	Non
28330SRC04000431-06	6	44	2024-08-12	2024-08-25	Non
28330SRC04000430-06	1	46	2024-08-12	2024-08-25	Non
E50430SRS04000432-08	1	15	2024-08-13	2024-08-26	Non
28330SRC04000195-SB	1	19	2024-08-14	2024-08-25	Non
28330SRC04000435-13	1	46	2024-08-14	2024-08-27	Non
26410SRS04000197-MN	1	96	2024-08-15	2024-08-21	Non
E50430SRS04000198-SB	2	33	2024-08-15	2024-08-26	Non
E22120SRS04000196-MN	1	105	2024-08-19	2024-08-30	Non

Question 06	Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
E50430SRS04000455-16E	1	33	2024-08-19	2024-08-30	Non
28330SRC04000454-16E	1	18	2024-08-19	2024-08-30	Non
28330SRC04000424-03	2	35	2024-08-19	2024-09-01	Non
E11501SRS04000201-CAB	1	33	2024-08-23	2024-09-08	Non
10400SRS04000202-CAB	1	88	2024-08-23	2024-09-09	Non
E28430SRS04000457-03	1	34	2024-08-27	2024-09-10	Non
63004SRS04000204-SB	1	122	2024-08-28	2024-09-12	Non
10500SRS04000200-MN	3	157	2024-08-29	2024-09-12	Non
E50435SRS04000459-02	1	14	2024-08-30	2024-09-06	Non
E28430SRS04000460-04	1	27	2024-09-05	2024-09-11	Non
26410SRC04000206-MN	1	26	2024-09-06	2024-09-12	Non
E50430SRS04000443-08	2	9	2024-09-06	2024-09-20	Non
E50430SRS04000437-02	1	18	2024-09-06	2024-09-20	Non
E50430SRS04000440-05	1	28	2024-09-06	2024-09-20	Non
E50430SRS04000452-16O	2	34	2024-09-06	2024-09-20	Non
E50430SRS04000438-03	9	44	2024-09-06	2024-09-20	Non
E50430SRS04000448-13	5	56	2024-09-06	2024-09-20	Non
E50430SRS04000441-06	15	78	2024-09-06	2024-09-20	Non
E50430SRS04000449-14	1	25	2024-09-06	2024-09-20	Non
E50430SRS04000444-09	4	19	2024-09-06	2024-10-05	Non
10800SRS04000208-MN	1	221	2024-09-09	2024-09-20	Non
E28430SRS04000461-17	1	15	2024-09-09	2024-09-22	Non
10800SRC04000207-JB	1	68	2024-09-11	2024-09-17	Non
E28430SRS04000462-03	1	27	2024-09-12	2024-09-18	Non
28330SRC04000211-SB	1	18	2024-09-13	2024-09-19	Non

Question 06	Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
28330SRC04000463-05	1	24	2024-09-13	2024-09-26	Non
28330SRC04000464-15	1	25	2024-09-16	2024-09-27	Non
28330SRC04000210-SB	1	34	2024-09-16	2024-09-27	Non
28330SRC04000220-JB	1	38	2024-09-19	2024-09-25	Non
28330SRC04000219-CAB	1	49	2024-09-19	2024-10-02	Non
E28430SRS04000222-MN	2	39	2024-09-20	2024-09-26	Non
E28430SRS0400213-SB	1	87	2024-09-20	2024-09-27	Non
E50430SRS04000467-11	1	6	2024-09-23	2024-10-04	Non
28330SRC04000217-SB	1	77	2024-09-23	2024-10-04	Non
E11501SRS04000221-SB	1	24	2024-09-23	2024-10-06	Non
E50430SRS04000468-15	2	21	2024-09-24	2024-10-04	Non
E50430SRS04000224-MN	1	38	2024-09-25	2024-10-10	Non
E28430SRS04000473-08	1	7	2024-09-30	2024-10-04	Non
E50430SRS04000469-03	5	39	2024-09-30	2024-10-13	Non
28330SRC04000470-03	2	32	2024-09-30	2024-10-13	Non
28330SRC04000465-06	6	60	2024-09-30	2024-10-13	Non
E50435SRS04000466-06	5	57	2024-10-02	2024-10-13	Non
E50430SRS04000472-06	10	64	2024-10-02	2024-10-13	Non
E28430SRS04000471-03	1	43	2024-10-03	2024-10-13	Non
28330SRC04000475-15	2	16	2024-10-03	2024-10-16	Non
E28430SRS04000476-09	1	17	2024-10-04	2024-10-17	Non
E28430SRS04000477-08	1	3	2024-10-09	2024-10-16	Non
E28430SRS04000478-03	1	25	2024-10-09	2024-10-18	Non
28330SRC04000226-SB	5	24	2024-10-09	2024-10-24	Non
E50430SRS04000229-SB	3	63	2024-10-14	2024-10-22	Non

Question 06	Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
26410SRS04000230-JB	1	24	2024-10-16	2024-10-29	Non
E50428SRS04000227-SB	1	54	2024-10-16	2024-10-29	Non
E50428SRS04000228-SB	1	71	2024-10-16	2024-10-29	Non
E50430SRS04000232-JB	1	24	2024-10-18	2024-10-24	Non
E50430SRS04000479-08	2	8	2024-10-18	2024-10-31	Non
E50430SRS04000233-SB	7	25	2024-10-21	2024-11-01	Non
E11501SRS04000231-MN	2	160	2024-10-23	2024-11-05	Non
E50430SRS04000481-05	1	14	2024-10-24	2024-11-06	Non
E50430SRS04000493-05	1	18	2024-10-30	2024-11-12	Non
E50430SRS04000494-15	1	31	2024-10-31	2024-11-13	Non
E28435SRS04000500-15	1	52	2024-10-31	2024-11-14	Non
E50430SRS04000499-15	1	25	2024-10-31	2024-11-14	Non
E50430SRS04000498-15	1	21	2024-10-31	2024-11-21	Non
28330SRC04000501-01	1	14	2024-10-31	2024-11-21	Non
28330SRC04000234-CAB	1	93	2024-11-01	2024-11-17	Non
E11501RSR04000237-SB	3	58	2024-11-04	2024-11-15	Non
E50435SRS04000496-06	5	78	2024-11-04	2024-11-15	Non
E50430SRS04000495-06	15	84	2024-11-04	2024-11-15	Non
13100SRS04000238-JB	1	50	2024-11-05	2024-11-18	Non
28330SRC04000502-16E	1	17	2024-11-05	2024-11-18	Non
E28430SRS04000503-15	1	42	2024-11-11	2024-11-21	Non
28330SRC04000497-06	1	73	2024-11-11	2024-11-22	Non
E28430SRS04000240-JB	1	21	2024-11-11	2024-11-24	Non
E50430SRS04000504-13	2	64	2024-11-13	2024-11-26	Non
28330SRC04000506-05	1	24	2024-11-15	2024-11-28	Non

Question 06	Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
E50430SRS04000241-MN	1	43	2024-11-15	2024-12-02	Non
28330SRC04000242-MN	1	38	2024-11-15	2024-12-02	Non
E50430SRS04000507-02	1	13	2024-11-18	2024-11-29	Non
E50430SRS04000243-SB	1	59	2024-11-20	2024-11-26	Non
E28430SRS04000246-MN	1	45	2024-11-22	2024-11-29	Non
28330SRC04000509-03	2	36	2024-11-22	2024-12-05	Non
10800SRS04000245-SB	1	120	2024-11-22	2024-12-05	Non
E50435SRS04000511-06	4	47	2024-11-25	2024-12-01	Non
E50430SRS04000510-06	12	78	2024-11-25	2024-12-01	Non
E50430SRS04000247-SB	5	59	2024-11-26	2024-12-09	Non
E50430SRS04000508-03	2	40	2024-11-29	2024-12-09	Non
28330SRC04000513-03	2	36	2024-12-02	2024-12-11	Non
E50430SRS04000250-MN	2	105	2024-12-02	2024-12-13	Non
E50430SRS04000248-MN	1	43	2024-12-02	2024-12-13	Non
E50430SRS04000251-MN	1	14	2024-12-04	2024-12-10	Non
28330SRC04000514-05	1	31	2024-12-04	2025-01-05	Non
28330SRC04000252-SB	1	75	2024-12-05	2024-12-12	Non
28330SRC04000253-MN	1	72	2024-12-06	2025-01-09	Non
E28430SRS04000519-09	1	41	2024-12-07	2025-01-08	Non
26410SRC04000254-MN	1	67	2024-12-09	2025-01-08	Non
E28430SRS04000520-05	1	15	2024-12-16	2024-12-20	Non
E50430SRS0400255-SB	1	49	2024-12-16	2024-12-20	Non
E28430SRS04000517-08	2	31	2024-12-16	2025-01-05	Non
28330SRC04000516-08	1	10	2024-12-16	2025-01-05	Non
E50430SRS04000515-08	1	18	2024-12-16	2025-01-06	Non

Question 06	Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
E50430SRS04000521-09	1	19	2024-12-16	2025-01-11	Non
28330SRS04000526-03	2	56	2025-01-06	2025-01-17	Non
28330SRS04000525-06	3	92	2025-01-07	2025-01-13	Non
E50435SRS04000527-06	5	134	2025-01-07	2025-01-19	Non
E50430SRS04000523-06	13	168	2025-01-07	2025-01-19	Non
E50435SRS04000533-15	1	19	2025-01-07	2025-01-19	Non
E50430SRS04000532-05	1	20	2025-01-08	2025-01-14	Non
E50430SRS04000529-17	1	25	2025-01-08	2025-01-19	Non
E28430SRS04000530-09	1	27	2025-01-08	2025-01-21	Non
28330SRS04000531-11	1	20	2025-01-08	2025-01-21	Non
E28430SRS04000534-08	1	24	2025-01-10	2025-01-23	Non
E28430SRS04000535-06	2	166	2025-01-14	2025-01-20	Non
E50430SRS04000536-08	1	12	2025-01-15	2025-01-28	Non
28330SRS04000537-02	1	6	2025-01-23	2025-02-05	Non
E50430SRS04000538-02	1	21	2025-01-24	2025-02-06	Non
28330SRC04000541-01	1	6	2025-01-27	2025-02-07	Non
28330SRS04000539-11	1	7	2025-01-27	2025-02-07	Non
E28430SRS04000540-03	1	18	2025-01-28	2025-02-03	Non

- e) Depuis la mise en œuvre de la Refonte sur la dotation dans la fonction publique, il n'y a plus de seuil de passage associé aux différents processus de sélection, la notion de taux de réussite n'est donc pas applicable.
- f) Les processus de sélection au recrutement sont ouverts aux candidats de toutes les régions administratives.
- g) Information non disponible.

Question 07	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.

À titre de procureur général du Québec (PGQ), le ministre de la Justice représente l'ensemble des ministères devant les tribunaux.

Advenant un jugement condamnant à verser des sommes à titre de dommages et intérêts, il revient au ministère-client de verser de telles sommes.

Pour l'année 2024-2025, le ministère de la Justice du Québec n'a versé aucune somme à titre de dommages et intérêts dans les dossiers où il était représenté par le PGQ.

Question 09	Estimation des dépenses supplémentaires budgétaires qui sont nécessaires pour que le ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente.

La dépense probable 2024-2025 du portefeuille « Justice » ainsi que le budget de dépenses 2025-2026 sont présentés dans le document budgétaire « Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes » (volume 2).

Question 10	Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives qui n'existaient pas l'an dernier

La dépense probable 2024-2025 du portefeuille « Justice » ainsi que le budget de dépenses 2025-2026 sont présentés dans le document budgétaire « Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes » (volume 2).

Question 11	Total des sommes octroyées à titre d'aide financière (AFU) pour les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale, ventilées par région administrative, le nom des organismes qui administrent ces sommes pour chacune des régions administratives et le lieu (municipalité) du siège social des organismes qui administrent ces sommes.

Toutes les demandes d'aide financière d'urgence pour les personnes victimes de violence conjugale ou sexuelle sont traitées par deux organismes, soit SOS violence conjugale pour les demandes concernant des situations de violence conjugale et le Centre pour les victimes d'agressions sexuelles de Montréal, organisme qui gère la ligne téléphonique Info-aide violence sexuelle, pour les demandes en matière de violence sexuelle. Ces deux organismes sont situés à Montréal et traitent l'ensemble des demandes provenant des diverses régions du Québec.

Le déploiement de l'aide financière d'urgence se fait graduellement. Au 31 janvier 2025, l'aide financière d'urgence était disponible dans les seize régions administratives mentionnées ci-bas :

- 1. Laval (depuis le 15 octobre 2021)
- 2. Montérégie (depuis le 15 octobre 2021)
- 3. Laurentides (depuis le 28 janvier 2022)
- 4. Lanaudière (depuis le 28 janvier 2022)
- 5. Capitale-Nationale (depuis le 30 avril 2022)
- 6. Montréal (depuis le 5 décembre 2022)
- 7. Outaouais (depuis le 5 décembre 2022)
- 8. Estrie (depuis le 5 décembre 2022)
- 9. Saguenay-Lac-Saint-Jean (depuis le 1^{er} mars 2023)
- 10. Bas-St-Laurent (depuis le 28 avril 2023)
- 11. Centre-du-Québec (depuis le 28 avril 2023)
- 12. Mauricie (depuis le 28 avril 2023)
- 13. Abitibi-Témiscamingue (depuis le 12 mai 2023)
- 14. Chaudière-Appalaches (depuis le 12 mai 2023)
- 15. Côte-Nord (depuis le 22 juin 2023)
- 16. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (depuis le 22 juin 2023)

Diverses dépenses d'urgence ont été accordées afin de permettre aux personnes victimes et aux personnes à leur charge de quitter rapidement un endroit dangereux. Les dépenses varient notamment en fonction des besoins de la personne victime et du contexte de dangerosité de sa situation. Le tableau suivant présente les dépenses accordées pour l'année financière 2024-2025 en date du 31 janvier 2025. Au total, ce sont 708 personnes victimes qui ont eu recours à l'aide financière d'urgence.

Région administrative	Montant (\$)
Bas-St-Laurent (01)	5 678
Saguenay-Lac-St-Jean (02)	7 897
Capitale-Nationale (03)	52 706
Mauricie (04)	7 469
Estrie (05)	16 172
Montréal (06)	508 453
Outaouais (07)	98 147
Abitibi-Témiscamingue (08)	3 594
Côte-Nord (09)	9 050
Nord-du-Québec (10)	617
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (11)	1 012
Chaudière-Appalaches (12)	24 400
Laval (13)	26 749
Lanaudière (14)	43 611
Laurentides (15)	63 692
Montérégie (16)	96 133
Centre-du-Québec (17)	42 384
Total	1 007 764

Question 12	Nombre de couples qui ont complété, jusqu'au dépôt au palais de justice, le processus offert par le nouvel outil technologique d'aide pour les couples sans enfants qui souhaitent divorcer conjointement et permettant de constituer eux-mêmes leur dossier de divorce conjoint (JuridiQC), ventilé par région administrative.

Cette information n’est pas disponible.

Question 13	Total des sommes allouées au recours à des initiatives de médiation ou de facilitation qui accompagne la recherche de solutions communes concernant la réorganisation du travail des juges siégeant en matière criminelle et pénale.

Aucune.

Question 14	Nombre de médiateurs accrédités au Québec et ventilation par région administrative.

Nombre de médiateurs accrédités en matière de petites créances par le biais du programme du MJQ: 1 557

Nombre de médiateurs accrédités en matière familiale par le biais du programme du MJQ: 1 121

Nombre de médiateurs accrédités en matière civile par le biais du programme du MJQ: 1 626

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition Étude des crédits 2025-2026

Question 15	Total des sommes allouées aux centres de justice de proximité actuellement en fonction et ventilation par région administrative. Préciser le lieu (municipalité) du siège social des organismes qui administrent ces sommes pour chaque région administrative. Prévisions budgétaires pour les centres de justice de proximité qui ne sont pas encore en fonction, ventilées par région administrative.

Programme : Financement à la mission de base des Centres de justice de proximité

Montant alloué : 8 607 534 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Région	Bénéficiaire	Montant (\$)
Bas-Saint-Laurent	Centre de justice de proximité du Bas-Saint-Laurent	670 607
Côte-Nord	Centre de justice de proximité de la Côte-Nord	474 609
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Centre de justice de proximité Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	481 572
Grand Montréal	Centre de justice de proximité du Grand-Montréal	1 425 534
Laval, Laurentides, Lanaudière	Centre de justice de proximité de Laval-Laurentides-Lanaudière	669 652
Mauricie	Centre de justice de proximité de la Mauricie	732 045
Montérégie	Centre de justice de proximité de la Montérégie	1 300 308
Nord-du-Québec	Centre de justice de proximité Nunavik (Société Makivik)	784 816
Outaouais	Centre de justice de proximité de l'Outaouais	654 881
Capitale-Nationale	Centre de justice de proximité de Québec	898 620
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Centre de justice de proximité du Saguenay-Lac-Saint-Jean	514 890

Programme : Programme – Autoreprésentation

Montant alloué : 2 290 370 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Région	Bénéficiaire	Montant (\$)
Abitibi-Témiscamingue	Centre de justice de proximité de l'Abitibi-Témiscamingue	593 366
Capitale-Nationale	Centre de justice de proximité de Québec – point de service de Chaudière-Appalaches	362 580
Laval, Laurentides, Lanaudière	Centre de justice de proximité Laval, Laurentides Lanaudière	226 919
Estrie	Centre de justice de proximité de l'Estrie	606 214
Centre-du-Québec	Centre de justice de proximité du Centre-du-Québec	501 291

Programme : Programme – Parcours Citoyens

Montant alloué : 265 297 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Région	Bénéficiaire	Montant (\$)
Laval, Laurentides, Lanaudière	Centre de justice de proximité Laval, Laurentides Lanaudière	265 297

Programme : Programme – La fierté de vieillir

Montant alloué : 61 455 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Région	Bénéficiaire	Montant (\$)
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Centre de justice de proximité du Saguenay-Lac-Saint-Jean	61 455

Question 16	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour la prochaine année

Le taux de règlement des activités de perception à la direction générale du Bureau des infractions et amendes (DGBIA) est généralement élevé :

- En moyenne, le ratio global du nombre de jugements réglés par rapport au nombre de jugements reçus est de 93 %;
- Annuellement, la DGBIA perçoit en moyenne plus de 200 M \$ en argent ou en règlements non pécuniaires (travaux compensatoires et emprisonnement).

Le percepteur des amendes, lors de l'expiration des délais de paiement, met en œuvre les moyens d'exécution énumérés au chapitre XIII du code de procédure pénale. Ces moyens comprennent notamment les ententes de paiement, les travaux compensatoires et les saisies.

Fonds général du fonds consolidé du revenu

La DGBIA gère et perçoit des amendes dont les sommes recouvrées sont envoyées au Fonds général du Fonds consolidé du revenu (FCR). Le tableau suivant présente uniquement ces comptes à recevoir.

Provisions

Seules les provisions qui concernent les comptes à recevoir appartenant au Fonds général du FCR sont présentées. Le gouvernement fédéral, l'indemnisation des personnes victimes d'infractions criminelles et chaque autre bénéficiaire sont responsables de calculer leurs propres provisions.

Provision pour créances douteuses

- Les comptes à recevoir actifs au SGIPA sont provisionnés selon différents taux en fonction de l'âge des comptes.
- Les dossiers fermés au SGIPA sont les dossiers fermés administrativement et ils sont provisionnés à 100 %.

Provision pour non-réalisation de revenus (PPNRR)

- À la suite d'une analyse cas par cas, les PPNRR sont calculées sur tous les impliqués dont la somme des comptes à recevoir appartenant au Fonds général du FCR est de plus de 50 k \$.
- Ces comptes sont provisionnés à 100 %.

Question 16

Suite

Ministère

BIA (FCR) - Comptes à recevoir Au 31 janvier 2025 (\$)						
Classification /						
Âges des créances	Actifs SGIPA	Fermés SGIPA	Débiteurs assujettis à la PPNRR	Total	Provisions	Total net
ACTES JURIDIQUES						
Courants	12 702 705	95 323	377 403	13 175 430	95 323	13 080 108
+ 1 AN	8 003 431	130 383	399 614	8 533 428	130 383	8 403 045
+ 2 ANS	8 646 532	60 651	525 230	9 232 414	3 951 591	5 280 823
+ 3 ANS	5 043 011	66 656	450 722	5 560 389	2 588 161	2 972 228
+ 4 ANS	21 136 272	686 771	2 814 388	24 637 431	11 254 907	13 382 524
PPNRR		0	0	0	4 567 357	(4 567 357)
	55 531 950	1 039 784	4 567 357	61 139 091	22 587 722	38 551 370
CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE						
Courants	10 604 974	19 590	0	10 624 564	19 590	10 604 974
+ 1 AN	4 717 923	64 728	0	4 782 651	64 728	4 717 923
+ 2 ANS	4 017 768	32 921	0	4 050 689	1 840 916	2 209 773
+ 3 ANS	2 922 854	13 661	0	2 936 515	1 475 088	1 461 427
+ 4 ANS	10 213 884	335 423	0	10 549 307	5 442 365	5 106 942
	32 477 404	466 323	0	32 943 727	8 842 688	24 101 039
CODE CRIMINEL						
Courants	8 464 264	0	2 500 000	10 964 264	0	10 964 264
+ 1 AN	4 113 425	6 850	0	4 120 275	6 850	4 113 425
+ 2 ANS	2 997 487	6 800	0	3 004 287	1 355 669	1 648 618
+ 3 ANS	2 489 951	8 510	70 000	2 568 461	1 253 486	1 314 976
+ 4 ANS	19 777 578	76 099	515 000	20 368 677	15 290 865	5 077 812
PPNRR	0	0	0	0	3 085 000	(3 085 000)
	37 842 704	98 259	3 085 000	41 025 964	20 991 870	20 034 094
DIVERSES LOIS						
Courants	15 019 222	346 115	12 118 209	27 483 546	346 115	27 137 431
+ 1 AN	12 783 355	257 633	15 014 480	28 055 468	257 633	27 797 835
+ 2 ANS	17 342 710	88 484	22 057 125	39 488 318	7 892 703	31 595 616
+ 3 ANS	10 472 747	146 437	13 739 406	24 358 591	5 382 811	18 975 780
+ 4 ANS	61 908 842	2 099 732	180 205 409	244 213 984	33 054 153	211 159 830
PPNRR	0	0	0	0	243 134 630	(243 134 630)
	117 526 876	2 938 401	243 134 630	363 599 907	290 068 045	73 531 862
CONTRIBUTION 10 \$						
Courants	120	0	90	210	0	210
+ 1 AN	160	0	80	240	0	240
+ 2 ANS	480	20	100	600	236	364
+ 3 ANS	330	60	180	570	225	345
+ 4 ANS	394 232	20 746	163 872	578 849	217 862	360 988
PPNRR	0	0	0	0	164 322	(164 322)
	395 322	20 826	164 322	580 469	382 645	197 825
CONTRIBUTION PÉNALE						
Courants	6 419 348	116 584	2 695 022	9 230 954	116 584	9 114 370
+ 1 AN	4 488 780	104 904	3 435 537	8 029 221	104 904	7 924 317
+ 2 ANS	5 192 206	42 215	4 616 017	9 850 439	2 378 708	7 471 731
+ 3 ANS	3 389 866	61 407	2 973 141	6 424 414	1 756 340	4 668 074
+ 4 ANS	6 759 019	196 080	10 165 380	17 120 479	3 575 590	13 544 890
PPNRR	0	0	0	0	23 885 097	(23 885 097)
	26 249 219	521 191	23 885 097	50 655 507	31 817 223	18 838 284
SOMMAIRE						
Courants	53 210 633	577 612	17 690 724	71 478 968	577 612	70 901 356
+ 1 AN	34 107 074	564 498	18 849 711	53 521 282	564 498	52 956 785
+ 2 ANS	38 197 184	231 091	27 198 472	65 626 747	17 419 824	48 206 923
+ 3 ANS	24 318 760	296 732	17 233 449	41 848 941	12 456 111	29 392 829
+ 4 ANS	120 189 826	3 414 852	193 864 049	317 468 728	68 835 742	248 632 986
PPNRR					274 836 406	(274 836 406)
	270 023 476	5 084 784	274 836 406	549 944 666	374 690 192	175 254 473

Question 16	Suite

Fonds Accès Justice

Les moyens entrepris pour recouvrer les créances du Fonds Accès Justice sont les mêmes que le Ministère (voir la réponse du Ministère ci-dessus).

Comptes à recevoir FAJ Au 31 janvier 2025 (\$)				
Classification /				
Âges des créances	Actifs SGIPA	Fermés SGIPA	Débiteurs assujettis à la PPNRR	Total
ACTES JURIDIQUES				
Courants	0	0	0	0
+ 1 AN	0	0	0	0
+ 2 ANS	0	0	0	0
+ 3 ANS	0	0	0	0
+ 4 ANS	0	0	0	0
PPNRR	0	0	0	0
	0	0	0	0
CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE				
Courants	727 461	2 499	0	729 959
+ 1 AN	276 857	4 511	0	281 368
+ 2 ANS	204 583	1 895	0	206 478
+ 3 ANS	129 176	689	0	129 865
+ 4 ANS	274 285	5 642	0	279 927
	1 612 361	15 236	0	1 627 597
CODE CRIMINEL				
Courants	0	0	0	0
+ 1 AN	0	0	0	0
+ 2 ANS	0	0	0	0
+ 3 ANS	0	0	0	0
+ 4 ANS	0	0	0	0
PPNRR	0	0	0	0
	0	0	0	0
DIVERSES LOIS				
Courants	104 900	800	1 304	107 004
+ 1 AN	94 921	1 264	1 276	97 461
+ 2 ANS	137 262	744	1 692	139 698
+ 3 ANS	71 153	1 104	904	73 161
+ 4 ANS	208 752	3 496	63 942	276 190
PPNRR	0	0	0	0
	616 988	7 408	69 118	693 514
SOMMAIRE				
Courants	832 361	3 299	1 304	836 963
+ 1 AN	371 778	5 775	1 276	378 829
+ 2 ANS	341 845	2 639	1 692	346 176
+ 3 ANS	200 329	1 793	904	203 026
+ 4 ANS	483 037	9 138	63 942	556 117
PPNRR	2 229 349	22 644	69 118	2 321 110

Question 16	Suite

Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels

Les moyens entrepris pour recouvrer les créances du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels sont les mêmes que le Ministère (voir la réponse du Ministère ci-dessus).

Comptes à recevoir FAVAC Au 31 janvier 2025 (\$)				
Classification /				
Âges des créances	Actifs SGIPA	Fermés SGIPA	Débiteurs assujettis à la PPNRR	Total
ACTES JURIDIQUES				
Courants	0	0	0	0
+ 1 AN	0	0	0	0
+ 2 ANS	0	0	0	0
+ 3 ANS	0	0	0	0
+ 4 ANS	0	0	0	0
PPNRR		0	0	0
	0	0	0	0
CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE				
Courants	908 101	2 780	0	910 881
+ 1 AN	344 755	5 575	0	350 330
+ 2 ANS	254 971	2 344	0	257 315
+ 3 ANS	160 910	844	0	161 754
+ 4 ANS	294 092	4 805	0	298 897
	1 962 830	16 348	0	1 979 177
CODE CRIMINEL				
Courants	1 875 792	0	0	1 875 792
+ 1 AN	1 010 484	1 050	0	1 011 534
+ 2 ANS	892 525	1 300	0	893 825
+ 3 ANS	720 151	1 150	0	721 301
+ 4 ANS	1 916 155	2 968	45 000	1 964 122
PPNRR	0	0	0	0
	6 415 107	6 468	45 000	6 466 575
DIVERSES LOIS				
Courants	215 248	1 000	1 590	217 838
+ 1 AN	176 397	1 580	1 560	179 537
+ 2 ANS	231 661	1 430	2 090	235 181
+ 3 ANS	133 310	3 150	1 080	137 540
+ 4 ANS	565 281	4 088	4 190	573 559
PPNRR	0	0	0	0
	1 321 898	11 248	10 510	1 343 656
SOMMAIRE				
Courants	2 999 142	3 780	1 590	3 004 512
+ 1 AN	1 531 636	8 205	1 560	1 541 401
+ 2 ANS	1 379 157	5 074	2 090	1 386 321
+ 3 ANS	1 014 371	5 144	1 080	1 020 595
+ 4 ANS	2 775 528	11 860	49 190	2 836 578
PPNRR				
	9 699 835	34 063	55 510	9 789 408

Fonds des registres
Aucun.

Question 18	Estimation des dépenses budgétaires destinées à augmenter le recours aux modes alternatifs de règlement des litiges, ventilé par territoires du Québec qui bénéficient de ces dépenses budgétaires.

Fonds Accès Justice

Montants payés en honoraires aux médiateurs pour les séances de médiation et d’information offertes en 2024-2025:

- Médiation familiale (couple avec enfants et adoption): 5 044 443 \$
- Médiation familiale (médiation familiale couple sans enfant - prémédiation et médiation - pérennisation): 306 131 \$
- Séances sur la parentalité après la rupture: 101 673 \$
- Médiation aux petites créances (Parcours citoyen): 633 296 \$
- Médiation en protection de la jeunesse: 50 355 \$

Question 19	Nombre de personnes indemnisées par l'IVAC, taux d'acceptation des demandes et délai pour obtenir une décision d'admissibilité, ventilé par région administrative.

Décisions rendues, le taux d'acceptation et le délai moyen par région

Région	Acceptée	Rejetée	Total	%	Taux d'acceptation (%)	Délai décision / jour
Abitibi-Témiscamingue	244	32	276	1,5	88,4	113,0
Bas-Saint-Laurent	456	48	504	2,7	90,5	104,1
Capitale-Nationale	1 435	219	1 654	8,9	86,8	96,2
Centre-du-Québec	776	98	874	4,7	88,8	89,3
Chaudière-Appalaches	706	77	783	4,2	90,2	92,2
Côte-Nord	148	11	159	0,9	93,1	104,6
Estrie	1 451	150	1 601	8,7	90,6	92,9
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	146	30	176	1,0	83,0	103,6
Lanaudière	1 327	147	1 474	8,0	90,0	99,3
Laurentides	1 615	208	1 823	9,9	88,6	97,4
Laval	556	66	622	3,4	89,4	91,8
Mauricie	723	73	796	4,3	90,8	93,3
Montréal	2 517	263	2 780	15,0	90,5	91,7
Montréal	3 073	390	3 463	18,7	88,7	88,9
Nord-du-Québec	73	10	83	0,4	88,0	88,9
Outaouais	553	43	596	3,2	92,8	84,4
Saguenay-Lac-Saint-Jean	515	64	579	3,1	88,9	93,0
Hors Québec	89	16	105	0,6	84,8	97,4
Indéterminé	115	26	141	0,8	81,6	102,7
Total	16 518	1 971	18 489			96,0
Pourcentage (%)	89,3	10,7		100	89,3	

LIVAC : Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels
LAPVIC : Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement

Question 19	Suite

Nombre de personnes indemnisées selon la région administrative¹

Région	Nombre
Abitibi-Témiscamingue	529
Bas-Saint-Laurent	891
Capitale-Nationale	3 321
Centre-du-Québec	1 571
Chaudière-Appalaches	1 623
Côte-Nord	263
Estrie	3 070
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	289
Lanaudière	2 716
Laurentides	3 104
Laval	1 212
Mauricie	1 493
Montréal	4 839
Montréal	5 885
Nord-du-Québec	97
Outaouais	1 160
Saguenay - Lac-Saint-Jean	1 045
Indéterminé	174
Total	33 282

¹Il s'agit du nombre de dossier dans lesquels il y a eu des débours en 2024.

Note : la période de référence est du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Question 20	Liste des sommes investies depuis l'adoption du projet de loi 84 (IVAC) pour sa mise en action et prévision des crédits dédiés. Détailler par région administrative, par projet et par bureau, le cas échéant.

Pour l'année 2024, les coûts du régime d'indemnisation pour les personnes victimes d'infractions criminelles s'élèvent à 472,9 M\$. Ces sommes incluent les coûts liés à la réforme ainsi que la croissance naturelle du régime.

Note : la période de référence est du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Question 29	Délais avant jugement, par tribunal et type de dossier.

Cour du Québec – Nombre de dossiers ouverts, délai moyen d’audition et délai médian pour obtenir un jugement

Chambre civile (excluant la Division des petites créances) :

Dossiers ouverts : 45 392 (incluant les dossiers ouverts en juridiction 22)

Dossiers ouverts en juridiction 22 – demande introductive d’instance : 16 377

Délai moyen d’audition : 232 jours

Délai médian pour obtenir un jugement (juridiction 22 – demande introductive d’instance) : 105 jours

Chambre civile Division des petites créances :

Dossiers ouverts : 13 592

Délai moyen d’audition : 759 jours

Délai médian pour obtenir un jugement : 488 jours

Chambre criminelle :

Causes ouvertes : 81 188

Délai médian des causes criminelles fermées : 305 jours

Chambre pénale :

Causes ouvertes : 176 595

Délai médian des causes pénales réglées : 155 jours

Chambre de la jeunesse :

Dossiers ouverts – délinquance : 7 384

Délai moyen d’audition – comparution délinquance : 34 jours

Délai moyen d’audition – procès délinquance : 76 jours

Dossiers ouverts – protection : 9 115

Délai moyen d’audition – audition protection : 99 jours

Délai médian pour obtenir un jugement à la suite d’une demande de protection : 103 jours

Dossiers ouverts – adoption : 643

Délai moyen d’audition : 43 jours

Cour supérieure du Québec – Nombre de dossiers ouverts et délai médian pour obtenir un jugement

Chambre civile :

Dossiers ouverts : 21 482 (incluant les dossiers ouverts en juridiction 17)

Dossiers ouverts en juridiction 17 - requête introductive d’instance, excluant les demandes en autorisation de soins : 9 510

Délai médian pour obtenir un jugement (juridiction 17 – requête introductive d’instance, excluant les demandes en autorisation de soins) : 188 jours

Chambre familiale :

Dossiers ouverts : 16 356

Question 30	Proportion des personnes se représentant seules devant les tribunaux, ventilé par région administrative.

Pourcentage de causes en matière criminelle où les personnes se représentent seules: 3,8 %

Pourcentage de causes en matière pénale où les personnes se représentent seules¹: 19,1 %

¹Dans le but de raffiner les données statistiques concernant l'autoreprésentation en matière pénale, seules les affaires jugées où le contrevenant était présent lors d'au moins une audience et n'était pas représenté à cette audience sont prises en comptes.

Question 31	Le nombre de rédacteurs accrédités pour la rédaction de rapports de type Gladue à l'emploi du ministère.

Il y a actuellement 65 rédacteurs actifs de rapports de type Gladue au Québec (rapports complets et sommaires). Ces personnes ne sont pas à l'emploi du Ministère. Elles sont employées par les organisations autochtones responsables de la rédaction des rapports de type Gladue ou travaillent à forfait pour ces dernières. Pour ce faire, ces organisations sont subventionnées par le ministère. Ces subventions permettent notamment l'embauche de rédacteurs Gladue à temps plein au sein des organisations autochtones suivantes : les Services parajudiciaires autochtones du Québec (SPAQ), le Gouvernement de la Nation Crie, la Société Makivik, la communauté Mohawk d'Akwesasne et le Centre de justice des Premiers Peuples de Montréal (CJPPM).

Huit rédacteurs agissent comme rédacteurs à temps plein et un peu plus d'une vingtaine rédigent des rapports de type Gladue dans le cadre de leurs fonctions en tant que conseillers parajudiciaires ou leur équivalent dans l'une ou l'autre des organisations précédemment nommées. Le Conseil de la Nation Atikamekw (CNA) n'a pas de rédacteurs à temps plein, mais les conseillers parajudiciaires à son emploi agissent également à titre de rédacteurs Gladue.

Les autres rédacteurs rédigent à forfait pour ces organisations, selon les besoins dans les différentes régions. De plus, en plus des rédacteurs Gladue, les plans de mise en liberté Gladue peuvent être rédigés par l'un ou l'autre des trente-cinq (35) coordonnateurs de comité communautaire de justice œuvrant au sein des communautés autochtones de même que les conseillères ou les conseillers parajudiciaires.

Question 32	L'ensemble des frais relatifs à la rédaction de rapports de type Gladue encourus et ventilé par poste budgétaire.

En date du 31 janvier 2025, les frais de services professionnels relatifs à la rédaction de rapports de type Gladue sont de 5 275 \$. Précisons que les montants dédiés aux rédacteurs de rapports de type Gladue ont été intégrés dans des ententes globales avec des partenaires autochtones plutôt que par l'entremise de contrat de services.

Question 33	Le nombre de rapports de type Gladue ordonnés par la Cour du Québec.

Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025, 231 rapports Gladue furent ordonnés.

Question 34	La liste des comités de justice autochtone actifs, ainsi que le financement obtenu pour chacun d’eux.

Direction du soutien aux partenariats et aux programmes
Montant global : 1 822 500 \$

Comités de justice en communauté autochtone

Projet	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Justice communautaire – Kahnawake	Mohawks of Kahnawake	65 000
Justice communautaire – Akwesasne	Mohawks of Akwesasne	55 000
Justice communautaire – Kawawachikamach	Nation Naskapi de Kawawachikamach	85 000
Justice communautaire – Lac Simon	Conseil de la Nation Anishnabe de Lac Simon	85 000
Justice communautaire – Kitigan Zibi	Kitigan Zibi Anishinabeg	35 000
Justice communautaire – Pekuakamiulnuatsh	Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	85 000
Justice communautaire – Nutashquan	Conseil de la Première Nation des Innus de Nutashkuan	62 500
Justice communautaire en milieu inuit	Société Makivik (12 communautés)	1 100 000
Justice communautaire - Listiguj	Listiguj Mig’maq Government	40 000
Justice communautaire – Opitciwan	Conseil des Atikamekw	62 500

¹Les montants sont prévisionnels au 31 mars 2025.

Par ailleurs, neuf (9) comités de justice sont actifs en milieu cri, soit un dans chacune des communautés. Ils sont financés par le gouvernement du Québec dans le cadre de l’Entente concernant l’administration de la justice pour les Cris.

Initiative de justice autochtone en milieu urbain

Projet	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Justice communautaire – milieu urbain à Montréal	Centre de justice des Premiers peuples de Montréal	62 500
Justice communautaire – Lac-Saint-Jean	Centre Mamik Lac-St-Jean	85 000

¹Les montants sont prévisionnels au 31 mars 2025.

Question 35	La liste des sommes investies pour l'aménagement de lieux adéquats à l'exercice de la justice dans chacune des communautés ou chacun des villages autochtones où siège la cour itinérante, ventilé par village ou communauté.

Au Nunavik, les immeubles dans lesquels se situent les palais de justice de Kuujjuaq et Puvirnituq sont loués à la Société québécoise des infrastructures. Il en est de même pour l'édifice qui abrite les activités judiciaires qui se déroulent à Kuujjuarapik à la suite de l'incendie du Centre de justice Cri de Whapmagoostui.

Dans tous les autres villages visités, les endroits où siège la cour itinérante engendrent des frais de locations sporadiques.

Le gouvernement du Québec a accordé une subvention de 1 M\$ à la Société Makivik pour la période 2022-2024, en vue de construire des infrastructures permanentes permettant de faciliter les rencontres entre les justiciables et leurs avocats ou d'autres intervenants, mais également de faciliter les télétémoignages ou la tenue d'audiences par visioconférence.

En 2024-2025, des travaux visant à améliorer la qualité des locaux et des infrastructures technologiques dans le but de permettre des audiences virtuelles de qualité ont été planifiés et réalisés au sein des 7 communautés suivantes :

Communauté	Principaux travaux
Kuujjuaq	• Mise en fonction du système d'appel témoin et mise à niveau du système de haut-parleur ; • Validation du bon fonctionnement de tous les équipements (microphones, caméras et enregistrement multipiste du poste SEN).
Kuujjuarapik	• Ajout d'équipements audiovisuels de haute définition à ceux existants ; • Sécurisation des locaux d'entrepôts.
Kangirsuk	• Ajout d'équipements audiovisuels de haute définition à ceux existants.
Kangiqtujuaq	• Ajout d'équipements audiovisuels de haute définition à ceux existants.
Puvirnituq	• Mise en fonction du système d'appel témoin et mise à niveau du système de haut-parleur ; • Mise à niveau du mélangeur audio et amélioration de la sonorisation de la salle (atténuation des bruits à l'enregistrement) ; • Validation du bon fonctionnement de tous les équipements (microphones, caméras et enregistrement multipiste du poste SEN).
Inukjuak	• Ajout d'équipements audiovisuels de haute définition à ceux existants.
Salluit	• Ajout d'équipements audiovisuels de haute définition à ceux existants.

Question 36	La liste des sommes investies pour l'usage de la visioconférence lors des enquêtes sur remise en liberté pour les détenus des communautés ou villages autochtones.

Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025, 87 % des enquêtes pour remise en liberté se sont déroulées par visioconférence ou par téléphone au Nunavik. Plus précisément, 234 enquêtes ont été tenues à Kuujjuaq, 266 à Puvirnituq et 48 à Kuujjuarapik, évitant ainsi de nombreux déplacements hors territoire des prévenus.

Pour l'année financière 2024-2025, la visioconférence lors des enquêtes sur remise en liberté pour les détenus des communautés ou villages autochtones a nécessité le service de communication satellite au coût de 36 339 \$/mois. En date du 31 janvier 2025, ce service représente donc une somme totale de 363 390 \$ pour 10 mois d'opération.

Question 37	Sommes dépensées dans le cadre de Rebâtir la confiance. Détailler par investissements et par projets.

Des sommes sont prévues dans le cadre de la Stratégie intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027.

Le ministère de la Justice porte 6 mesures structurantes et une action complémentaire, qui sont terminées ou en cours de réalisation. Elles se déclinent comme suit pour l'exercice 2024- 2025 :

- Mener des projets-pilotes d'intégration de services en violence sexuelle et en violence conjugale en soutenant des initiatives émanant de la communauté : aucun montant;
- Créer un bureau de soutien aux services aux personnes victimes d'infractions criminelles: 554 412 \$;
- Protéger les personnes victimes de violence familiale ou sexuelle par des modifications législatives : 233 333 \$;
- Assurer le déploiement du programme témoin enfant et autres témoins vulnérables à l'échelle du Québec, incluant les témoins autochtones dans une perspective de sécurisation culturelle : 2 197 800 \$ provenant du *Plan budgétaire 2019-2020 – 50 M\$*;
- Accorder à toutes les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale, des services gratuits de consultation juridique et de représentation en urgence, peu importe leur revenu et dans tous les domaines du droit : 4 618 400 \$;
- Mener des projets pilotes de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, incluant la prise en compte des réalités autochtones: 31 521 300 \$, dont 10 921 300 \$ provenant de l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe ;
- Identifier le meilleur moyen pour renforcer la sécurité des victimes de violence conjugale, en évaluant notamment la pertinence d'implanter un programme de dispositif grave danger au Québec, et déployer un projet pilote en ce sens : 824 60 \$ provenant de l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe.

Question 38	Liste de toutes les campagnes publicitaires commandées par le ministère et les sommes encourues.

Campagne	Montant (\$)
Campagne Grossesse pour autrui hors Québec	123 959
Campagne Apostille	9 995

Question 39	Liste des nouvelles initiatives prises dans l'année écoulée afin de bonifier la sécurité dans les palais de justice

Mesure budgétaire — modernisation de la sécurité dans les palais de justice

Après l'évènement survenu le 9 janvier 2024 au palais de justice de Longueuil, divers acteurs du milieu de la justice (juges en chef, constables spéciaux, associations d'avocats, etc.) sont sortis publiquement pour réclamer l'ajout d'arches de sécurité dans les palais de justice. Dès lors, les ministres de la Justice et de la Sécurité publique se sont engagés à présenter un plan d'action pour la modernisation des palais en termes de sécurité et renforcer le sentiment de sécurité.

La modernisation de la sécurité dans les palais de justice se traduit par un ensemble de mesures visant le contrôle des accès et la fouille dès l'entrée aux palais de justice, afin d'éliminer à la source les objets pouvant être utilisés comme armes et éviter leur utilisation dans un dessein de nuire ou blesser autrui.

Le déploiement d'arches est prévu dans 9 palais :

- En date du 31 janvier 2025, des arches ont été **installées** dans les palais de Longueuil, de Laval de Joliette, de Québec ;
- Les **prochains palais de justice**, qui seront munis d'arches de sécurité, seront ceux de Chicoutimi¹, de Saint-Jérôme, de Salaberry-de-Valleyfield, de Sherbrooke et de Gatineau ;
- Les **nouveaux palais**, comme celui de Roberval, qui sera livré en 2025, seront également munis d'arches de détection de métaux.

Des mesures ont été mises en place, afin d'offrir un environnement sécuritaire, telles que les bâtons de détection de style « Garrett » et les troussees tactiques.

Pour mener à terme ce plan, une somme de 31,0 M\$ sur cinq années (MJQ 7,6 M\$ et 23,4 M\$ MSP) a été accordée dans le Budget 2024-2025.

Pour 2024-2025, une somme de 1,6 M\$ (fonctionnement et rémunération) a été octroyée au Ministère pour la réalisation de ces projets.

Autres travaux en lien avec la sécurité dans les palais

Les projets de déploiement des arches sont prioritaires pour le Ministère. Par conséquent, beaucoup d'efforts y sont consacrés, cependant dans le cadre de chaque projet immobilier, les besoins en matière de sécurité et les composantes de sécurité nécessaires sont intégrés. Par exemple, des boutons d'urgence sont ajoutés dans le cadre de projets relatifs aux tribunaux spécialisés.

Immeuble	Description du projet	Montant (\$)
Palais de justice de Gatineau	Travaux de sécurité — Sécurisation de la circulation	71 750
Palais de justice de Gatineau	Travaux de sécurité — Ajout d'un lecteur-carte	9 031
Palais de justice de Montréal	Travaux de sécurité — Remplacement du serveur du système de boutons d'urgence	6 858
Palais de justice de Montréal	Travaux de sécurité — Vérification des boutons d'urgence	7 505
Palais de justice de Saint-Jérôme	Travaux de sécurité — Ajout de caméras	9 905
Total		105 049

¹ À noter que les arches de sécurité ont été installées à Chicoutimi le 27 mars 2025.

Question 40	Sur le non-respect de la Loi visant à protéger les personnes contre les thérapies de conversion dispensées pour changer leur orientation sexuelle, leur identité de genre ou leur expression, pour 2024-2025, veuillez donner : a) le nombre de signalement reçus b) le nombre de plaintes déposées, c) le nombre d’amendes donnés, i. ventiler par montant ii. ventiler si récidiviste

Le Bureau des infractions et amendes n’a reçu aucun dossier en vertu de cette loi en 2024-2025.



MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

**Renseignements particuliers
du 3^e groupe d'opposition**

Document préparé par la Direction générale des ressources budgétaires et financières
Avril 2025

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU 3^E GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements		Page
P.2	Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2024-2025, indiquer: a) la liste des employés ou des membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération et leur cv; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	Cahier des organismes
P.9	Concernant le Fonds Accès Justice, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2024-2025 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	219
P.10	Concernant le programme de subvention Appel de projets – Demande d'aide financière (BAVAC), identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2024-2025 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	221
P.12	Concernant le Bureau des plaintes, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2024-2025 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	223
P.14	Concernant les programmes de coopération avec l'étranger (commission rogatoire et entraide judiciaire internationale, perception et versement des pensions alimentaires à l'extérieur du Québec, enlèvement international d'enfants, signification et notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires), identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2024-2025 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	224
P.18	Pour chacune des cours sous juridiction du Québec, indiquer le salaire moyen des juges en 2023-2024 et en 2024-2025.	225
P.21	Pour 2024-2025, pour chacune des sections du Tribunal administratif, fournir : a) la liste des membres du Tribunal administratif ainsi que leur rémunération; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération.	Cahier TAQ
P.22	Pour 2024-2025, pour chacune des matières des différentes sections du Tribunal administratif, indiquer: a) le délai moyen de chacune des étapes de traitement, de la réception du dossier à la rédaction de la décision; b) la moyenne de dossiers traités par chacun des membres.	Cahier TAQ
P.23	Pour 2024-2025, bilan des activités de conciliation au Tribunal administratif: a) nombre de régions visées; b) nombre de dossiers traités; c) nombre de dossiers qui ont donné lieu à un règlement.	Cahier TAQ

Demande de renseignements		Page
P.24	Pour chacune des sections du Tribunal administratif, indiquer: a) le nombre total de juges, en indiquant la date du début et de la fin du mandat; b) le nombre de postes vacants, incluant la date.	Cahier TAQ
P.25	Nombre, nature et résultat des plaintes déposées devant le Conseil de la justice administrative depuis sa création.	Cahier CJA
P.26	Nombre de contraventions remises par l'utilisation des radars photo depuis leur installation (montant des amendes perçues; ventilation par radar photo).	226
P.27	Nombre de mandats accordés et refusés par l'Aide juridique en 2024-2025, de même que la répartition de ceux-ci entre les avocats et notaires de la pratique privée et les avocats et notaires permanents de l'Aide juridique. Montant de la rémunération attribuée par tarif forfaitaire en matière criminelle et notariale et, par étape, en matière civile, en faisant la distinction entre les avocats et les notaires de la pratique privée et les avocats et les notaires permanents de l'Aide juridique.	Cahier CSJ
P.28	Budget prévu pour la révision des tarifs versés aux avocats en pratique privée qui réalisent des mandats d'aide juridique;	Cahier CSJ
P.29	Statistiques afférentes aux dossiers et aux clientèles de l'aide juridique (nb total de dossiers pour 2024-2025, projections 2025-2026 (si elles existent), répartition de la clientèle (pleinement admissible à l'aide juridique vs. clientèle à contribution, répartition ethnographique, par domaine de droit)	Cahier CSJ
P.30	État de situation du réseau de l'aide juridique au 31 mars 2024.	Cahier CSJ
P.31	Pour 2024-2025, indiquer le nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.3 du Règlement sur l'admissibilité juridique.	Cahier CSJ
P.32	Pour 2024-2025, fournir : a) le nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.13 de la Loi sur l'aide juridique; b) le nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 9 de l'article 4.7 de la Loi sur l'aide juridique; c) le nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 8 de l'article 4.7 de la Loi sur l'aide juridique; d) le nombre de mandats refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la Loi sur l'aide juridique.	Cahier CSJ
P.33	Coût total des frais judiciaires payés par le réseau d'aide juridique pour les bénéficiaires desservis par des avocats salariés ou par des avocats de pratique privée, par catégorie de frais, et ce, pour 2024-2025.	Cahier CSJ
P.34	Coût total des frais d'expertise du réseau d'aide juridique, en faisant la distinction entre les avocats salariés et les avocats de pratique privée, pour chacune des régions, pour la dernière année financière, en faisant la distinction selon le type d'expertise.	Cahier CSJ
P.35	Prévisions et scénarios de financement du réseau d'aide juridique pour l'année 2025-2026.	Cahier CSJ
P.36	Ventilation détaillée de l'effectif, au 31 mars 2024, pour la Commission et pour chacun des bureaux régionaux.	Cahier CSJ
P.37	Bilan de la hausse des seuils d'admissibilité à l'aide juridique en vigueur depuis le 1er janvier 2014. Fournir les prévisions pour 2025-2026.	Cahier CSJ
P.38	État de situation, au 31 mars 2024, du programme d'aide juridique en matière de droit criminel. Fournir des précisions concernant le volet touchant l'immigration et les réfugiés. Inclure les conclusions du rapport du groupe de travail mandaté pour examiner les différents scénarios quant à la formule fédérale de distribution du financement. Inclure tout rapport ou plan d'action	227

Demande de renseignements		Page
P.44	Nombre total de postes de greffiers et de greffiers spéciaux au sein de l'appareil judiciaire et nombre de postes à combler, en ventilant par région administrative	228
P.47	Nombre de palais de justice et autres établissements dédiés spécifiquement aux causes judiciaires au Québec, en spécifiant ceux qui sont la propriété ou sous la gestion de la Société québécoise des infrastructures;	229
P.48	État des infrastructures de justice détenues ou gérées par la SQI (selon l'appréciation faite par la SQI);	230
P.49	Liste des infrastructures de justice actuellement inscrites au PQI 2024-2034 avec détail des travaux à effectuer, coût et état d'avancement	231
P.55	Concernant la Cour des petites créances, pour 2023-2024 et 2024-2025, statistiques selon que le réclamant est une personne morale ou un particulier, et statistiques selon que les jugements ont pu ou non être exécutés : a) le nombre de dossiers ouverts; b) le nombre de dossiers ayant eu recours à la médiation; c) le nombre de cas par mois où le requérant a dû retenir les services d'un professionnel pour faire exécuter son jugement	232
P.57	Nombre d'arbitres inscrits auprès du gouvernement en matière civile aux fins de l'arbitrage aux petites créances, avec une ventilation par région administrative;	233
P.58	Budget du ministère de la Justice dédié aux tarifs versés aux médiateurs et arbitres pour 2025-2026 et prévisions budgétaires pour 2026-2027 et 2027-2028;	234
P.59	Taux de succès des dossiers en médiation familiale et en médiation aux petites créances (Nb de dossiers réglés par entente/nb total de dossiers soumis à la médiation)	235
P.64	Au 31 mars 2024, le nombre de substituts du Procureur général relevant du DPCP pour chaque district judiciaire.	Cahier DPCP
P.65	Pour les trois dernières années, le nombre de procureurs ayant démissionné. Indiquer les dépenses liées à leur départ.	Cahier DPCP
P.66	Pour les trois dernières années, la liste des procureurs cadres ayant fait l'objet d'une réaffectation.	Cahier DPCP
P.68	Pour les trois dernières années, pour chaque district judiciaire, le nombre de dossiers qui ont bénéficié de programmes de non-judiciarisation, en indiquant les types d'infraction (vols, voies de fait, etc.).	Cahier DPCP
P.69	La liste et l'état des principales causes pendantes en matière criminelle au 31 mars 2024.	Cahier DPCP
P.70	Statistiques sur le nombre d'accusés libérés à la suite d'une requête en arrêt des procédures pour délais déraisonnables depuis l'arrêt R c. Jordan rendu le 8 juillet 2016. Indiquer le nombre de requêtes présentées, le nombre de requêtes entendues, le nombre de procès abandonnés, le nombre de dossiers à risque dans les 6 prochains mois, 1 an, 2 ans.	Cahier DPCP
P.71	Nombre de rencontres du comité fédéral-provincial des poursuivants en 2024- 2025. Fournir tout document déposé et indiquer : a) les coûts; b) les dates et lieux; c) les personnes présentes; d) les sujets à l'ordre du jour.	Cahier DPCP
P.73	Copie des avis juridiques fournis par le DPCP à l'UPAC dans le cadre de l'enquête Mâchurer.	Cahier DPCP
P.74	Pour les trois dernières années, indiquer le nombre de dossiers qui n'ont pas fait l'objet d'accusations par le DPCP	Cahier DPCP

Demande de renseignements		Page
P.80	Liste des poursuites intentées par le DPCP à la suite des vérifications ou des enquêtes effectuées par le MAMH ou la Commission municipale auprès de municipalités, d'élus ou de fonctionnaires municipaux.	Cahier DPCP
P.83	État d'avancement des travaux quant à la mise en œuvre du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale.	236
P.85	Ventilation détaillée des sommes engagées quant à la mise en œuvre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.	239
P.87	Nombre de procureurs embauchés ou sélectionnés pour répondre aux besoins du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.	Cahier DPCP
P.88	Liste des formations offertes dans le cadre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.	240
P.89	État d'avancement des travaux et échéancier détaillé, ventilés par région, quant à l'implantation de lieux sécuritaires dans les palais de justice, notamment, dans le cadre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale. Indiquer les sommes prévues pour 2025-2026.	242
P.90	Bilan d'activité de la nouvelle ligne téléphonique 1 833 REBATIR pour 2024- 2025	243
P.91	Liste des ententes et des partenariats existants entre le MJQ et des organismes communautaires dans le cadre de l'implantation du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale. Ventilation détaillée des sommes	244
P.92	Liste des dossiers rejetés par le DPCP en matière de violence sexuelle ou conjugale depuis 3 ans.	Cahier DPCP
P.94	Bilan des activités de JuridiQC et de la mise en ligne du service visant à faciliter l'accès aux ressources en matière de violence conjugale pour 2023-2024 et 2024-2025	245
P.95	Bilan des activités de SOS violence conjugale pour 2023-2024 et 2024-2025	246
P.96	Portrait statistique des mises en accusation, condamnations et amendes perçues liées à des infractions de braconnage, pour les années 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026	248
P.101	Nombre d'accusations portées par le DPCP pour des crimes homophobes ou transphobes au cours des 3 dernières années.	Cahier DPCP
P.107	La liste des reports de projets de centres de justice de proximité pour 2023-2024 et 2024-2025 et 2025-2026.	249
P.109	État de situation, au 31 mars 2019, de la mise en œuvre du Plan d'action 2018-2023 en matière de violence conjugale – volet autochtone (sous-comité de travail responsable du suivi du Plan d'action). Fournir tout rapport ou document produit et ventiler par : a) actions complétées en 2023-2024-2025; b) actions en cours et dans les délais en 2023-2024-2025; c) actions en cours et hors délais en 2023-2024-2025; d) actions réévaluées/hors délais/impossibles à déterminer; e) actions à venir en 2024-2025-2026; f) budget investi jusqu'à maintenant pour chaque action.	250
P.111	État de situation, au 31 mars 2019, sur l'identification des recommandations quant aux priorités et aux stratégies en matière d'administration de la justice au Nunavik. Fournir tout rapport ou document produit et ventiler par : a) actions complétées en 2024-2025; b) actions en cours et dans les délais en 2024-2025; c) actions en cours et hors délais en 2024-2025;	251

Demande de renseignements		Page
	d) actions réévaluées/hors délais/impossibles à déterminer; e) actions à venir en 2025-2026; f) budget investi jusqu'à maintenant pour chaque action.	
P.115	Nombre de victimes ayant bénéficié d'un soutien psychologique et psychosocial depuis le 13 octobre 2021.	254
P.117	Nombre de personnes embauchées depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle LIVAC le 1er octobre 2021.	255
P.118	Nombre de personnes ayant bénéficié de l'aide financière immédiate octroyée depuis le 13 octobre 2021.	256
P.119	Nombre de personnes ayant bénéficié de l'aide financière palliant une perte de revenus et de l'aide financière compensant certaines incapacités depuis le 13 octobre 2021.	257
P.120	Depuis les 3 dernières années, nombre de demandes refusées par la DGIVAC; nombre de recours devant le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC; nombre de décisions annulées ou partiellement annulées par le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC; nombre de contestations devant le Tribunal administratif du Québec (TAQ); nombre de décisions annulées ou partiellement annulées par le TAQ; nombre de demandes de reconsidération ou de révision d'un dossier par la DGIVAC ou le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC ayant été acceptées.	258
P.121	Au cours des 3 dernières années, liste des causes portées en appel par le procureur général.	Cahier DPCP
P.122	En 2024-2025, identifier le nombre, le coût et la nature des subventions accordées à des groupes communautaires ou à d'autres OBNL ayant pour but de favoriser l'accès à la justice. Ventiler par région et par groupe ou OBNL.	259
P.124	Bilan de l'implantation du projet pilote Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire à Trois-Rivières.	261
P.126	Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.	262
P.129	Nombre de poursuites, par région, intentées en 2024-2025 par le DPCP relativement à des infractions à la Charte de la langue française (L.R.Q. chap. C. 11), incluant le tableau des résultats et la ventilation par article.	Cahier DPCP
P.132	Concernant la lutte contre la violence conjugale et familiale, fournir : a) une ventilation des budgets alloués pour combattre le phénomène de la violence conjugale et familiale en 2024-2025; prévisions pour 2025-2026; b) le bilan de la mise en œuvre du plan d'action 2018-2023.	263
P.134	Pour 2024-2025, pour chacune des matières des différentes chambres de la Cour du Québec, indiquer : a) le délai moyen de chacune des étapes de traitement de la réception du dossier à la rédaction de la décision; b) la moyenne de dossiers traités par chacun des juges	266
P.138	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2024-2025 et de celles prévues en 2025-2026 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.	267
P.140	Pour 2024-2025 et les deux années précédentes, le nombre de traducteurs collaborant avec le MJQ.	268

Demande de renseignements		Page
P.146	État d'avancement du projet Lexius (ce qui est complété, ce qui est à venir, échéanciers), y incluant les prévisions budgétaires et les échéances pour les travaux à venir: a) Détails sur les contrats conclus par le gouvernement et qui sont terminés ou en cours (mode de conclusion, montant global, détails) pour la réalisation du projet en incluant, le cas échéant, le montant de tout dépassement et les justifications des dépassements, le cas échéant b) Nombre de ressources dédiées à la réalisation du projet (ETC du MJQ et nombre de consultants impliqués).	269
P.147	Suivi donné en réponse au rapport de la protectrice du citoyen sur les activités de la DIVAC, publié le 15 septembre 2016. Indiquer les mesures mises en place pour répondre aux recommandations du rapport.	270
P.148	Indiquer le nombre de départs à la retraite chez les juristes soumis aux conditions de la Loi assurant la continuité de la prestation des services juridiques au sein du gouvernement et permettant la poursuite de la négociation ainsi que le renouvellement de la convention collective des salariés assurant la prestation de ces services juridiques, et ce, depuis le 28 février 2017.	271
P.151	Ventilation détaillée des 19,2 M\$ annoncés pour améliorer les services offerts aux Premières Nations et aux Inuits en matière de justice en mars 2021.	272
P.158	Statistiques sur le nombre et les catégories de plaintes actuellement devant la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Nombre de plaintes reçues, traitées et acceptées en 2024-2025. Pour les plaintes en matière d'accommodements raisonnables, ventiler par motif (religion, handicap, sexe, etc.). Nombre de plaintes devant le Tribunal des droits de la personne. Nombre d'enquêtes initiées par la Commission.	Cahier CDPDJ
P.159	Liste des recommandations ou des avis de la Commission aux ministères et aux organismes en 2024-2025, et suivi apporté. Préciser quels avis et recommandations ont été demandés et lesquels ont été rendus par la Commission de sa propre initiative. Préciser les sommes dépensées par la Commission pour le volet « recommandations et avis » de ses activités et le pourcentage que ces sommes représentent sur l'ensemble de ses dépenses.	Cahier CDPDJ
P.160	Délai moyen de traitement des plaintes.	Cahier CDPDJ
P.161	Liste des entreprises privées, des commissions scolaires, des ministères et des organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi au 31 mars 2024, et bilan de l'application de la Loi sur l'équité en matière d'emploi à ce jour.	Cahier CDPDJ
P.162	Actions mises en œuvre en vue de sensibiliser les propriétaires de logements privés au problème de la discrimination raciale.	Cahier CDPDJ
P.163	Portrait statistique des dossiers d'accommodements religieux traités par la CDPDJ pour les 5 dernières années. Pour chaque année, indiquer la liste des dossiers, incluant un résumé des motifs allégués dans la demande, la décision prise et les justifications. Inclure les dates des étapes de traitement de la demande.	Cahier CDPDJ
P.164	Dépenses assumées par la Commission dans le cadre du recours de la présidente contre le Protecteur du citoyen.	Cahier CDPDJ
P.165	Nombre et nature des cas traités et des plaintes reçues à la Commission en 2024-2025. Nombre de cas et de circonstances en vertu desquels la Commission a agi par elle-même	Cahier CDPDJ
P.166	Budget spécifique prévu pour le projet-pilote de médiation en matière de droit de la jeunesse en 2025-2026;	273
P.167	Budget spécifique prévu pour la mise en œuvre éventuelle des actions qui seront déterminées à la Table nationale jeunesse du ministre de la Justice et du ministre responsable des Services sociaux.	274

Demande de renseignements		Page
P.170	Liste des plaintes qui ont déjà fait l'objet de recommandations par la Commission auprès des ministères en 2024-2025.	Cahier CDPDJ
P.171	Délai moyen de traitement des plaintes pour 2023-2024-2025.	Cahier CDPDJ
P.172	Effectif pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026, postes occupés et nature du travail.	Cahier CDPDJ
P.173	Bilan du service de médiation en protection de la jeunesse dans le cadre du projet pilote à Québec.	275
P.174	Nombre total de demandes de renseignements et de plaintes acheminées à l'OPC ainsi qu'à chaque bureau régional en 2023-2024 et en 2024-2025, par catégorie, en distinguant les plaintes, les demandes de renseignements adressées à l'OPC et les demandes adressées à d'autres ministères ou organismes. Nombre de plaintes traitées, rejetées et transférées, incluant les motifs évoqués pour conclure au rejet ou au transfert. De façon particulière : a) nombre de plaintes relatives aux « redresseurs » financiers, aux courtiers en prêts et autres « spécialistes » financiers; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite; b) nombre de plaintes relatives aux « prêteurs sur gages »; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite; c) nombre de plaintes relatives au secteur de la vente de l'automobile; suivi apporté et résultats obtenus, par secteur, en précisant le nombre de plaintes rejetées et les taux de réussite; d) nombre de plaintes relatives au secteur de la location automobile; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite; e) nombre de plaintes relatives aux agents de voyages et grossistes; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite; f) nombre de plaintes relatives au marquage unitaire des prix; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite; g) nombre de plaintes relatives à la vente de cartes prépayées; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite; h) nombre de plaintes relatives à la vente d'une garantie supplémentaire; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite; i) nombre de plaintes relatives au « time-sharing »; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite; j) nombre de plaintes relatives au secteur de l'inspection en bâtiment; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite; k) nombre de plaintes concernant Hydro-Québec; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite; l) nombre de plaintes relatives aux arrangements préalables de services funéraires et de sépulture; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite; m) nombre de plaintes relatives à la vente d'essence; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite;	Cahier OPC

Demande de renseignements		Page
	n) nombre de plaintes relatives aux services de transport rémunéré de personnes; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite; o) nombre de plaintes relatives à l'étiquetage des aliments; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite; p) nombre de plaintes relatives à l'application des nouvelles dispositions de la Loi sur la protection du consommateur qui découlent de l'adoption, en décembre 2009, du projet de loi 60.	
P.175	En 2023-2024 et en 2024-2025, le nombre et la nature des plaintes qui ont mené à des interventions juridiques, en distinguant celles qui ont été référées à la Cour des petites créances ou à un avocat, et celles déferées à d'autres tribunaux, en indiquant le cheminement des dossiers et les résultats obtenus.	Cahier OPC
P.176	En 2023-2024 et en 2024-2025, le nombre et la nature des plaintes qui ont été menées par la Direction des affaires juridiques de l'Office, le ministère de la Justice ou le Procureur général, en indiquant le cheminement du dossier, les résultats obtenus et les résultats des poursuites.	Cahier OPC
P.177	Nombre de médiations entreprises, par secteur, et nombre de dossiers réglés, par médiation, en 2023-2024 et en 2024-2025, en indiquant la durée moyenne du temps de médiation par secteur.	Cahier OPC
P.178	Ventilation de l'effectif de l'Office et de chacun des bureaux régionaux, pour les trois dernières années, en spécifiant la catégorie d'emploi ainsi que le nombre d'emplois; distinguer les postes permanents des postes occasionnels.	Cahier OPC
P.179	Pour l'OPC et pour chacun des bureaux régionaux, spécifier et distinguer le total des employés affectés : a) aux enquêtes et à la surveillance; b) au traitement des plaintes; c) à la médiation; d) aux demandes de renseignements.	Cahier OPC
P.180	Ventilation détaillée du montant dépensé par l'OPC pour les activités de communication et sa mission éducative; fournir copie des documents publiés à ces fins.	Cahier OPC
P.181	Revenus provenant des amendes, depuis 2009-2010 jusqu'à la dernière année financière.	Cahier OPC
P.182	Liste des études ou des sondages commandés durant l'exercice financier 2023-2024 et celui de 2024-2025 à la demande du ministre ou de l'organisme : a) liste et coûts; b) copie des soumissions; c) copie des études ou des sondages.	Cahier OPC
P.183	Nombre d'enquêtes réalisées, en indiquant leur nature et leurs résultats.	Cahier OPC
P.184	Nombre de paiements d'indemnisation du FIVAC dans le cadre de la pandémie de COVID 19.	Cahier OPC

N.B. À moins d'indications contraires, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 31 janvier 2025.

Étude des crédits 2025-2026

Demandes de renseignements particuliers de la 3^e opposition - questions non répondues par le ministère de la Justice

# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2025-2026 non répondues	Motifs
DP3.1	Indiquer la somme dépensée en 2024-2025 (prévisions pour 2025-2026) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 1 de l'opposition officielle
DP3.3	Pour 2024-2025, fournir la répartition des revenus du ministère de la Justice, et ce, par grande catégorie. Détailler chacun des éléments dans chacune des grandes catégories, avec, le cas échéant, l'entente renouvelée avec des ministères et organismes du gouvernement fédéral ou du Québec, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 3 de l'opposition officielle
DP3.4	Pour 2024-2025, bilan du plan d'optimisation de la perception des amendes, en indiquant : a) le montant total des créances; b) le montant total des sommes recouvrées; c) les mesures mises en place pour optimiser le recouvrement; d) les résultats obtenus.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 4 de l'opposition officielle
DP3.5	Copie du plan directeur informatique triennal; indiquer les réalisations faites dans les trois dernières années et les prévisions pour 2024-2025. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 6 de l'opposition officielle
DP3.6	Pour chacun des emplacements utilisés par le ministère, incluant les cabinets, indiquer: a) la date des rénovations; b) la liste des rénovations; c) le coût des rénovations; d) le nom de la firme ou de la compagnie qui a effectué les travaux.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 8 de l'opposition officielle
DP3.7	Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, actifs en 2024-2025, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes agences ou partenaires. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser: a) le mandat; b) les membres; c) le budget; d) le nombre de rencontres effectuées en 2024-2025; e) les résultats obtenus en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 9 de l'opposition officielle
DP3.8	Nombre de rencontres fédérales-provinciales-territoriales des ministres et des sous-ministres de la Justice en2024-2025. Indiquer, pour chacune a) les coûts; b) les dates et lieux; c) les personnes présentes; d) les sujets à l'ordre du jour; e) les résultats obtenus et les prévisions pour 2024-2025 (inclure une copie de tout rapport et de toute entente renouvelée); f) les rencontres inscrites à l'agenda pour 2024-2025	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 10 de l'opposition officielle
DP3.11	Concernant les programmes de séances de médiation et d'information (médiation familiale, médiation aux petites créances, médiation civile et commerciale, parentalité après la rupture), identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2024-2025 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 17 de l'opposition officielle
DP3.13	Concernant le programme Ligne-ressource sans frais pour les victimes d'agression sexuelle, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2024-2025 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 18 de l'opposition officielle
DP3.15	Concernant le programme québécois de traitement de la toxicomanie sous surveillance judiciaire, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2024-2025 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 19 de l'opposition officielle
DP3.16	Nombre total de juges, au 31 mars 2025, pour chaque cour sous juridiction du Québec. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région, les différentes chambres, ainsi que le sexe des juges. Indiquer le nombre de juges en congé maladie, en indiquant la date de retour prévue, le nombre de postes vacants, en indiquant la date de la libération du poste.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 21 de l'opposition officielle
DP3.17	Dans la dernière année, pour chacune des cours sous juridiction du Québec, indiquer le nombre de nominations, par région, par chambre, par mois, à des postes de juge et de juge de paix, ainsi que le nom des personnes nommées.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 23 de l'opposition officielle
DP3.19	Nombre de plaintes déposées devant le Conseil de la magistrature en 2024-2025 et nombre de cas portés devant les tribunaux. Ventiler par nature de la plainte portée contre les juges.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 24 de l'opposition officielle
DP3.20	Ventilation détaillée des augmentations ou des primes accordées aux juges de la Cour du Québec qui exercent des fonctions de gestion, de même que toute augmentation des comptes de dépenses et des déboursés de fonction de ces derniers. Détail sur le pourcentage des salaires que représentent ces augmentations ou primes.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 25 de l'opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Demandes de renseignements particuliers de la 3^e opposition - questions non répondues par le ministère de la Justice

# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2025-2026 non répondues	Motifs
DP3.39	Liste des mandats accordés en 2024-2025 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser: a) le nom et l'adresse du professionnel; b) la description du mandat; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation; c) le coût horaire et le coût total du mandat jusqu'à maintenant; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable; d) les prévisions des coûts pour 2025-2026 et pour l'ensemble du mandat confié; e) le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 55 de l'opposition officielle
DP3.40	Bilan du Plan d'agrandissement et de rénovation des palais de justice pour 2024-2025, en précisant: a) le nombre de projets terminés; b) le nombre de projets en voie d'achèvement; c) le nombre de projets retardés et les motifs du retard; d) le nombre de projets abandonnés et les motifs de l'abandon; e) le nombre de projets en attente.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 80 de l'opposition officielle
DP3.41	Sommes ventilées et détaillées pour l'année 2024-2025, et prévisions pour 2025-2026, pour la sécurité dans les palais de justice, par palais de justice. Indiquer les actions mises en œuvre en 2024-2025 par la Table de sécurisation des palais de justice du Québec.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 39 du deuxième groupe d'opposition
DP3.42	Nombre de constables spéciaux formés en 2025-2026 et projections pour 2026-2027	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
DP3.43	Nombre d'embauche de constables spéciaux en 2025-2026 et nombre de postes à combler pour résoudre la pénurie de constables spéciaux	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
DP3.45	Pour chacun des palais de justice, préciser les sommes accordées pour assurer la sécurité, par district judiciaire, ventilées afin d'exposer le détail de l'utilisation de chacune de ces sommes.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 39 du deuxième groupe d'opposition
DP3.46	Produire le plan d'immobilisation (agrandissement et rénovation) pour chacun des palais de justice et l'état d'avancement PQI 2024-2034.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 80 de l'opposition officielle
DP3.50	Coût total des travaux à réaliser pour que les infrastructures de justice soient à un niveau «passable » (60% et plus en bon état);	Répondue par la Société québécoise des infrastructures
DP3.51	Nombre de dossiers ouverts à la Cour du Québec et délai de traitement moyen: a) Chambre civile; b) Chambre civile – Division des petites créances; c) Chambre criminelle; d) Chambre de la jeunesse.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 85 de l'opposition officielle
DP3.52	Nombre de dossiers ouverts à la Division des petites créances. Indiquer le nombre de dossiers portant sur une créance de 3 000 \$ ou moins, le nombre de dossiers portant sur une créance située entre 3 001 \$ et 5 000 \$, et le nombre de dossiers portant sur une créance de 5 001 \$ ou plus. Ventiler par année et par palais de justice.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 86 de l'opposition officielle
DP3.53	Nombre de dossiers ayant bénéficié du Service de médiation à la Division des petites créances. Ventiler par palais de justice.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 88 de l'opposition officielle
DP3.54	Nombre de dossiers ouverts à la Cour supérieure du Québec en matière civile et familiale et ventilé par palais de justice.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 89 de l'opposition officielle
DP3.56	Nombre de médiateurs inscrits auprès du gouvernement pour offrir des services en médiation familiale et en médiation civile (petites créances en particulier), avec une ventilation par région administrative.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 14 du deuxième groupe d'opposition
DP3.60	Coûts d'exploitation des services de greffes périphériques pour 2024-2025, par région.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 90 de l'opposition officielle
DP3.61	Nombre de célébrants de mariage civil désignés.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
DP3.62	Nombre de célébrants de mariage civil désignés pour une seule union (célébrants ad hoc).	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Étude des crédits 2025-2026

Demandes de renseignements particuliers de la 3^e opposition - questions non répondues par le ministère de la Justice

# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2025-2026 non répondues	Motifs
DP3.63	Le nombre d'avis envoyés aux célébrants pour leur rappeler leurs obligations prévues au Code civil du Québec.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
DP3.67	Pour les trois dernières années, pour chaque district judiciaire, le délai de traitement moyen des dossiers criminels	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 66 de l'opposition officielle
DP3.72	Bilan des programmes et des initiatives liés à la justice réparatrice. Indiquer les projets, les coûts ou les économies réalisées.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 97 de l'opposition officielle
DP3.75	Indiquer les sommes perçues sous forme de contribution pénale obligatoire conformément à l'article 8.1 du Code de procédure pénale. Ventiler les sommes totales en fonction du montant des contributions individuelles (14 \$, 20 \$, 40 \$ ou 25 % de l'amende). Par exemple, le montant total perçu sous la forme de contribution de 14 \$.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 101 de l'opposition officielle
DP3.76	Pour chacune des catégories de contribution (14 \$, 20 \$, 40 \$ ou 25 %), indiquer leur utilisation / répartition conformément au dernier paragraphe de l'article 8.1 du Code de procédure pénale. Par exemple, indiquer le montant total de la part des contributions de 20 \$ transféré au CAVAC, au FAJ, etc.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 101 de l'opposition officielle
DP3.81	Pour 2024-2025, indiquer les sommes investies pour la mise en œuvre de la politique québécoise en matière d'agression sexuelle et les sommes prévues pour l'année 2025-2026. État de situation, au 31 mars 2025, de sa mise en œuvre.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 20 de l'opposition officielle
DP3.82	Pour 2024-2025, indiquer les sommes investies pour la mise en œuvre des recommandations du rapport Rebâtir la confiance, déposé en 2020, et les sommes prévues pour l'année 2025-2026. État de situation, au 31 mars 2025, de sa mise en œuvre.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 37 du deuxième groupe d'opposition
DP3.84	État d'avancement des projets pilotes quant à la mise en oeuvre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 83 du troisième groupe d'opposition
DP3.86	Fournir un échéancier complet quant à la mise en oeuvre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 83 du troisième groupe d'opposition
DP3.93	Ventilation détaillée des sommes octroyées par l'aide financière d'urgence (AFU).	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 11 du deuxième groupe d'opposition
DP3.97	Pour 2024-2025, indiquer les sommes investies pour la mise en œuvre de la politique québécoise de lutte contre l'homophobie et les sommes prévues pour l'année 2025-2026. État de situation, au 31 mars 2024, de sa mise en œuvre.	Répondue par la ministère des relations internationales et de la francophonie
DP3.98	Nombre de rencontres du Comité interministériel de lutte contre l'homophobie en 2024-2025. Indiquer les dates et les lieux. Identifier les personnes présentes et les résultats obtenus pour chaque rencontre, ainsi que les objectifs à poursuivre. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2025-2026.	Répondue par la ministère des relations internationales et de la francophonie
DP3.99	Liste des organismes communautaires se consacrant à la lutte contre l'homophobie et la transphobie qui ont reçu un financement en 2023-2024 et 2024-2025.	Répondue par la ministère des relations internationales et de la francophonie
DP3.100	Liste des actions entreprises pour sensibiliser la population à la lutte contre l'homophobie et la transphobie.	Répondue par la ministère des relations internationales et de la francophonie
DP3.102	État d'avancement de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental pour prévenir et contrer les thérapies de conversion 2021-2023. Ventilation détaillée des sommes.	Répondue par la ministère des relations internationales et de la francophonie
DP3.103	État d'avancement de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2022. Ventilation détaillée des sommes.	Répondue par la ministère des relations internationales et de la francophonie
DP3.104	Pour chacun des centres de justice de proximité, identifier et ventiler (frais immobiliers, masse salariale, équipements, etc.) les sommes accordées par le ministère et par d'autres organismes publics ou privés en 2024-2025; fournir les prévisions pour 2025-2026.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 57 de l'opposition officielle
DP3.105	Pour chacun des centres de justice de proximité, indiquer le nombre d'employés (permanents et occasionnels) et le nombre de bénévoles en 2024-2025; fournir les prévisions pour 2025-2026.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 58 de l'opposition officielle
DP3.106	Pour chacun des centres de justice de proximité, indiquer le nombre de dossiers traités et de services rendus dans chacun des cinq types de services offerts (information juridique, avis juridique, services de soutien et d'accompagnement, aide concernant des formulaires à remplir, modes alternatifs de règlement des conflits) en 2024-2025.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 59 de l'opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Demandes de renseignements particuliers de la 3^e opposition - questions non répondues par le ministère de la Justice

# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2025-2026 non répondues	Motifs
DP3.110	Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2024-2025 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 102 de l'opposition officielle
DP3.112	Nombre de demandes de prestations présentées en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, incluant le résultat des demandes et le montant des prestations versées en 2023-2024 et en 2024-2025, par région. Pour chaque catégorie de prestations, préciser le montant affecté pour chaque sous-catégorie en faisant les distinctions entre les divers types de bénéficiaires, le cas échéant. Par exemple, pour la catégorie Allocations spéciales, préciser le montant affecté aux allocations spéciales de 500 \$ versées aux conjoints ou aux personnes à charge, et préciser le montant affecté aux allocations de 2 000 \$ versées aux parents d'un enfant décédé des suites d'un acte criminel. De même, pour la catégorie Assistance médicale, préciser notamment le montant affecté aux frais de psychothérapie pour les victimes et celui pour les proches des victimes.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 122 de l'opposition officielle
DP3.123	Ventilation détaillée des sommes octroyées pour favoriser l'accès à la justice, pour 2023-2024 et 2024-2025.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 9 du troisième groupe d'opposition
DP3.125	Ventilation détaillée des sommes octroyées pour actualiser et rénover les palais de justice sur le territoire du Québec.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 8 de l'opposition officielle
DP3.127	Bilan, au 31 mars 2025, de l'implantation des CAVAC, incluant les budgets et l'effectif; fournir les prévisions pour 2025-2026.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 123 de l'opposition officielle
DP3.128	Bilan des subventions octroyées grâce au FAVAC pour des projets spéciaux ou des services récurrents à des organismes autres que les CAVAC. Ventiler par région et en fonction du type d'objet (projets spéciaux ou services récurrents).	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 124 de l'opposition officielle
DP3.131	Montant des amendes recueillies en vertu des dispositions pénales de la loi R 20 au cours des trois dernières années et ventilation par infraction.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 126 de l'opposition officielle
DP3.133	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 54
DP3.135	État de situation de la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adoptée en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en oeuvre. Pour chaque initiative, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et contrôle applicables.	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
DP3.136	État de situation sur les activités du comité de liaison avec la communauté musulmane annoncé vers le 18 novembre 2014. Indiquer: a) les sommes allouées au fonctionnement de ce comité et aux initiatives qui en ont découlées; b) le nombre de rencontres tenues depuis sa création, avec les dates; c) le nom des membres du comité.	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
DP3.137	État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création: a) indiquer les membres de la direction et les administrateurs, si applicable; b) indiquer les sommes allouées pour le fonctionnement et les initiatives du centre; c) faire un portrait des résultats des interventions du centre, notamment le nombre de cas traités et leur suivi par le centre.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
DP3.139	Pour 2024-2025, nombre d'interprètes qui ont reçu leur qualification conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 130 de l'opposition officielle
DP3.141	En date du 31 mars 2025, nombre d'interprètes qui détiennent leur qualification conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones, ventilé par nation autochtone.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 131 de l'opposition officielle
DP3.142	Pour 2024-2025, nombre de séances d'examens organisées pour qualifier des interprètes conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 132 de l'opposition officielle
DP3.143	Bilan des revenus générés par les amendes octroyées aux braconniers, selon les régions et les parcs nationaux du Québec, pour les années 2023-2024 et 2024-2025.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 77 de l'opposition officielle
DP3.144	Liste des infractions et des amendes liées à ces infractions pour des gestes répertoriés de braconnage, pour les années 2023-2024 et 2024-2025.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 78 de l'opposition officielle
DP3.145	État de situation, incluant les sommes budgétées et dépensées en 2025-2026, de la mise en oeuvre du plan Plan pour moderniser le système de justice 2024-2025.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 84 de l'opposition officielle

# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2025-2026 non répondues	Motifs
DP3.152	Ventilation détaillée des 600 000 \$ octroyés aux organismes communautaires desservant les communautés LGBTQ+ en février 2021.	Répondue par la ministère des relations internationales et de la francophonie
DP3.153	Liste des actions entreprises dans le cadre de la lutte contre l'homophobie et la transphobie, chaque année et pour chacune des cinq dernières années.	Répondue par la ministère des relations internationales et de la francophonie
DP3.157	État de situation, au 31 mars 2025, du suivi accordé au rapport du Comité consultatif sur le droit de la famille pour une réforme du droit de la famille.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 12 de l'opposition officielle
DP3.168	Nombre d'enfants placés sur une liste d'attente par la Protection de la jeunesse	Répondue par le ministère de la Santé et des Services Sociaux
DP3.169	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés de la Direction de la protection de la jeunesse et des centres jeunesse. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services Sociaux

Question 09	Concernant le Fonds Accès Justice, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2024-2025 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.

Fonds Accès Justice

Programme: Programme d'aide financière pour favoriser l'accès à la justice

Sommes allouées: 164 057 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion: Fonds Accès Justice

Projet	Bénéficiaire	Montant (\$)	Nombre d'emplois créés
Appel à projets 2021-2022	Droits et Recours en Santé Mentale, Gaspésie-les-Iles	7 500	N/A
Appel à projets 2021-2022	Équijustice	12 500	N/A
Appel à projets 2022-2023	ACEF du Nord de Montréal	4 917	N/A
Appel à projets 2022-2023	Centre Louise-Amélie inc., Le	3 863	N/A
Appel à projets 2022-2023	Clinique juridique de Saint-Michel	5 000	N/A
Appel à projets 2022-2023	Clinique juridique Juripop	4 993	N/A
Appel à projets 2022-2023	Clinique Juste	7 467	N/A
Appel à projets 2022-2023	Institut de Médiation et d'Arbitrage du Québec	5 000	N/A
Appel à projets 2022-2023	Juristes à domicile	5 000	N/A
Appel à projets 2022-2023	Option Consommateurs	9 501	N/A
Appel à projets 2022-2023	Société Elizabeth Fry du Québec	5 000	N/A
Appel à projets 2023-2024	Centre Louise-Amélie inc., Le	5 869	N/A
Appel à projets 2023-2024	Clinique d'accompagnement juridique Droit de cité	7 500	N/A
Appel à projets 2023-2024	Clinique Droits devant	7 500	N/A
Appel à projets 2023-2024	Collectif juridique, Le	6 717	N/A
Appel à projets 2023-2024	Juristes à domicile	7 500	N/A
Appel à projets 2023-2024	Justice Alternative du Haut-Richelieu	5 459	N/A
Appel à projets 2023-2024	Maison Bleue : Milieu de Vie Préventif à l'Enfance, La	6 000	N/A
Appel à projets 2023-2024	Organisation populaire des droits sociaux [OPDS]	7 500	N/A
Appel à projets 2023-2024	Société Elizabeth Fry du Québec	7 500	N/A
Appel à projets 2023-2024	Université Laval	7 500	N/A
Autoreprésentation 2022-2023	Clinique d'information juridique à McGill	10 000	N/A
Autoreprésentation 2022-2023	Université d'Ottawa	4 362	N/A
Autoreprésentation 2022-2023	Université du Québec à Montréal (UQAM)	9 909	N/A

Programme: Financement à la mission de base des Centres de justice de proximité et autres organismes

Sommes allouées: 8 607 534 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion: Fonds Accès Justice

Bénéficiaire	Montant (\$)	Nombre d'emplois créés
Centre de justice de proximité du Bas-Saint-Laurent	670 607	1
Centre de justice de proximité de la Côte-Nord	474 609	0
Centre de justice de proximité Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	481 572	0
Centre de justice de proximité du Grand-Montréal	1 425 534	4

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition Étude des crédits 2025-2026

Question 09	Suite

Bénéficiaire	Montant (\$)	Nombre d'emplois créés
Centre de justice de proximité de Laval, Laurentides et Lanaudière	669 652	2
Centre de justice de proximité de la Mauricie	732 045	1
Centre de justice de proximité de la Montérégie	1 300 308	4
Centre de justice de proximité Nunavik (Société Makivik)	784 816	2
Centre de justice de proximité de l'Outaouais	654 881	0
Centre de justice de proximité de Québec	898 620	2
Centre de justice de proximité du Saguenay-Lac-Saint-Jean	514 890	1

Programme: Programme - Autoreprésentation
Sommes allouées: 2 290 370 \$
Direction ou organisme qui en a la gestion: Fonds Accès Justice

Bénéficiaire	Montant (\$)	Nombre d'emplois créés
Centre de justice de proximité de l'Abitibi-Témiscamingue	593 366	1
Centre de justice de proximité du Centre-du-Québec	501 291	0
Centre de justice de proximité de l'Estrie	606 214	0
Centre de justice de proximité de Québec – point de service de Chaudière-Appalaches	362 580	0
Centre de justice de proximité Laval, Laurentides Lanaudière	226 919	0

Programme: Programme – Parcours Citoyens
Sommes allouées: 265 297 \$
Direction ou organisme qui en a la gestion: Fonds Accès Justice

Bénéficiaire	Montant (\$)	Nombre d'emplois créés
Centre de justice de proximité de Laval-Laurentides-Lanaudière	265 297	1

Programme : Programme – La fierté de vieillir
Sommes allouées : 61 455 \$
Direction ou organisme qui en a la gestion: Fonds Accès Justice

Bénéficiaire	Montant (\$)	Nombre d'emplois créés
Centre de justice de proximité du Saguenay-Lac-Saint-Jean	61 455	1

Question 10	Concernant le programme de subvention Appel de projets – Demande d’aide financière (BAVAC), identifier les sommes allouées (totale et ventilées par région) en 2024-2025 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l’aide, le nombre d’emplois créés et le montant reçu.

Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels

Programme : Programme de subvention pour favoriser la recherche, l’information, la sensibilisation et la formation en matière d’aide aux victimes d’actes criminels

Montant global : 208 598 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction de l’aide aux personnes victimes d’infractions criminelles

Projet	Bénéficiaire	Montant (\$)
Les victimes d'actes criminels qui se représentent seules devant les tribunaux	Association québécoise Plaidoyer-Victimes (AQPV)	11 513
"Partir de nous" - Autonomisation des adolescentes en situation d'exploitation sexuelle	Bureau international des droits des enfants (IBCR)	23 999
Atelier d'autodéfense féministe pour les femmes et les filles ayant subi une agression à caractère sexuel	Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) - Saguenay	5 688
Démarche d'apprentissage pour prévenir et combattre les violences sexuelles	Centre de prévention et d'intervention pour les victimes d'agression sexuelle (CPIVAS) - Laval	34 417
Analyse et validation du service de soutien offert aux parents d'enfants victimes de violence sexuelle par les professionnelles de Marie-Vincent	Centre d'expertise Marie-Vincent	23 000
L'Envolée	L'Autre-Toit du KRTB	5 480
La sensibilisation au contrôle coercitif : un levier pour améliorer la pratique judiciaire et accroître la sécurité des victimes de violence conjugale	Regroupement des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale (RMFVVC)	15 000
Projet Monarque: développement d'une recherche visant l'amélioration de l'aide et de l'accompagnement des femmes victimes de violences sexuelles en contexte conjugal	Université du Québec à Montréal (UQAM)	19 463
Prévenir les violences en contextes de relations amoureuses chez les adolescentes victimes d'agression sexuelle : adaptation des outils du programme Étincelles	Université Laval	4 495
École de Service social - Actions des proches et perception des femmes victimes de violence conjugale à l'égard de ces actions : prise en compte des particularités ethnoculturelles dans la proposition d'actions adaptées	Université de Montréal (UdM)	37 223
Entente PHARE Jardins-Roussillon	La Re-Source	4 400
AmoVr: Brisons le silence de la violence dans les relations lesbiennes	Centre de solidarité lesbienne (CSL)	2 212
Justice pour toutes	Corporation de développement communautaire (CDC) du Haut-Saint-François	5 885
Formation d'un comité activité par et pour les femmes ayant été victimes d'exploitation sexuelle	La Sortie	4 406
Prévention des cyberviolences faites aux femmes	Société Elizabeth Fry	1 925

Question 10	Suite

Projet	Bénéficiaire	Montant (\$)
Déploiement du projet XOX dans la région de Montréal	Table de concertation en violence conjugale de Montréal (TCVCM)	9 492

Programme : Projets fédéraux en matière d'aide aux personnes victimes
Montant global : 636 849 \$
Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction de l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles

Projet	Bénéficiaire	Montant (\$)
Projet Convers'Actions	Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence	97 305
Élargissement de l'offre de services de Marie-Vincent permettant de soutenir les jeunes victimes d'abus physiques en Montérégie	Centre d'expertise Marie-Vincent	231 601
Création d'un poste d'agent de liaison au CISSS – Chaudière-Appalaches	Centre intégré de santé et services sociaux de Chaudière-Appalaches (Services intégrés en abus et maltraitance - SIAM de Québec)	102 870
Fraude amoureuse en ligne	Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)	30 099
Projet Commission d'examen des troubles mentaux - Phase 2 : Création d'un site web	Association québécoise Plaidoyer-Victimes (AQPV)	125 474
La protection des victimes d'actes criminelles	Université de Montréal (UdeM)	49 500

Question 12	Concernant le Bureau des plaintes, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2024-2025 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.

Aucune.

Question 14	Concernant les programmes de coopération avec l'étranger (commission rogatoire et entraide judiciaire internationale, perception et versement des pensions alimentaires à l'extérieur du Québec, enlèvement international d'enfants, signification et notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires), identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2024-2025 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.

Aucun.

Question 18	Pour chacune des cours sous juridiction du Québec, indiquer le salaire moyen des juges en 2023-2024 et en 2024-2025.

Cour du Québec

Juges de la Cour du Québec

Salaire du 1 ^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024	325 500 \$
Salaire du 1 ^{er} juillet 2024 au 30 juin 2025	336 100 \$

La rémunération des juges de la Cour du Québec est fixée par le décret n° 32-2008, modifié par les décrets n^{os} 933-2008 du 1^{er} octobre 2008, 1086-2008 du 5 novembre 2008, 612-2011 du 15 juin 2011, 574-2014 du 18 juin 2014, 579-2017 du 14 juin 2017 et 1103-2022 du 15 juin 2022.

Juges de paix magistrats

Salaire du 1 ^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024	230 000 \$
Salaire du 1 ^{er} juillet 2024 au 30 juin 2025	248 000 \$

La rémunération des juges de paix magistrats est fixée par le décret n° 1106-2022 du 15 juin 2022.

Comité de la rémunération des juges

La rémunération de ces juges a fait l'objet de recommandations du Comité de la rémunération des juges 2023-2027, nommé par le décret n° 1505-2023, lequel a rendu son rapport au gouvernement le 2 avril 2024, tel que modifié par un addenda du 12 avril 2024. Par la suite, l'Assemblée nationale a adopté, le 24 septembre 2024, une résolution approuvant les recommandations eu égard au traitement. Le gouvernement doit maintenant prendre des décrets concernant la rémunération de ces juges pour la période du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2027.

Question 26	Nombre de contraventions remises par l'utilisation des radars photo depuis leur installation (montant des amendes perçues; ventilation par radar photo).

Radar photo	Nombre de contraventions ²	Montant ³ (\$)
Total fixes ¹	219 615	28 072 659
Total radars mobiles ¹	8 753	2 425 380
Total feux rouges ¹	207 609	55 477 853
Total	435 977	85 975 892

¹Répartition des radars du réseau routier déterminée par un arrêté ministériel:

- 11 radars fixes vitesse;
- 22 radars mobiles opérants sur 128 sites (excluant les zones scolaires et les chantiers de construction);
- 19 radars fixes feux rouges (dont 10 feux rouges et vitesse).

²Le nombre de contraventions représente le nombre de constats signifiés du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

³Le montant total des amendes, des frais de constat et de la contribution pénale apparaissant sur les constats signifiés au 31 janvier 2025.

Nous vous référons au rapport qui est diffusé sur une base mensuelle sur le site Internet du Ministère : [Radars photographiques et caméras aux feux rouges | Gouvernement du Québec](#)

Question 38	État de situation, au 31 mars 2025, du programme d'aide juridique en matière de droit criminel. Fournir des précisions concernant le volet touchant l'immigration et les réfugiés. Inclure les conclusions du rapport du groupe de travail mandaté pour examiner les différents scénarios quant à la formule fédérale de distribution du financement. Inclure tout rapport ou plan d'action.

Le gouvernement du Québec a conclu deux ententes distinctes avec le gouvernement du Canada afin de couvrir certains frais de services d'aide juridique, soit en matière criminelle et en matière d'immigrants et de réfugiés.

Ces ententes couvrent la période du 1^{er} avril 2024 au 31 mars 2027.

- Contribution fédérale pour l'aide juridique en matière criminelle

Pour l'exercice financier 2024-2025, la contribution fédérale maximale pour le Québec est établie à 38 868 898 \$.

- Contribution fédérale pour l'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés

Pour l'exercice financier 2024-2025, la contribution fédérale maximale pour le Québec est établie à 13 500 000 \$.

La contribution fédérale maximale pour les deux matières en 2023-2024 est donc de 52 368 898 \$.

Question 44	Nombre total de postes de greffiers et de greffiers spéciaux au sein de l'appareil judiciaire et nombre de postes à combler, en ventilant par région administrative.

Le ministère de la Justice emploie 694 paratechniciens judiciaires et 75 greffiers spéciaux.

Direction régionale	Paratechnicien judiciaire	Greffier spécial
Direction générale des services de justice de la Capitale-Nationale et des régions	N/A	1
Direction générale des services de justice de la Métropole	N/A	1
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	23	3
Bas St-Laurent, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et Baie-Comeau	41	5
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	105	5
Centre-du-Québec, Estrie et Saint-Hyacinthe	56	7
Mauricie, Lanaudière et Sorel-Tracy	55	7
Outaouais	42	6
Saguenay-Lac-St-Jean et Sept-Îles	33	3
Laurentides	52	6
Laval	31	3
Montréal	204	18
Total	694	75

Question 47	Nombre de palais de justice et autres établissements dédiés spécifiquement aux causes judiciaires au Québec, en spécifiant ceux qui sont la propriété ou sous la gestion de la Société québécoise des infrastructures.

L'information est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27) :
<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/justice/acces-information>.

Question 48	État des infrastructures de justice détenues ou gérées par la SQI (selon l'appréciation faite par la SQI).

La réponse à cette question se trouve dans le Plans annuels de gestion des investissements publics en infrastructures:
https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/budgets/2025-2026/8_Plans_annuels_gestion_investissements.pdf

Question 49	Liste des infrastructures de justice actuellement inscrites au PQI 2024-2034 avec détail des travaux à effectuer, coût et état d’avancement.

Ces projets se trouvent dans le Plan québécois des infrastructures 2024-2034 : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/budgets/2024-2025/6-Plan_quebécois_des_infrastructures.pdf

Question 55

Concernant la Cour des petites créances, pour 2023-2024 et 2024-2025, statistiques selon que le réclamant est une personne morale ou un particulier, et statistiques selon que les jugements ont pu ou non être exécutés :

a. le nombre de dossiers ouverts;
b. le nombre de dossiers ayant eu recours à la médiation;
c. le nombre de cas par mois où le requérant a dû retenir les services d’un professionnel pour faire exécuter son jugement.

a) Nombre de dossiers ouverts

	2024-2025
Dossiers	13 592

b) Nombre de dossiers ayant eu recours à la médiation

	2024-2025
Dossiers	3 081

c) Nombre de cas par mois où le requérant a dû retenir les services d’un professionnel pour faire exécuter son jugement

Le Ministère ne dispose pas de cette information.

Question 57	Nombre d'arbitres inscrits auprès du gouvernement en matière civile aux fins de l'arbitrage aux petites créances, avec une ventilation par région administrative;

Nombre d'arbitres accrédités en matière de petites créances par le biais du programme du MJQ : 50.

Question 58	Budget du ministère de la Justice dédié aux tarifs versés aux médiateurs et arbitres pour 2025-2026 et prévisions budgétaires pour 2026-2027 et 2027-2028.

Fonds Accès Justice

Montants payés en honoraires aux médiateurs pour les séances de médiation et d’information offertes en 2024-2025:

- Médiation familiale (couple avec enfant(s) et adoption): 5 044 443 \$
- Médiation familiale (médiation familiale couple sans enfant - prémédiation et médiation - pérennisation): 306 131 \$
- Séances sur la parentalité après la rupture: 101 673 \$
- Médiation aux petites créances (Parcours citoyen): 633 296 \$
- Médiation en protection de la jeunesse: 50 355 \$

Montants payés en honoraires aux arbitres pour des séances d’arbitrage en 2024-2025 :

- Arbitrage aux petites créances (Parcours citoyen) : 12 290 \$

Question 59	Taux de succès des dossiers en médiation familiale et en médiation aux petites créances (Nb de dossiers réglés par entente/nb total de dossiers soumis à la médiation).

Médiation familiale

Le taux de succès des dossiers en médiation familiale est généralement de 85 %.

Puisque les médiatrices et médiateurs ont la possibilité de transmettre leurs factures jusqu'à 12 mois après la tenue des séances de médiation, le Ministère ne peut pas obtenir un portrait global annualisé à la fin de chacun des exercices financiers.

Médiation aux petites créances

61,1 % des médiations ayant eu lieu entre le 1^e avril 2024 et le 31 janvier 2025 ont résulté en une entente.

3 081 résultats de médiation, répartis comme suit :
1 881 ententes et 1 200 échecs

Question 83	État d'avancement des travaux quant à la mise en œuvre du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale.

La Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale a été adoptée à l'unanimité à l'Assemblée nationale le 25 novembre 2021, et sanctionnée le 30 novembre 2021.

Groupe de travail sur la mise en place d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale

Le groupe de travail sur la mise en place d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale a pour mandat d'évaluer et de déterminer concrètement les éléments nécessaires à la mise en place d'un tribunal spécialisé au Québec. Il est composé de représentants des organisations suivantes : Cour du Québec, ministère de la Justice, ministère de la Sécurité publique, Directeur des poursuites criminelles et pénales, Commission des services juridiques, ministère de la Santé et des Services sociaux, Secrétariat à la condition féminine, ministère du Conseil exécutif et Barreau du Québec.

Table nationale de consultation sur la mise en place d'un projet pilote de tribunal spécialisé

La Table nationale de consultation sur la mise en place d'un projet pilote de tribunal spécialisé a pour mandat de contribuer à orienter les travaux nationaux réalisés dans le cadre du projet pilote de tribunal spécialisé. Elle est composée de représentants des organisations suivantes : ministère de la Justice, Barreau du Québec, Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, Réseau des CAVAC, Directeur des poursuites criminelles et pénales, Associations des avocats de la défense, Alliance des maisons d'hébergement de 2^e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale, Association des services de réhabilitation sociale du Québec, Réseau à cœur d'homme, Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle, Femmes Autochtones du Québec, Regroupement des organismes québécois pour hommes agressés sexuellement, Regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle et Association québécoise Plaidoyer-Victimes.

État d'avancement des travaux

Au cours de l'année 2024-2025, les travaux réalisés avec la collaboration des membres du Groupe de travail sur la mise en place d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et de la Table nationale de consultation sur la mise en place d'un projet pilote de tribunal spécialisé ont principalement permis de définir la séquence de déploiement du tribunal spécialisé permanent sur l'ensemble du territoire québécois, de bonifier l'offre de formation sur les réalités relatives à la violence sexuelle et à la violence conjugale et de raffiner le modèle d'accompagnement proposé par le tribunal spécialisé.

Le projet pilote de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale a pris fin le 30 novembre 2024. Il a été est déployé dans les 20 districts judiciaires suivants¹ :

District judiciaire	Palais ou point de service
Beauharnois	Salaberry-de-Valleyfield
Bedford	Granby
Drummond	Drummonville
Saint-Maurice	La Tuque et Shawinigan
Québec	Québec
Laval	Laval
Saint-François	Sherbrooke
Montmagny	Montmagny
Mégantic	Lac-Mégantic
Mingan	Sept-Îles
Chicoutimi	Chicoutimi
Alma	Alma
Kamouraska	Rivière-du-Loup
Rimouski	Rimouski, Matane, Amqui

Question 83	Suite

District judiciaire	Palais ou point de service
Gaspé	Percé, Sainte-Anne-des-Monts
Bonaventure	New Carlisle, Carleton-sur-Mer
Richelieu	Sorel-Tracy
St-Hyacinthe	St-Hyacinthe
Beauce	St-Joseph-de-Beauce
Trois-Rivières	Trois-Rivières

¹Au 14 avril 2025, le tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale a aussi été déployé dans les districts judiciaires d'Iberville (3 février 2025), d'Abitibi (3 avril 2025), de Témiscamingue (3 avril 2025) et de Rouyn-Noranda (3 avril 2025). Il est désormais déployé dans 24 des 36 districts judiciaires du Québec.

Dans chacun des districts judiciaires visés par le déploiement du tribunal spécialisé, les principales actions suivantes sont déployées, de façon graduelle :

- Embauche d'intervenants sociojudiciaires de liaison au Centre d'aide aux victimes d'actes criminels;
- Embauche de procureurs dédiés aux dossiers de violence sexuelle et de violence conjugale au Directeur des poursuites criminelles et pénales;
- Formation spécialisée destinée aux intervenants sociojudiciaires de liaison sur les nouvelles pratiques professionnelles associées à leur rôle dans le cadre du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale;
- Formation offerte à l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir au sein du tribunal spécialisé sur les réalités relatives à la violence sexuelle et à la violence conjugale;
- Réalisation de travaux d'aménagement des espaces dans les palais de justice afin de les rendre davantage sécuritaires et sécurisants;
- Mise en place, par la Cour du Québec, de la Division spécialisée en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, laquelle prévoit une planification et une organisation judiciaire particulière des dossiers de violence sexuelle et de violence conjugale.

État de situation

- Création de 37 postes au Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ces embauches permettent un meilleur accompagnement des personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale, par la mise en place d'une équipe de procureurs dédiés travaillant en poursuite verticale, c'est-à-dire qu'un même procureur accompagne la personne victime tout au long de son parcours judiciaire.
- Création de 52 postes d'intervenants sociojudiciaires de liaison dans les Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC). Un même intervenant sociojudiciaire de liaison peut ainsi accompagner chaque personne victime tout au long de son parcours (soutien psychosocial, évaluation de sa situation et de ses besoins, appréciation du risque, arrimage des services et des interventions).
- Un protocole de collaboration entre la Commission des services juridiques et le CAVAC a été lancé dans tous les districts visés par le projet pilote. Ainsi, lorsqu'une personne victime de violence conjugale a un besoin de représentation juridique dans le contexte où une ordonnance de sauvegarde est nécessaire à sa sécurité et celle de ses enfants, un référencement vers un avocat désigné, dans chacun des bureaux d'aide juridique visés par le projet pilote, peut être réalisé par l'intervenant sociojudiciaire de liaison. 17 ressources ont d'ailleurs été embauchées à la Commission des services juridiques pour permettre la mise en œuvre du protocole.
- Près de 9 000 personnes se sont inscrites aux formations sur les réalités relatives à la violence sexuelle et à la violence conjugale offertes à l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir au sein du tribunal spécialisé dans les districts judiciaires visés.
- La formation spécialisée « Pratiques professionnelles liées au rôle de l'intervenant sociojudiciaire de liaison » a été suivie par 251 personnes dans les districts judiciaires visés par le projet pilote. La formation porte sur les nouvelles fonctions de l'intervenante sociojudiciaire de liaison dans le contexte du tribunal spécialisé et est d'une durée de trois jours complets.
- Afin d'assurer une meilleure intégration des services destinés aux personnes victimes dans les districts judiciaires visés par le projet pilote, des comités locaux d'intégration des services sont mis en place. Ceux-ci ont pour le moment débuté leurs travaux dans les districts judiciaires de Laval, Québec, Mingan, Bedford, Saint-François, Mégantic,

Question 83	Suite

Beauharnois, Montmagny, Drummond, Saint-Maurice, Kamouraska, Rimouski, Gaspé et Bonaventure.

- Des chiens d'assistance judiciaire se sont joints aux équipes des CAVAC de la Montérégie, du Centre-du-Québec, de la Côte-Nord, du Bas-St-Laurent, de la Mauricie, de Laval et de l'Estrie. Ces chiens d'assistance visent à mieux soutenir les personnes victimes lors de leur passage à la Cour, en leur offrant une présence apaisante et réconfortante. D'autres chiens pourront s'ajouter dans les CAVAC au fil du déploiement du tribunal spécialisé.
- Les aménagements qui seront réalisés sont d'envergure et pourront s'échelonner sur plusieurs années. Des aménagements temporaires sont mis en place dans l'ensemble des districts judiciaires où un projet pilote est en place afin de favoriser la sécurité des personnes victimes.

Question 85	Ventilation détaillée des sommes engagées quant à la mise en œuvre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.

Dans la mise à jour économique 2021, des sommes de 32,6 M\$ sont prévues de 2021-2022 à 2024-2025 aux fins du déploiement du projet pilote de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale. Également, un financement de 91,9 M\$ sur cinq ans a été autorisé à compter de 2024-2025 par l'entremise de la mesure budgétaire « Déployer le tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et conjugale sur l'ensemble du territoire québécois ». Enfin, l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe prévoit quant à lui un budget de 31,1 M\$ sur trois ans à compter de 2024-2025.

Pour l'exercice financier 2024-2025, le ministère de la Justice bénéficie d'un budget total de 31,5 M\$ afin de maintenir le financement des ressources et des activités relatives aux projets pilotes déployés sur le territoire et également permettre l'embauche des ressources nécessaires au déploiement de la quatrième et la cinquième série de districts judiciaires. Plus précisément, en 2024-2025, le ministère de la Justice bénéficie d'un budget de 8,7 M\$ provenant de la mise à jour économique 2021, 11,9 M\$ de la mesure budgétaire et 10,9 M\$ de l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe.

Du financement total, 13,9 M\$ sont prévus être alloués aux partenaires contribuant à la mise en œuvre du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, soit:

- Les Centres d'aide aux personnes victimes d'actes criminels (CAVAC) pour l'embauche d'intervenants sociojudiciaires de liaison de même que pour l'expérience pilote de chiens d'assistance judiciaire pour les personnes victimes d'infractions sexuelles ou conjugales;
- le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) pour l'instauration de la poursuite verticale;
- la Commission des services juridiques (CSJ) pour répondre au besoin de représentation juridique des personnes victimes de violence conjugale.

Le ministère de la Justice a quant à lui bénéficié d'un financement de 8,6 M\$ pour l'embauche de ressources additionnelles au sein des palais de justice, le financement de l'équipe projet responsable du déploiement du tribunal spécialisé, l'aménagement des espaces dédiés aux personnes victimes ainsi que la formation sur les réalités relatives à la violence sexuelle et la violence conjugale offerte à l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir au sein du tribunal spécialisé.

Enfin, conformément à l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe, le solde du financement non utilisé en 2024-2025 pourra être utilisé au plus tard le 30 septembre 2025.

Question 88	Liste des formations offertes dans le cadre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.

Les formations suivantes ont été offertes dans le cadre du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale en 2024-2025 :

Titre	Formateur
Mieux comprendre la violence conjugale pour améliorer le parcours judiciaire des victimes	Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale
Prévenir l'homicide du partenaire intime	Université du Québec à Montréal, en collaboration avec les cellules d'intervention rapide locales
La violence ne cesse pas après la rupture : Démystifier la violence conjugale post-séparation	Alliance des maisons d'hébergement de 2 ^e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale
Rebâtir – Violence sexuelle	Ministère de la Justice
Formation générale sur les violences à caractère sexuel	Juripop
Les connaissances de base sur la violence sexuelle envers les jeunes et ses conséquences	Fondation Marie-Vincent
Les enfants vivant en contexte de violence conjugale	Institut PEVC
Les violences conjugales, familiales et sexuelles en milieux autochtones	Ministère de la Justice, en collaboration avec divers intervenants et chercheurs spécialisés
Séance d'information sur le tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale	Ministère de la Justice
Pratiques professionnelles liées au rôle de l'intervenant sociojudiciaire de liaison	Ministère de la Justice, en collaboration avec le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)
Modalités de collaboration entre les CAVAC et les Services correctionnels du ministère de la Sécurité publique au stade de la mise en liberté provisoire	Ministère de la Justice, en collaboration avec le ministère de la Sécurité publique
Violence conjugale et droit de la famille – L'ordonnance de sauvegarde : une réponse à l'urgence	Commission des services juridiques
Regards croisés – Protection des renseignements personnels et obligation de divulgation du poursuivant	Ministère de la Justice
Les droits et recours des personnes victimes d'actes criminels dans le système de justice pénale	Association québécoise Plaidoyer-Victimes

Question 88	Suite

Les victimes d’exploitation sexuelle et le système judiciaire	Concertation des luttes contre l’exploitation sexuelle (CLES)
La fatigue de compassion et le trauma vicariant : mieux les connaître et mieux s’en protéger	Dr. Pascale Brillon, Ph.D.
Accompagner l'enfant victime de violence sexuelle et ses proches à travers la trajectoire sociojudiciaire	Fondation Marie-Vincent

Question 89	État d'avancement des travaux et échéancier détaillé, ventilés par région, quant à l'implantation de lieux sécuritaires dans les palais de justice, notamment, dans le cadre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale. Indiquer les sommes prévues pour 2025-2026.

Le projet pilote de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale a pris fin le 30 novembre 2024. Il a été déployé dans les 20 districts judiciaires suivants¹ :

Districts judiciaires	Palais ou points de services
Beauharnois	Salaberry-de-Valleyfield
Bedford	Granby
Drummond	Drummonville
Saint-Maurice	La Tuque et Shawinigan
Québec	Québec
Laval	Laval
Saint-François	Sherbrooke
Montmagny	Montmagny
Mégantic	Lac-Mégantic
Mingan	Sept-Iles
Chicoutimi	Chicoutimi
Alma	Alma
Kamouraska	Rivière-du-Loup
Rimouski	Rimouski, Matane, Amqui
Gaspé	Percé, Sainte-Anne-des-Monts
Bonaventure	New Carlisle, Carleton-sur-Mer
Richelieu	Sorel-Tracy
St-Hyacinthe	St-Hyacinthe
Beauce	St-Joseph-de-Beauce
Trois-Rivières	Trois-Rivières

¹Au 14 avril 2025, le tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale a aussi été déployé dans les districts judiciaires d'Iberville (3 février 2025), d'Abitibi (3 avril 2025), de Témiscamingue (3 avril 2025) et de Rouyn-Noranda (3 avril 2025). Il est désormais déployé dans 24 des 36 districts judiciaires du Québec.

Les aménagements qui seront réalisés sont d'envergure et pourront s'échelonner sur plusieurs années. Des aménagements temporaires sont mis en place dans l'ensemble des districts judiciaires où un projet pilote est en place, afin de favoriser la sécurité des personnes victimes.

Question 90	Bilan d'activité de la nouvelle ligne téléphonique 1 833 REBATIR pour 2024-2025.

Lancement de la ligne 1 833 REBÂTIR : 27 septembre 2021.

Les données présentées couvrent l'année financière 2024-2025.

	Consultation	Dossier-client	Nombre de clients transférés dans les régions
Avril 2024	2 286	457	116
Mai 2024	2 264	460	140
Juin 2024	2 112	443	143
Juillet 2024	2 204	463	170
Août 2024	2 042	460	144
Septembre 2024	1 894	416	122
Octobre 2024	2 505	532	171
Novembre 2024	2 197	438	133
Décembre 2024	1 719	348	126
Janvier 2025	2 268	462	156
Total	21 491	4 479	1 421

Nombre total de clients transférés vers les centres communautaires juridiques

Région	Nombre de clients transférés
Montréal	419
Rive-Sud	244
Laurentides-Lanaudière	207
Québec	283
Mauricie-Bois-Franc	79
Outaouais	41
Saguenay–Lac-Saint-Jean	24
Estrie	45
Bas-St-Laurent-Gaspésie	41
Abitibi-Témiscamingue	27
Côte-Nord	11
Total	1 421

Interventions par domaine de droit

Domaine de droit	Nombre d'interventions
Familial	9 962
Criminel	6 945
Immigration	1 611
Jeunesse	1 322
Civil	3 008
IVAC	3 327
Logement	826
Inconnu	156
Administratif	140
Autre	184
Immobilier	165
Santé mentale	15
Travail	93
Total	27 754

Catégorie des personnes victimes de violence

Conjugale: 83,2 %
Sexuelle: 16,8 %

Cependant, il est important de noter que, parmi les victimes de violence conjugale, 78 % subissent également des violences sexuelles dans ce contexte. En revanche, 16,8 % des victimes de violences sexuelles le sont exclusivement en dehors de toute situation de violence conjugale.

Question 91	Liste des ententes et des partenariats existant entre le MJQ et des organismes communautaires dans le cadre de l'implantation du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale. Ventilation détaillée des sommes

Les sommes suivantes ont été versées en 2024-2025 dans le cadre d'ententes ou partenariats existants entre le Ministère et les organismes communautaires pour l'offre de formation du tribunal spécialisé :

Nom de l'organisme	Montant (\$)
Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale	5 940
Alliance des maisons d'hébergement de 2 ^e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale	800
Carrefour sécurité en violence conjugale	300
Institut PEVC	5 800

Question 94	Bilan des activités de JuridiQC et de la mise en ligne du service visant à faciliter l'accès aux ressources en matière de violence conjugale pour 2023-2024 et 2024-2025.

JuridiQC est un service en ligne ayant pour objectif d’informer, de guider et d’accompagner les citoyens aux prises avec des enjeux juridiques afin d’améliorer leur accessibilité à la justice. Il vise à aider les citoyens à mieux comprendre leurs droits dans certaines situations de la vie courante et à entreprendre des démarches juridiques. Vulgarisant différents sujets juridiques, c’est un outil accessible et gratuit.

Ce projet est sous la responsabilité de la Société québécoise d’information juridique (SOQUIJ).

C’est à la préoccupation juridique la plus fréquente chez les citoyens, soit la séparation et le divorce, que s’est attaquée l’équipe de la SOQUIJ pour le déploiement du service en ligne. L’information et les outils destinés à ceux et à celles qui vivent une séparation ou un divorce ont donc été les premiers à être intégrés à JuridiQC. Par la suite, les thèmes « Aînés en perte d’autonomie », « Être locataire » et « Travailleurs accidentés ou atteints d’une maladie professionnelle » ont été mis en ligne.

Voici un résumé des activités en 2024-2025:

- Janvier – décembre 2024: Poursuite de la série des webinaires en direct « Rendez-vous JuridiQC » (7 épisodes);
- Mars – juillet 2024: Élaboration et mise en ligne de l’arborescence de contenu et du bottin des ressources du thème relatif au travail (accidents du travail et maladies professionnelles);
- Septembre – octobre 2024: Sondage annuel de satisfaction auprès des citoyennes et citoyens sur l’outil d’aide au divorce conjoint;
- Octobre 2024: Participation aux salons FADOQ (Sherbrooke et Québec);
- Octobre 2024 – février 2025: Lancement de la série d’ateliers d’information juridique en collaboration avec BAnQ « Éclairage juridique » (2 ateliers).

Des pages de contenu ont été intégrées en continu dans les thèmes Séparation et divorce et Aînés en perte d’autonomie. De nouvelles ressources ont également été ajoutées en continu dans les Bottins des thèmes « Séparation et divorce » et « Aînés en perte d’autonomie ».

Fondé en 1987, l'organisme SOS violence conjugale est responsable d'assurer une permanence téléphonique à l'intention des personnes victimes de violence conjugale. Cette ligne confidentielle et sans frais, accessible 24 heures par jour, 7 jours par semaine, permet aux personnes touchées par cette problématique de recevoir de l'information ainsi que des références vers les ressources les plus appropriées pour leur venir en aide. Grâce à des intervenants spécialisés dans l'intervention en contexte de violence conjugale, SOS violence conjugale est en mesure de répondre à l'ensemble des demandes d'aide reçues par téléphone, courriel ou clavardage électronique (24 heures/7 jours).

Bien que la majorité des appels proviennent de victimes de violence conjugale, soit environ 80 %, les intervenants sont également appelés à offrir de l'information et des références à des proches, des enfants, des intervenants ainsi qu'à des conjoints ayant des comportements violents.

Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025, un total de 51 167 demandes a été reçu, comprenant 42 765 appels et 8 402 demandes écrites, sur une période de 10 mois.

Financé par le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (FAVAC), SOS violence conjugale s'est vu verser un montant de 796 150 \$ pour sa subvention de base en 2024-2025.

Projets spéciaux et nouvelles réalisations

En 2023-2024, SOS violence conjugale a obtenu une subvention du Secrétariat à la condition féminine dans le cadre de l'Accord Canada-Québec au montant de 930 000 \$ sur trois ans, dont 397 575 \$ pour l'exercice 2024-2025. L'aide financière obtenue permet de consolider la capacité de l'organisme à répondre à la hausse du nombre de demandes (ligne téléphonique et clavardage). Par ailleurs, avec cette même enveloppe, des travaux d'envergure ont été réalisés à l'automne 2024 afin de mettre à niveau le système téléphonique de l'organisme ainsi que tout son environnement informatique. Le nouveau système, possédant une technologie IP, contribuera à l'amélioration des services offerts par SOS violence conjugale au bénéfice des personnes victimes et de la population en général.

Ligne d'aide financière d'urgence

En 2021, l'organisme SOS violence conjugale a été mandaté pour traiter les demandes adressées à la Ligne d'aide financière d'urgence (LAFU) en matière de violence conjugale. Cela consiste à recevoir les demandes, confirmer leur admissibilité, autoriser les dépenses, collaborer à mettre en place un filet de sécurité autour de la personne victime, ainsi que faire le lien avec les fournisseurs de services et la Direction générale de l'IVAC (DGIVAC) qui paiera ces derniers.

De manière générale, SOS violence conjugale a contribué, en partenariat avec le Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal et le ministère de la Justice, aux réalisations suivantes :

- Formation des intervenants qui traitent les demandes d'aide financière d'urgence ;
- Développement d'un microsite destiné aux intervenants terrain qui sont susceptibles de faire une demande d'aide financière d'urgence.

Le déploiement de l'aide financière d'urgence se fait graduellement. Au 31 janvier 2025, l'aide financière d'urgence était disponible dans les seize régions administratives mentionnées ci-dessous :

1. Laval (depuis le 15 octobre 2021)
2. Montérégie (depuis le 15 octobre 2021)
3. Laurentides (depuis le 28 janvier 2022)
4. Lanaudière (depuis le 28 janvier 2022)
5. Capitale-Nationale (depuis le 30 avril 2022)
6. Montréal (depuis le 5 décembre 2022)
7. Outaouais (depuis le 5 décembre 2022)
8. Estrie (depuis le 5 décembre 2022)
9. Saguenay-Lac-Saint-Jean (depuis le 1er mars 2023)
10. Bas-St-Laurent (depuis le 28 avril 2023)

Question 95	Suite

- 11. Centre-du-Québec (depuis le 28 avril 2023)
- 12. Mauricie (depuis le 28 avril 2023)
- 13. Abitibi-Témiscamingue (depuis le 12 mai 2023)
- 14. Chaudière-Appalaches (depuis le 12 mai 2023)
- 15. Côte-Nord (depuis le 22 juin 2023)
- 16. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (depuis le 22 juin 2023).

Cette implication de SOS violence conjugale a été réalisée grâce à un financement de 636 000 \$ du FAVAC pour 2024-2025. Au cours de la même période, l'aide financière d'urgence a permis à 708 personnes victimes de violence conjugale ou de violence sexuelle de quitter rapidement un endroit considéré dangereux.

Question 96	Portrait statistique des mises en accusation, condamnations et amendes perçus liées à des infractions de braconnage, pour les années 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026.

Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)					
	Nombre de constats	Nombre de jugements	Montant du jugement (\$)	Sommes recouvrées (\$)	Créance (\$)
	110	63	40 356	39 432	924
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)					
	2 097	1 728	2 146 802	1 383 261	763 541
Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec (RLRQ, c. D-13.1)					
	1	1	704	704	0
Total	2 208	1 792	2 187 862	1 423 397	764 465

Question 107	La liste des reports de projets de centres de justice de proximité pour 2024-2025 et 2025-2026.

Aucun.

Question 109	État de situation, au 31 mars 2019, de la mise en œuvre du Plan d'action 2018-2023 en matière de violence conjugale – volet autochtone (sous-comité de travail responsable du suivi du Plan d'action). Fournir tout rapport ou document produit et ventiler par : a. actions complétées en 2024-2025; b. actions en cours et dans les délais en 2024-2025; c. actions en cours et hors délais en 2024-2025; d. actions réévaluées/hors délais/impossibles à déterminer; e. actions à venir en 2025-2026; f. budget investi jusqu'à maintenant pour chaque action.

L'ensemble des mesures visant à contrer la violence conjugale en milieu autochtone se trouve dans le Plan d'action gouvernemental pour le mieux-être social et culturel des Premières Nations et Inuit.

Le tableau suivant présente les projets soutenus par le MJQ dans le cadre du Programme de soutien aux services pour contrer la violence conjugale et familiale en milieu autochtone.

Projet	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Rebuilding the Family Circle	Waseskun	200 000
Witciciin Aji (Aide moi maintenant)	Conseil des Anicinapek Kitcisakik	200 000
Services de soutien à la maison pour hommes	Nation Naskapi de Kawawachikamach	200 000
Sokerimowin	Centre amitié autochtone de La Tuque	200 000
Total		800 000

¹Les montants inscrits sont prévisionnels au 31 mars 2025.

Question 111	État de situation, au 31 mars 2025, sur l'identification des recommandations quant aux priorités et aux stratégies en matière d'administration de la justice au Nunavik. Fournir tout rapport ou document produit et ventiler par : a) actions complétées en 2024-2025; b) actions en cours et dans les délais en 2024-2025; c) actions en cours et hors délais en 2024-2025; d) actions réévaluées / hors délais / impossibles à déterminer; e) actions à venir en 2025-2026; f) budget investi jusqu'à maintenant pour chaque action.

Rapport sur la situation de la Cour itinérante au Nunavik

Lors de la rencontre de la Table Québec-Nunavik qui s’est tenue le 18 juin 2021, il a été proposé par les organisations du Nunavik qu’un expert soit désigné afin de proposer des pistes de solutions concrètes pouvant être rapidement mises en place afin d’améliorer le fonctionnement de la Cour itinérante pour les communautés inuites. M^e Jean-Claude Latraverse a été identifié à titre d’expert en raison de l’expérience qu’il détient à la Cour itinérante du Nunavik en tant qu’avocat de l’Aide juridique, mais également comme procureur au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP). Ce choix a été entériné par la Société Makivik.

Le 5 août 2022, au terme de plusieurs mois de visites sur place et d’entrevues avec différents acteurs du milieu sociojudiciaire et inuit, le Rapport sur la situation de la Cour itinérante préparé par M^e Latraverse a été rendu public. Il contient 60 recommandations qui visent à offrir une justice de plus grande proximité géographique et culturelle, à favoriser et élargir l’utilisation de méthodes alternatives au système judiciaire traditionnel et à proposer des façons d’optimiser la gestion des rôles de la cour.

De ce nombre, 27 sont portées par le ministère de la Justice ou ses organismes.

Une mesure budgétaire 2023-2028 « Amélioration de la situation de la Cour itinérante et de l’administration de la justice au Nunavik » a aussi été adoptée pour répondre aux défis de l’administration de la justice au Nunavik (7,5 M\$/5 ans).

Le DPCP, la CSJ, le Barreau, la Cour du Québec et la Cour supérieure sont impliqués dans les travaux afin d’assurer le suivi des recommandations les concernant.

Suivi et coordination de la mise en œuvre du rapport

Groupe de travail sur la justice au Nunavik

À la demande du ministre de la Justice, le Groupe de travail sur la justice au Nunavik, organisé par le MJQ, a entrepris de coordonner et suivre la mise en œuvre des recommandations du rapport. Toutes les organisations et institutions œuvrant dans le domaine sociojudiciaire au Nunavik, incluant la Cour supérieure et la Cour du Québec, y sont représentées.

Le Groupe de travail sur la justice au Nunavik est une structure qui regroupe l’ensemble des intervenants sociojudiciaires actifs au Nunavik, incluant les organisations basées au Nunavik, comme les directions de la protection de la jeunesse, la Régie régionale de santé et de services sociaux du Nunavik, la Société Makivik et l’Administration régionale Kativik. Ce groupe de travail a le mandat d’assurer le suivi et la coordination de la mise en œuvre de ce rapport.

Le Groupe de travail sur la justice au Nunavik a convenu de mettre sur pied des comités de travail concernant :

- les infrastructures ;
- la protection de la jeunesse et jeunes contrevenants ;
- la formation des intervenants inuit et judiciaires ;
- la cour régionale et juges de paix.

Infrastructures

Le sous-comité de travail sur les infrastructures a terminé le recensement des besoins et un exercice de priorisation tenant compte des budgets disponibles et des capacités de construction de la Société Makivik a été effectué en 2023. Une réflexion est en cours, sur la base de l’exercice de priorisation et de la consultation des intervenants, afin de cibler une première communauté qui pourrait être dotée d’un centre de justice. Des démarches en parallèle sont également en cours afin d’identifier des lieux pouvant accueillir de manière sporadique des intervenants en communauté pour des rencontres avec leurs clients en personne ou à distance. Rappelons que la Société du Plan Nord, dans son Plan d’action nordique 2023-2028, a accepté de contribuer à hauteur de 11,7 M\$ sur 5 ans afin de

Question 111	Suite

permettre la mise en place d'infrastructures sociojudiciaires au Nunavik, qui s'ajoutent à un financement du MJQ de 2,5 M\$ sur la même période.

Protection de la jeunesse et jeunes contrevenants

Le sous-comité de travail sur les enjeux de jeunesse a analysé les recommandations du rapport Latraverse en matière de jeunesse et a convenu qu'il lui était nécessaire d'assurer le suivi de six recommandations (48, 49, 52, 55, 58 et 59). Plusieurs solutions sont déjà mises en application ou des démarches sont faites en ce sens, par exemple la création d'un comité de « bonnes pratiques » pour notamment optimiser les appels de rôles de même que le déroulement des audiences.

Formation des intervenants inuit et judiciaires

La formation des intervenants fait l'objet de plusieurs recommandations du rapport et en vue d'y donner suite, un comité régional sur la formation a été constitué en 2023. Jusqu'ici, le comité a recommandé la tenue de trois formations, qui seront données, dans un cas aux avocats ainsi que, dans les deux autres cas, aux intervenants de première ligne du Nunavik.

Cour régionale et juges de paix

Les discussions ont été amorcées à la fin de 2024 avec l'Administration régionale Kativik et la Société Makivik. D'autres rencontres sont prévues en 2025.

Financement du Rapport Gladue

Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025, 85 rapports Gladue ont été ordonnés pour des résidents du Nunavik.

La Société Makivik est l'organisme responsable de la gestion des rapports Gladue au Nunavik. Il y a actuellement six rédacteurs de rapports Gladue actifs auprès de l'organisme. Trois agissent comme rédacteurs à temps plein et les autres rédigent des rapports dans le cadre de leurs fonctions ou à contrat. L'organisation compte également un poste de coordination à temps plein pour les rapports Gladue qui est à pouvoir. Toutefois, précisons que le MJQ a octroyé une subvention de 500 000\$ en 2024-2025 à la Société Makivik pour leur embauche.

Termes prévus à la cour itinérante

Termes	2024 (année civile)	
Criminel	88 termes	382 jours
Jeunesse	40 termes	238 jours

Mise en place d'un greffe civil à Kuujuaq

Afin de bonifier l'offre de service en matière civile et familiale dans le Nord-du-Québec, un greffe civil a été mis en place au palais de justice de Kuujuaq au printemps 2018.

Au cours de l'année civile 2024, 80 dossiers ont été ouverts au greffe civil de Kuujuaq, soit : 17 à la Cour supérieure (13 en matière familiale et 4 en matière civile) et 63 à la Cour du Québec (21 demandes de garde en établissement et évaluation psychiatrique 42 à la chambre civile).

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics : écoute, réconciliation et progrès

- **Bonification des services d'interprétation à la cour**
En partenariat avec le milieu autochtone, un service d'interprétation lors des premières comparutions dans le Nord-du-Québec a été mis en place en septembre 2019. Cette mesure vise la participation d'interprètes inuits et cris lors des premières comparutions des prévenus autochtones devant la chambre criminelle de la Cour du Québec.

De plus, depuis novembre 2019, un service d'interprétation a été mis en place pour les auditions à la [centralisation des urgences](#). Cette mesure vise la participation d'interprètes inuits et cris lors des audiences des enquêtes sur remise en liberté en

Question **111** Suite

matière criminelle et des urgences en matière civile et en protection de la jeunesse.

Depuis le 22 février 2021, un interprète inuit est disponible du lundi au vendredi toute la journée pour assurer la continuité de service si l'un d'eux devait s'absenter ou ne pouvait se présenter à son assignation.

Étant donné les besoins grandissants en langue inuite, un contrat avec la firme inuite d'interprétation Apatakaa a été conclu pour l'année 2023-2024. Ce contrat vise à assurer des services ponctuels sur une base horaire comme pour les autres interprètes.

- **Affichage bilingue ou trilingue dans les établissements appelés à desservir une forte population autochtone**

L'affichage dans les palais de justice de Puvirnituk et de Kuujuaq comprend la traduction en inuktitut.

- **Rendre disponibles en langue autochtone les formulaires gouvernementaux**

Les formulaires judiciaires déterminés par la Cour du Québec et à remettre aux justiciables avec les procédures officielles ont été traduits en cri, en innu, en atikamekw et en inuktitut.

- **Correspondance en anglais ou en langue autochtone**

Les équipes responsables de l'administration de programmes s'assurent, dans leurs correspondances officielles, de transmettre une traduction de courtoisie.

- **Accroître l'utilisation de la visioconférence lors des enquêtes sur remise en liberté au Nunavik**

La réalisation des travaux concernant l'implantation d'un service de visioconférence pour la tenue des enquêtes sur remise en liberté au Nunavik est complétée.

Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025, 87 % des enquêtes pour remise en liberté se sont déroulées par visioconférence ou par téléphone au Nunavik. Plus précisément, 234 enquêtes ont été tenues à Kuujuaq, 266 à Puvirnituk et 48 à Kuujuarapik, évitant ainsi de nombreux déplacements hors territoire des prévenus.

Question 115	Nombre de victimes ayant bénéficié d'un soutien psychologique et psychosocial depuis le 13 octobre 2021.

Nombre de dossiers dans lesquels des frais pour un soutien psychologique et psychosocial ont été remboursés en 2024.

Période	Soutien psychologique	Soutien psychosocial
Du 1 ^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024	15 414	7 180

Question 117	Nombre de personnes embauchées depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle LIVAC le 1er octobre 2021.

La Direction générale de l'indemnisation des victimes d'actes criminels (DGIVAC) a pourvu 22 postes entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2024.

Question 118	Nombre de personnes ayant bénéficié de l'aide financière immédiate octroyée depuis le 13 octobre 2021.

Le ministère de la Justice ne tient pas de données sur le nombre de personnes ayant reçu de l'aide immédiate.

Nombre d'aides immédiates octroyées

Période	Nombre ¹
Du 1 ^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024	885

¹Une personne victime peut bénéficier de plus d'une aide immédiate.

Question 119	Nombre de personnes ayant bénéficié de l'aide financière palliant une perte de revenus et de l'aide financière compensant certaines incapacités depuis le 13 octobre 2021.

Nombre de dossiers dans lesquels de l'aide financière a été versée.

Période	Aide financière palliant une perte de revenus	Aide financière compensant certaines incapacités
Du 1 ^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024	7 267	3 034

Q_{uestion} 120	Depuis les 3 dernières années, nombre de demandes refusées par la DGIVAC; nombre de recours devant le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC; nombre de décisions annulées ou partiellement annulées par le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC; nombre de contestations devant le Tribunal administratif du Québec (TAQ); nombre de décisions annulées ou partiellement annulées par le TAQ; nombre de demandes de reconsidération ou de révision d'un dossier par la DGIVAC ou le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC ayant été acceptées.

Nombre de demandes refusées par la DGIVAC

Période	Nombre
Du 1 ^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024	1 971

Nombre de recours portés devant le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC

Période	Nombre
Du 1 ^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024	1 477

Nombre de décisions annulées ou partiellement annulées par le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC

Période	Nombre
Du 1 ^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024	132

Nombre de contestations devant le Tribunal administratif du Québec (TAQ)

Le ministère de la Justice ne tient pas de registre concernant les contestations transmises au TAQ.

Nombre de décisions annulées ou partiellement annulées par le TAQ

Le ministère de la Justice ne tient pas de registre concernant les décisions annulées ou partiellement annulées au TAQ.

Nombre de demandes de reconsidération ou de révision d'un dossier par la DGIVAC ou le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC ayant été acceptées.

Les données concernant les demandes de reconsidération ne sont pas disponibles.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition Étude des crédits 2025-2026

Question 122	En 2024-2025, identifier le nombre, le coût et la nature des subventions accordées à des groupes communautaires ou à d'autres OBNL ayant pour but de favoriser l'accès à la justice. Ventiler par région et par groupe ou OBNL.

Direction du soutien aux partenariats et aux programmes – volet autochtones
Montant global: 6 311 050 \$

Région	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Abitibi-Témiscamingue	Conseil des Anicinapek Kitcisakik	200 000
Abitibi-Témiscamingue	Conseil de la Nation Anishnabe du Lac Simon	85 000
Côte-Nord	Conseil de la Première Nation des Innus de Nutashkuan	62 500
Côte-Nord	Nation Naskapie de Kawawachikamach	285 000
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	Listuguj Mig'maq Government	40 000
Mauricie	Conseil de la Nation Atikamekw	425 000
Mauricie	CAA La Tuque	200 000
Mauricie	Bande des Atikamekw d'Opitciwan	62 500
Montréal	Mohawks of Kahnawake	150 000
Montréal	Mohawks of Akwesasne	215 000
Montréal	Centre de justice des Premiers Peuples de Montréal	227 500
Nord-du-Québec (Nunavik)	Société Makivik (12 communautés)	1 100 000
Nord-du-Québec (Nunavik)	Saqijuq	250 000
Outaouais	Kitigan Zibi Anishinabeg	35 000
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	85 000
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Centre Mamik Lac-St-Jean	85 000
Ensemble du Québec	Commission de la santé et des services sociaux du Québec et du Labrador	333 450
Ensemble du Québec	Femmes autochtones du Québec	85 000
Ensemble du Québec	Services parajudiciaires autochtones du Québec	2 185 100
Ensemble du Québec	Waseskun	200 000

¹Les montants inscrits sont prévisionnels au 31 mars 2025.

Programme d'aide financière aux activités communautaires du Programme de mesures de rechange général 2023-2026
Montant global: 3 590 224 \$

Région/District	Bénéficiaire	Montant (\$)
Abitibi	Liaison Justice	76 617
Alma et Roberval	Justice alternative Lac-Saint-Jean inc.	44 873
Arthabaska	Pacte Bois-Francis inc.	44 873
Baie-Comeau	Converjance Manicouagan	37 341
Beauce et Frontenac	Équijustice Beauce	44 873
Beauharnois et Longueuil	Ressources Alternatives Rive-Sud	268 859
Bedford	Justice Alternative et médiation	37 341
Chicoutimi	Équijustice Saguenay inc.	107 100
Drummond	Commun Accord Organisme de Justice Alternative	44 873
Frontenac	L'Alternative Appalaches inc.	37 341
Gaspé-Bonaventure	Justice alternative Gaspésie-Sud	76 617
Gatineau, Pontiac et Maniwaki	Société Elizabeth Fry du Québec	119 531
Iberville et Saint-Hyacinthe	Justice alternative Richelieu-Yamaska	74 670
Joliette	Repars	49 784

Question 122

Suite

Région/District	Bénéficiaire	Montant (\$)
Joliette et Laval	Avenue, Justice Alternative	298 770
Kamouraska	Justice Alternative du KRTB inc.	37 341
Labelle et Terrebonne	Mesures alternatives des Vallées du Nord inc.	112 010
Mingan	La Croisée, un organisme de justice alternative	49 784
Montmagny et Québec (rive-sud)	Équijustice Lévis	37 341
Montréal	Événement Hoodstock	112 010
Montréal	Regroupement des Organismes de Justice Alternative du Québec	1 061 362
Montréal	Trajet inc.	119 531
Montréal	YMCA du Québec	59 708
Québec	Autre Avenue, Organisme de Justice Alternative, L'	134 493
Richelieu	Justice alternative Pierre de Saurel inc.	44 873
Rimouski	Justice alternative de l'Est	44 873
Saint-François, Bedford et Mégantic	Équijustice Estrie	134 493
Saint-Maurice	Alter Égaux, Organisme de justice alternative, L'	29 912
Saint-Maurice	Organisme de Justice Alternative Volteface	44 873
Terrebonne	Mesures Alternatives des Basses- Laurentides	112 010
Trois-Rivières	Aux Trois Pivots	37 341
Trois-Rivières	Avenues citoyennes Organisme de justice alternative	29 912
Trois-Rivières	Équijustice Maskinongé	24 894

Fonds Accès Justice

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question DP3.9.

Question **124**

Bilan de l'implantation du projet pilote Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire à Trois-Rivières.

Les nouvelles dispositions du Code de procédure pénale, découlant de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à favoriser l'efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d'intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel, le 5 juin 2020, rendent désormais possible l'adoption de mesures permettant de tenir compte de la situation sociale de certains défendeurs, afin notamment de favoriser leur réhabilitation. Ceux-ci ont maintenant la possibilité de participer au Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire (PAJIC). Le PAJIC est un programme d'adaptabilité offrant une alternative à une poursuite pénale ou permettant de remplacer les travaux compensatoires par des mesures alternatives.

Il s'agit d'un programme volontaire de déjudiciarisation s'adressant à une clientèle en situation de grande vulnérabilité et/ou à risque d'itinérance ayant cumulé un ou des constats d'infractions non acquittés. Ce programme vise à réduire le phénomène des « portes tournantes ». Il permet à une personne désireuse de stabiliser sa situation sociale, d'effacer ou de diminuer sa dette judiciaire. La réussite du programme permet ainsi le retrait des chefs d'accusation, la rétractation de jugements et/ou l'effacement de la dette judiciaire d'un défendeur.

Bien que des programmes similaires existaient dans les cours municipales de Montréal, Québec et Val-d'Or depuis quelques années, le premier projet pilote du PAJIC a été mis en place à la Cour municipale de Trois-Rivières en juin 2021.

Le PAJIC est implanté avec la collaboration essentielle des organismes communautaires du milieu, lesquels agissent comme Organismes communautaires d'adaptabilité (OCA). Plus précisément, c'est l'OCA qui constitue la porte d'entrée du programme, qui élabore le plan d'intervention avec le défendeur et qui s'assure, entre autres, du suivi du programme auprès de ce dernier ainsi qu'auprès des acteurs du milieu judiciaire. Des collaborations avec les organismes suivants ont été établies dans les villes où le PAJIC est déployé :

- Trois-Rivières : Point de Rue
- Sherbrooke : Services d'aide en prévention de la criminalité
- Saint-Jérôme : CISSS des Laurentides
- Gatineau : Réhabex
- Lévis : RÉHAB
- Granby : OPEX
- Alma : Equitem
- Shawinigan : Centre Roland-Bertrand
- Longueuil : Place à l'emploi
- MRC des Collines-de-l'Outaouais : Réhabex
- Repentigny : Via-Travail
- Mascouche : Via-Travail
- Terrebonne : Via-Travail
- Drummondville : Services d'aide en prévention de la criminalité

Les coûts du PAJIC représentent, entre autres, les montants versés aux OCA en contrepartie des services rendus dans le cadre du PAJIC. Pour l'année financière 2024- 2025, les coûts engendrés s'élèvent à 585,4 k\$.

Pour l'instant, aucune statistique n'est disponible en ce qui concerne le PAJIC mais il est prévu qu'une étude au sujet de ces programmes soit réalisée d'ici 2025-2026 afin de permettre au ministre de faire un rapport au gouvernement sur le déploiement de ces programmes d'adaptabilité, le tout conformément à l'article 172 de la Loi visant principalement à favoriser l'efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d'intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel.

Question **126**

Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.

Aucune demande d'accès à l'information n'a été envoyée au cabinet pour approbation.

Le cabinet est consulté avant que la décision soit rendue dans le cas où un document lui appartenant est visé par la demande d'accès à l'information, et ce, conformément à l'article 34 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Le cabinet est informé de toutes les décisions d'accès rendues ainsi que des documents transmis sauf lorsqu'il s'agit de renseignements personnels. Ces décisions sont diffusées sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 8) :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/justice/acces-information>.

Question 132	Concernant la lutte contre la violence conjugale et familiale, fournir :
	a. une ventilation des budgets alloués pour combattre le phénomène de la violence conjugale et familiale en 2024-2025; prévisions pour 2025-2026; b. le bilan de la mise en œuvre du plan d'action 2018-2023.

a) Une ventilation des budgets alloués pour combattre le phénomène de la violence conjugale et familiale en 2024-2025

Mesure	Montant (\$)
Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027	39 949 845
Soutenir des services de proximité culturellement pertinents pour accompagner dans leur guérison les hommes et les femmes autochtones.	800 000

Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels

Mesure	Montant (\$)
Réseau des centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) ¹	13 912 929
SOS violence conjugale ²	1 432 150

¹Ce montant est basé sur le pourcentage de la clientèle touchée par une infraction commise dans un contexte conjugal ou familial, et ce, pour la période du 1er avril 2024 au 31 janvier 2025 soit 34,9% de la clientèle du Réseau des CAVAC. Il exclut les sommes accordées aux CAVAC dans le cadre de l'instauration d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et du Programme témoin enfant et autres vulnérabilités.

²Inclus un montant pour la réalisation du Programme d'aide financière d'urgence.

Investissements liés à des projets spécifiques liés au programme de financement du FAVAC

Le FAVAC finance également annuellement des projets dans le cadre de son programme de subvention pour favoriser la recherche, l'information, la sensibilisation et la formation en matière d'aide aux victimes d'actes criminels. Une somme de 208 598 \$ a été versée en 2024-2025 (voir la liste des projets à la réponse de la question DP3.10).

Investissements détaillés liés aux divers plans d'action et Stratégies contre la violence conjugale

Mesure	Note	Montant (\$)
Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025	Le MJQ est responsable de 2 actions : Action 1 : Mettre en place un service juridique d'urgence pour déterminer, notamment, les droits de garde d'enfants en contexte de violence conjugale. Action 9 : Mettre en place un programme d'aide financière d'urgence afin de faciliter la sortie d'un milieu dangereux pour les personnes victimes de violence conjugale.	5 965 000
Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026	Le MJQ est responsable de 3 actions : Action 4 : Déployer de nouvelles activités qui consolideront l'intervention de l'organisme SOS violence conjugale, soit une ligne d'écoute, de référence et de clavardage 24/24, 7/7, incluant une	800 000

Question 132	Suite

	application mobile pour connaître les disponibilités dans les maisons d'hébergement en temps réel ainsi qu'un projet interactif de sensibilisation des jeunes aux relations amoureuses saines et égalitaires - Action 5 : Faciliter la sortie d'un milieu dangereux pour les personnes victimes de violence conjugale, notamment, en permettant à des personnes dont la vie ou la sécurité est menacée de bénéficier de mesures couvrant des dépenses liées entre autres au transport et à l'hébergement, les aidant ainsi à se loger. À noter que cette mesure est réalisée dans le Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes. - Action A2 : Soutenir les services de proximité culturellement pertinents pour accompagner dans leur guérison les hommes et les femmes autochtones, ainsi que leur entourage en contexte de violence conjugale et familiale.	
Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et rebâtir la confiance 2022-2027	Le MJQ est responsable de 6 actions structurantes en violence sexuelle et en violence conjugale : - Action 18 : Mener des projets pilotes d'intégration de services en violence sexuelle et en violence conjugale en soutenant des initiatives émanant de la communauté. - Action 25 : Créer un bureau de soutien aux services aux personnes victimes d'infractions criminelles. - Action 27 : Protéger les personnes victimes de violence familiale ou sexuelle par des modifications législatives. - Action 28 : Assurer le déploiement du Programme témoin enfant et autres témoins vulnérables à l'échelle du Québec, incluant les témoins autochtones dans une perspective de sécurisation culturelle. - Action 29 : Accorder à toutes les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale,	39 949 845

Question	132	Suite

	des services gratuits de consultation juridique et de représentation en urgence, peu importe leur revenu et dans tous les domaines du droit. - Action 30 : Mener des projets pilotes de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, incluant la prise en compte des réalités autochtones. - À cela s'ajoute une action complémentaire, identifiée au moment de la bonification de la Stratégie gouvernementale intégrée : • Identifier le meilleur moyen pour renforcer la sécurité des victimes de violence conjugale, en évaluant notamment la pertinence d'implanter un programme de dispositif grave danger au Québec, et déployer un projet pilote en ce sens. • Bonification Tribunal spécialisé.	

b) Le bilan de la mise en œuvre du plan d'action 2018-2023

Ce plan d'action est terminé et a été remplacé par la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027.

Autres actions

Le détail des autres actions sont incluses à la réponse de la question DP1.20.

Question 134	Pour 2024-2025, pour chacune des matières des différentes chambres de la Cour du Québec, indiquer : a. le délai moyen de chacune des étapes de traitement de la réception du dossier à la rédaction de la décision; b. la moyenne de dossiers traités par chacun des juges

a) Le délai moyen de chacune des étapes de traitement de la réception du dossier à la rédaction de la décision

Pour les dossiers en matière civile, jeunesse, criminelle et pénale, la réponse à cette question est incluse à la réponse de la question DP1.85.

b) La moyenne de dossiers traités par chacun des juges

Le Ministère ne dispose pas de l'information permettant de répondre à cette question.

Question 138	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2024-2025 et de celles prévues en 2025-2026 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.

Description	Montant (\$)
Centres d'aides aux victimes d'actes criminels (CAVAC) ^{1,4}	39 865 125
SOS violence conjugale ²	1 432 150
Association québécoise Plaidoyer-Victimes (AQPV) (via le SACAIS)	336 900
Centre d'expertise Marie-Vincent	420 700
Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal (CVASM) ²	1 425 080
Association des familles de personnes assassinées ou disparues (AFPAD)	195 000
Centre de services de justice réparatrice (CSJR)	150 000
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale - Services intégrés en abus et maltraitance (SIAM)	100 000
Éducaloi	50 000
Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027 ³	8 428 545
Instaurer un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale	31 521 300
Soutenir des services de proximité culturellement pertinents pour accompagner dans leur guérison les hommes et les femmes autochtones	800 000
Total	84 724 800

¹Excluant les sommes accordées aux CAVAC dans le cadre de l'instauration d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale (6 043 500 \$) et du Programme témoin enfant et autres vulnérabilités (2 135 523 \$), pour un montant total de 48 044 148 \$ accordé aux CAVAC.

²Incluant un montant provenant du Ministère pour la réalisation du Programme d'aide financière d'urgence.

³Excluant l'instauration d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale.

⁴Incluant les sommes accordées aux CAVAC dans le cadre des Actions ministérielles liées au Plan d'action gouvernemental en matière d'exploitation sexuelle des mineurs (EDIES).

Question 140	Pour 2024-2025 et les deux années précédentes, le nombre de traducteurs collaborant avec le MJQ.

En 2024-2025, 23 traducteurs ou firmes de traduction ont collaboré avec le Ministère, incluant la Société québécoise d’information juridique pour certains mandats de traduction.

Question 146	État d'avancement du projet Lexius (ce qui est complété, ce qui est à venir, échéanciers), y incluant les prévisions budgétaires et les échéances pour les travaux à venir : a. Détails sur les contrats conclus par le gouvernement et qui sont terminés ou en cours (mode de conclusion, montant global, détails) pour la réalisation du projet en incluant, le cas échéant, le montant de tout dépassement et les justifications des dépassements, le cas échéant; b. Nombre de ressources dédiées à la réalisation du projet (ETC du MJQ et nombre de consultants impliqués).

Les sommes dépensées en 2024-2025 sont de 13,8 M\$.

Les phases conception et planification sont complétées depuis 2021. Les projets autorisés du Programme Lexius sont actuellement dans la phase d'exécution.

Les équipes sont à pied d'œuvre pour le développement de la matière criminelle qui inclut l'ouverture et la mise à jour du dossier de façon numérique, le dépôt des pièces et des preuves en audience, la gestion des résultats de l'audience ainsi que la création d'un plumitif numérique. En parallèle du développement, des travaux d'aménagement des salles sont réalisés.

En plus de la matière criminelle, des efforts sont en cours pour le développement de la gestion des assignations pour la Cour du Québec.

- a) La firme CGI est le prestataire de services retenu, à la suite d'un appel d'offres, qui collabore avec les équipes dans les travaux de réalisation. Le contrat est d'une durée de trois ans et inclut trois années optionnelles.
- b) Les efforts réalisés par des ressources internes en 2024-2025 pour le Programme Lexius sont à la hauteur de 30,6 ETC. Le principal contrat avec un fournisseur externe pour Lexius étant forfaitaire, il n'est pas possible d'identifier le nombre de consultants impliqués.

Mentionnons que de l'information complémentaire sur les projets de transformation est disponible dans la DP1.84.

Question 147	Suivi donné en réponse au rapport de la protectrice du citoyen sur les activités de la DIVAC, publié le 15 septembre 2016. Indiquer les mesures mises en place pour répondre aux recommandations du rapport.

Le 8 juin 2021, le Protecteur du citoyen a confirmé à la Direction générale de l’indemnisation des victimes d'actes criminels que l'implantation des deux dernières recommandations finalise leur suivi du rapport d'enquête.

Q_{uestion} 148	Indiquer le nombre de départs à la retraite chez les juristes soumis aux conditions de la Loi assurant la continuité de la prestation des services juridiques au sein du gouvernement et permettant la poursuite de la négociation ainsi que le renouvellement de la convention collective des salariés assurant la prestation de ces services juridiques, et ce, depuis le 28 février 2017.

En 2024-2025, il y a eu quatre départs à la retraite chez les juristes.

Question **151**

Ventilation détaillée des 19,2 M\$ annoncés pour améliorer les services offerts aux Premières Nations et aux Inuits en matière de justice en mars 2021.

Le ministre responsable des Affaires autochtones, M. Ian Lafrenière et le ministre de la Justice, M. Simon Jolin-Barrette, ont annoncé en mars 2021 un investissement de 19,2 M\$ sur cinq ans, en vue de mettre en œuvre des mesures concrètes visant à accroître l'accompagnement des autochtones en matière de justice.

Les mesures annoncées étaient les suivantes :

1) L'embauche d'intervenantes et d'intervenants autochtones additionnels responsables d'offrir des services d'aide aux victimes d'actes criminels (7,7 M\$/5 ans) :

En 2024-2025, une somme de 1 299 300 \$ a permis de contribuer au maintien à l'emploi de 13 intervenants autochtones au sein des CAVAC offrant des services aux personnes victimes autochtones et la réfection de locaux en communautés pour certains de ces intervenants. Aussi, une somme de 415 000 \$ a permis le soutien de cinq postes offerts directement par des organismes autochtones, soit deux intervenants sous la responsabilité du Conseil de la Nation Atikamekw, d'un intervenant au sein du Centre de justice des Premiers peuples de Montréal, d'un intervenant sous la responsabilité du Mohawk Council of Akwesasne et d'un intervenant sous la responsabilité du Mohawk Council of Kahnawake.

2) Le déploiement accru des services de conseillères et conseillers parajudiciaires aux autochtones (6 M\$/5 ans) : 1 471 000 \$ en 2024-2025. Cette mesure vise :

- L'ajustement de la rémunération des conseillères et conseillers parajudiciaires déjà en emploi ;
- L'augmentation du financement lié au fonctionnement des organismes autochtones responsables de l'offre de services de conseillères et conseillers parajudiciaires ;
- L'embauche de nouveaux conseillers parajudiciaires pour les Premières Nations et les Inuits.

3) L'amélioration et le déploiement des services d'interprètes en langues autochtones (5,5 M\$/5 ans) :

Des discussions sont en cours avec le milieu innu afin de conclure une entente avec une organisation autochtone pour la formation, l'accréditation et l'embauche d'interprètes dans le contexte d'activités liées à la justice.

Question 166	Budget spécifique prévu pour le projet-pilote de médiation en matière de droit de la jeunesse en 2025-2026

Le budget prévu en 2024-2025 totalise 350 000 \$.

Question 167	Budget spécifique prévu pour la mise en œuvre éventuelle des actions qui seront déterminées à la Table nationale jeunesse du ministre de la Justice et du ministre responsable des Services sociaux.

Aucun budget spécifique n’a été prévu pour la mise en œuvre de ces mesures.

Q _{uestion} 173	Bilan du service de médiation en protection de la jeunesse dans le cadre du projet pilote à Québec.

Le projet pilote est déployé à ce jour dans les régions de la Capitale-Nationale (district de Québec), de l’Estrie (districts de Saint-François et Bedford), des Laurentides (district de Saint-Jérôme), de la Montérégie (districts de Longueuil et de Saint-Jean-sur-Richelieu), de Chaudière-Appalaches (districts de Montmagny, Frontenac, Beauce) et de Lanaudière (district de Joliette).

Un total de 94 dossiers a été référé vers la médiation en protection de la jeunesse en 2024-2025. Pour l’ensemble des districts du projet pilote, le montant payé en honoraires aux médiateurs contractuels pour les séances est de 50 355 \$ en 2024-2025.

En plus de médiateurs contractuels, le MJQ a maintenant aussi recours aux services de médiateurs spécialisés en protection de la jeunesse qui agissent à temps plein sur le projet. Un contrat a été conclu en août 2024 avec le Centre de justice de proximité de Laval-Laurentides-Lanaudière et un autre en septembre 2024 avec le Centre de justice de proximité de Québec, à cet effet.